

244

PRINTEMPS
2013

Spirale

arts lettres sciences humaines

DOSSIER

Sous la direction de Manon Plante et Patrick Poirier

Le savoir capital



PORTFOLIO

Francine Paul présente

Pierre Dorion

À PROPOS

Une chronique signée par

Louis Hamelin

Lacroix
Allen
Pontalis
Huston
Cixous
Robin
Rancière
Burgelin
Ortiz
Wolff
Pamuk
Ronfard
Soldevila
Essiambre
Hlady
Sarraute

Spirale

www.spiralemagazine.com

DIRECTEUR

Patrick Poirier

DIRECTRICE ARTISTIQUE

Sylvie Lacerte

COMITÉ DE RÉDACTION

Gilles Dupuis
Stéphan Gibeault
Sandrina Joseph
Claire Legendre
Guylaine Massoutre
Manon Plante
Sylvano Santini

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rose Marie Arbour
Guy Champagne
Louise Déry, vice-présidente
Robert Dion
Rina Olivieri
Patrick Poirier
Jean-Michel Sivry, président

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Alice Michaud-Lapointe

DIRECTION DE LA COLLECTION

« NOUVEAUX ESSAIS SPIRALE »

Nicolas Lévesque et André Lamarre

CORRECTRICE

Louise Nepveu

COMMUNICATION ET PUBLICITÉS

Éric Samson

CONCEPTION ARTISTIQUE

GRAPHISME ET IMPRESSION

Mardigrafe inc.

COORDONNÉES

6742, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2S 2S2
Tél. : 514 934-5651
Fax : 514 934-6390
Courriel : spiralemagazine@yahoo.com
www.spiralemagazine.com

DISTRIBUTION

LMPI
8155, rue Larrey
Anjou (Québec) H1J 2L5
Tél. : 514 355-5674
Sans frais : 1 800 463-3246
Fax : 514 355-5676
Courriel : lmpi@lmpi.com

ABONNEMENTS

PAR NOTRE SITE INTERNET :

www.spiralemagazine.com

PAR TÉLÉPHONE :

Tél. : 514 934-5651

PAR COURRIEL :

spiralemagazine@yahoo.com

PAR LA SODEP :

Tél. : 514 397-8669

COURRIEL : abonnement@sodep.qc.ca

SITE : www.sodep.qc.ca

TARIFS AVANT TAXES, POUR 1 AN/4 N°s :

- Canada (individu) : 40,00 \$
- Canada (étudiant) : 30,00 \$
- Canada (institution) : 50,00 \$
- Canada (soutien) : 80,00 \$ ou plus
- Étranger (USA) : 60,00 \$
- Étranger (Outre-mer) : 80,00 \$

DÉPÔT LÉGAL

Bibliothèque nationale du Canada
ISSN : 0225-9044

DROITS D'AUTEUR

ET DROITS DE REPRODUCTION

Copibec
Tél. : 514 988-1664 ou 1 800 717-2022
Courriel : licences@copibec.qc.ca

NOS COLLABORATEURS (N° 244)

Rose Marie Arbour [Département d'histoire de l'art, UQAM] Guillaume Asselin [Département d'études littéraires, UQAM] Paul Beaucage [Auteur, critique de cinéma] Frédérique Bernier [Département de français, Cégep de Saint-Laurent] Anne-Marie David [Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Gilbert David [CRILCO/Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Gilles Dupuis [CRILCO/Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Brigitte Faivre-Duboz [Département de français, Cégep de Saint-Laurent] Hervé Guay [Département de lettres et communication sociale, UQTR] Louis Hamelin [Critique littéraire et romancier] Martin Jalbert [Département de français, Cégep Marie-Victorin] Sylvie Lacerte [Critique et commissaire indépendante] Marie Claire Lanctôt Bélanger [Critique et psychanalyste] Georges Leroux [Département de philosophie, UQAM] Guylaine Massoutre [Département de français, Cégep du Vieux-Montréal] Ginette Michaud [Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Marco Micone [Écrivain] Pierre Nepveu [CRILCO/Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Maya Ombasic [Auteure, Département de littérature comparée, Université de Montréal] Maxime Ouellet [Département de sciences politiques, Collège Lionel-Groulx] Francine Paul [Historienne et critique d'art] Jacques Pelletier [Département d'études littéraires, UQAM] Michel Peterson [Auteur, critique et psychanalyste] Manon Plante [Département de français, Cégep de Saint-Laurent] Patrick Poirier [CRILCO/Université de Montréal] Pierre Popovic [Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Martin Provencher [Département de philosophie, Collège de Rosemont] François Rochon [Département de français, Cégep de Saint-Laurent] Lori Saint-Martin [Département d'études littéraires, UQAM]

Conseil des arts
et des lettres

Québec



Conseil des Arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

CONSEIL DES ARTS
DE MONTRÉAL



SPIRALE est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (Sodep). Consultez les archives numériques du magazine (2002-2009) sur le site ÉRUDIT [www.erudit.org].

PROTOCOLE

Le magazine culturel SPIRALE ne publie que des textes originaux et inédits. Le comité de rédaction reçoit les manuscrits en trois formats : les « En bref », comptes rendus d'au plus 400 mots ; les textes simples, d'au plus 800 mots ; les textes doubles, d'au plus 1700 mots. Des intertitres doivent être insérés aux 400 mots dans les textes simples et doubles. Le bloc référence (titre de l'article, nom du collaborateur, adresses postale et électronique, téléphone ; titre et auteur de l'ouvrage recensé, traducteur, maison d'édition, année de publication, nombre de pages) doit être reproduit sur une feuille séparée. Les collaborateurs sont priés de transmettre leur article en document WORD (de préférence) par courrier électronique. La rédaction se réserve le droit d'opérer des changements mineurs sur les textes reçus et acceptés par le comité, et ce sans préavis. Dans le cas où des corrections plus importantes seraient jugées nécessaires, le collaborateur pourrait être appelé à modifier son texte, puis à le représenter au comité. Il est exigé des collaborateurs qu'ils joignent leurs coordonnées à tout texte envoyé, ce qui facilite la communication avec la rédaction, ainsi que l'envoi de la rétribution allouée pour la rédaction de tout article, qui s'effectue à l'occasion de la rencontre annuelle des collaborateurs en juin de chaque année. SPIRALE n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont envoyés. Les manuscrits refusés par le comité et non publiés ne sont pas rendus. Tout article retenu est susceptible d'être disponible sur notre site Internet et sur le site ÉRUDIT. Les opinions émises ne sont pas nécessairement celles de la rédaction et n'engagent que leurs auteurs.

sodep
Société de développement
des périodiques
culturels québécois

érudit
www.erudit.org

Spirale

www.spiralemagazine.com

DIRECTEUR

Patrick Poirier

DIRECTRICE ARTISTIQUE

Sylvie Lacerte

COMITÉ DE RÉDACTION

Gilles Dupuis
Stéphan Gibeault
Sandrina Joseph
Claire Legendre
Guylaine Massoutre
Manon Plante
Sylvano Santini

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rose Marie Arbour
Guy Champagne
Louise Déry, vice-présidente
Robert Dion
Rina Olivieri
Patrick Poirier
Jean-Michel Sivry, président

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Alice Michaud-Lapointe

DIRECTION DE LA COLLECTION

« NOUVEAUX ESSAIS SPIRALE »

Nicolas Lévesque et André Lamarre

CORRECTRICE

Louise Nepveu

COMMUNICATION ET PUBLICITÉS

Éric Samson

CONCEPTION ARTISTIQUE

GRAPHISME ET IMPRESSION

Mardigrafe inc.

COORDONNÉES

6742, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2S 2S2
Tél. : 514 934-5651
Fax : 514 934-6390
Courriel : spiralemagazine@yahoo.com
www.spiralemagazine.com

DISTRIBUTION

LMPi
8155, rue Larrey
Anjou (Québec) H1J 2L5
Tél. : 514 355-5674
Sans frais : 1 800 463-3246
Fax : 514 355-5676
Courriel : lmpi@lmpi.com

ABONNEMENTS

PAR NOTRE SITE INTERNET :

www.spiralemagazine.com

PAR TÉLÉPHONE :

Tél. : 514 934-5651

PAR COURRIEL :

spiralemagazine@yahoo.com

PAR LA SODEP :

Tél. : 514 397-8669

COURRIEL : abonnement@sodep.qc.ca

SITE : www.sodep.qc.ca

TARIFS AVANT TAXES, POUR 1 AN/4 N°s :

- Canada (individu) : 40,00 \$
- Canada (étudiant) : 30,00 \$
- Canada (institution) : 50,00 \$
- Canada (soutien) : 80,00 \$ ou plus
- Étranger (USA) : 60,00 \$
- Étranger (Outre-mer) : 80,00 \$

DÉPÔT LÉGAL

Bibliothèque nationale du Canada
ISSN : 0225-9044

DROITS D'AUTEUR

ET DROITS DE REPRODUCTION

Copibec
Tél. : 514 988-1664 ou 1 800 717-2022
Courriel : licences@copibec.qc.ca

NOS COLLABORATEURS (N° 244)

Rose Marie Arbour [Département d'histoire de l'art, UQAM] Guillaume Asselin [Département d'études littéraires, UQAM] Paul Beaucage [Auteur, critique de cinéma] Frédérique Bernier [Département de français, Cégep de Saint-Laurent] Anne-Marie David [Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Gilbert David [CRILCO/Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Gilles Dupuis [CRILCO/Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Brigitte Faivre-Duboz [Département de français, Cégep de Saint-Laurent] Hervé Guay [Département de lettres et communication sociale, UQTR] Louis Hamelin [Critique littéraire et romancier] Martin Jalbert [Département de français, Cégep Marie-Victorin] Sylvie Lacerte [Critique et commissaire indépendante] Marie Claire Lanctôt Bélanger [Critique et psychanalyste] Georges Leroux [Département de philosophie, UQAM] Guylaine Massoutre [Département de français, Cégep du Vieux-Montréal] Ginette Michaud [Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Marco Micone [Écrivain] Pierre Nepveu [CRILCO/Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Maya Ombasis [Auteure, Département de littérature comparée, Université de Montréal] Maxime Ouellet [Département de sciences politiques, Collège Lionel-Groulx] Francine Paul [Historienne et critique d'art] Jacques Pelletier [Département d'études littéraires, UQAM] Michel Peterson [Auteur, critique et psychanalyste] Manon Plante [Département de français, Cégep de Saint-Laurent] Patrick Poirier [CRILCO/Université de Montréal] Pierre Popovic [Département des littératures de langue française, Université de Montréal] Martin Provencher [Département de philosophie, Collège de Rosemont] François Rochon [Département de français, Cégep de Saint-Laurent] Lori Saint-Martin [Département d'études littéraires, UQAM]

Conseil des arts
et des lettres

Québec



Conseil des Arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

CONSEIL DES ARTS
DE MONTRÉAL



érudit
www.erudit.org

SPIRALE est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (Sodep). Consultez les archives numériques du magazine (2002-2009) sur le site ÉRUDIT [www.erudit.org].

PROTOCOLE

Le magazine culturel SPIRALE ne publie que des textes originaux et inédits. Le comité de rédaction reçoit les manuscrits en trois formats : les « En bref », comptes rendus d'au plus 400 mots ; les textes simples, d'au plus 800 mots ; les textes doubles, d'au plus 1700 mots. Des intertitres doivent être insérés aux 400 mots dans les textes simples et doubles. Le bloc référence (titre de l'article, nom du collaborateur, adresses postale et électronique, téléphone ; titre et auteur de l'ouvrage recensé, traducteur, maison d'édition, année de publication, nombre de pages) doit être reproduit sur une feuille séparée. Les collaborateurs sont priés de transmettre leur article en document WORD (de préférence) par courrier électronique. La rédaction se réserve le droit d'opérer des changements mineurs sur les textes reçus et acceptés par le comité, et ce sans préavis. Dans le cas où des corrections plus importantes seraient jugées nécessaires, le collaborateur pourrait être appelé à modifier son texte, puis à le représenter au comité. Il est exigé des collaborateurs qu'ils joignent leurs coordonnées à tout texte envoyé, ce qui facilite la communication avec la rédaction, ainsi que l'envoi de la rétribution allouée pour la rédaction de tout article, qui s'effectue à l'occasion de la rencontre annuelle des collaborateurs en juin de chaque année. SPIRALE n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont envoyés. Les manuscrits refusés par le comité et non publiés ne sont pas rendus. Tout article retenu est susceptible d'être disponible sur notre site Internet et sur le site ÉRUDIT. Les opinions émises ne sont pas nécessairement celles de la rédaction et n'engagent que leurs auteurs.

PORTFOLIO

19 Pierre Dorion

[par Francine Paul]

Dès le début des années 80, les premières expositions de Pierre Dorion furent remarquées par la critique et l'ensemble du milieu professionnel, tant à Montréal et Toronto qu'à New York. Il exposa rapidement aux galeries Jack Shainman (New York) et René Blouin (Montréal), qui le représentent encore. Ses dernières expositions dans ces deux galeries se tinrent en 2011 et 2012. Dorion a été invité dans de nombreuses expositions collectives et individuelles, au Québec, au Canada, aux États-Unis et en Europe, dans des galeries universitaires et dans des musées. Lauréat du Prix Louis-Comtois (1997), il fut commissaire chez Dazibao (2000), mais également pour l'exposition *Off the Wall* à la galerie Leonard & Bina Ellen de l'Université Concordia (2009). En 2012, le Musée national des beaux-arts du Québec l'invitait à titre d'essayiste et de commissaire pour le volet historique de l'exposition *À ciel ouvert. Le nouveau pleinairisme*. En 2010, le Musée des beaux-arts de Montréal présentait *Pierre Dorion, peinture et photographie* et, en 2012, le Musée d'art contemporain de Montréal lui a consacré sa première rétrospective intitulée *Pierre Dorion*, organisée par le conservateur Mark Lancôt. Un catalogue illustré accompagnait l'exposition. Au printemps 2013, la Dalhousie Art Gallery, à Halifax, présentera ses tableaux de 1994 à 2012.



Closer, 2002. Huile sur toile de lin, 122 x 183 cm. Collection de Helen Sinclair et Paul Cantor. Photo : John Berrens



À PROPOS

- 7 Le problème du moyen contexte.
Les héritiers de Don Quichotte III
[par Louis Hamelin]

ACTUALITÉS, CONSTATS, DÉBATS

- 10 L'immigration italienne :
ses rêves, ses tourments, sa mafia
[par Marco Micone]

ARTS VISUELS

- 13 *Les arts en Nouvelle-France*,
de Laurier Lacroix et al.
[par Rose Marie Arbour]
- 14 *Archival Dialogues :
Reading the Black Star Collection*
[par Sylvie Lacerte]

CINÉMA

- 17 *To Rome with Love*,
de Woody Allen
[par Paul Beaucage]

PORTFOLIO

- 19 Pierre Dorion / Espaces et lumière
[par Francine Paul]

HOMMAGE

- 62 Remémoration d'un ami
[par Marie Claire Lanctôt Bélanger]

ESSAI

- 63 *Le laboratoire central*, de J.-B. Pontalis,
[par Marie Claire Lanctôt Bélanger]
- 65 *Reflets dans un œil d'homme*, de Nancy Huston
Beauté fatale, de Mona Cholet,
Cerveau, hormones et sexe.
Des différences en question, Louise Cossette (dir.)
[par Lori Saint-Martin]
- 68 *Le voyage de la racine alechinsky*, de Hélène Cixous
Luc Tuymans. Relevé de la mort, Volumes I et II,
de Hélène Cixous
[par Ginette Michaud]
- 70 *Nous autres, les autres*,
de Régine Robin
[par Gilles Dupuis]
- 73 *Figures de l'histoire*, de Jacques Rancière
*Les mal nommés. Duras, Leiris, Calet,
Bove, Perec, Gary et quelques autres*,
de Claude Burgelin
[par Guylaine Massoutre]
- 75 *Controverse cubaine entre le tabac et le sucre*,
de Fernando Ortiz
[par Michel Peterson]
- 78 *The Human Right to Health*,
de Jonathan Wolff
[par Martin Provencher]

POÉSIE

- 81 *Pas d'ici, pas d'ailleurs. Anthologie poétique
francophone de voix féminines contemporaines*,
Sabine Huynh, Andrée Lacelle, Angèle Paoli
et Aurélie Tourniaire (dir.)
[par Pierre Nepveu]

RÉCIT

- 83 *Mon père et autres textes*, de Orhan Pamuk
[par Maya Ombasich]

THÉÂTRE

- 85 *Un*, texte, mise en scène et interprétation
de Mani Soleymanlou, comise en scène d'Alice Ronfard
Les trois exils de Christian E.,
texte et mise en scène de Philippe Soldevila,
texte et interprétation de Christian Essiambre
[par Hervé Guay]
- 88 *La danse de mort*,
de August Strindberg mise en scène de Gregory Hlady
La robe blanche,
texte, mise en scène et jeu de Pol Pelletier
Pour un oui ou pour un non,
de Nathalie Sarraute
[par Gilbert David]

DOSSIER

LE SAVOIR CAPITAL

- 31 Présentation
[par Manon Plante et Patrick Poirier]
- 33 *Les dessous du printemps étudiant.*
*La relation trouble des Québécois à l'histoire,
à l'éducation et au territoire*,
de Gérard Beaudet
[par Pierre Popovic]
- 36 *La parole universitaire*,
de Pierre Macherey
[par Georges Leroux]
- 39 *Une idée de l'université.*
Propositions d'un professeur militant,
de Michel Seymour
[par Jacques Pelletier]
- 42 *Je ne suis pas une PME.*
Plaidoyer pour une université publique,
de Normand Baillargeon
[par Frédérique Bernier]
- 45 *Aimer, enseigner*, de Yvon Rivard
[par Guillaume Asselin]
- 48 *Dans la classe.*
Essai sur l'enseignement à l'heure de la réforme
de Sébastien Mussi
[par François Rochon]
- 50 *Université Inc. Des mythes sur la hausse des frais
de scolarité et l'économie du savoir*
de Éric Martin et Maxime Ouellet
[par Martin Jalbert]
- 52 *La nouvelle école capitaliste*,
de Christian Laval et al.
[par Guillaume Asselin]
- 54 « L'éducation en péril.
Pour mieux comprendre "le printemps érable" »,
Danièle Letocha et Frédéric Parent (dir.),
Cahiers Fernand Dumont, n° 2, automne 2012
[par Maxime Ouellet]
- 57 *Après le printemps*, de Pierre-Luc Brisson
Année rouge, de Nicolas Langelier
[par Brigitte Faivre-Duboz]
- 59 *Le printemps québécois. Une anthologie*,
Maude Bonenfant, Anthony Glinoeur,
Martine-Emmanuelle Lapointe (dir.)
[par Anne-Marie David]

Notes pour le printemps

Compte tenu du mandat qui est celui de *Spirale*, le magazine ne pouvait, un an après les événements du « Printemps québécois », ignorer les nombreux ouvrages qui lui ont récemment été consacrés. Loin, toutefois, de chercher ici à célébrer ou à commémorer stérilement un événement dont la contemporanéité nous empêche encore de prendre la pleine mesure, les collaborateurs du dossier « Le savoir capital » ont été appelés à réfléchir, à commenter et à penser de manière « engagée » aux fondements mêmes de la crise qui a secoué le Québec. Parmi les problématiques soulevées par la contestation étudiante et appuyées largement par le corps professoral, le refus de la marchandisation du savoir se démarque et apparaît en effet comme le socle sous-tendant tous les autres. Or, à regarder de près l'allure actuelle du débat sur l'éducation — particulièrement dans la foulée d'un Sommet sur l'éducation supérieure qui, malgré la promesse des « chantiers » annoncés, a toutes les allures d'un rendez-vous manqué avec l'histoire —, nous sommes plus que jamais en droit de nous inquiéter. Comme le soulignait Manon Plante dans l'invitation adressée aux collaborateurs de ce dossier, « *s'il est urgent de réfléchir au mode d'accessibilité aux institutions d'éducation supérieure (collégiale et universitaire) afin de garantir l'idéal démocratique fondant notre relation au savoir, il importe tout autant de se pencher sur la nature du savoir auquel nous souhaitons préserver l'accès* ». Les manifestations étudiantes ont pourtant révélé l'importance de se prémunir contre la gestion néolibérale des universités, comme si celle-ci était encore de l'ordre de la menace, alors que la donne économique dirige et oriente déjà le monde de l'éducation. Sans cette réflexion sur les contenus du savoir, les seules questions de l'accessibilité aux institutions d'éducation et de la gratuité scolaire pourraient bien rater leur cible et ne pas critiquer ce qui cause à la base le « naufrage » (Michel Freitag) du système d'éducation. Est-il besoin de dire combien nous paraît important ce dossier ?

ÉPOPÉE — UN NUMÉRO HORS SÉRIE !

Une fois n'est pas (encore) coutume, mais nos lecteurs et lectrices sont vivement invité(e)s à porter une attention toute particulière aux kiosques et aux tables de leurs librairies préférées. En plus du présent numéro, *Spirale* a en effet eu l'immense plaisir de publier son tout premier numéro « hors série » ce printemps. L'idée d'ouvrir nos pages à des projets de publication originaux, inédits et audacieux nous souriait depuis un certain temps déjà. Si le site internet du Collectif Radio Spirale et notre collection d'essais aux Éditions Nota bene nous permettent depuis plusieurs années d'explorer d'autres voies comme autant d'extensions du magazine, nous souhaitons aussi pouvoir, de temps à autre, emprunter des chemins qui, sans s'éloigner du mandat et du projet critique qui sont les nôtres, nous conduiraient vers des rivages autrement inaccessibles. Il tombait

donc sous le sens que ce soit grâce à notre complicité avec les Éditions Nota bene que nous ayons été en mesure de donner suite au projet que nous ont soumis Érik Bordeleau, André Habib, Hermine Ortega et notre collègue Sylvano Santini. Intitulé *Épopée*, ce premier numéro « hors série » cherche, à sa manière, à accompagner le projet éponyme : *Épopée* est en effet un groupe d'action en cinéma formé en 2007 au cours du documentaire *Hommes à louer* traitant de la toxicomanie et du travail du sexe au masculin à Montréal. Entre 2010 et 2012, le projet déboucha sur la création de films de fiction et documentaires diffusés sur le Web, à deux longs-métrages ainsi qu'à des installations en galerie d'art. Au printemps 2012, le groupe *Épopée* accompagna le mouvement étudiant dans sa lutte pour l'éducation. Un long-métrage, *Insurgence*, fut présenté en octobre 2012. Ce « hors série » de *Spirale* rassemble des textes, des entretiens, des témoignages, des documents, des scénarios, un manifeste, des images, autant de manières de rendre compte des actions du collectif. Aux essais et aux analyses offrant des perspectives et des horizons très divers sur le projet, les responsables du projet ont cherché à mêler la parole des créateurs et des intervenants au sein du collectif, des manuscrits et des tapuscrits bouleversants composés dans les ateliers d'écriture, première étape décisive du projet, et un dossier d'images, sans légende, qui voudrait rendre sensible la continuité et la richesse esthétique de ces œuvres qui reçoivent et transportent le « *faisceau de ténèbres qui provient de son temps* ». Lancé le 12 avril dernier à la Librairie Le Port de tête, ce numéro « hors série » est maintenant disponible en kiosque, mais nos lecteurs et lectrices peuvent également se le procurer en communiquant directement avec le bureau de *Spirale*.

SPIRALE DONNE À PENSER

Notre campagne d'abonnement est toujours en cours et nous invitons bien entendu tous ceux et celles qu'intéresse le projet critique du magazine à prendre rapidement connaissance des détails de cette offre sur le site du magazine à l'onglet « Abonnement » (www.spiralemagazine.com) ou sur notre page Facebook (*Spirale — Magazine culturel*). Notre campagne prend fin le 30 juin prochain.

RENCONTRE ANNUELLE DU MAGAZINE

La Rencontre printanière de *Spirale* est une tradition que nous maintenons avec plaisir année après année. Si nous profitons toujours de l'occasion pour souligner la parution de notre plus récent numéro et pour annoncer les finalistes du Prix *Spirale* Eva-Le-Grand, cet événement nous permet surtout de rencontrer nos collaborateurs et collaboratrices, ainsi que tous nos lecteurs et lectrices qui sont aussi conviés à notre petite fête. L'occasion est surtout belle de célébrer et de

lever nos verres à la santé de tous ceux et celles qui rendent possible, aujourd'hui, une improbable aventure comme celle de *Spirale*; il nous est hélas trop rarement donné de le faire. Cette année encore la rencontre aura lieu à la Librairie Olivieri à la fin du mois de mai ou au début du mois de juin. Pour la première fois cette année, nous y dévoilerons également le/la lauréat(e) du Prix de la critique émergente. La date reste à préciser, mais comme toujours, nous en ferons notamment l'annonce dans les pages du *Devoir*. Nous vous invitons bien entendu à communiquer avec le secrétariat de *Spirale* pour nous faire part de votre adresse courriel si vous souhaitez faire partie de notre liste et être tenus informés de toutes nos activités.

« NOUVEAUX ESSAIS SPIRALE »

Deux nouveaux titres paraîtront prochainement dans la collection « Nouveaux Essais *Spirale* » aux Éditions Nota bene. On attend avec impatience le livre de Robert Richard intitulé *Éblouissement. Essai sur l'œuvre de Gilles Tremblay*; il s'agira en effet du premier ouvrage consacré à ce grand compositeur québécois. Notre collègue Guylaine Massoutre, pour sa part, signera un essai intitulé *Matière noire. Les constellations de la bibliothèque*, livre sur le « rude merveilleux » qui traverse l'expérience de la lecture, de l'écriture et de la naissance.

ERRATA

Nous avons malheureusement omis de préciser les crédits photographiques des deux images accompagnant l'article de

Sylvie Lacerte, « Une trentième édition vertigineuse », dans notre numéro 243 (hiver 2013). Il s'agit de photographies prises par l'artiste Raymonde April, à qui nous adressons évidemment nos excuses.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

« *Le Conseil québécois du théâtre, après les Seconds États généraux du théâtre professionnel en 2007, ne fait que réclamer plus d'argent des pouvoirs publics comme si le système en place (jurys de pairs, etc.) était optimal et ne condamnait pas tout un chacun à l'asphyxie* », affirment d'emblée Gilbert David et Yves Jubinville dans le dossier de notre prochain numéro, « Théâtre et société québécoise : une histoire à faire, une institution à repenser » (*Spirale*, n° 245, été 2013). Le théâtre québécois montrerait-il des signes de paralysie? De quoi est-il au juste le contemporain aujourd'hui? Ce sont là quelques-unes des questions qui balisent ce dossier auquel plusieurs interlocuteurs et intervenants du milieu théâtral ont été appelés à répondre. Un dossier à ne pas manquer! Soulignons par ailleurs que notre numéro d'été aura également la chance d'accueillir un portfolio consacré au travail du réputé sculpteur Jean-Pierre Morin, présenté par Françoise Lucbert.

Vivement l'été! Mais pour l'heure, heureux d'un printemps!

PATRICK POIRIER

Maintenant en librairie...

Aussi disponible sur commande :
spiralemagazine@yahoo.com

Collaborateurs : Amir | Erik Bordeleau | Mathieu Bouchard-Malo | Jean-Bruno Caron | Hubert Caron-Guay | Simon Drouin | Marie-Paule Grimaldi | Marco | André Habib | Rodrigue Jean | Léna Mill-Reuillard | Fabrice Montal | Hermine Ortega | Nalissa | Ariane Pétel-Despots | Étienne Roussy | Sylvano Santini | Thommy Pilote | Ti-Pat | François Tremblay

Spirale Éditions Nota bene

Le problème du moyen contexte

Les héritiers de Don Quichotte III

PAR LOUIS HAMELIN

M a femme aime me rappeler que le livre est un objet placé au centre d'une transaction commerciale et qu'il n'y a aucune honte à cela. Mais la première fois qu'elle a posé les yeux sur un exemplaire de l'édition de poche de mon dernier roman, avec sa couverture discrètement barrée d'une formule tirée d'une recension critique annonçant « *le grand roman québécois* », elle m'a jeté un regard en coin, du genre dubitatif. « Est-ce que c'est vraiment une bonne chose ? — Mmmh ? — Qu'ils aient eu besoin de rajouter *québécois*, je veux dire... »

Je ne savais pas. Chose certaine, il n'était plus question de continuer à me contenter de voir, dans cette sonore et *jean-éthier-blaisienne* exclamation, un simple clin d'œil à un autre clin d'œil, jadis décoché par bibi, dans un autre livre, au mythe littéraire étasunien par excellence, le *grand roman américain*, et encore moins de songer à me flatter la bedaine. J'étais maintenant forcé de regarder ce *québécois* d'une formule critique modestement convertie en slogan publicitaire comme une épithète possiblement réductrice.

Au début de l'hiver, la lecture d'une critique littéraire parue dans la revue *L'inconvénient*, démolition sans doute justifiée d'un roman dont prenait prétexte l'auteur de l'article pour énoncer en toutes lettres une opinion qu'on voit rarement exprimée d'une manière aussi peu déguisée — à savoir que la littérature québécoise est foncièrement et pour ainsi dire ontologiquement *mauvaise* —, m'a incité à relire *Le rideau* de Milan Kundera. Lecture salutaire qui, au moment où je m'apprêtais à consacrer le troisième volet des « Héritiers de Don Quichotte » à la critique des romans québécois, m'a rappelé qu'il est impossible de parler sérieusement de roman, encore moins de critique du roman, sans aller à cette source de lumière qu'est la trilogie de Kundera sur *L'art du roman*, que clôt *Le rideau* (2006).

« Il y a deux contextes élémentaires, y écrit-il fameusement, dans lesquels on peut situer une œuvre d'art : ou bien l'histoire de sa nation (appelons-le le petit contexte), ou bien l'histoire supranationale de son art (appelons-le le grand contexte). » Pour Kundera, ce qui définit l'esprit provincial, c'est l'impossibilité de se projeter dans le grand contexte. Cet esprit se retrouve aussi bien dans les grandes nations que les petites (exemple : un Français qui, répondant à un sondage, place *Les misérables* avant l'œuvre de Rabelais est, aux yeux de Kundera, prisonnier du petit contexte). La littérature mondiale (*weltliteratur*) qu'annonçait déjà Goethe est aujourd'hui devenue une étourdissante réalité. Au départ, j'avais l'intention de me pencher sur la qualité de la critique québécoise — une critique en bonne santé étant une condition *sine qua non* d'une littérature de qualité, comme le veut une équation connue — dans l'espoir d'arriver à formuler une réponse à la question suivante : pourquoi le roman québécois est-il, au plan international, un échec historique aussi flagrant ?

Oui, un échec. Considéré selon le petit contexte, avec notre histoire collective en fond de toile, le roman québécois possède une indéniable vitalité. Dans la perspective du grand contexte, au contraire, son absence crève les yeux. Au-delà des éphémères flambées dues au succès d'un seul ouvrage (Gaétan Soucy, Gil Courtemanche), notre roman n'a pas encore trouvé son Robert Lepage, ni même son Gaston Miron... son homme du Grand Contexte. C'est là une constatation aussi plate que parfaitement incontournable.



Pablo Picasso, *Don Quichotte*, 1955.

Atteinte de gigantisme, rabelaisienne autant que monstrueuse, l'œuvre d'un Victor-Lévy Beaulieu, l'homme qui tutoie Joyce et Tolstoï, gagnerait sans doute à être envisagée à la lumière du grand contexte. Mais pour faire partie de « l'histoire supranationale de son art », encore faudrait-il qu'elle soit diffusée et lue à l'étranger — un article dans *Le Monde* et une sélection dans la liste finale d'un prix littéraire hexagonal ne font pas une réputation internationale. La très volontariste sentence de Miron me revient à l'esprit : « *Il n'y a pas de petite littérature, il n'y a que des littératures mal diffusées...* » Depuis les travaux de François Paré, on sait qu'il existe, sinon des petites littératures, du moins des « *littératures de l'exiguïté* » dans lesquelles la nôtre serait à ranger.

Bien sûr, des mécanismes économiques puissants sont à l'œuvre dans l'édition. Mais si le Québec n'a pas encore produit son romancier-phare, capable de transcender le micro-rayonnement international des quelques centres d'études rattachés à des facultés universitaires, ne serait-ce pas, comme semble le croire une partie de notre institution littéraire elle-même — pour ne rien dire du grand public —, en raison d'une qualité inférieure quasi intrinsèque, sinon même d'une espèce d'inaptitude congénitale à l'universalité ?

Il existe une façon encore plus injuste de poser la question : pourquoi le roman québécois n'a-t-il pas encore son Garcia Marquez ?

Septembre 2012. Je suis attablé à l'ombre du château de Vincennes, sur le trottoir d'un café, avec une poignée d'autres auteurs invités au Festival America : un Colombien, un Chilien, une Argentine et un Guatémaltèque vivant aux États-Unis. Mon dernier séjour au sud du Rio Grande date d'une douzaine d'années et ça commence à paraître : à mes bribes d'espagnol sortant tout croche, et qui rendent mes pensées aussi pataudes et titubantes que des nandous essayant de courir avec des *bolladores* dans les pattes, le Colombien répond en plissant diplomatiquement les yeux, le Guatémaltèque avec une moue de mépris, l'Argentine avec un gentil sourire, le Chilien en anglais. En les écoutant discuter entre eux, rapidement largué devant mon verre, je ressens d'abord confusément une souffrance immédiate, celle de l'exclu de n'importe quel groupe, mais à laquelle se greffe bientôt une douleur plus profonde, que je ne tarde pas à reconnaître pour ce qu'elle est : une vile forme de jalousie. Quatre pays, une même langue. Un continent, l'Amérique hispanique, 350 millions d'habitants et 38 variantes d'une seule et même grande culture bouillonnante. Brusquement renvoyé à mon insularité native et paradoxale (l'isolement linguistique d'un francophone en France), c'est comme si j'étais soudain rejeté d'une famille que je ne me connaissais pas. Venus d'un territoire dont l'immensité rattache les pics de glace de la Patagonie aux cactus-cierges du Sonora, ces quatre écrivains baignaient dans un halo dont la chaude familiarité tacite, au seuil de la nuit, illuminait soudain ce petit coin de banlieue parisienne.

« *Entre le grand contexte mondial et le petit contexte national, écrit Kundera, on peut imaginer une marche, disons un contexte médian. Entre la Suède et le monde, cette marche est la Scandinavie. Pour la Colombie, l'Amérique latine. Et pour la Hongrie, pour la Pologne ? (...) L'Europe centrale.* »

Le contexte médian, ou moyen contexte, est constitué (très important) d'un ensemble plus ou moins grand d'autres nations vivant les mêmes situations historiques, connaissant les mêmes problèmes, que ceux-ci soient causés par une origine et une histoire communes ou par les mêmes déterminants géographiques, que la nation de référence. Ainsi, les pays latino-américains dans leur relation à l'ancien Conquistadore et à l'Empire américain ; les petites nations de l'Europe centrale culturellement et politiquement écartelées entre deux géants (Allemagne et Russie) ; et les pays scandinaves, nations nordiques de moins de dix millions d'habitants dont le décentrement et le faible poids politique dans les affaires européennes est la condition fondamentale. Et le Québec ? Quel est notre contexte médian ?

Ce ne peut être la France, l'ancienne mère patrie étant d'emblée exclue par son poids démographique et son rôle dominant dans ce qui demeure, à l'état de vestige intello-affectif, une relation de métropole à colonie. La Francophonie ? Si cette entité de papier qui carbure à un mélange de bureaucratie et de volontarisme, et qui peine à transcender sa fragmentation géopolitique devait être notre contexte médian, nous serions dans le trouble. Le Canada est déjà un candidat plus logique. Mais le splendide isolement linguistique du Québec (seul État français des Amériques) dans la mer anglo-saxonne nord-américaine, de même que son endurant élément souverainiste, rendent cette appartenance contextuelle problématique. Pour chercher des comparables, on est forcé de regarder ailleurs.

Le contexte médian de la Catalogne nationaliste, ce n'est pas l'Espagne, mais l'Europe. Pareil pour l'Écosse indépendantiste qui, par-dessus le Royaume-Uni, se projette dans l'Europe des Nations. Le contexte médian du Québec est donc forcément américain. Mais tenter d'habiter, avec des livres écrits en français — précisons : dans une variété de français caractérisée par un écart à la norme parisienne généralement perçu

comme folklorisant et comique —, d’habiter, donc, un espace mythique baignant dans une langue littéraire et commerciale que les États-Unis ont pris un siècle pour imposer au monde entier, représente un défi que le roman québécois n’a pas encore relevé. Nos tentatives d’écrire *américain*, de redevenir, dans nos mots, ces Américains français que nous sommes à l’origine, demeurent, comme le *Volkswagen Blues* de Jacques Poulin, largement cantonnées à l’ordre symbolique. La barrière linguistique n’explique pas tout. L’absence de cette reconnaissance internationale que procurerait un statut de nation libre et indépendante n’explique pas tout. Le manque d’ambition d’une littérature trop frileuse, prompt à se réfugier dans sa mentalité provinciale et ses réflexes corporatistes, n’explique pas tout. Ce ne sont que des parties de l’explication...

Le problème, lui, semble incontournable : le *contexte médian* du romancier québécois s’incarne dans un géant culturel qui traduit au compte-gouttes les littératures étrangères (pour ne rien dire de celles de l’exiguïté...) et qui débite ses histoires et ses affaires dans une autre langue, qui n’est rien de moins que la *lingua franca* universelle du moment. Ça ne fait pas un contexte médian très confortable, ça. Peut-être qu’il serait un peu plus favorable à notre épanouissement culturel si, disons, quatre ou cinq des États qui composent ledit géant avaient le français pour langue officielle ?

Quand on est écrivain, le problème, c’est qu’on ne peut pas faire semblant que la langue n’est pas importante. Qu’elle ne se trouve pas tout au centre de nos préoccupations. On peut décider, bien sûr, de l’abandonner, d’un seul coup, ou bien progressivement. Commencer à mettre plus de mots anglais dans nos livres. Et toujours plus. Or, se folkloriser prend du temps, se convertir à la *globishit* un peu moins, mais les chanteuses et les musiciens sont plus rapides que nous.

« *Passeront-ils les frontières ?* », titrait, il y a quelques années, la revue *L’atelier du roman* pour annoncer un dossier sur Jacques Ferron. Et nous ? Passerons-nous les frontières ?

Le blocage du contexte médian fait que le romancier québécois se retrouve, le plus souvent, devant la marche trop haute du *grand contexte*, renvoyé à son petit contexte et à sa perception provinciale de sa propre littérature. Certains croient s’en tirer en gommant de leur prose toute trace du référent québécois, ce qui a le don de leur ouvrir comme par magie les portes des grands éditeurs parisiens. Mais ce n’est pas parce que ton histoire se passe à Omsk plutôt qu’à Sept-Îles que tu vas automatiquement faire partie de « l’histoire supranationale du roman ».

La France, où subsiste apparemment le vieux préjugé voulant qu’il n’y ait pas beaucoup de différence entre une bouse de vache et un roman dont l’action se situe au Québec et qui, circonstance aggravante, a été écrit par un Québécois, n’est heureusement pas le *grand contexte*. Cependant, il est indéniable que cet empire intellectuel et commercial qu’est l’institution littéraire française continue d’élever, entre le monde et les *granzessepasses* du roman québécois, un mur en grande partie fantasmé, et qui a des oreilles pour les chanteuses et les types pittoresques dans le genre de Fred Pellerin.

Il y a environ deux ans, *Le Monde des livres*, supplément littéraire du *Monde*, m’a demandé si j’étais intéressé à faire la critique du dernier roman de Marie-Claire Blais (*Mai au bal des prédateurs*, Boréal, 2010). J’avais plein d’excellentes raisons de refuser que, sensible à la possibilité de voir paraître ma signature dans une publication aussi prestigieuse, j’ai ignorées. Mais une de ces raisons ne m’est apparue que récemment : pourquoi *Le Monde* avait-il donc besoin d’un Québécois pour recenser le livre d’une romancière québécoise ? Probablement parce que, aux yeux de l’intelligentsia française, un roman québécois, même lu à Paris, et même s’il se déroule dans les Caraïbes, ne saurait appartenir qu’au *petit contexte*, à son histoire nationale plutôt qu’à celle, supranationale, de l’art du roman. Il leur fallait donc, pour pouvoir juger des mérites de cet écrit régional, quelqu’un de la tribu. Et là, on parle peut-être de la plus grande romancière québécoise actuelle, et d’un livre qui, réussi ou pas, fait partie d’un cycle romanesque dont les moyens stylistiques et l’ambition formelle sont, de toute évidence, destinés à être éclairés par le *grand contexte* kundérien.

Romancière québécoise, ai-je écrit. Comme dans : *Grand Roman québécois...* Étiquette réductrice, sans doute, sur la grande place mondiale du Marché. Pourtant, j’ai l’impression que ce n’est pas en nous mettant à l’écriture de la sorte de petits machins tellement à la mode dans quelques rues du Septième arrondissement de Paris, exsangues et délicieusement cosmopolites, situés dans des pays lointains ou inventés, que nous arriverons aussi facilement, par des moyens littéraires, à nous débarrasser du Québec. ┘

L'immigration italienne : ses rêves, ses tourments, sa mafia

PAR MARCO MICONE

« **D**e nos jours, il faut une autorisation pour voler son prochain. Si c'était à refaire, je commencerais par chercher à obtenir cette autorisation. » C'est le regret exprimé par le mafioso italo-américain, Lucky Luciano. D'un point de vue strictement moral, y a-t-il une différence entre l'affairiste escroc, le financier spéculateur et le chef d'entreprise qui empoche en une année ce que ses employés gagnent pendant toute une vie ? S'il fallait que la commission Charbonneau assigne à comparaître tous ceux qui *sont autorisés à voler leur prochain*, ma génération n'en verrait sans doute pas la fin. Le spectacle est grotesque : un fonctionnaire corrompu étale son ineptie en confondant casino et œuvre philanthropique, un autre décrit les liasses de billets de banque que vomit un coffre-fort impossible à refermer, tandis qu'un public moutonnier applaudit un escroc à la messe télévisuelle du dimanche soir. Dans la salle d'audience, des noms à consonance italienne résonnent en même temps que les Trépanier, les Surprenant et autres Leclerc. Un rare modèle de coopération interethnique se déployant sous le regard tutélaire du *padre-padrino* ! À côté de ce quarteron de Québécois d'origine italienne impliqué plus souvent qu'à son tour dans des activités illicites, il y a la grande majorité d'irréprochables citoyens évoluant dans tous les secteurs de la société. Il n'est pourtant pas toujours flatteur d'être identifié comme Italien. À tel point qu'un italoophone qui améliore son sort ou, pire encore, qui réussit à s'enrichir, surtout dans le domaine de la construction, est souvent soupçonné d'entretenir des liens avec la mafia. Cet amalgame, qui a cours depuis trop longtemps, s'ajoute aux rendez-vous manqués, aux conflits et aux inévitables préjugés qui ont jalonné le long parcours des italophones en sol québécois.

Les premiers Italiens arrivent à Montréal vers la fin du XIX^e siècle. Ils sont environ cinq mille en 1905, employés pour la plupart dans les mines, les chemins de fer et les camps de bûcherons. Beaucoup d'entre eux sont des hommes qui n'ont aucune intention de s'y établir. Ils comptent repartir aussitôt

qu'ils auront économisé suffisamment d'argent pour acheter un lopin de terre ou pouvoir assurer une dot à leurs filles. Bon nombre sont illettrés. Mal payés et mal logés, ils vivent dans « *une malpropreté et une promiscuité dangereuses* » selon les journaux de l'époque. Méprisés et démunis, ils (dont mon grand-père) deviennent une proie facile pour de puissants agents d'emploi : une mafia qui exige une taxe d'embauche dont le rôle est de fournir aux employeurs une main-d'œuvre docile et bon marché. Du quasi-esclavage.

Plus de dix millions d'Italiens émigrent alors (1890-1914) vers les deux Amériques. Beaucoup de ces immigrants proviennent des régions méridionales où, quelques années auparavant, d'ex-maquisards, soudoyés par de grands propriétaires terriens, avaient formé une milice dont la fonction était de réprimer les révoltes paysannes et semer la terreur dans les campagnes. C'est ainsi que la mafia voit le jour. Au milieu d'une paysannerie indigente, ces *mafiosi* deviennent des personnages à la fois craints et admirés à tel point que l'expression « *fare la mafia* » est aujourd'hui encore synonyme de « se pavaner » ou « faire le dandy ». Cette culture mafieuse et le manque de civisme (ou familisme amoral qui consiste à privilégier le bien familial au mépris du bien public), propres à des régions où l'État est aussi corrompu que honni, ont depuis longtemps traversé l'Atlantique.

Il faudra attendre l'avènement du fascisme avec sa rhétorique cocardière et triomphaliste pour qu'enfin ces méridionaux se réconcilient avec l'État italien, eux qui avaient toujours préféré s'identifier à leurs villages. La petite communauté italienne de Montréal subit, pendant près d'une décennie, la propagande fasciste jusque dans les églises et adhère, en bonne partie, à son discours moins par conviction politique que pour récolter les bienfaits psychologiques d'appartenir à une nation dont le Duce est adulé non seulement par le Vatican (après le Concordat), mais aussi par des chefs d'État étrangers, dont Mackenzie King. La fête cessera brutalement lorsque l'Italie fasciste déclarera

la guerre à la France. De nombreux Italiens, vivant à Montréal, seront alors arrêtés et emprisonnés à Petawawa.

Lorsque l'immigration italienne reprend après la Deuxième Guerre mondiale, elle se caractérise par la politique du parrainage. Celle-ci permettra à 90 % des Italiens, qui s'établiront au Québec entre 1947 et 1970, d'être parrainés par un membre de leur famille. Des villages entiers se vident, créant des déséquilibres démographiques et des problèmes économiques tels que l'émigration devient, dans certains cas, la cause principale d'autres émigrations. C'est aussi le parrainage qui explique que près du tiers de tous les Québécois d'origine italienne proviennent du Molise : une petite région désormais exsangue. Les autres viennent d'un peu partout, mais aussi de Calabre et de Sicile où sévissent, et d'où essaient, la 'Ndrangheta et la Mafia. Ils élisent domicile pour la plupart à Montréal en même temps que des dizaines de milliers de Québécois provenant des régions. L'urbanisation s'intensifiant, on assiste ainsi à une longue période d'effervescence immobilière (boulevard Métropolitain, métro, banlieues nouvelles, écoles, routes, etc.) dont l'apothéose sera l'Expo 67. Parmi les italophones qui y trouvent du travail comme manœuvres ou ouvriers spécialisés, quelques-uns deviennent entrepreneurs, parfois très prospères. Ils s'enrichissent d'autant plus facilement qu'ils ont à leur disposition des milliers d'ex-paysans taillables et corvéables à merci. (Mon père, comme tant d'autres, devait travailler une heure ou deux par jour sans être payé pour avoir le droit de retourner sur le chantier le lendemain). Le pouvoir de l'argent ne pouvant faire fi du pouvoir politique et vice versa, la table est mise pour le meilleur et pour le pire. Il est faux cependant de croire, malgré l'hypermédiatisation de quelques individus, que l'industrie de la construction soit leur fief exclusif. Au recensement de 2001, il n'y avait que 6 595 italophones (dont 860 femmes) dans ce secteur, correspondant à environ 5 % du total.

Je fais partie de cette vague d'immigrants des années cinquante qui a vu les pères émigrer avant le reste de la famille. La présence des enfants aurait coûté trop cher à la société d'accueil. (Saurons-nous un jour ce que le Québec économise en frais de formation en accueillant des immigrants prêts à travailler et dont la moitié est détentrice d'un diplôme universitaire?) Nos parents croyaient émigrer pour une vie meilleure. Elle a été tout au plus différente. Le dénuement faisant place à l'illusion d'abondance, chacun se contenta de son salaire de misère en attendant d'être vengé par ses enfants. C'était ne pas tenir compte des limites de la mobilité sociale pour ceux qui ont vécu à l'orée des carrières de ciment et le long du boulevard Métropolitain, là où il a été facile de recruter de jeunes aspirants mafiosi. Quant à moi, à peine sorti de l'enfance, j'étais bien là où j'étais né et la promesse d'être mieux ailleurs m'apparaissait comme un mensonge parmi tant d'autres. Je ne m'étais pas trompé. Après avoir été refusé par une école française (la même que fréquenteront mes deux fils trente ans plus tard), je me fis régulièrement traiter

de *moudzi wap* dans l'autobus me conduisant à l'école-ghetto d'un quartier italien. Cette invective fit naître en moi une colère qui se ravive chaque fois qu'on me disqualifie comme francophone sous prétexte que le français n'est pas ma langue maternelle. Il est plus que temps de reconnaître que nous sommes nombreux, nous les immigrants, à ne pas avoir attendu la promulgation de la loi 101 pour apprendre le français ni, par conséquent, pour mettre en pratique certains principes de l'interculturalisme bien avant qu'il ne fasse partie du discours public. Depuis trente ans, le progrès du français chez les immigrants est énorme, mais malgré cela, les croisés de la langue s'évertuent à les faire passer pour des agents d'assimilation de Lord Durham. Exaspérant !

C'est par milliers que les Italiens arrivent au Québec pendant les années cinquante et soixante dans la quasi-indifférence : aucune structure d'accueil n'existe ni pour les jeunes d'âge scolaire ni pour les adultes, sauf pour les hommes seuls. Pour eux, il y a la taverne où ils s'échangent les adresses des employeurs et des bordels. Dans les chaumières, on se scandalise de leur promiscuité, on se moque de la grosse Italienne habillée de noir et on n'attend pas que le taux de chômage monte pour les traiter de voleurs de jobs. (S'il était possible de voler des jobs, j'en aurais volé une meilleure, disait ma mère en revenant de son usine sale et bruyante). Mais cela n'empêche ni les mariages interethniques ni la cohabitation dans les quartiers, deux pratiques interculturelles fondamentales. Certains francophones accepteront même d'être les locataires de ces mangeurs de pâtes. En l'absence d'une loi imposant le français, ces nouveaux Québécois, qui n'avaient jamais entendu parler du Québec francophone dans leur pays d'origine, choisissent majoritairement les écoles anglaises pour leurs enfants, tout à fait légalement. Personne ne s'en offusque pendant toute une génération. Puis, soudain les francophones prennent conscience de la nécessité d'intégrer les immigrants. Deux légitimités s'affrontent, comme dans une tragédie, et c'est l'émeute à Saint-Léonard (1969). Dès lors, l'image des italophones hostiles aux revendications légitimes des francophones s'ajoute à la perception déjà peu flatteuse fondée sur la présence de la mafia et, à un moindre degré, sur les stéréotypes liés à leur origine paysanne, aux comportements traditionnels intrafamiliaux et aux *italiàneries* de quelques cuistres ou folliculaires francophobes.

Avec la diversification de l'immigration à la fin des années 70, les italophones quittent enfin l'avant-scène. Grâce à la loi 101, ils pourront continuer à s'isoler dans les écoles anglaises. Il ne restera qu'eux, ou presque, à la Montreal Catholic School Board, jusqu'à son abolition. Ils pourront ainsi continuer à y apprendre l'anglais et le parler à leur manière, mais surtout à se créer un réseau d'amis qui leur ressemblent et qu'ils retrouveront dans leurs quartiers pour le meilleur et parfois pour le pire. Est-il possible que le vivre-entre-soi ait contribué, dans certains cas, à la rétention de valeurs traditionnelles et à l'adoption de comportements s'inspirant du familisme amoral ?

Heureusement, cela ne les a pas empêchés d'apprendre le français. Au recensement de 2006, 91,8 % des italophones connaissaient le français contre 73,7 %, l'anglais. À la maison, pas plus de 37,7 % utilisaient l'anglais, mais 39,2 % le français. Quant à la langue de travail, le français l'emportait nettement : 55 % contre 31,8 % pour l'anglais. Ah, si la loi 101 avait été votée trente ans auparavant ! C'est au plan de la scolarité que le tableau s'assombrit, car à peine 16,9 % d'entre eux détenaient un diplôme universitaire (parfois un simple certificat !), comme pour l'ensemble des Québécois francophones d'ailleurs. (Les croisés de la langue vont-ils se muer, dans vingt ans, en défenseurs de la race et se plaindre que trop de postes de prestige soient occupés par les Truong, les Smith et les Abdoul dont les taux de diplomation universitaire oscillent entre 30 et 40 pour cent ?)

La loi 101, deux référendums perdus et trente ans de débats ont transformé le Québec. Les représentations et les perceptions des immigrants sont de moins en moins réductrices et stéréotypées. Elles correspondent davantage à la diversité générationnelle ainsi qu'à la complexité identitaire de

chacun des groupes présents dans ce pays incertain. Aucun n'a le monopole ni du crime ni de la vertu, et la mafia, au sens large, n'est plus un phénomène ni exogène ni mono-ethnique. La commission Charbonneau a en outre fait la démonstration qu'elle est loin d'être la seule à avoir gangrené le Québec. La communauté italienne a, elle aussi, beaucoup évolué. La notion même de communauté italienne devient de plus en plus inapplicable dans l'espace montréalais. Des 299 660 Québécois d'origine ethnique italienne (dont 42 % d'origine mixte), au recensement de 2006, 71,5 % étaient nés sur place, tandis que la très grande majorité des autres a immigré et vit au Québec depuis au moins trente ans. Chacun a été façonné, en partie ou en totalité, ici, par son milieu de vie ou de travail. Cela vaut pour l'artiste, le professionnel et le mafioso d'origine italienne. Leur identité se décline désormais dans toutes les nuances du métissage. Un italo-phonie à qui je demandais récemment s'il avait l'impression d'être intégré, m'a répondu : je suis intègre, « *basta così* ». En effet, rien n'est plus important par les temps qui courent. ─



Le webzine trimestriel Cousins de personne a pour mission de vider le rapport France-Québec de ses clichés, afin que Français, Québécois et francophones se voient et se lisent véritablement.

www.cousinsdepersonne.com

Cousins de personne est également une association loi 1901 à but non lucratif. Vos dons et adhésions (8€/an ou équivalent en dollars canadiens) soutiendront la réalisation du webzine et l'exploration d'autres voies de diffusion.

<http://cousins-de-personne.cotiserenligne.fr/>

**cousins
de personne**

De l'intégration des cultures

PAR ROSE MARIE ARBOUR

LES ARTS EN NOUVELLE-FRANCE

Sous la direction de Laurier Lacroix

Musée national des beaux-arts du Québec/Publications du Québec, 296 p.

Publié à l'occasion de l'exposition *Les arts en Nouvelle-France*, (organisée par le Musée national des beaux-arts du Québec et présentée du 2 août 2012 au 2 septembre 2013), cet ouvrage présente et analyse 200 œuvres et objets décoratifs des XVII^e et XVIII^e siècles et se conclut sur l'affirmation de l'existence d'une identité culturelle et artistique propre à la société formée en Nouvelle-France, excluant cependant l'Acadie et la Louisiane qui avaient développé des particularités distinctes.

Laurier Lacroix s'est attaché à décrire la vie artistique de cette période, vie qui demeure encore grandement méconnue en dépit de la somme des connaissances rassemblées et analysées sur la société française en Amérique du Nord et sur son développement. Cette étude s'imposait : depuis quelques décennies, des avancées ont été faites quant aux connaissances portant sur d'autres facettes de la vie culturelle et artistique en Nouvelle-France (vie musicale, littéraire et savante, état des bibliothèques, diffusion du livre). Il manquait une étude générale sur la place et le rôle des beaux-arts et des arts décoratifs dans la colonie française. C'est une conception anthropologique de l'art qui prévaut ici, l'art exprimant un mode de vie. Laurier Lacroix pose la question centrale qui a dirigé l'ensemble de cette étude en ces termes : « *Comment une civilisation se modifie-t-elle lorsqu'elle en rencontre une autre sur un territoire donné?* »

Cette question de l'intégration des cultures est bien actuelle pour le lecteur d'aujourd'hui, familier des discours sur l'identité et l'ouverture à l'autre. L'ouvrage rend compte, dès les débuts de

la colonie, des efforts missionnaires auprès des Amérindiens tout autant que des Français et des Canadiens, dont plusieurs contribuèrent à faire de la Nouvelle-France un haut lieu de spiritualité. Il y est question de l'appropriation par les Français et par les Canadiens de pratiques culturelles existantes chez les Amérindiens et, inversement, de l'intégration de celles en provenance de la France. L'auteur conclura son étude en soulignant la capacité d'adaptation remarquable qui s'est imposée depuis le début de la colonie et dans les années à venir : « *Cet art se situe au confluent de deux continents et de deux environnements distincts.* » Les lecteurs plongent dans l'histoire même de la Nouvelle-France et non pas seulement dans celle des objets d'art.

Ce qui contribue à donner à cet ouvrage une dynamique particulière est l'inclusion, au sein du récit principal rédigé par Laurier Lacroix, de textes signés par des collaborateurs et collaboratrices portant sur des œuvres et des objets bien précis, ce qui rend immédiatement perceptibles des questions historiques et culturelles de nature plus générale traitées par l'auteur. Ainsi, l'art de la cartographie

met en lumière la découverte du territoire dont l'échelle et la beauté sauvage des paysages apparaissaient entièrement inédits aux Français.

Cet ouvrage, indépendamment de l'exposition dont il rend compte, devient donc une référence majeure en la matière, accessible à différentes catégories de lecteurs et de lectrices. Il remplit cette fonction de mettre la recherche spécialisée dans le domaine artistique à la portée du plus grand nombre.



Comment revisiter l'histoire sociopolitique du XX^e siècle

PAR SYLVIE LACERTE

ARCHIVAL DIALOGUES :

Reading the Black Star Collection

Ryerson Image Centre, Ryerson University, Toronto,
du 29 septembre au 16 décembre 2012.

L'automne dernier, le Ryerson Image Centre (RIC), situé sur le campus de l'université du même nom à Toronto, présentait, pour inaugurer son nouvel immeuble, l'exposition *Archival Dialogues : Reading the Black Star Collection*, organisée par les commissaires Doina Popescu, directrice du RIC et Peggy Gale, commissaire indépendante connue ici pour avoir conçu une édition de la Biennale de Montréal (2000) et qui en signera la prochaine mouture en 2013. Les deux commissaires avaient invité les artistes Stephen Andrews, Christina Battle, Marie-Hélène Cousineau, Stan Douglas, Vera Frenkel, Vic Ingelevic, David Rokeby et Michael Snow, à produire chacun une œuvre *in situ* à partir d'une ou de quelques photographies de la Collection Black Star qui fut léguée au RIC en 2005 par un donateur anonyme. Cette collection est constituée d'environ 300 000 images issues de l'agence de photojournalisme Black Star fondée en 1935, à New York, par Ernest Mayer, Kurt Safranski et Kurt Kornfeld, ayant tous fui l'Allemagne nazie. Les trois photojournalistes allemands ont par la suite partagé leur savoir-faire aux États-Unis avec les quelque 6 000 collègues qui allaient œuvrer pour l'Agence tout au long du XX^e siècle. Leurs reportages photographiques en noir et blanc ont donc paru dans des publications tels *LIFE*, *Time Magazine*, *Look*, *The New York Times*, le *Saturday Evening Post* et *Newsweek*, rapportant des moments-clés de l'Histoire sociopolitique de cette ère, de manière souvent saisissante.



Marie-Hélène Cousineau, *Woman with grandfather 3: Eva Nagyoungalik*, 2011. Courtoisie de l'artiste.

Le photojournalisme est une profession à haut risque. Les photographes se déplacent souvent au péril de leur vie, dans des zones de guerre ou de catastrophes naturelles afin de rapporter des témoignages visuels qui renforcent, au-delà des mots, l'état de la situation des événements couverts. Parfois, leurs reportages relatent de manière directe et crue des scènes de crime sordides ou encore des situations sociales difficiles qui nous mettent face à nos limites, à nos préjugés. D'autres

fois, les photos exposent des scènes de liesse évoquant des épisodes, plus rares ceux-là, du génie humain et de sa grandeur d'âme. Bien que ces images émanent d'un moment croqué sur le vif et devraient témoigner d'une certaine objectivité documentaire, il est clair que l'œil derrière l'appareil photo transcende la soi-disant neutralité au profit d'une subjectivité qui devient commentaire. De plus, le lecteur de l'image, le regardeur, comme aurait dit Duchamp, ajoute une couche

d'interprétation à un moment capté parfois à un millième de seconde et qui révèle de manière implacable des affects enfouis dans les profondeurs abyssales des sujets. D'ailleurs, le plus souvent, ceux-ci ignorent l'existence même de ces perturbations émotives qui seront éventuellement divulguées au monde à cause d'une indiscretion ou grâce à un coup de chance du photographe.

ART ET ARCHIVE(S)

Le défi que lançaient Doina Popescu et Peggy Gale aux huit artistes canadiens était de taille. Chacun d'eux devait prendre connaissance du catalogue de cet immense fond d'archives et ne choisir qu'une ou quelques photographies en les insérant dans un projet qui deviendrait le sien, tout en mettant en lumière le travail des photojournalistes, sans pour autant faire œuvre d'hagiographie. Depuis Duchamp, les surréalistes, et plus tard Andy Warhol, bon nombre d'artistes contemporains se sont colletés avec des documents d'archives dans leurs démarches respectives. S'en inspirant, ils font ainsi renaître les archives, leur insufflant une deuxième vie par des stratégies de mimétisme, de réinterprétation, de mise en scène, d'analyse, de déconstruction ou d'appropriation, à travers dessins, peintures, installations (sculpturales, vidéo ou sonores), œuvres multimédia (interactives ou non), photographies ou encore technologies géo-localatives.

Dans *Archival Dialogues : Reading the Black Star Collection*, chaque artiste, bien qu'animé par des images de la célèbre agence, est resté fidèle à sa manière, à sa facture, à son esthétique et à ses idiosyncrasies techniques et technologiques. Tous les créateurs ont répondu à cette commande sans se laisser submerger par la mer de documents disponibles ni jamais perdre le fil de leur vision artistique. De plus, les artistes ont convoqué des stratégies qui leur étaient propres, appuyées par les moyens techniques qui leur étaient familiers, mais qu'ils ont poussés, pour la plupart, au-delà des limites qu'ils avaient explorées jusqu'alors.

Le magnifique catalogue illustré et très étoffé laissera une trace tangible de



Stan Douglas, *Demobilization Suit*, 1945 (2010). Courtoisie de l'artiste et de David Zwirner, NY.

cette exposition. On peut y lire les textes éclairants des commissaires, des huit artistes invités et des théoriciens Hito Steyerl et Jennifer Allen. Notons aussi que les essais des artistes sont d'une acuité pénétrante tant sur le statut de l'archive dans un univers noyé par la surabondance de l'information que par l'intérêt que génèrent les documents d'archives dans des pratiques artistiques contemporaines.

RELECTURE DU DOCUMENT D'ARCHIVES

Dans un premier temps, les artistes ont assumé pleinement leur rôle de lecteurs

d'images afin de passer ensuite à l'étape de sélection des documents qu'ils allaient utiliser pour imaginer ou réinterpréter la trame narrative que ceux-ci leur inspiraient. Trame narrative qui symbolise l'un des fils conducteurs de l'exposition car, à l'instar de leurs modèles photojournalistes, les artistes se sont tous employés à raconter une histoire. Un récit parfois insolite et totalement déconnecté de l'image « mère », ou encore une histoire se mêlant tellement bien au document premier qu'il était difficile de distinguer la photo « originale » de celle qui avait été fabriquée, trafiquée par l'artiste pour inventer son récit.

Un autre fil conducteur d'*Archival Dialogues* est le côté plutôt obscur de la nature humaine. Nulle scène ou récit de jubilation dans cette mise en vue. Des constats de désastres naturels, de bouleversements sociaux, de conflits politiques, de misères humaines... ou de l'absurdité de l'accumulation, jusqu'à plus soif, des documents d'archives. Les artistes révèlent aux visiteurs, par la face cachée des archives et à travers leurs lectures singulières, multidimensionnelles et protéiformes, la psyché humaine dans tous ses états. Souvent, les œuvres prennent des allures de *thriller*, de roman d'anticipation ou de polar. Les « auteurs » sèment des indices avec leur matière première, qui contribuent au tissage serré de leurs récits.

Les œuvres présentées dans *Archival Dialogues* arboraient divers dispositifs technologiques dont je n'illustrerai ici que quelques exemples. L'installation interactive *Shrouded* de David Rokeby, visible sur un *media wall* composé de huit écrans plats, était activée par un logiciel sophistiqué du cru de l'artiste. Dans cette œuvre, Rokeby, à l'inverse des photographies journalistiques, cherchait à obtenir le flou imitant le mécanisme de l'œil par lequel une image fragmentée ne nous présente que quelques éléments perceptibles, rendant le sujet de la photo difficilement identifiable, d'autant que les clichés se succédaient les uns les autres à un rythme assez rapide. La cinéaste Marie-Hélène Cousineau s'est, elle, inspirée de « snapshots » et de portraits d'Inuits de la région de Baker Lake, tirés par le photographe Peter Thomas au Nunavut durant les années 1960. Cousineau proposait une installation photographique et vidéographique, intitulée *Perdre et retrouver le Nord*, de facture, disons, plus « classique », dans laquelle nous pouvions observer, entre autres choses, les personnages des photos de Thomas, re-photographiés des décennies plus tard, par l'artiste, tenant leur portrait original. Nous pourrions également qualifier de « classique », sur le plan formel du moins, la suite de grands formats photographiques en noir et blanc du projet *Midcentury Studio* de Stan Douglas, mettant en scène des personnages masculins statiques, éclairés au flash, certains arborant des poses énigmatiques et rappen-

lant les films noirs des années quarante et cinquante. Enfin, l'installation multimédia *The Blue Train*, de Vera Frenkel, alignait les populaires tablettes numériques que l'artiste a détournées de leur usage premier.

Ainsi, le deuxième lecteur de la collection Black Star, soit le spectateur, était face à une riche anthologie de récits tous plus captivants les uns que les autres.

THE BLUE TRAIN : UN RÉCIT EMBLÉMATIQUE

Des huit installations de cette mise en exposition créée à partir d'images de la Collection, l'une d'elles est emblématique de ce riche fonds d'archives ainsi que de la thématique portant sur la relecture d'une image « première » et du récit qu'elle peut engendrer chez l'artiste. *The Blue Train*, de Vera Frenkel, nous transporte dans un périple historique et initiatique, où l'artiste présente son œuvre la plus personnelle. Originaire de Bratislava, en Slovaquie, Frenkel enchevêtre trois récits parallèles dans son installation multimédia et ce, à partir d'une seule photographie. Le premier récit relate la fuite en Amérique, en 1935, des trois fondateurs de l'agence Black Star. Le deuxième, est la narration de l'odyssée en train vers l'Angleterre que l'artiste, alors âgée d'un an, a effectuée avec sa mère, en 1939. Le troisième récit raconte le retour du photojournaliste Werner Wolff dans sa ville natale de Mannheim, en 1945, à ce moment en mission pour un reportage que lui avait commandé le magazine YANK¹.

Le récit de Frenkel, inspiré d'une photo qui nous montre des réfugiés polonais entassés aux abords d'un train et dont on peut imaginer la funeste destination, est aussi le fruit d'un collage de bribes d'histoires révélées par la mère à sa fille, de leur périple de tous les dangers, dans leur quête pour retrouver le père déjà installé à Londres et qui ignorerait si elles étaient encore vivantes. Frenkel, qui nous avaient habitués à des œuvres souvent composées à partir de documents d'archives et dont certaines portaient également sur les exactions de la Deuxième Guerre mondiale (... *from the transit bar, 1992* ; et *Body Missing, 1994*), mais où fiction et réalité se rattrapaient sans que le

regardeur puisse départager l'une de l'autre, nous entraîne ici, contrairement à ses habitudes, dans une randonnée très intime d'un « fait vécu » qu'elle partage avec le spectateur. Son installation immersive invite le visiteur à prendre place sur un canapé au-dessus duquel une cloche de verre munie d'un haut-parleur émet le récit de ce voyage mère-fille, narré par la voix chaude de Frenkel. Sur un mur en face du spectateur, à hauteur d'homme, deux rangées superposées de tablettes numériques dont la disposition rappelle une voie de chemin de fer. Les tablettes qui s'animent, tels des clins d'œil, l'une après l'autre ou en simultané de façon aléatoire et en boucle, nous font voir trente-deux courtes capsules vidéo qui symbolisent chacune un personnage de ces récits ferroviaires, ourdis tel un suspense. Les protagonistes côtoient des officiers SS et traversent maints contrôles au fil de leurs trajets. Il nous tarde de savoir s'ils atteindront leur destination sans embûches. Dans le coin droit du dispositif, à l'une des extrémités du « chemin de fer », deux grands écrans plats placés en encoignure nous rappellent, par des cartes géographiques et des documents d'archives photographiques et filmographiques, les différentes cartographies, étapes et outrances de cette guerre. Le spectateur peut ainsi se laisser emporter un bon moment par ce récit, tant il y a à voir, à entendre et à absorber.

Les deux commissaires d'*Archival Dialogues* : *Reading the Black Star Collection* ont livré une exposition prenante et généreuse qui a offert au spectateur l'occasion de découvrir un fond d'archives recelant des trésors, témoins de notre histoire, en même temps qu'elle présentait une relecture de quelques-unes des photographies transformées par la vision des huit artistes à travers ce fascinant trajet, émaillé par l'histoire du photojournalisme, de « petits récits » et de l'Histoire tout court.



1. *Archival Dialogues* : *Reading the Black Star Collection*, sous la direction de Doina Popescu & Peggy Gale, Ryerson Image Centre, 2012, p. 19. Werner Wolff a travaillé plus tard pour l'agence Black Star et ses photos font maintenant partie de la Collection du RIC.

Une comédie sans relief

PAR PAUL BEAUCAGE

TO ROME WITH LOVE

de Woody Allen

États-Unis, Medusa Films, 112 min.

Même s'il est aujourd'hui âgé de soixante-seize ans, Woody Allen s'impose encore comme un des réalisateurs les plus prolifiques du cinéma indépendant américain. Depuis plus de quarante ans, le fameux cinéaste ne manque pas d'attirer l'attention de nombreux observateurs du septième art en tournant, en moyenne, un film par année. Cependant, en raison des déceptions qu'ont causées ses dernières œuvres de fiction chez un public exigeant, on pouvait se demander si le fébrile cinéaste new-yorkais ne devrait pas chercher un second souffle en profitant d'une pause pour essayer de se ressourcer et de renouveler sa démarche artistique. N'ayant cure des reproches qu'une partie de la critique lui adresse, Allen prolonge l'exploration cosmopolite de *Vicky Cristina Barcelona* (2008) et *Midnight in Paris* (2011) en réalisant *To Rome with Love* (2012), une comédie de mœurs fantaisiste ayant pour toile de fond la Ville éternelle. Dans cette optique, on pouvait logiquement supposer que le cinéaste tenterait de s'inspirer du cheminement d'une de ses idoles, Federico Fellini, qui a lui-même consacré une œuvre à la capitale de l'Italie : *Roma* (1972). En dépit de l'aspect expérimental de cette œuvre, le réputé cinéaste italien a su réaliser un film d'essai bien enlevé en mêlant des phénomènes réels avec des composantes fictionnelles, dans le cadre d'une quête poétique et subjective. Sachant que Woody Allen ne possédait pas une connaissance aussi approfondie de la ville de Rome que son audacieux devancier, il semblait cohérent de se demander si le réalisateur américain saurait tirer de cette cité unique les éléments nécessaires pour mettre en scène un long métrage de qualité.



To Rome with Love de Woody Allen, États-Unis, Medusa Films, 112 min.

ALLEN, PEINTRE DES RAPPORTS AMOUREUX

Fidèle à ses choix thématiques des dernières années, Allen se penche, dans *To Rome with Love*, sur les rapports amoureux qui unissent trois jeunes couples issus de milieux sociaux fort différents. À travers des récits distincts, le cinéaste tente de nous dévoiler, avec un mélange d'ironie et de tendresse, de quelle manière les liaisons se nouent et se dénouent dans la métropole italienne. Parallèlement à ces « jeux de l'amour et du hasard », Woody Allen dépeint l'aventure insolite d'un brave quidam, Leopoldo, qui accède subitement au vedettariat, avant de replonger dans l'anonymat et de ressentir, de manière fâcheuse, les conséquences de ce retour à une vie normale.

D'emblée, on peut affirmer que le couple de jeunes gens dont l'amour se révèle le plus solide est celui que constituent Michelangelo, un avocat italien, et Hayley, une touriste américaine. Plus précisément, la tentation de l'infidélité amoureuse ne semble pas les menacer. Pourtant, par moments, leurs valeurs morales respectives se heurtent avec fracas : en particulier, lorsque les parents de Hayley et ceux de Michelangelo ne s'entendent pas au sujet de l'exploitation du talent de chanteur de Giancarlo, le père du jeune avocat. Cependant, la complicité inattendue qui se développera entre Giancarlo, l'entrepreneur de pompes funèbres, et Jerry, le père de Hayley, un ancien metteur en scène et producteur de spectacles avant-gardistes ratés, assurera un dénouement fort heureux à

l'histoire des futurs époux et de leurs proches...

En ce qui a trait à Antonio et Milly, ils forment un couple de villageois candides, lesquels espèrent améliorer leur position sociale en s'établissant dans la capitale italienne. Toutefois, ces deux personnages y vivront bientôt des expériences singulières, qui mettront à l'épreuve leur volonté de demeurer fidèles à leur conjoint. En succombant à la tentation, parviendront-ils paradoxalement à consolider la relation amoureuse qu'ils entretiennent ? Pour ce qui est du tandem d'étudiants américains que composent Jack et Sally, ils vivent une relation affective harmonieuse jusqu'à l'arrivée, chez eux, de Monica, la meilleure amie de la jeune femme. Spontanément, Jack éprouve une vive attirance pour la visiteuse. Malgré ses appréhensions, il aura une aventure avec Monica, une actrice des plus manipulatrices. Néanmoins, cette infidélité suffira-t-elle à détruire les liens étroits qui unissent Jack et Sally ?

UN NAVRANT MANQUE DE PROFONDEUR

Si l'intrigue élaborée par Woody Allen comporte des pistes narratives intéressantes sur le plan structurel, on peut déplorer que le réalisateur n'approfondisse pas davantage la psychologie de ses personnages. Ainsi, les relations unissant les jeunes gens du film apparaissent bien fades, fort superficielles par rapport à ce qu'elles auraient pu devenir. En d'autres termes, le metteur en scène se contente de tracer une typologie anodine de personnages plutôt que de proposer au spectateur une étude probante de la psyché humaine. Parmi les caractères les plus frappants de l'œuvre, on remarquera celui du neurasthénique volubile que campe Jerry, celui de la psychanalyste caustique et cérébrale que représente Phyllis, celui du jeune avocat idéaliste qu'incarne Michelangelo et celui de la jeune femme romantique, sentimentale que personnifie Hayley. Malheureusement, les portraits qu'Allen brosse ici des protagonistes constituent des stéréotypes grossiers et réducteurs plutôt que de savoureux archétypes, révélateurs de certains travers propres à l'urbanité italienne, ou au monde occidental. Dès lors, le spectateur du film assiste à une enfilade de clichés touchant aux thèmes complémentaires de la fidélité et de l'infidélité amoureuses, du rêve et de la réalité. Évidemment, les jeunes gens qu'Allen dépeint s'aiment parce qu'ils sont

modernes et séduisants, et ils commettent des erreurs de jugement parce qu'ils sont inexpérimentés. En outre, le réalisateur souligne que l'être humain se voit soumis à des désirs antinomiques et que ceux-ci peuvent le placer dans des situations très périlleuses. Cependant, l'auteur ne parvient pas à nous apprendre des choses éclairantes au sujet des figures évoquées. Au-delà de l'affirmation d'une philosophie de vie simpliste, Woody Allen, le très pénétrant cinéaste de *Annie Hall* (1977), *Manhattan* (1979) et *Crimes and Misdemeanours* (1989), échoue totalement à suggérer les contradictions, la complexité de l'âme humaine.

UNE MISE EN SCÈNE ÉLÉGANTE MAIS ACADEMIQUE

Il faut reconnaître que la mise en scène du film de Woody Allen est très soignée, même si elle ne recèle rien de particulièrement novateur. Grâce à la collaboration de techniciens chevronnés, le cinéaste réussit à adopter une écriture stylisée. Parce que les dialogues qu'il a lui-même écrits se situent au cœur de la narration, Allen a régulièrement recours au plan long et aux cadrages larges pour cerner son propos. Pour sa part, le directeur de la photographie Darius Khondji met en relief la beauté architecturale de différents bâtiments historiques. Néanmoins, Allen et Khondji tombent irrémédiablement dans le piège de l'esthétisme ou de la photogénie. De sorte que le cinéaste propose au spectateur une Rome de carte postale plutôt que la représentation d'une métropole réelle, avec sa dynamique particulière et ses mouvements contrastés, sa misère et son opulence. Or, pour composer un tel tableau, il eût fallu qu'Allen se plonge dans la capitale italienne afin d'en saisir la réalité, ce qu'il s'est indéniablement refusé à faire. Techniquement parlant, le metteur en scène se prive, de manière maladroite, des ressources propres au montage, qui aurait pu rehausser le niveau de sa comédie, en accentuer la dimension symbolique. C'est regrettable parce que, en se servant avec adresse d'un tel outil, l'auteur aurait pu rendre sa démarche narrative plus originale. Toutefois, Woody Allen préfère s'en tenir à son esthétisme caractéristique, quitte à en accuser clairement les limites...

CÉLÉBRITÉ ET RICHESSE

Sur le plan du contenu, Woody Allen traite, comme dans plusieurs de ses films antérieurs, du thème de la célébrité et de son

corollaire potentiel, l'opulence. C'est ainsi qu'il nous montre, à travers le cheminement de Leopoldo, comment, dans notre monde en perpétuelle quête de vedettes médiatiques, un personnage tout à fait ordinaire, âgé d'une cinquantaine d'années, peut devenir une figure réputée essentielle, pendant quelque temps... Évidemment, cette reconnaissance nouvelle comprend sa part d'agréables moments, mais aussi d'inconvénients sensibles, comme en témoigne la difficulté qu'éprouve Leopoldo à établir des relations normales avec les gens de son entourage. Pourtant, si notre homme percevra d'abord favorablement le fait d'être débarrassé de la présence particulièrement exaspérante des paparazzi et des reporters en redevenant un simple quidam, il déplorera, après coup, le fait de ne plus pouvoir attirer l'attention des autres comme par le passé. Cela explique que le « respectable mari » en vienne à se livrer à une scène d'exhibitionnisme, au beau milieu d'une grande rue romaine, afin de susciter l'intérêt des passants. Finalement, c'est l'ancien chauffeur de limousine du quinquagénaire qui aura le dernier mot, au sujet du phénomène des inégalités sociales, en soulignant que les deux statuts concernés ne sont pas dénués de soucis, mais qu'il vaut toujours mieux « être riche et célèbre » que « pauvre et inconnu ». Il va sans dire qu'on se serait attendu à un propos plus contestataire, moins matérialiste de la part du porte-parole d'un auteur de l'envergure de Woody Allen.

Ainsi que le suggère adroitement le titre de son film, Woody Allen a cherché à rendre un hommage bien senti à la Ville éternelle. Cependant, à l'heure où la crise économique sévit de façon draconienne en Europe, il aurait été souhaitable que le cinéaste propose au spectateur une analyse poussée des phénomènes sociopolitiques qui caractérisent le pays et sa capitale. Évidemment, nous ne nous attendions pas à ce que l'auteur new-yorkais inscrive sa comédie dans le sillon des œuvres de truculents pamphlétaires italiens, comme Elio Petri ou Ettore Scola. Pourtant, on pouvait espérer qu'Allen soit en mesure de démystifier un certain nombre de clichés en ayant recours à son humour corrosif. À défaut de quoi, il s'est borné à signer une morne comédie, qui demeure impuissante à nous convaincre de son à-propos.

PIERRE DORION

portfolio





Pierre Dorion / Espaces et lumière

PAR FRANCINE PAUL

Depuis maintenant trois décennies, le peintre Pierre Dorion, qui se fait occasionnellement professeur, commissaire et essayiste, décline et explore avec acuité et sensibilité les avenues du langage pictural. Attentif à sa tradition, à ses genres, à ses manières, il s'engage avec raison et plaisir dans une démarche artistique qui constitue aujourd'hui un remarquable corpus où il affirme les nouveaux possibles d'un médium endeuillé de ses morts annoncées. Son art savant avance dans l'épaisseur de l'histoire des images peintes, de la photographie et de l'architecture. Tel un archiviste des compétences des maîtres anciens et contemporains, des écrits théoriques, il déplace son attention, réinvente les espaces, redéfinit ses gestes avec une exemplaire continuité. Au fil de la vie, des lectures, des expériences, des voyages, il crée de nouveaux moments de peinture, des séries différentes où il redéploie motifs, couleurs, figures, compositions, lignes, ombres et lumières. Au fil du temps, les références disparaissent, la narration se disloque, la mémoire sélectionne, le regard cadre de plus en plus serré, les détails prennent toute la place, les apparences se dissolvent et l'intériorité fait surface.

Au début des années quatre-vingt, Pierre Dorion termine sa formation académique au moment où le discours sur la spécificité du médium et l'auto-référentialité cède sous les assauts critiques répétés des nouvelles générations d'artistes. Éclectisme, références culturelles multiples, interdisciplinarité occupent désormais le devant de la scène. Comme le précise Élisabeth Couturier, « *[l']exclusion n'est plus de mise. Et d'ailleurs, la peinture fait un come-back triomphant. L'époque où les tenants de l'abstraction et ceux de la figuration se tournaient le dos est bien révolue. L'heure est au remixage inventif, à la réinterprétation iconoclaste, au jonglage créatif* » (*L'art contemporain mode d'emploi*, Paris, Éditions Filipacchi, 2004). Historiquement, c'est également le moment où les questionnements sur le site et le non-site, l'art objectal, favorisent l'émergence de l'art d'installation qui fait cohabiter les relations architecturales et spatiales d'un lieu particulier pour un temps limité (voir à ce sujet Johnstone, Lesley, « *Installation : l'invention du contexte* », dans *Aurora Borealis*, René Blouin et Normand Thériault, commissaires, textes de R. Blouin, L. Johnstone et N. Thériault, Montréal, Centre international d'art contemporain, 1985).



Vue d'exposition. *Appart'art actuel*, Montréal, octobre 1984. Photo : Pierre Dorion

Dans ce contexte et parce que l'artiste est familier avec le répertoire iconographique de l'histoire de l'art, acquis lors de ses études en arts visuels mais aussi en majeure partie à cause de son intérêt personnel¹, il apparaît peu surprenant de constater que, dès sa première exposition à l'automne 1983, le jeune artiste s'adonne à la peinture de citations avec enthousiasme. Plus inusité cependant est l'endroit où lui et son complice, Claude Simard, choisissent d'exposer durant trois semaines : un logement loué sur la rue Clark (voir l'excellente biographie publiée par le Musée d'art contemporain à l'occasion de l'exposition *Pierre Dorion* à l'automne 2012 ; <http://media.macm.org/chrono/pierre-dorion/>).

Leurs images exubérantes peintes rapidement sur du papier sont en symbiose avec la précarité de l'architecture urbaine totalement investie. Cette « geste installative » aux élans figuratifs expressionnistes et graffitistes d'une grande liberté plastique est à contre-courant des théories formalistes et du dispositif traditionnel des tableaux accrochés sur les murs aseptisés du cube blanc des galeries et des musées². Leur manière emportée, spontanée, iconoclaste réussit à transgresser la banalité du site et à en nier les fonctions d'usage.

Face à cette « effervescence nouvelle », la réception critique est enthousiaste et abondante comme elle le sera pour l'exposition solo que Pierre Dorion présente un an plus tard, en 1984, à *Appart' art actuel*, rue Marie-Anne. Il investit à nouveau toutes les pièces d'un habitat locatif aux dimensions modestes pour reconstituer cette fois un ensemble plus unifié, l'atelier d'un artiste académique anonyme du XIX^e siècle passionné par les grandes traditions de la peinture d'histoire, du portrait, du paysage.

L'événement *Aurora Borealis*, en 1985, propose aux artistes invités des espaces standardisés d'une galerie marchande souterraine où Pierre Dorion continue ses explorations du contexte d'exposition. Sa stratégie d'accrochage est résolument moins fusionnelle avec les surfaces d'accueil malgré le fait que de grands tableaux illusionnistes désormais autonomes recouvrent entièrement murs et plafonds. D'ailleurs, un élément déposé au sol est lié plastiquement avec le plafond : un tondo semble s'être détaché et repose dans une relative précarité sur le plancher. Cette fois, le commentaire critique de l'artiste met en lumière les conventions rituelles de l'Église catholique qui avait jusqu'à récemment autorité sur la société québécoise. Il le fait avec irrévérence dans un lieu où les valeurs commerciales participent au nouveau culte de la consommation relayé par des images, celles de la publicité.

Nous constatons qu'en quelques années seulement, l'artiste a développé une rhétorique picturale maîtrisée qui l'affranchit des interdits des traditions formalistes, automatistes et postplasticiennes. Il avance avec érudition et jubilation là où les affinités entre architecture, peinture et documentation visuelle sont dès lors clairement énoncées comme siennes.

LE PAYSAGE ARCHITECTURAL

Puisque à cette époque son regard se tourne souvent vers le passé, il apparaît normal que les ruines romaines et autres artéfacts de l'Antiquité, de même que les trésors artistiques renaissants, baroques et néoclassiques, transitent vers son œuvre à partir des images de cartes postales et de gravures anciennes. Un nouveau paradigme est construit : il met en images l'architecture dans la peinture et celle-ci n'est plus soumise aux cadres du bâti. Comme l'écrit Dorion, « [l]orsque j'ai effectué le passage de l'installation à une peinture plus traditionnelle, c'était comme si je passais de l'investissement d'un espace architectural à la représentation de celui-ci » (« Pierre Dorion », *De la perspective... dans l'art contemporain*, Francine Papineau et Andrée Matte commissaires, Saint-Jérôme, Centre d'exposition du Vieux-Palais, 1993).



Sans titre (Catacombes de Priscille), 1987. Huile sur toile, 152,5 x 152,5 cm.
Collection particulière. Photo : Louis Lussier

Pour y parvenir, il utilise les épaisseurs de la matière colorée, les superpositions de gestes et de couches déposées sur la toile de lin et travaillées à la spatule pour donner du relief à l'architecture devenue sujet, figure principale d'une perspective limitée qui retient notre attention dans le champ de la peinture. Outre l'artifice appuyé des points de fuite qui dirigent le regard vers le milieu du tableau stratégiquement défini, il distribue en périphérie des motifs géométriques abstraits qui cernent la clarté figurative des édifices, des arches, des rues. De plus, une chaude lumière dialogue avec les jeux angulaires des ombres et, ensemble, ils donnent du rythme et organisent la représentation. Ces « paysages architecturaux » déserts et vides de figures humaines semblent sourds à toute l'animation de la vie urbaine emmurée dans un mystérieux silence.

Naples III (Balcon), 1996. Huile sur toile de lin, 41 x 27 cm. Collection de l'artiste, avec l'aimable permission de la galerie René Blouin, Montréal. Photo : Richard-Max Tremblay





Porteur de relique, 1992. Huile et bois sur toile, 213 x 312 cm. Collection du Musée national des beaux-arts du Québec. Photo : Denis Farley

L'AUTO PORTRAIT ET L'ATELIER

À cette suite de tableaux, qui fait l'objet en 1988 de sa première exposition individuelle à la galerie René Blouin, succède la série des autoportraits réalisée entre 1989 et 1994. Ses intérêts pour le genre du portrait poursuivent les explorations amorcées avec la peinture d'histoire et le paysage. Le territoire est certes nouveau mais les moyens similaires. Il nous amène dans des régions encore plus silencieuses, troublantes d'étrangeté. Le dispositif de la composition se simplifie : une figure humaine devant un fond dépouillé. La position centrale du portraituré est plastiquement appuyée : près du cadre, au repos, il domine un nombre limité de plans aux couleurs saturées.

Il se peint grandeur nature dans l'espace vertical et théâtral du tableau, le plus souvent représenté en pied selon les canons du portrait « officiel ». Par contre, lui qui connaît les conventions de l'autoportrait les écarte avec subtilité : le costume est toujours le même, très rarement un accessoire et surtout aucun attribut : ni pinceau, ni spatule, ni équerre, ni photographie, ni projecteur. Tout cela, nous pouvons le supposer, pour mieux dire que la peinture est « *cosa mentale* ».

Il s'autoreprésente vu de dos, de trois-quarts ou même de face, le visage caché, dans une attitude d'intériorité, tourné vers lui-même ou vers l'espace du tableau. La picturalité, elle seule, capte l'attention de l'artiste et la nôtre conséquemment.

Cet espace fermé rappelle les murs intimes de l'atelier, lieu de ses réflexions, de ses essais, de ses questionnements et de ses inquiétudes. Cette dramaturgie de l'autoportrait est celle du peintre, seul dans son tableau, retranché du monde où l'absence des autres, de l'autre, prend symboliquement beaucoup de place. Cette suspension de l'action, de la durée, cette immobilité particulière à l'autoportrait, a dans sa peinture les tonalités affectives de la mélancolie.



Berggruen, 2008. Huile sur toile, 244 x 183 cm.
Don de M. Jamie Johnson ; collection Musée d'art
contemporain de Montréal.
Photo : Richard-Max Tremblay



Minerva Medica, 1994. Huile sur toile de lin, 91,5 x 122 cm. Collection Glen Bloomet Deborah Dussy.
Photo : Richard-Max Tremblay

À partir de ce moment, il nous semble que Pierre Dorion a solidement mis en place les thèmes qui soutiennent sa pratique : l'installation et l'architecture, les images référentielles, le paysage, le portrait, ses expériences personnelles et l'urbanité. Au plus près de la peinture, de ses paramètres figuratifs ou moins descriptifs, il avance avec rigueur et constance comme il visite les villes, observe les lieux, analyse les espaces, attentif à trouver le point de vue particulier, la lumière parfaite, la couleur évocatrice et la « bonne forme ».

L'HOMME QUI MARCHE ET PHOTOGRAPHIE

Dorion quitte temporairement Montréal au début des années quatre-vingt-dix, comme il le fait fréquemment pour quelques mois, partant à la découverte d'autres villes, d'autres expériences. À la manière des artistes et des jeunes hommes curieux des XVIII^e et XIX^e siècles, histoire de l'art oblige, il entreprend une version contemporaine du Grand Tour qui l'amène à Rome pour parfaire son éducation et sa formation intellectuelle. L'appareil photographique l'accompagne dans ses déambulations et lui permet de mieux découvrir la cité, son patrimoine bâti, ses places, sa normalité comme ses marginalités. Dorénavant inséparables, sa caméra et lui observent et captent le réel. La photographie documente la peinture que le peintre s'approprie en délestant le document de sa vérité archivistique, bien qu'elle lui apporte une distanciation objective par rapport à ce qu'il voit³.

La Chambre à l'atelier, 1996. Huile sur toile de lin, 61 x 49,6 cm. Collection particulière. Photo : Richard-Max Tremblay





Vestibule (Chambres avec vues), 2000. Huile sur toile, 26,5 x 38 cm. Collection particulière. Photo : Richard-Max Tremblay

Ces missions photographiques après le retour en atelier prennent les allures d'une suite de paysages oublieuse du superflu. Ses « *vedutae* » ne sont pas dénotatives, elles ne décrivent pas, elles proposent une atmosphère de fixité permanente.

CHAMBRES AVEC VUES

Il est fréquent chez Pierre Dorion qu'un motif ressurgisse, qu'un intérêt refasse surface comme s'il n'en avait pas épuisé tous les potentiels esthétiques et sémantiques. C'est ainsi qu'en 1999 il fait un retour à l'installation avec *Chambres avec vues* qui aujourd'hui encore est un événement majeur de sa carrière. Il loue une nouvelle fois un appartement qu'il dépouille de toutes connotations personnelles. Il lui crée une identité différente en accrochant sur ses murs des tableaux de formats moyens où il représente avec minutie et objectivité des objets ordinaires, tous liés par leur banalité : mobilier, accessoires, murs, vêtements, fenêtres, portes. Même la peinture y est représentée, déployant sa mise en abyme et reconsolidant à son tour ses stratégies antérieures. Conceptuellement, l'ordinaire crée *a contrario* le mystère, amorce les scénarios du qui, du pourquoi, du quand, du comment.

Peu de temps après, un long séjour de six mois au Studio du Québec à New York est une nouvelle occasion de retrouver le dynamisme de la vie culturelle de la métropole américaine, qui a des attraits sans cesse renouvelés

pour lui. Les galeries, les musées, les rues, les parcs, les lieux publics sont des espaces où il aime déambuler, regarder, saisir des moments, retenir des fragments, des sensations. Là comme dans les villes européennes, les images photographiques en conservent la trace et les séries de photos-peintures s'enchaînent. Son regard se pose le plus souvent sur des espaces fermés par l'architecture à l'exception de quelques ouvertures telles que des portes, des fenêtres, des grillages.

LA LUMIÈRE EN ACTION

Dans ses tableaux, il dirige notre regard sur le devant de la représentation, frontière fictive où il fait jouer la couleur, la frontalité, quelques plans, quelques lignes, des aplats, des angles. L'action essentielle est celle de la lumière, de l'ombre, du pinceau sur la toile, dont les traces de visibilité sont absentes. Une fiction qui oscille entre arrivée et départ, une suspension de l'action entre apparition et disparition. Une sorte d'apesanteur narrative qui, à cause de la couleur, s'ouvre paradoxalement sur l'infini.

Ces enjeux et ces moyens demeurent jusqu'à aujourd'hui un inépuisable potentiel réflexif de variations, de nuances que Dorion explore avec méthode et rigueur et où à l'occasion nous sentons le plaisir qu'il éprouve à préciser ou à citer certains d'entre eux. Il ne revisite pas seulement les mêmes lieux, il revisite ses territoires théoriques

pour probablement être au plus près de son métier. Dans ce sens, l'exposition de 2010 au Musée des beaux-arts de Montréal, intitulée *Pierre Dorion, peinture et photographie*, constitue un exemple éloquent.

Les affinités entre photographie et peinture sont encore plus clairement énoncées sur la place publique ; les photos témoins exposées à proximité des tableaux montrent limpide le passage d'un médium à l'autre. Plus subtilement, le peintre démontre l'intelligence et la sensualité de sa peinture qui pourtant met en représentation les mêmes lieux. Ce qui vit, ce qui vibre, ce sont les rencontres électives affirmées de la lumière et de l'ombre qui glissent l'une vers l'autre, et leurs nuances, les unes dans les autres, demeurent des tensions entre l'opalescence des zones claires et la densité des zones foncées. Les premières avec leur légèreté plastique, leur flou atmosphérique, ouvrent sur le lointain, les secondes énoncent la stabilité. Les oeuvres dégagent une étrange tranquillité, celle de l'illusion ontologique de la peinture.

Tout récemment, sa rétrospective *Pierre Dorion* au Musée d'art contemporain, à l'automne 2012,



Alcôve (19th Street), 2008. Huile sur toile de lin, 183 x 122 cm.
Don de M. Jamie Johnson ; collection Musée d'art contemporain de Montréal.
Photo : Richard-Max Tremblay

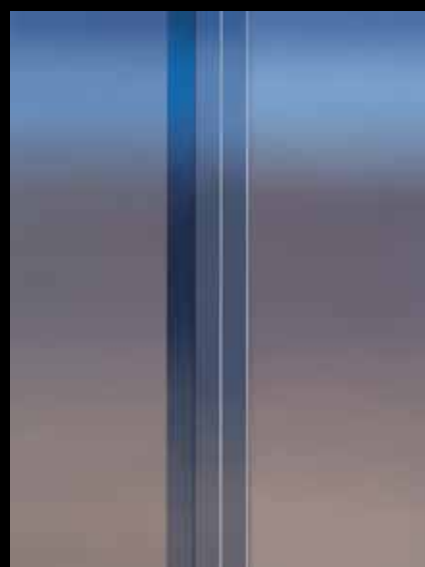


Gate (The Piers), 2012. Huile sur toile de lin, 7 éléments de 152,5 x 114,5 cm. Collection de l'artiste, avec l'aimable permission de la galerie René Blouin, Montréal.
Photo : Richard-Max Tremblay

commissarisée par Mark Lanctôt, nous faisait les témoins privilégiés d'une démarche artistique qui s'avance encore plus dans la spécificité plastique de la peinture. Nous avons remarqué que peu à peu les détails architecturaux disparaissent, glissent hors du cadre, faisant en sorte que des détails occupent tous les plans, eux aussi également moins nombreux. S'énonce clairement avec les soixante-seize œuvres exposées cette certitude que Dorion se fait le plus irréductible visiteur de ses recherches, privilégiant à terme une approche de la proximité qui monopolise toutes les richesses de la couleur-lumière : dégradés, nuances, épaisseur, profondeur, densité, transparence.

Demeurent l'émotion, le mystère qui oscillent comme la lumière entre ce qui fut et ce qui sera dans une sorte d'intemporalité. En s'intéressant aux mêmes lieux, à l'action de la lumière, il nous livre possiblement une méditation sur ce qui bouge, s'altère et dont la lumière est l'incarnation la plus sublime et l'allégorie la plus éloquente.

Demeure une lenteur sensuelle comme si le temps de la peinture venue de très loin s'écrit au présent et s'absorbe lentement dans un ailleurs indéfini, un ailleurs qui se dissout en intériorité.



Gap III, 2012. Huile sur toile de lin, 182,9 x 137 cm.
Collection Antoine Ertaskiran, Montréal.
Photo : Richard-Max Tremblay

1. Pierre Dorion le confirme ainsi : « Lorsque j'étais adolescent, mes parents m'ont offert *l'Histoire de l'impressionnisme* de John Rewald, ouvrage que j'avais emporté avec moi lors d'un séjour dans un camp de vacances situé dans le parc Algonquin en Ontario » (Pierre Dorion, « L'expérience du paysage et de la nature », *À ciel ouvert le nouveau pleinairisme*, commissaire : Kitty Scott ; Québec, Musée national des beaux-arts du Québec, 2012, n.p.).
2. « Si, au cours des dernières années, plusieurs ont souligné l'importance de la photographie dans le processus d'élaboration des œuvres de Dorion, nous avons ici choisi de nous pencher sur les relations qu'entretiennent ses tableaux avec leur contexte de présentation. Utilisant comme point de départ les œuvres récentes de l'artiste qui ont comme sujet les espaces de galeries dits de type « cube blanc », Mark Lanctôt, *Pierre Dorion*, Montréal, Musée d'art contemporain, 2012, p. 107.
3. « Cette situation résume bien ma façon d'aborder la nature et le paysage. Et tout autre motif pictural, dans ma pratique : traduire mon expérience du monde et de la réalité en peinture en utilisant des images photographiques. Dans mon travail, le souvenir de l'expérience d'un lieu donné, qu'il soit d'ordre naturel ou urbain, doit être filtré par la lentille de l'appareil photo afin de m'offrir la distanciation nécessaire à sa traduction en peinture » (Pierre Dorion, « L'expérience du paysage et de la nature », *op.cit.*).

* En page 19 : *Sans titre (Catacombes de Priscille)*, 1987. Huile sur toile, 152,5 x 152,5 cm. Collection particulière. Photo : Louis Lussier

Le savoir capital

PAR MANON PLANTE ET PATRICK POIRIER

Il est de ces phrases qui nous poursuivent, nous hantent parce qu'elles excitent notre mauvaise conscience ou éclairent d'un coup l'inconsciente volonté de s'aveugler soi-même. « *Si, bien sûr, les professeurs du Québec, tant au secondaire, au collégial qu'à l'université ont soutenu avec courage et force les mouvements étudiants, les universitaires ont, à mon avis, peu tenté de réfléchir à leur position très problématique dans le système actuel que constitue l'éducation supérieure* », écrivait l'auteure et universitaire Catherine Mavrikakis dans une chronique écrite en plein Printemps étudiant (mais publiée à l'été 2012, dans le numéro 241 de *Spirale*). Héritiers de ce printemps, avant que « *le trésor des révolutions* », comme le formulait Hannah Arendt à travers les mots de René Char, ne disparaisse ou ne s'efface parce que aucun futur, aucun présent n'était prêt à en assurer la vivacité et la transmission, nous avons cru que notre tâche première était d'interroger les liens délicats qui unissent les professeurs, le savoir, les institutions d'éducation supérieure et les diverses formes du pouvoir qui influencent, contraignent et orientent leur mission.

Plus encore, c'est ce lieu inconfortable indiqué avec acuité par Mavrikakis qu'il nous importait d'explorer : force est de constater que la marchandisation du savoir, rejetée par les étudiants et leurs alliés comme une menace à venir et à contrer, est *déjà* fortement enracinée dans la culture universitaire et collégiale, en plus d'être nourrie par certaines positions et actions du corps professoral... ou par l'absence de celles-ci.

Les collaborateurs de ce dossier, qui sont tous professeurs ou chargés de cours, soit à l'université soit au collège, tout comme d'ailleurs nombre des auteurs des ouvrages recensés, ont accepté de signer le testament laissé par les bouleversements du printemps dernier, d'en assumer la suite en pointant du doigt d'abord et avant tout cet « *ennemi intérieur* » (Frédérique Bernier) qui risque de transformer les anciens maîtres en vulgaires « *petits fonctionnaires savants qui ignorent ou méprisent l'essentiel ou les élèves, ou les deux* » (Guillaume Asselin). Le mépris ne serait donc pas exactement là où nous sommes accoutumés à le situer socialement : il serait en large partie dans cet acquiescement des professeurs à limiter l'enseignement à la stricte transmission d'informations utilement monnayables — pour reprendre une expression récurrente de ce dossier — dans le monde du travail, privant ainsi les étudiants d'un accès à une pensée qui prend *le temps* de s'inscrire dans une tradition autant que de mettre en mouvement par le choc et l'éveil cette sédimentation des savoirs. Mais cet « acquiescement » n'est-il pas aussi l'acceptation tacite d'un modèle, d'une « idée de l'université » qui, décriée dans la rue, est défendue en haut lieu ? « *Les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises* », clamait le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, à l'automne 2011.

Refusant de plonger tête première dans « *un pessimisme exacerbé* » par lequel l'enseignant risquerait d'être « [le] *fossoyeur[r] de toute éducation* » (François Rochon) ou de se métamorphoser en une pauvre « *corneille désenchantée* » (Anne-Marie David), les collaborateurs de ce dossier se risquent tous à entendre « *l'appel de la horde* » (Frédérique Bernier), malgré le romantisme et la possible naïveté de ce rêve, par lequel l'éducation pourrait cesser d'être entièrement déterminée par « *les ordres du dehors* » (Georges Leroux) et par lequel la liberté enseignante reprendrait ses droits sur l'agonie de la figure du professeur. Ce fantasme (car il n'y a peut-être plus que l'imagination pour inventer notre soustraction à la « *destruction créatrice* » des domaines d'études les moins rentables évoquée par Guillaume Asselin) se bute cependant à un ennemi de taille, qui essaime à travers la société québécoise depuis fort longtemps : l'anti-intellectualisme, surreprésenté dans le monde médiatique comme le rappelle Pierre Popovic, mais plus dramatique encore, au sein même des administrations universitaires et collégiales, qui jadis furent le lieu d'un échange démocratique entre étudiants, professeurs et gestionnaires (Jacques Pelletier), permettant ainsi d'assurer l'édification d'un monde commun (Maxime Ouellet).

Faut-il alors s'étonner du peu de place laissé aux intellectuels sur la place publique alors que ceux-là mêmes qui devraient farouchement s'élever contre cet anti-intellectualisme rampant pactisent avec lui par les moyens pernicieux que sont, entre autres, la recherche subventionnée, l'endossement d'une philosophie strictement pédagogique de l'enseignement et, par-dessus tout, un malheureux laisser-faire qui ne fait que réduire le rôle du professeur et le soumettre à la peur de sa propre disparition et, paradoxalement, à la plus active docilité (Martin Jalbert) ?

« *Enseignants, contentez-vous d'enseigner!* », écrivait *grosso modo* Richard Martineau au plus chaud de la dernière grève étudiante. Dans *l'attente* de ce qui pourrait advenir (Brigitte Faivre-Duboz), au seuil d'un possible événement, c'est la résistance à cette étroite et médiocre vision de la salle de classe que nous souhaitons rêver... radicalement. |



Les atavismes du mépris

PAR PIERRE POPOVIC

LES DESSOUS DU PRINTEMPS ÉTUDIANT. LA RELATION TROUBLE DES QUÉBÉCOIS
À L'HISTOIRE, À L'ÉDUCATION ET AU TERRITOIRE

de Gérard Beaudet

Éditions Nota bene, 188 p.

C'est avec une étonnante soudaineté que la révolte étudiante et le mouvement plus large qu'elle entraîna suscitérent durant le printemps 2012 une logorrhée de commentaires méprisants, jour après jour dispensés par des idéologues conservateurs et néolibéraux fort prévisibles ou lancés à tout vent par nombre de publicistes et de médias populistes. Force est de le constater : sur le fond des choses, les autoproclamés « *lucides* » et les hargneux radio-phoniques stipendiés sont en général d'accord, quand même bien ceux-ci usent du terme bas (« *fuckés d'traîneux* ») et ceux-là de l'étiquetage hautain (« *bobos gâtés* »). C'est du constat de ce dédain très épandu que part Gérard Beaudet dans *Les dessous du printemps étudiant* et il le relie à une observation qui ne va pas pour lui sans déception ni relative amertume. Il note en effet que les déverseurs d'anathèmes les plus violents sont pour une bonne part des gens de sa génération (entre 50 et 60 ans), c'est-à-dire les personnes qui ont le plus bénéficié des politiques éducatives mises sur pied à la suite des projets réformateurs conçus au moment de la « Révolution tranquille ». Urbaniste, professeur, intellectuel engagé dans la cité, Gérard Beaudet n'a pas manqué de participer aux manifestations du printemps dernier, à la fois impressionné et motivé par la façon dont ses étudiants en urbanisme utilisaient leur savoir et leur imagination pour donner du sens au moment politique qu'ils étaient en train de vivre, mais il s'est aussi efforcé de prendre du recul pour écrire afin de comprendre la raison de la violence du rejet des revendications de la jeunesse par une partie de ses aînés.

AUX ORIGINES D'UN REJET

L'essai qui en a résulté part de la bonne idée qu'il est toujours illusoire de vouloir expliquer un phénomène social ou politique par le caractère splendide ou médiocre des acteurs. Que Jean-Marc Fournier et André Pratte n'aient jamais l'élévation de pensée de René Lévesque et André Laurendeau, c'est un fait, mais il reste anecdotique et n'explique ni l'étendue du rejet précité, ni sa spontanéité, ni son ardeur virulente. La force et l'ampleur du dédain indiquent à elles seules qu'il relève d'une cause autrement complexe

et plus profonde. Il ne faut d'ailleurs pas omettre que la condescendance haineuse et les étiquettes salaudes dont les étudiants, les enseignants, les universitaires, et par amalgame tous ceux qui montrèrent leur désaccord, ont été la cible, furent pour beaucoup dans l'adoption de mesures, de règlements et d'une loi liberticides par diverses institutions et par le précédent gouvernement québécois, lesquels se sentirent confortés par cette tendance à honnir. Il n'est pas anodin que ces dispositions — particulièrement la loi 12 en quoi un histrion ministériel vit sans rire un grand moment pour la liberté dans l'histoire du Québec — aient été l'objet d'un vif désaveu de la part de très nombreuses personnalités attachées à la défense des libertés et des droits citoyens un peu partout où elles ont été connues (Javier Zuniga d'Amnistie internationale, Navanethem Pillay, haute-commissaire aux droits de l'homme à l'ONU, pour ne citer que deux exemples). Le rejet susdit n'est donc pas un épiphénomène et il n'a rien d'inoffensif. C'est en enquêtant sur ces bases que Gérard Beaudet en vient à trouver dans un rapport troublant à l'histoire, à l'éducation et au territoire les origines d'une hostilité dont il faut bien dire qu'elle exhibait par son insistance et sa démesure tous les indices d'une pathologie sociale.

Sur le plan historique, c'est à la lecture consacrée de la « Révolution tranquille » que l'essayiste s'en prend d'abord. Tant l'historiographie que la mémoire collective ont longtemps tenu et tiennent souvent encore cette *sogennante* « Révolution » pour une sorte d'adieu définitif à la pré/histoire du « Québec moderne ». Dite « tranquille », elle n'en aurait pas moins fait *table rase du passé*, happant au passage un fragment de *L'Internationale*, qui n'avait pourtant rien à voir dans cette galère, ou si peu. Non seulement cette représentation tablerasante voile un tas de choses, dont les tensions politiques internes du début des années soixante, mais elle occulte des tendances idéologiques lourdes, des habitudes de pensée et des réflexes comportementaux ancrés dans les pratiques qui ont été fabriqués en longue et moyenne durée par la collectivité et qui ont si bien traversé les ans qu'ils lestent encore le temps présent,

contrairement à ce que laissait entendre le décret d'obsolescence dont ils furent l'objet dans les années 1960 et ss. Beaudet perçoit dans cette fixation sur l'idée de rupture une « *relation trouble* » à l'histoire, faisant de celle-ci une succession de sauts abrupts et de brutaux *passages à autre chose*, au détriment d'une pensée compréhensive capable d'embrasser la durée et de mesurer le poids des reliefs d'hier dans la fabrication des apprêts d'aujourd'hui.

LA MARCHANDISATION DE L'ÉDUCATION

C'est dans cet esprit qu'il repense les réactions agressantes envers le printemps 2012, les mesurant à l'aune de l'histoire de l'éducation au Québec. Avec précision, il retrace les moments clefs d'une résistance biséculaire à l'instauration de l'école publique et de l'enseignement obligatoire, imputable d'une part à l'Église catholique et à ses chefs ultramontains (M^{gr} Bourget, M^{gr} Laflèche), d'autre part à une mentalité conservatrice dont Maurice Duplessis fut l'une des incarnations les plus spectaculaires et les plus persistantes. Habitée par la même méfiance, les querelles de clochers entre Montréal et Québec furent causes de bien des retards en matière de formation universitaire. Statistiquement, les résultats sont à peine montrables : « [...] en 1951, plus de 70% des quelque 8 800 écoles du Québec ne comptaient qu'une seule classe, [...] 60% étaient sans électricité, [...] 40% n'avaient pas de toilette intérieure. Sans oublier les salaires de misère payés aux institutrices ou les inspecteurs scolaires et les commissaires qui savaient à peine lire et écrire. » Tout cela est bien loin derrière, pensera-t-on. À ce détail près que, au moment même où sortent *Les dessous du printemps étudiant*, on apprend que 49% des Québécois âgés de 16 à 65 ans ont aujourd'hui de la difficulté à lire et que, parmi eux, 800 000 adultes sont analphabètes¹. Huit cent mille ! La moitié de l'île de Montréal, ou peu s'en faut !

Il y eut pourtant la commission Parent, dont le rapport fut rendu public en 1963 et 1964. Gérard Beaudet ne renie pas son importance, au contraire. Elle proposait la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, une formation plus forte et cohérente pour les enseignants, la démocratisation de l'accès à l'université, les créations du ministère de l'Éducation et des cégeps. Elle était donc animée par l'ambition de faire de l'éducation à la fois un projet et un objectif concernant l'ensemble de la société québécoise, lui offrant *de facto* une perspective globale de maturation et d'émancipation. Or, en dépit d'un rattrapage certain², il appert que la portée collective, macrosociétale dudit rapport a été peu à peu abandonnée après un premier élan prometteur. Cette abdication tranquille ne peut s'expliquer que par les effets de la longue tradition d'intolérance et de défiance envers l'instruction, et d'un anti-intellectualisme qui n'est que leur prolongement. L'idée que l'accès à l'éducation, et *a fortiori* à l'éducation *supérieure*, n'est affaire que de parcours individuels, qu'il ne concerne pas la société dans son ensemble, voire qu'il peut être dangereux et cause d'injustice, squatte en longue durée l'imaginaire social québécois.

C'est sur ce terreau atavique que le mépris envers le printemps étudiant a pu germer, à telles enseignes que ses déverseurs n'ont eu aucune peine à se parer des vertus toujours éternelles du « *gros bon sens*³ », lesquelles sont aussi bien l'apanage du populisme de base que de la démagogie d'élite. « *Tout se passe*, écrit Beaudet, *comme si les citoyens ne considéraient pas retirer de bénéfices de la scolarisation de la jeunesse autrement que par individus interposés ou en dehors d'une relation de type clientéliste entre consommateurs et fournisseurs de services [...]*. » Ceci est bien vu. Le rejet méprisant des études et des choses de l'esprit, qui s'exprimait hier en termes religieux, moraux ou doctrinaires, a été progressivement recyclé et gentrifié au cours des vingt ou trente dernières années par une idéologie économiste, dont on notera qu'elle se dénie comme idéologie (ce qui est le propre de toute idéologie) en se présentant comme rationnelle et pragmatique.

De manière plus perspicace, il se comprend que cette mercantilisation générale des esprits⁴ issue de l'alliance du conservatisme et du néolibéralisme fait fond sur le rejet traditionnel de l'éducation. Elle trouve en lui son compost idéal, ses présupposés y germent comme une greffe sur sauvageon. L'incapacité à penser l'éducation en dehors de cheminements personnels est à la base de certaines « *demandes d'injonction* », lesquelles substituent « *le droit d'étudier* » de quelques-uns « *au droit à l'éducation* » qui concerne la collectivité globale. Aux anathèmes moralisateurs et caractériels d'hier — *ce sont des paresseux* — sont aisément bouturées des disqualifications « *économiques* » — *ce sont des profiteurs* —, ce qui ajoute l'opprobre au vice. Le pseudo-argument de la « *juste part* » est typique de ce mécanisme. Beaudet observe qu'il « *relève d'une conception marchande de l'éducation* », qui « *disqualifie d'emblée l'option de la gratuité* » pourtant adoptée dans plusieurs sociétés avancées, et qu'il suppose une conception de l'étudiant comme « *client/consommateur* » payant en frais de scolarité des bénéfices qu'il est supposé recevoir plus tard. Dans cette logique strictement comptable, seule la question du « *combien* » est agitée comme un mauvais grigri susceptible de concentrer tous les ressentiments, alors qu'il faudrait se demander comment ladite part juste serait allouée, « *pour qui [elle le serait], de quoi [elle proviendrait] et en vertu de quel principe [elle serait administrée]*. »

L'une des forces du livre de Gérard Beaudet est qu'il double cette mise en évidence des soubassements idéologiques du discours des conservateurs, néolibéraux, « *lucides* » et appariés d'une étude de l'histoire de l'aménagement du territoire et de l'organisation des villes au Québec. Le diagnostic est très comparable à ce qui s'est passé dans le domaine de l'éducation. Les projets globaux conçus dans les années soixante et soixante-dix (loi sur l'aménagement et l'urbanisme de Paul Gérin-Lajoie, réformes administratives du rapport La Haye) ont également été dévitalisés. Les initiatives individuelles les plus contradictoires se sont succédées, les seules critères de planification retenus n'ont jamais été qu'économiques, quitte à brader la qualité de l'établissement humain, le territoire n'a jamais été pensé

autrement que comme une réserve de ressources à exploiter illico sans souci autre que verbal du lendemain et du vivre ensemble. La succession des « plans nord », toujours publicisés comme si leurs V.R.P. venaient d'inventer l'eau chaude alors qu'ils recyclent indéfiniment le vieux mythe du nord et l'exploitation de « *notre butin* » (comme disait Duplessis), est la traduction récurrente de cette marchandisation du territoire qui fait du citoyen, comme ailleurs de l'étudiant, un client/consommateur. En éducation et en aménagement des villes et des lieux, la même dérive sociale, politique, culturelle est ainsi présente, et si elle l'est sur ces deux plans majeurs, il s'en déduit qu'elle occupe une place très importante, voire hégémonique dans la *semiosis sociale* québécoise, autrement dit : dans la façon de se représenter au Québec ce qu'est la société, ce qu'elle a été et ce qu'elle peut devenir.

FEU LA MISSION UNIVERSITAIRE

Que ce soit un intellectuel et un enseignant qui ait écrit *Les dessous du printemps étudiant* a en soi quelque chose de rassurant : au moins reste-t-il des voix pour s'élever contre la mercantilisation des esprits et ses conséquences. Gérard Beaudet n'omet pas d'insister sur le fait que cette dernière n'a pas épargné les institutions d'enseignement, particulièrement les universités. S'il prend pour exemple l'Université de Montréal où il travaille, c'est par élégance, car il est évident que la doxa marchande gangrène aujourd'hui tout le réseau universitaire. Il est aisé d'accompagner et d'aggraver son diagnostic. Les étudiants sont appelés des clients et traités comme tels. Les représentations faisant la réalité, ils sont dès lors des consommateurs venus acheter un diplôme qui leur est dû, puisqu'ils ont payé pour. La gestion académique est de nature entrepreneuriale, axée sur la recherche de parts de marché, ledit marché étant celui des étudiants potentiels. Subventionnées en fonction du nombre d'étudiants inscrits, les universités sont en concurrence commerciale les unes avec les autres. Elles se battent à coup de publicités, elles cajolent des équipes de sport coûteuses mais télégéniques, elles accordent des doctorats *honoris causa* à des vedettes pop, elles communiquent en mode « relations publiques », elles sont sur facebook où elles cherchent des clients/amis, elles s'autocongratulent à tire-larigot, elles recrutent et recrutent et recrutent encore même quand elles ne recrutent plus. On note en passant que l'étudiant, dont il se dit partout qu'il est au centre des soucis de l'institution, est transformé en une sorte de monstre, puisqu'il est à la fois le client et la marchandise. Dans cette logique globale, les professeurs ne sont bons que s'ils sont « allés chercher » des capitaux (cela s'appelle « subventions », mais c'est du pareil au même). Les prises de décision répondent d'une logique de division du travail qui sépare de plus en plus les cadres (l'administration) et les employés (professeurs et personnel de soutien), les uns et les autres étant échelonnés selon un modèle hiérarchique vertical proche du percolateur : tout vient d'en haut, rien de la base. Etc. Etc. L'oxydoréduction de la question de l'enseignement universitaire à la seule quête infinie de « *ressources* » (financières), les demandes rectorales d'injonction et autres appels à l'entrée de la police durant le printemps 2012 et après, tout cela participe

de l'abandon « *du rôle premier de l'université, qui est de former, dans tous les domaines de la vie sociale, des citoyens, en leur donnant les outils pour réfléchir, agir, partager, enseigner, chercher, découvrir, etc. Or, dans le contexte d'aujourd'hui, l'université risque de plus en plus de devenir une méga école technique [...], dans laquelle on entre pour décrocher un permis de travail qui permettra, individuellement, de faire une carrière... payante.* » Jean-Paul L'Allier, qui signe ces mots dans sa « Préface », ajoute que « *l'université [doit au contraire être] au cœur de la cité pour chercher les meilleurs moyens de la bonifier, dans le respect des personnes, quel que soit leur statut économique ou social* ». Ces phrases, auxquelles je souscris pleinement, ne sont pas des considérations abstraites. L'asservissement économiciste des communautés d'enseignement, à quelque niveau que ce soit, a les conséquences les plus concrètes et immédiates sur leur vie intellectuelle, sur les conditions d'exercice du métier d'enseignant, sur les conditions de formation des étudiants. Imprégné par une manière d'autoritarisme *soft*, tout le système est habité par un climat de peur larvaire (peur de ne pas y arriver, peur de ne pas obtenir une subvention et par suite une promotion, peur de parler, peur de ne pas pouvoir donner un cours s'il n'y a pas assez de clients qui ont réservé leur place, etc.). Les enseignants sont amenés à penser leur métier en termes comptables (quel est notre « *taux de diplomation* » ? [sic]). Si l'étudiant est un client, leur métier est-il celui d'un vendeur ? Satisfaire un client et former un étudiant sont deux choses très différentes, on peut m'en croire. Puisque c'est la quantité et la rentabilité qui priment, les étudiants se retrouvent dans de gros groupes, dont des plaisantins disent qu'ils ne nuisent aucunement à la formation. Ah non ? Dans un ou deux cours généraux d'introduction, passe encore, mais dès qu'il s'agit d'aborder des questions complexes, de faire en sorte que chacun puisse donner un exposé ou simplement poser une question, ne parlons même pas d'ouvrir une discussion, c'est une autre affaire.

En bref et en clair, la mission universitaire n'est plus au centre de la ville, et il serait urgent de l'y remettre.

Gérard Beaudet propose pour y parvenir la tenue d'états généraux sur l'ensemble du projet éducatif organisés dans un esprit proche de celui qui présida à la mise en place de la Commission Parent et réunissant toutes les forces vives concernées. J'avoue un brin de pessimisme devant cette idée tant le Québec est friand jusqu'à l'indigestion volontaire de forums, de sommets, de commissions, de tables de concertation *e tutti quanti*, accouchant d'énormes rapports mais de toutes petites actions concrètes. Il est aussi à redouter que de tels états généraux soient asséchés soit par la recherche d'un consensus flasque, soit par un pluralisme de façade assujéti aux habituelles oppositions provinciales entre souverainistes durs et fédéralistes mous, entre Québec et Montréal, entre régions et non-régions (?), entre petites institutions et grosses boîtes, là où il faudrait se placer vraiment sur le terrain de la pensée réelle, là où il faudrait refonder une vision politique, sociale, philosophique de l'enseignement et ne pas reculer devant la contradiction majeure entre économicisme et humanisme progressiste renouvelé (pour dire vite). Beaudet est

conscient qu'il ne faut pas attendre de solution miracle de tels états généraux, d'autant que « *[l]a marchandisation de l'éducation et la dérive des universités sont trop bien engagées pour croire que leurs chantres assisteront béatement à l'exercice* ». Mais il estime à juste titre que les temps sont mûrs pour des discussions fortes et âcres s'il le faut. Dont acte, et je suis bien prêt à étouffer mon brin de pessimisme, mais le sommet sur l'enseignement supérieur qui s'annonce souligne pour le moins combien il sera important de bien poser le problème. À cet égard, *Les dessous du printemps étudiant* ont tout ce qu'il faut pour servir de rampe de lancement aux états généraux souhaités. Mais ils rejoignent aussi à mes yeux des impératifs pédagogiques immédiats. Il y a une leçon dans la façon même dont leur auteur a pensé le mépris réservé aux étudiants entre mars et septembre 2012. Ce à quoi il invite, c'est à sortir du présentisme idiot de ce début de siècle, c'est à produire et diffuser une critique incisive de l'économisme

hégémonique adossée à une ressaisie de l'histoire moderne du Québec, en prise autant sur les réalités actuelles des milieux enseignants, de la prénatalité jusqu'à l'université, que sur les aspirations légitimes de la jeunesse contemporaine quant aux conditions de sa formation et au projet de société qu'elle désire porter. —

1. Selon les résultats de l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA) cités par la Fondation pour l'alphabétisation (cf. <http://www.fondationalphabetisation.org>).
2. Grâce à l'arrivée des femmes notamment, laquelle permet de donner le change au niveau des chiffres d'inscription sans que la situation globale se soit quant à elle améliorée (puisque l'augmentation du nombre d'inscrits devait être rapportée à un nombre de candidats potentiels bien plus élevé que dans le passé).
3. Nombre de chroniqueurs et chroniqueuses québécois ont fait et font carrière sur ce lieu commun.
4. On pourra lire sur ce sujet les propos d'une « entrevue » que j'ai faite avec Stéphane Baillargeon dans *Le Devoir* du 8 juillet 2011 sous le titre « Portrait de l'asservissement économiste » (accessible sur le site du *Devoir*).

L'Université des discours



PAR GEORGES LEROUX

LA PAROLE UNIVERSITAIRE

de Pierre Macherey

La fabrique, 343 p.

S'il est vrai que la réalité de l'université contemporaine se disloque sous nos yeux, il l'est déjà sans doute un peu moins de prévoir sa disparition. Comme toute institution, elle évolue et se transforme sous la pression de facteurs économiques et sociaux dont il est devenu courant de dénoncer les effets perniciose. Quand on parle, par exemple, de marchandisation du savoir ou d'université corporative, les phénomènes qu'on tente de décrire sont à la fois évidents et trompeurs. Certaines dérives peuvent scandaliser, mais elles sont loin d'épuiser les mutations en cours. Seule une analyse rigoureuse des évolutions observées ces vingt dernières années nous permet d'accéder à une hypothèse sur la nature de la métamorphose. Plusieurs essais publiés durant cette période ont proposé une lecture critique, mais leur caractéristique générale est de demeurer très abstraits. On pense au très beau livre de Bill Readings (*The University in Ruins*, 1996), ou encore au recueil d'études de Michel Freitag (*Le naufrage de l'université*, 1995). Dans ces essais, la perspective centrale est celle d'une critique de la dérive commerciale de l'institution : par sa soumission aux lois de l'offre et de la demande,

l'université se transforme en mécanisme de formation d'une main-d'œuvre adaptée au marché et oublie sa mission critique du savoir. L'évolution de la recherche est l'objet de la même analyse dans plusieurs travaux récents, comme l'essai d'Andrée Lajoie (*Pour la recherche libre*, 2008), qui décrivent la transformation de la recherche fondamentale en entreprise subventionnée au service de corporations et de ministères.

Ce portrait est-il conforme aux faits ? L'université est devenue tentaculaire et personne ne peut y reconnaître la communauté de recherche qui présida à son origine au Moyen Âge, ou encore à son âge d'or dans l'Europe et l'Amérique du XIX^e siècle. Malgré que cette transformation affecte la plupart des fonctions de l'université, la critique qui s'exprime aujourd'hui demeure profondément ancrée dans la considération de cette origine idéalisée. Qu'est-ce qui permet de continuer à rassembler sous un même toit des disciplines qui sont les héritières directes des arts libéraux de l'université médiévale et des organisations complexes comme une école de commerce, une école de

médias ou une école polytechnique ? Il faut répondre à cette question de manière claire. Toute critique qui consiste à dresser les uns contre les autres les composantes de l'université est vouée à demeurer stérile, pour la simple raison que chaque élément se réclame d'une mission de savoir et d'expertise orientée vers le bien de la société. Tous les programmes appliqués, *a priori* plus susceptibles que les autres de dérives corporatives, puisent néanmoins leur savoir dans le vaste bassin de la recherche fondamentale. C'est leur influence qui fait problème.

Cette critique est pourtant la plus courante : elle consiste à dire qu'on ne peut traiter les savoirs fondamentaux de la même manière que les savoirs techniques ou orientés vers un marché, et que toute extension du paradigme technique à l'ensemble des disciplines ne peut être que néfaste. L'université est une institution historique et elle pourrait sans doute éclater, ouvrant la voie à la création de nouvelles institutions, si ses diverses composantes n'avaient un besoin essentiel les uns des autres, notamment pour leur légitimité scientifique. On en voit cependant l'amorce dans la mise sur pied d'écoles spécialisées, par exemple dans le domaine de la gestion, souvent rattachées à l'université de manière artificielle. Pourquoi ne pas créer dans la foulée une grande école d'éducation, rassemblant les savoirs relatifs à la formation et à la transmission des connaissances ? En fait, l'université contemporaine résiste à l'érosion de ses composantes, d'abord pour des raisons épistémologiques, mais surtout peut-être parce qu'elle est soutenue par l'État comme institution symbolique d'une part, mais aussi comme service public d'autre part. Cette caution demeure essentielle à son concept, à ce qu'on évoque vertueusement comme sa « mission ».

Il est donc important d'en revoir l'histoire à travers le prisme de l'ensemble des discours qui se sont développés au fil du temps la concernant. C'est ce qu'entreprend Pierre Macherey dans un essai qui présente les résultats d'un groupe de travail de l'Université de Lille-III durant la décennie 2000-2010. On pourrait décrire ce travail comme un effort pour saisir, selon leurs perspectives propres, un ensemble de discours, surtout philosophiques et littéraires, sur l'université. Par une étude serrée des textes de Kant, Hegel, Heidegger — plusieurs fois rapportés à la pensée de Jacques Derrida (*L'université sans condition*, 2011), sans que celle-ci soit étudiée pour elle-même —, Pierre Macherey veut à la fois rendre compte des tensions qui structurent ces discours et cerner les enjeux de l'avenir : la discussion qu'il restitue est en effet pleinement saisie dans la lecture du présent. À l'étude des discours philosophiques, il juxtapose une étude sociologique de l'université comme dispositif, à travers un retour rafraîchissant aux travaux de Pierre Bourdieu et René Passeron. La psychanalyse n'est pas en reste dans cet ensemble très marqué par la situation européenne : une relecture du séminaire de Jacques Lacan (*L'envers de la psychanalyse*, 1969-1970) permet de retrouver à sa source la notion même de l'idiome universitaire, comme discours distinct du discours de maîtrise, selon une typologie conçue en son temps par Lacan lui-même.

CONFLIT ET HIÉRARCHIES

La première partie de l'ouvrage consiste en une analyse minutieuse de l'opuscule de Kant, *Le conflit des facultés*. Prenant acte d'une division déjà classique en son temps de l'université en facultés supérieures et faculté inférieure, Kant ne s'adressait certes pas aux universités « *grande surface* » que critique Macherey et dans lesquelles les étudiants consomment des crédits et achètent des passeports vers l'emploi, mais il connaissait déjà le conflit entre les facultés professionnelles et la faculté des arts, dite inférieure et libre de sa recherche. Dans cet essai publié en 1798, Kant décrit le système de division du travail qui a présidé à la création des universités modernes, fondées sur le travail des « *savants corporatifs* », ainsi désignés par opposition aux « *indépendants* », regroupés par exemple en académies.

Cette division peut-elle garantir l'autonomie des chercheurs ? Dans les faits, l'idéal d'une indépendance absolue de la recherche est une utopie et Kant le reconnaît : le débouché professionnel, tout comme le service de la société, font partie de la mission de l'université, mais comment éviter qu'ils ne déterminent complètement le contenu de la recherche et de l'enseignement ? Par l'expression « *conflit des facultés* », le philosophe met donc en question l'unité organique de l'université, à ses yeux toujours artificielle et problématique. Cette division en niveaux hiérarchiquement distincts lui paraît injustifiable sur le plan rationnel, puisque, comme l'explique Macherey, « *la vérité, qui doit être la même partout et pour tous, répond à des critères uniformes, suivant le principe égalitaire qui paraît le mieux conforme à la vocation républicaine et cosmopolitique de la raison* ». Or, et c'est sur ce point que l'analyse de Kant concerne au plus près la situation contemporaine, l'unité organique de l'université n'a de sens que si son registre pratique et corporatif demeure soumis à la critique de la faculté inférieure, celle des disciplines d'humanités et, dirait-on aujourd'hui, des sciences fondamentales. Pourquoi ? Parce que seules ces disciplines peuvent revendiquer un service exclusif de la vérité. Dans ces pages grandioses, Kant montre que l'État sert son propre intérêt en progérant la liberté critique de la faculté inférieure et qu'aucune directive provenant de missions extrinsèques ne devrait l'affecter.

Un tel conflit ne nous est pas étranger. La situation s'est certes considérablement complexifiée, mais quand les ressources sont retirées de la recherche fondamentale pour se concentrer principalement sur les programmes professionnels ou techniques, on peut certes louer la poursuite du bien de la société, mais c'est oublier que ce projet peut être rapidement dénaturé si l'université n'offre plus l'espace de la discussion rationnelle des finalités à ceux qui viennent pour s'y former. Le privilège du rentable et de l'exploitable sur tout ce qui est libre s'opère toujours au détriment de la considération critique du savoir. Telle est la leçon de Kant, qui propose une réorganisation de l'université autour d'un principe ordonnateur rationnel. Comme Jacques Derrida

y insistait, dans un commentaire de ce texte, il est ici question de penser la frontière entre le dedans et le dehors de l'université, tâche interminable en raison de l'impossibilité de désigner ce dehors à compter de lui-même, c'est-à-dire sans faire intervenir le dedans, toujours déjà déterminé comme recherche de la vérité.

Cette dialectique du pouvoir de la raison ne peut esquiver les contraintes de l'insertion sociale. Le modèle de Kant illustre le caractère constitutif des tensions qui opposent les facultés, mais il ne dit rien du rapport à la société, et le recours à la philosophie comme principe régulateur de l'organisation, pour noble qu'il soit, pose le problème insurmontable de son autorité. Ici encore, Jacques Derrida, commentant cette fois la critique que fit Schelling du modèle kantien, signale les apories de l'autorité de l'universel : toutes les facultés et écoles ne devraient-elles pas assurer leur propre épistémologie, l'histoire de leurs objets ? Plaider pour une réarticulation multidisciplinaire n'a rien de révolutionnaire ; plusieurs universités américaines ont tenté l'expérience d'unités regroupant le fondamental, incluant les humanités, et le pratique. De nouvelles cohérences peuvent émerger, et chacune révèle une facette de l'analyse kantienne dans son rapport à l'environnement social auquel l'université ne peut se dérober. Au bout du compte, quand on le relit à travers le regard de Macherey, et derrière lui de Jacques Derrida, cet opuscule de Kant nous renvoie au caractère profondément sclérosé de l'institution dont nous avons hérité, autant la structure des facultés que l'organisation des filières professionnelles.

LA QUESTION DE L'AUTORITÉ

L'étude de Pierre Macherey aborde ensuite les discours inauguraux de Hegel et de Heidegger, présentés ici comme exemples de l'autorité grandiloquente des philosophes, instituant de manière quasi sacrée leurs privilèges. On ne s'arrêtera à ces discours que pour signaler l'enjeu politique et social de l'institution universitaire, dans ces époques où l'hégémonie de la discipline philosophique devait être restaurée. L'hostilité manifeste de Hegel à l'endroit de la position kantienne s'explique sans doute d'abord par l'ouverture de Kant à un univers de disciplines plurielles, susceptible de conduire à un certain relativisme ; pour Hegel, le savoir philosophique demeure le critère absolu. Ce débat paraît aujourd'hui suranné, dans la mesure où la philosophie comme discipline ne manifeste aucune position hégémonique, sauf à penser que la philosophie des sciences ou l'éthique seraient les avatars contemporains du drame hégélien.

La chose est différente pour Heidegger et on peut se demander pourquoi Macherey a voulu réintroduire ces textes maintenant très connus et surdéterminés par l'histoire du nazisme. Bien qu'il soit toujours utile de revenir sur les excès rhétoriques du programme de Heidegger et d'observer la facilité avec laquelle un philosophe de son envergure a accepté, même si ce n'est que

très brièvement, le mandat politique de l'hitlérisme, l'étude de Macherey ne propose à cet égard rien de neuf. Comme Kant, Hegel et Heidegger se sont engagés en tant que philosophes dans leur institution, mais contrairement à lui, ils n'ont pas su dépasser la perspective de la mission sacrée et de l'autorité. On peut trouver choquant d'homologuer pour ainsi dire le discours hégélien et celui de Heidegger, mais cela s'explique par une tradition propre à l'Allemagne, bien présente par exemple chez Fichte, d'assortir le système philosophique d'une doctrine de l'institution universitaire qui en serait l'incarnation sociale. Cet ensemble peut-il nous apprendre quelque chose aujourd'hui ? Dans la mesure où la dérive corporative représente aussi l'appropriation par un pouvoir du dehors, il nous met en garde contre le caractère insidieux de ce pouvoir quelles qu'en soient les formes.

La deuxième moitié de ce livre entend présenter une analyse de « *l'idiome universitaire* » : la perspective est donc inversée et Pierre Macherey fait intervenir la critique sociologique de Pierre Bourdieu et l'approche analytique de Jacques Lacan. Comme il le dit lui-même, ces analyses font apparaître tout ce qui a précédé comme un discours d'une surprenante naïveté. Qui peut en effet vouloir encore discuter des privilèges ou des devoirs de la philosophie après avoir entendu Bourdieu ou Lacan ? La réponse à cette question se trouve dans l'immense travail sur l'université accompli par Jacques Derrida, travail philosophique dont ce livre parfois s'inspire, mais dont il ne rend pas compte. Il faut le regretter, car les dernières sections de cet ouvrage présentent un résumé très académique de thèses très connues sur le « *discours du maître* » et le « *discours universitaire* », avec à la clef quelques formules lacaniennes aussi tordues qu'inutiles.

Ces doctrines conservent un parfum de Mai 68 dans leur interpellation du « maître », ce qui peut constituer un rappel intéressant, mais ont-elles quelque chose à offrir à une université où précisément les maîtres ont disparu ? Il était habituel de critiquer la « *sanctuarisation* » de l'université dans ces années tumultueuses où il n'était question que d'y faire pénétrer l'extérieur, mais aujourd'hui, alors que l'université est devenue pratiquement une chambre d'écho des ordres du dehors, qu'ont encore à nous dire les Bourdieu et les Lacan de ce monde ? Cette partie de l'ouvrage déçoit donc ceux qui en auraient attendu un prolongement contemporain de l'analyse kantienne. Prolongement philosophique qui se trouve précisément dans le travail de Jacques Derrida. Mais Macherey prévient son lecteur : de son livre, il ne faut attendre qu'un retour sur les discours, pas une position sur le présent. Certains, il le fait voir avec force, conservent une pertinence profonde ; c'est le cas de Kant. D'autres se sont beaucoup élimés. Peut-être Macherey et son groupe voudront-ils formuler dans la foulée une analyse du présent ? Ce serait une contribution utile au sein du désarroi actuel.

Freiner la dérive universitaire

PAR JACQUES PELLETIER

UNE IDÉE DE L'UNIVERSITÉ.
PROPOSITIONS D'UN PROFESSEUR MILITANT
de Michel Seymour
Boréal, 215 p.

Une crise, quelle qu'en soit la nature — culturelle, sociale ou politique —, joue le rôle d'un révélateur et d'un accélérateur. Elle met en lumière les contradictions latentes en temps ordinaire et durcit les positions des uns et des autres qui prennent dans ce cadre une dimension conflictuelle explicite.

On l'a bien vu lors du « printemps québécois » de l'an dernier. Un Michel Seymour, par exemple, qui intervient généralement dans le débat public sur le mode de l'expertise, empruntant la voie rassurante de la modération, sinon de la neutralité, s'est tout à coup métamorphosé, dans le contexte de la crise, en militant syndical et politique vigoureux, voire par moments agressif, dans la lutte qui a opposé les étudiants et leurs alliés à l'État sous gouverne libérale sur la question des droits de scolarité.

Dans cette expérience, il a trouvé les fondements et le matériau de « *l'idée de l'université* » qu'il propose aujourd'hui comme une « *contribution engagée* », une « *intervention partisane* » dans le débat. Celle-ci s'inspire largement, sur le plan philosophique, des positions libérales, jugées progressistes, de John Rawls, retenu comme principal maître à penser de son essai. L'apport du penseur américain est ainsi longuement évoqué dans le premier chapitre du livre à titre de caution théorique de sa propre entreprise, avec l'intérêt mais aussi les limites que comporte sa vision libérale du monde et par suite de l'université.

Après ce coup de chapeau, qui emprunte la forme d'une célébration élogieuse, par moments obséquieuse, de Rawls, Seymour procède à un examen critique des principaux aspects de la crise universitaire : la métamorphose managériale de l'institution, sa gouvernance, son financement, son accessibilité, sa mission, etc. Ces multiples facettes, on le sait, ont été réduites, après le conflit, à la simple question des droits de scolarité, comme en témoigne le Sommet sur les universités en préparation au moment où ces lignes sont écrites. Son livre présente le mérite, entre autres, de nous rappeler que, pour être le plus visible, cet enjeu n'est pas pour autant le plus déterminant et qu'il trouve lui-même sa signification dans la crise plus générale, civilisationnelle pour reprendre l'expression affectonnée par Michel Freitag, de l'université.

LA MUTATION ENTREPRENEURIALE DE L'UNIVERSITÉ

La métamorphose actuelle de cette institution qui, pour ce qui nous concerne, remonte à une vingtaine d'années, et qui s'est faite au début en douceur, sans que l'on s'en rende trop compte, est elle-même une conséquence d'un profond changement d'orientation, de ses finalités et des missions qui lui étaient liées.

Jusqu'au tournant des années 1980, l'université est perçue et définie comme un lieu privilégié de formation des étudiants, dispensant un enseignement théorique sur les objets, les enjeux, les questions, les concepts des disciplines qu'ils ont choisies et également un enseignement professionnel et pratique lié à leur exercice par la suite dans la vie sociale. Elle est également un lieu privilégié d'élaboration et de production de savoirs neufs sur le plan théorique et pratique, un espace de réflexion et d'expérimentation où se déploie une réflexion libre et indépendante, disposant d'une large autonomie à l'endroit des pouvoirs publics et des entreprises, même si ceux-ci y sont présents bien sûr à travers la recherche commanditée.

Insensiblement, au fil des années et de changements au départ minuscules, la nature de l'institution va se transformer sous le poids de plus en plus déterminant des entreprises, lui-même accompagné d'un désinvestissement progressif de l'État. Désormais, elle est appelée à prendre en charge la formation de ce que l'on appelle le « *capital humain* », c'est-à-dire les techniciens et les spécialistes dont les entreprises ont besoin. Elle est ainsi vouée à dispenser une formation d'abord instrumentale, sur le modèle des écoles de métier, au service du marché et de l'économie, professionnelle au sens restreint de l'expression et non plus générale comme naguère, à la fois et indissociablement théorique et pratique.

Ce changement d'orientation et de mission va trouver son équivalence sur le plan de la gestion des universités.

En tant que lieu de formation disciplinaire, de production de savoirs et de réflexion libre, assumant un rôle d'intellectuel collectif pour une société, l'université exige — et ce fut largement le cas historiquement — une gestion de type

communautaire, collégiale, démocratique, assumée par ses principaux acteurs : les étudiants, les professeurs et ceux qui en assurent l'administration courante. Elle est fondée — ou devrait l'être — sur des principes d'autogestion et de cogestion : cogestion dans les comités de programme, les facultés, les commissions des études, les conseils d'administration des établissements ; autogestion dans le domaine de la gestion de la carrière, dans les assemblées départementales par exemple.

C'est le modèle qui a prévalu en gros, avec des variantes, de l'émergence de cette institution au Moyen Âge jusqu'à l'époque contemporaine et qui est aujourd'hui menacé par le contre-modèle de l'organisation de type entrepreneurial.

En tant qu'école spécialisée, formatrice de la main-d'œuvre compétente et servile réclamée par le marché, l'université doit en effet être dirigée selon le modèle de l'entreprise privée, par des gestionnaires de profession de préférence, être régie par des critères d'efficacité et d'efficience invoqués comme des mantras, et viser la performance dans le recrutement des « *clientèles* », la production de diplômés « *employables* », l'obtention de commandites chiffrables qui instrumentalisent une recherche d'abord définie par son utilité et sa rentabilité. Pour s'acquitter de cette noble tâche, quoi de mieux que de devenir soi-même une véritable entreprise, dont la champ d'application est le savoir ?

LA GOUVERNANCE : UN CACHE-SEXE IDÉOLOGIQUE

Cette reconversion de l'université, inspirée par le modèle industriel, s'est opérée sous la couverture obligeante de la gouvernance, mot de passe parfaitement galvaudé qui révèle, en la masquant, la véritable nature de cette opération de réalignement normatif et stratégique de la vieille institution.

Au nom des principes éternels d'une soi-disant « bonne » gestion, les stratèges futés du fameux Institut sur la gouvernance des organisations privées et publiques (l'IGOPP), associés à HEC Montréal, qui ont eux-mêmes un pied dans le public, l'autre dans le privé, s'empiffrant à tous les râteliers, proposent d'accentuer la présence et la domination des entrepreneurs privés (en provenance des chambres de commerce, des regroupements patronaux, des grandes firmes d'avocats, etc.) dans les conseils d'administration des universités et leurs comités stratégiques : finances, embauche, planification, et ce à même une réduction équivalente de la place des professeurs, des étudiants et même des cadres...

Ce projet, repris et transformé en projet de loi par le gouvernement libéral, dont l'étude et l'adoption ont été reportées à la suite de nombreuses protestations, signifiait rien de moins que l'accaparement total des universités par les entreprises, qui y seraient non seulement représentées mais en constitueraient en quelque sorte les véritables propriétaires dont les dirigeants officiels seraient les fondés de pouvoir.

Seymour fait remarquer qu'un tel modèle est déjà opérationnel à l'Université de Montréal dans la composition du conseil d'administration aussi bien que dans l'existence des fameux comités proposés par l'IGOPP. Ce qui ne garantit en rien, bien au contraire, la nature démocratique de l'établissement qui pratique, selon lui, une « *culture du secret* », notamment dans les prises de décision concernant les projets immobiliers qui engagent financièrement son avenir, dont celui du développement d'un immense campus à l'ancienne gare de triage d'Outremont. Si jamais il dérapait, cet ambitieux projet ferait paraître en comparaison la catastrophe de l'Îlot Voyageur comme un épiphénomène presque attendrissant... Il est vrai que l'UQAM, disposant d'un conseil d'administration à composition davantage démocratique qu'à l'Université de Montréal, n'a pas su éviter ce désastre. Il reste que les représentants professoraux et étudiants de cette instance ont eu le mérite d'en interroger le bien-fondé et d'en signaler les dangers. Il lui apparaît donc préférable de privilégier et de renforcer ce genre de gestion collégiale assumée par les acteurs de l'université, plutôt que de la confier benoîtement à des acteurs qui lui sont étrangers et qui auront tendance à la mettre au service de leurs visées.

Cela est-il encore possible ? Ce n'est pas certain compte tenu que le virage entrepreneurial est déjà très avancé dans certains établissements. En témoignent éloquentement plusieurs signaux, allant de la bureaucratisation des fonctions de direction à la primauté du béton sur la réflexion, en passant par l'accroissement exponentiel des rémunérations des administrateurs, les courses à la clientèle, les dépenses publicitaires, la priorité accordée à la recherche subventionnée. Ce sont là autant de dispositifs et de pratiques qui caractérisent une administration devenue pour l'essentiel une authentique entreprise, transformant aussi capitale qu'insidieuse et qui demeure trop souvent inaperçue, y compris par ceux qui y travaillent et étudient. Il y a pourtant là matière à une réflexion et à un débat qui seraient nécessaires et instructifs.

LE FINANCEMENT : UN ENJEU POLITIQUE ?

Reléguant à l'arrière-plan les questions fondamentales des finalités, du statut et du rôle des universités, le débat public va privilégier l'enjeu du financement, tel que le perçoivent et le définissent ses principaux protagonistes, les formations politiques comme les acteurs du milieu : les recteurs et les organisations syndicales de professeurs et d'étudiants. Il ne s'agit pas d'en nier la réalité et l'importance. La question n'est en effet pas nouvelle, elle est soulevée avec insistance, et de manière récurrente, depuis une bonne dizaine d'années.

Elle est au cœur des préoccupations depuis qu'un écart significatif, de l'ordre de 375 millions de dollars, a été constaté au début des années 2000 entre le financement des universités québécoises et canadiennes. Cet écart se serait accru depuis lors au point d'atteindre aujourd'hui environ 800 millions de dollars, prétend la CREPUQ

(Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec). Il s'agit donc d'un sous-financement comparatif, établi en fonction d'une sorte de norme idéale, qui légitimerait les demandes des universités pour de nouveaux investissements qui leur permettraient de rejoindre la moyenne nationale et de maintenir ainsi la qualité de la formation qu'elles dispensent.

La réalité de ce sous-financement, à tout le moins de son ampleur, fait l'objet d'âpres débats. Elle est niée par certains analystes, dont Éric Martin et Maxime Ouellet qui prétendent même, dans leur livre *Université Inc.*, que le Québec consacre une partie plus substantielle de son PIB à l'enseignement supérieur que l'Ontario et que le Canada dans son ensemble. Pierre Fortin, économiste généralement « lucide » et à l'occasion modérément social-démocrate, la ramène pour sa part à quelques centaines de millions, estimation que reprend également à son compte Michel Seymour. Celui-ci l'attribue essentiellement à une diminution des transferts fédéraux et à leur reconversion en dispositifs ciblés, privilégiant la recherche orientée, tout en s'inscrivant dans le cours nouveau adopté par les universités : bourses du Millénaire, chaires de recherche du Canada, et autres projets de subventions liées à l'innovation et à l'expertise pointue.

Il rejoint et reprend ainsi, et à ses propres frais, la thèse de Martin et Ouellet du « *mauvais financement* » des universités qui d'un côté ne cessent de réclamer de nouveaux investissements pour remplir leurs missions essentielles et de l'autre se lancent dans des opérations de développement et d'immobilisations aventureuses, au détriment de leur fonction principale de formation et de recherche.

Dans cette querelle, où tous les coups semblent permis, qui a raison ? Les recteurs ? Les organisations étudiantes et les analystes qui critiquent leurs prétentions et leurs données ? Comment trancher et sur quelles bases ?

Cela étant, et à supposer qu'il y ait un réel problème de sous-financement et un persistant besoin de réinvestissement, qui doit le combler ? L'État ? Les entreprises ? Les étudiants ? C'est cette dernière voie qu'avait choisie le gouvernement libéral en préconisant une hausse substantielle des droits de scolarité, provoquant la crise que l'on sait.

Seymour la refuse car elle rendrait l'accès à l'université plus difficile, voire insurmontable, à plusieurs étudiants tout en entretenant chez eux une mentalité clientéliste, impropre à une démarche d'apprentissage et de formation rigoureuse. Il s'y oppose également car elle implique dans les faits un retrait du gouvernement dans l'éducation supérieure, justifié justement par l'accroissement de la part étudiante dans son financement.

À cette solution de facilité, on peut opposer d'autres moyens, aussi efficaces et davantage démocratiques : la voie des impôts modulés de manière progressive (et progressiste), celle de la taxation des entreprises, qui profitent largement des fruits de la scolarisation supérieure, celle de

la lutte à l'évasion fiscale et au travail au noir, qui permettrait de récupérer des sommes substantielles qui pourraient être réinvesties dans le système universitaire.

Cette approche empirique, pragmatique, se réclame en outre, et d'emblée, sur le plan philosophique, de la théorie de la « *juste égalité des chances* » formulée par Rawls. Sans entrer dans le détail de cette théorie qu'évoque longuement Seymour et de manière lourdement didactique, rappelons qu'elle vise à favoriser les conditions permettant à chacun, dans une société libérale, d'accéder à la dite « *égalité des chances* » en ce qui concerne son épanouissement personnel et ses conditions d'existence. Chacun, par exemple, dans le domaine de l'éducation, doit pouvoir réaliser ses ambitions à la mesure de ses capacités sans être freiné notamment par des obstacles financiers qui constitueraient un blocage. Et en vertu d'un « *principe de différence* », complémentaire de celui de « *l'égalité des chances* », le défavorisé pourra bénéficier éventuellement d'un soutien particulier engendré par les surplus dégagés par certaines inégalités socioéconomiques subsistant dans le monde réel, acceptables à Rawls dans la mesure où elles favorisent leur redistribution aux plus démunis.

S'appuyant sur cette conception générale, Seymour se montre favorable à l'accessibilité la plus large à l'éducation supérieure. Cette accessibilité peut être singulièrement favorisée par la gratuité scolaire qui est retenue du coup comme une sorte d'idéal à atteindre, incarnant dans ce domaine le principe « *de la juste égalité des chances* ». Dans la conjoncture actuelle du Québec, on pourrait toutefois se rabattre sur le « gel » des droits de scolarité, compte tenu de l'état des finances publiques et du rapport de forces dans cette société, position modérée, pragmatique et prudente dont semble s'accommoder Seymour.

QUELLE UNIVERSITÉ POUR QUELLE SOCIÉTÉ ?

C'est en ce point que se révèle la faiblesse, ou à tout le moins l'absence de radicalité, de la position de Rawls et de Seymour qui conduit également ce dernier à préconiser ce qu'il appelle un « *système hybride* » d'université, « *servant, d'une part, le bien commun et, d'autre part, les intérêts individuels des personnes* », et visant à assurer un « *équilibre entre les visions collective et individualiste* » de l'éducation supérieure et de la société.

Cette position est étonnante, compte tenu de l'engagement résolu, vigoureux, combatif de Seymour dans la lutte du printemps dernier. Elle apparaît fort tempérée, prudente et raisonnable pour reprendre des expressions qu'il utilise volontiers, très en retrait des propositions de la CLASSE qu'il semblait avoir fait siennes au cours du conflit. Ce retrait n'est sans doute pas étranger à la référence rawlsienne et à son compagnonnage ancien avec le Parti québécois, parti aujourd'hui au pouvoir et auquel il faut maintenant s'opposer, ce qui ne va manifestement pas de soi pour qui se situe dans son sillage. Ce qui, cela dit, n'a pas empêché un Jean-Martin Aussant et un Jacques Parizeau

de prendre résolument et audacieusement parti pour la gratuité scolaire.

Une conception davantage collective lui permettrait de défendre de manière plus conséquente la gratuité scolaire à partir d'une autre définition de l'étudiant et de son rôle en société. Dans les années 1960, le syndicalisme étudiant, à l'UNEF en France, à l'UGEQ au Québec, concevait l'étudiant comme un « *jeune travailleur intellectuel* », devant se consacrer à ses études à plein temps, grâce à la gratuité et même à ce que l'on appelait alors le « *pré-salaire étudiant* ». Il était appelé à rembourser par la suite sa « *dette* » par les impôts bien entendu, mais aussi en tant que professionnel socialement responsable (mettant ses compétences juridiques au service des démunis, ses compétences médicales

à la disposition des défavorisés, sur le plan social et géographique, etc.).

Utopie, dira-t-on. Pour une part assurément, car une telle conception implique forcément un changement de société, le dépassement de la société libérale, et évidemment de la néolibérale qui en a pris le relais aujourd'hui, quelque chose comme une révolution. Songerie romantique dans le contexte actuel, on en conviendra, mais dont on aurait peut-être intérêt tout de même à s'inspirer dans l'élaboration d'une idée d'université véritablement différente pour une société demeurant elle-même à transformer. L'entreprise implique un double pari et une lutte sur les deux fronts. C'est la condition de son avenir. ┘

L'appel de la horde



PAR FRÉDÉRIQUE BERNIER

JE NE SUIS PAS UNE PME.
PLAIDOYER POUR UNE UNIVERSITÉ PUBLIQUE
de Normand Baillargeon
Poètes de Brousse, « Essai libre », 91 p.

J'ai fait un rêve, ce dernier printemps : des collines de l'Université, des professeurs descendaient en hordes tels des barbares pour brûler sur la place publique leur chèque de subventions de recherche en scandant bruyamment des slogans délirants : « *Le productivisme tue la vie de l'esprit* » ; « *Nous en avons assez d'être complices de la marchandisation du savoir* » ; « *Sus au capitalisme cognitif* ». Ce grand autodafé de la recherche subventionnée n'a, bien sûr, pas eu lieu et ce, sans doute, pour autant de bonnes que de mauvaises raisons. Renoncer à ses fonds de recherche serait assurément un peu primaire (ou primitif, comme la horde), voire ridicule, selon le pragmatisme et le bon sens qui prévalent, parce qu'un tel coup d'éclat ferait fi des coûts réels de certaines recherches fondamentales qui sont justement menacées par les temps qui courent. Voilà sans doute pourquoi — si plusieurs professeurs des universités québécoises se sont solidarisés avec la lutte étudiante et ont fait entendre leur résistance face au dévoiement marchand de la mission de leur institution — aucun d'entre eux (à ma connaissance, du moins) n'a saisi l'occasion de l'effervescence de la réflexion autour des universités et de leur financement pour accomplir un geste en ce sens. Pourtant, dans un monde où il est désormais largement entendu que n'a de valeur que ce qui a un prix, seul peut-être un geste comme celui-là, soutenant de façon claire et directe l'idée de la gratuité de la vie intellectuelle, aurait pu symboliser une véritable mise en cause de cette

logique marchande. En vertu de la totale intempestivité de la logique sacrificielle à sa source, ce geste aurait peut-être pu faire appel à ce qui reste de sacré dans le rapport des universitaires au savoir et à la pensée.

L'ESSAYISTE ET LE PARIA

Le rationalisme et le laïcisme bien connus de Normand Baillargeon le font loger à mille lieues de cette douteuse contrée mythique où s'aventurent malencontreusement les fantasmes décrits ci-dessus. Mais si ce petit livre n'emprunte pas directement cette voie peu rationnelle dont l'évocation fera sans doute sourciller son auteur, la formule qui lui sert de titre « *Je ne suis pas une PME* » fait néanmoins écho à mon délire sacro-religieux en ce qu'elle pointe directement le danger (la réalité ?) de la mutation des professeurs en simples gestionnaires de fonds de recherche et qu'elle engage d'entrée de jeu une subjectivité dans une forme de renoncement. Que ce « *plaidoyer pour une université publique* » coûte cher à celui qui l'énonce et ait, dans le contexte actuel du champ universitaire, une dimension quasi sacrificielle, il n'est qu'à lire la toute première ligne de cet opuscule pour le vérifier : « *Je crains que ce petit ouvrage ne me vaille pas beaucoup d'amis à l'université, mais il est vrai que je n'en ai déjà plus tellement.* » S'adressant ici aux camarades qu'il lui reste vaille que vaille « *dans cette noble institution* » et ne se

réclamant, tel Montaigne, « *que de quelques lectures et de ses propres observations* » pour livrer un « *examen consterné* » de la mutation de l'université, c'est bien en essayiste que l'universitaire prend la plume ici. L'auteur évoque d'ailleurs au passage la disparition du genre de l'essai de la production universitaire légitime parmi les dommages collatéraux de cette transformation de l'université en « *complexe industrialo-académique* ». De façon plus générale, « *une certaine vie intellectuelle devient parfois extrêmement difficile et son exercice peut être carrément nuisible à une carrière* », signale l'auteur. À cet égard, le « *témoignage* » de Baillargeon, s'il est « *livré sans hargne ni rancune, mais aussi sans complaisance* », est assurément marqué par l'occupation assumée des marges de son propre département (Sciences de l'éducation de l'UQAM). La voix dont l'inquiétude se fait entendre ici est peut-être déjà celle du paria. Le sacrifice a, semble-t-il, déjà eu lieu.

DU CONFLIT CIVILISATEUR À LA BONNE ENTENTE DÉVASTATRICE

Se réclamant d'une université conçue depuis ses origines médiévales comme « *assemblée libre et autonome* » où cherche à s'accomplir, selon la définition de Humboldt, « *la vie de l'esprit de ces êtres humains qui [...] sont portés vers la recherche et l'étude* », Baillargeon s'attelle d'abord à décrire brièvement le changement de paradigme de cette « *université-institution* » vers « *l'université-organisation* », transformation qui, souligne-t-il après Michel Freitag et quelques autres penseurs (Gilles Gagné, Aline Giroux, Jean Pichette, Éric Martin et Maxime Ouellet, pour en nommer quelques-uns), engage rien de moins qu'une « *mutation civilisationnelle profonde, aux effets marquants, potentiellement irréversibles* ». Comme ces auteurs, Baillargeon insiste sur la perversion de la mission fondamentale de l'université par « *l'adoption [en son sein même] d'un paradigme commercial et entrepreneurial* ».

À la différence peut-être des analyses de Freitag qui semblent parfois supposer un âge d'or où « *l'idéalité civilisationnelle* » et la « *fonction transcendante* » de l'université auraient été à l'abri des pressions du pouvoir ou des simples « *exigences fonctionnelles de la réalité socio-empirique* »¹, l'histoire de l'université apparaît sous la plume de Baillargeon comme « *l'histoire d'un conflit pérenne entre deux principes — celui, interne, de la vie de l'esprit, et celui, externe, des diverses exigences de "rentabilité" — et de sa résolution sous la forme de réajustement constants* ». Rejoignant en cela les réflexions de Charlotte Nordmann pour laquelle les institutions d'éducation se trouvent toujours à croiser une logique d'émancipation et une logique de consolidation des pouvoirs et des hiérarchies², l'opus de Baillargeon a comme intérêt premier de mettre en évidence la fragilité de l'équilibre qui permet à une université de demeurer fidèle à sa mission : « *Sans aucunement nous leurrer sur ce que fut historiquement l'université, à savoir une institution largement au service des pouvoirs, nous pouvons reconnaître, d'une part, l'importance et la valeur intrinsèque de ses accomplissements tandis qu'elle poursuit sa mission propre, et, d'autre part, le potentiel émancipateur de cette*

dernière. » Nul besoin, en effet, de supposer que l'université ait été même un seul jour absolument pure et vierge de toute compromission en lien avec les pouvoirs qui l'ont financée (l'Église, l'État ou l'Entreprise) pour exiger qu'elle demeure précisément en conflit avec ces instances plutôt que d'avaliser entièrement leurs intérêts.

Or c'est précisément de la dissolution de ce « *conflit pérenne* » au profit de la bonne entente généralisée entre les recteurs, les conseils d'administration des universités, les gouvernements et le milieu des affaires que témoignent maints exemples signalés dans le livre de Baillargeon, exemples qui illustrent cette nouveauté : l'adoption par les institutions universitaires elles-mêmes « *des normes, des principes et des modes de fonctionnement* » de l'industrie et des institutions économiques. Il n'est qu'à avoir mis le nez dans les documents préparés par le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur en vue du Sommet sur l'éducation de février 2013 pour se convaincre de la mainmise ahurissante de cette logique, de son vocabulaire (« *compétitivité* », « *innovation* », « *excellence* », « *performance* », « *partenariat* ») et du caractère massif de cette sommation à l'adaptation fonctionnelle, sous le couvert apparemment noble de l'expression-mantra « *société du savoir* ». Tout se passe en fait comme si la vie universitaire, dont certains secteurs restent pourtant à bien des égards absolument étrangers à une logique de type économique et commerciale, était désormais tout à fait soluble en elle dès lors que la qualité de l'enseignement et des programmes est mesurée à l'aune de leur capacité à attirer la « *clientèle étudiante* » et que l'activité intellectuelle qui y a cours ne connaît d'autre « *étalon-or* » que la recherche subventionnée.

DE LA CONTEMPLATION DÉSINTÉRESSÉE À L'AGITATION SUBVENTIONNÉE

Le livre de Baillargeon présente ainsi un survol des divers effets de cette transformation de l'université en « *organisation* » au sein des trois secteurs d'activités qui définissent la vie universitaire : la recherche, l'enseignement et les services à la communauté. Décrivant et citant des exemples aussi inquiétants que probants de l'accaparement des objets et des résultats de la recherche universitaire par l'entreprise privée (surtout dans les domaines médicaux, pharmaceutiques et techno-scientifiques), mais aussi par des corporations professionnelles et par le gouvernement (dans les sciences de l'éducation, notamment), Baillargeon déplore également la quasi-disparition du « *contemplatif scholar* » au profit du « *chercheur à la spécialisation étroite* » dans des domaines comme les arts et les humanités où la recherche subventionnée est devenue la norme alors qu'elle devrait être l'exception « *puisque on ne peut pas (et c'est tant mieux) obtenir de subvention pour lire Platon, pour étudier Dewey, pour comprendre le concept d'endoctrinement ou pour méditer sur ce que signifie le fait d'éduquer* ». Cette spécificité du travail intellectuel « *contemplatif* » n'a pas réussi à assurer aux humanités une autonomie enviable puisqu'on a trouvé le moyen, en appelant tout du même nom de « *recherche* », de soumettre ces domaines

aux mêmes obligations de rendement (tant d'articles, tant de colloques) et à la même absurde « assurance-qualité » par le financement. Ainsi, comme le souligne Baillargeon, « [il] fut peut-être un temps où une recherche était subventionnée parce qu'elle avait de la valeur, mais nous sommes entrés dans un monde où elle a de la valeur parce qu'elle est subventionnée ». Sonnant pratiquement le glas d'une certaine vie de l'esprit qui ne demandait essentiellement que du temps pour lire, penser et écrire, la « recherche » et les « fonds » qui lui sont obligatoirement associés semblent devenus le lieu par excellence de la conversion de l'activité universitaire en devises néolibérales³.

L'HUMANITÉ CONVERSANT AVEC ELLE-MÊME

Cette prééminence de la recherche subventionnée et sa survalorisation au détriment des autres activités professorales tendent à bien des égards à secondariser progressivement l'enseignement au sein des universités, comme en témoigneraient la désertion des professeurs et la présence massives des « *surchargés de cours* » dans l'enseignement au premier cycle. Par là, c'est le « *cœur vibrant de la mission universitaire* » qui se trouve touché, s'il est vrai que ce qui caractérise l'enseignement à l'université, c'est, selon la belle définition qu'offre l'essayiste, « *son ambition à faire pénétrer chacun des étudiants dans une tradition intellectuelle qui institue une relation critique avec [une] activité professionnelle ou [un] effort de théorisation, de manière à faire de lui un participant à ce qui, en bout de piste, n'est rien de moins que la grande conversation critique que l'humanité entretient avec elle-même* ». La continuité de cette « *grande conversation* » humaine, à travers laquelle on s'inscrit dans une tradition intellectuelle tout en entretenant un rapport éclairé et critique avec elle, est intimement liée à la « *relation dynamique entre enseignement et recherche qui doit caractériser l'université* », d'après Baillargeon. Or c'est précisément cette relation qui se trouverait menacée aujourd'hui et ce, non pas principalement à cause d'une gestionite malade qui tiendrait dans sa mire les programmes non rentables et dont on peut accabler les hauts cadres universitaires, mais en raison de ce que l'essayiste ose nommer, après Aline Giroux, « *l'ennemi intérieur* », c'est-à-dire à cause de la complicité des professeurs eux-mêmes qui, trop occupés par la chasse aux subventions, tendraient à délaisser, tant dans la recherche que dans l'enseignement, « *cet espace de réflexion normative* » : « *[d]ans le domaine qui est le mien, la chose est frappante : la très riche tradition de réflexion philosophique et pédagogique sur l'éducation est désormais pratiquement ignorée* ».

DE L'ÂME ET DU RÊVE

En regard des différents ouvrages qui témoignent de la « *crise* » des universités d'ici et d'ailleurs, ce qui singularise ce petit livre est certainement sa tentative de mettre en évidence la contribution de cet « *ennemi intérieur* » à la « *débâcle intellectuelle et académique de l'université en général* ». L'essai s'ouvre d'ailleurs sur une citation de Burke qui épingle d'emblée cette réalité : « *All it takes for evil to*

exist is for good people to do nothing. » Se référant au livre d'Aline Giroux, publié chez Liber en 1999 et intitulé de façon fort troublante *Le pacte faustien des universitaires*, Baillargeon ne s'appesantit cependant pas sur les raisons (« *ignorance* », « *aveuglement* » ou « *intérêt personnel* », propose-t-il) qui peuvent expliquer que les universitaires cèdent à la tentation de vendre ainsi leur âme au vilain, de renoncer « *à la part d'eux-mêmes la plus précieuse, la plus unique et la plus irremplaçable* » pour devenir des petits « *PDG* » de « *PME* ». Sonder l'âme des universitaires et se questionner sur la charge symbolique de ces références, pêtées de religieux, au Diable et au mal (*evil*), n'est assurément pas ce qui intéresse l'auteur. En guise d'exorcisme, l'essai se clôt plutôt sur des propositions extrêmement stimulantes qui sollicitent directement les professeurs en les invitant à défendre bec et ongles leur liberté académique, à refuser de participer à toute activité qui transgresse la mission propre de leur institution et à offrir, à l'instar de Chomsky au MIT, un enseignement libre et parallèle, ouvert à tous, revitalisant l'idée d'éducation populaire — propositions dont les résonances sont d'autant plus fortes après le printemps 2012 qui a fait naître quelques initiatives en ce sens.

Plus encore, Baillargeon rappelle les diverses sécessions par lesquelles l'université a pu se « *régénérer* » à travers son histoire (dont celle, la plus récente, qui est à l'origine de la New School of Social Research de New York) et se permet lui aussi de fantasmer : « *j'imagine facilement une cinquantaine de professeurs accompagnés de quelque trois cents étudiants fondant tous ensemble un Institut universitaire voué au Studium Generale, à l'abri des désormais sclérosants contrôles extérieurs administratifs et bureaucratiques et des ennemis intérieurs aux mille visages, et sortant de la logique de la production et de la croissance à tout prix, dans le but de fonder une véritable communauté intellectuelle.* » Le plus réjouissant et le plus intempestif, alors que de toutes parts on ne parle que de ça, réside peut-être dans le fait que Baillargeon se réserve le luxe de ne pas trop s'embarasser des questions de financement que soulèvent d'emblée ces propositions. On a « *encore* », espère l'essayiste, « *le droit de rêver* ». L'appel sacré de la horde se fait entendre à mes oreilles. La clameur est sourde, mais elle persiste...
✚

1. Michel Freitag, « L'université aujourd'hui : les enjeux du maintien de sa mission institutionnelle d'orientation de la société », dans Gilles Gagné (dir.), *Main basse sur l'éducation*, Nota bene, 1999, p. 237-294.

2. Voir Charlotte Nordmann, *La fabrique de l'impuissance 2. L'école, entre domination et émancipation*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.

3. Rappelons que Freitag allait plus loin encore dans sa dénonciation de l'application du modèle de la recherche subventionnée dans les sciences humaines : « *Pour résumer, disons que la prédominance du modèle de la "recherche" dans les sciences humaines (aussi bien dans les activités cognitives que dans les pratiques de formation) ne signifie rien d'autre que leur conversion en entreprises technologiques de gestion et de contrôle* » (Michel Freitag, « L'université aujourd'hui », loc. cit., p. 271). Dans certains domaines comme la littérature, plus ou moins récupérable par le capitalisme cognitif et pour le contrôle social, c'est peut-être essentiellement au contrôle et à la gestion d'eux-mêmes que les universitaires vaquent, sous l'œil glauque des subventionnaires...

À l'école d'Éros — Enseigner, initier

PAR GUILLAUME ASSELIN

AIMER, ENSEIGNER D'YVON RIVARD
Boréal, 205 p.

Qu'est-ce qu'enseigner, aimer, sinon s'appliquer à ne rien faire d'autre que laisser le monde et les mots, les êtres et les choses surprendre et élargir le regard et la pensée ?

Dans *Le vent Paraclet*, Michel Tournier, faisant retour sur ses années d'écolier, distingue deux formes d'éducation : « l'une morale, affective, voire magique, l'autre purement intellectuelle et rationnelle. La première est initiation, la seconde information ». Or, observe-t-il, il semble bien que, depuis le tournant du XVIII^e siècle où l'idéologie bourgeoise, prenant le pas sur l'aristocratie, prétendit substituer à l'enseignement classique jugé inactuel et inutile une formation « moderne » branchée sur les enjeux contemporains, nous assistions, dans l'histoire de l'éducation, à l'éradication de la dimension initiatique au profit d'une information envahissante. Exit la formation morale, les *exempla* antiques et les leçons de vies illustres. On n'enseignera plus désormais que *ce qui compte* : une information orientée vers des buts pratiques. Au savoir capital, fondamental — humaniste —, on substitue, dans une logique comptable et utilitariste, le capital de connaissances, tellement plus *vendeur*. À quoi peut bien servir, dans un monde néolibéral, un savoir qui ne soit pas *monnayable* ? À quoi bon accumuler des « crédits » à l'université (misère d'un savoir qui se marchande jusque dans les métaphores : que penser du fait que la reconnaissance des acquis se formule dans le jargon des banquiers ? Que le diplôme ne soit, somme toute, qu'un appendice de la facture *soldant* l'échec ou la réussite en termes essentiellement quantitatifs ?) si c'est pour s'endetter sans pouvoir les convertir en espèces bien sonnantes et trébuchantes ? Aux maîtres de vérité enseignant par l'exemple à chercher un sens à la vie à travers la lecture et la méditation des œuvres fondatrices, on préfère les spécialistes, les théoriciens sémiomachins et les chercheurs de subventions transformés en rats de laboratoire (ils succèdent aux rats de bibliothèque, en voie d'extinction).

Si, dans ce numéro consacré au « Savoir capital », le livre d'Yvon Rivard peut, à bon droit, être lui-même qualifié de capital, c'est qu'il plaide pour une éducation qui sache réintégrer cette dimension initiatique sans laquelle la connaissance se réduit à beaucoup de bruit pour rien et

l'école à une usine où l'on élève des cerveaux en cage et des têtes sans corps ni âme, à l'image de ces champs du film *The Matrix* où les machines cultivent les humains en série pour se nourrir de leur énergie et les réduire à servir un système dont ils ne sont plus que les rouages — *diabolii in machina*, amputés de leur sensibilité, zombis réduits à ne vivre qu'une vie atrophiée. Contre ce « *péché abstracteur* » (De Rougemont) qui falsifie la mission fondamentalement libératrice et émancipatrice de l'éducation authentique en une robotisation de l'être programmé à ne répondre qu'aux *stimuli* et réquisits du marché, Rivard défend une conception de l'enseignement qui ose et sache aller s'abreuver directement à la source du savoir, c'est-à-dire la vie, l'existence elle-même, cette Maîtresse incomparable dont, éternels étudiants, nous avons toujours tout à apprendre et à réapprendre tant ce savoir-là est mouvant, émouvant — mobile, ondoyant, à l'image de ce foisonnement et de ce jaillissement continu et infatigable qu'est le Tout-existant dont nous avons, génies-enfants, à nous étonner et à nous émerveiller sans cesse.

UN SAVOIR QUI TRANSFORME

À quoi donc s'agit-il d'initier et de s'initier, lorsqu'on enseigne ? La réponse est donnée d'emblée par un vers de Dante, cité en exergue : « *D'heure en heure, vous m'enseigniez comment l'homme se rend éternel.* » Le ton est donné : le professeur, le vrai, celui qui se situe dans la lignée des Maîtres de Vérité de la Grèce antique et des Sages orientaux, a moins pour tâche de transmettre des connaissances que d'initier à la connaissance de soi et du monde — du mystère de l'existence et de l'univers — à travers sa propre expérience d'homme ou de femme et à travers celle de tous ces écrivains et penseurs accumulée dans les livres au fil des siècles dont il est tout à la fois le gardien, le porte-parole et l'interprète. Dépôt ancestral et millénaire qui brille comme un trésor merveilleux dont l'éclat et les voix parlent d'un même secret, en nous invitant à le découvrir à notre tour. Comment habiter le

temps ? Comment, dans les limites de la finitude, faire l'expérience de l'infini ? Comment mourir à ce « moi » tyrannique qui, en s'opposant au monde (au non-moi), en identifiant et en réduisant la totalité de son être à cette partie extrêmement restreinte qu'est le corps de chair chevillé à l'univers matériel, se coupe de cette conscience infiniment plus vaste, de ce rhizome ou de ce tissu de connexions vivantes dont il n'est qu'un surgeon, une bouture — un des mille et un visages que l'éveil fait soudain se rassembler en un seul dans l'instant fulgurant de la vision ?

De quoi parlent les œuvres de fond si ce n'est, chacune à leur façon, de cet éveil du moi à la réalité d'une vie et d'une dimension supérieure, de cet *autre moi* que Proust décrit comme un « être extra-temporel » qui transcende la conscience fragmentée et fragmentaire qu'a le moi vulgaire de lui-même et du monde ? Qu'y a-t-il de plus urgent, une fois la coque du moi ébréchée par le choc dont l'œuvre ne procède que pour la produire à son tour, que de « nous ressaisir et ne former qu'un seul moi », comme l'écrit Virginia Woolf ? Quel est le but d'une existence humaine si ce n'est de faire cette expérience de l'union avec toutes choses, d'élargir sa conscience au point de voir et de sentir, viscéralement, que tout est intérieur à l'esprit ? Nietzsche : « Dépasser le je et le tu : sentir de façon cosmique. » C'est Rabelais, c'est Rousseau, c'est Rilke, c'est Rimbaud, c'est Michaux, c'est Handke, c'est Hugo, c'est Haenel, c'est Gabrielle Roy qui nous fait entendre « la voix des étangs » — c'est l'expérience que le Robinson de Tournier et de Chamoiseau fait de la *vie nue*, éternelle et immédiate : c'est l'intuition qui court à travers le temps de l'Antiquité à aujourd'hui, le secret qui anime la littérature définie par Rivard comme « une façon de penser qui provient de l'être et y retourne ». Qu'y a-t-il de plus urgent et de plus essentiel à enseigner que cette expérience d'immortalité qui vient de la certitude et du *sentiment vécu* d'être câblé à la chair et à l'âme du monde ? Quelle est la mission quintessentielle de toute œuvre, si ce n'est d'entrouvrir les portes du royaume où toute chose peut être contemplée *sub specie aeternitatis*, dans la lumière du « temps retrouvé » sous laquelle tout notre être est soudain transformé en une fontaine de pure mémoire trouant le mur de la mort (les fortifications mortifères du moi) ? Le savoir dont procède la littérature en est un qui métamorphose l'être de part en part ; c'est une *gnose* au regard de laquelle tout bon professeur, à l'instar de Plotin, « presse l'âme de rentrer au bercail, de retourner à l'Un infini », ainsi que l'affirme George Steiner, dans *Maîtres et disciples*. Malheureusement, note Rivard, les « universités, qui se rapprochent dangereusement de la pensée qui régit la réalité socioéconomique, sont remplies de petits fonctionnaires savants qui ignorent ou méprisent l'essentiel ou les élèves, ou les deux », là où l'on serait en droit d'attendre de véritables maîtres.

LA SUBLIMATION INVERSÉE

« Le professeur, comme l'écrivain, qu'il le veuille ou non, est une sorte d'explorateur qui invite tout le monde à

découvrir ou redécouvrir la totalité du réel, visible et invisible, à partir de tel ou tel objet (un texte, un atome, une grenouille, un être), par tel ou tel chemin (l'observation, l'analyse, l'imagination) », affirme l'essayiste. « [L']enjeu n'est pas tel ou tel savoir mais bien une question de vie et de mort. L'élève, quel que soit son âge, qu'il en soit conscient ou non, demande toujours au maître comment ne pas mourir [...] comment ne pas être avalé par l'immensité du réel déployé par son désir de connaissance. Plus le professeur éveille ce désir, plus il s'expose à être pris et à se prendre pour Dieu ». C'est dire l'immense responsabilité éthique et morale qui échoit à l'enseignant, lequel doit se garder de détourner à son profit le désir d'infini qu'il éveille chez l'élève en ne prêtant pas le flanc aux transferts « qui visent non l'enseignant mais la figure idéalisée du maître projetée sur lui », ainsi que l'observe le psychanalyste Patrick Cady dans un essai cité par Rivard.

C'est la faute dont se rendent coupables les professeurs du *Déclin de l'empire américain* de Denys Arcand, ainsi que ceux imaginés par les romanciers Philip Roth et J. M. Coetzee, dont l'essayiste critique la mauvaise foi qui les pousse à justifier leurs actes au nom de la libération sexuelle, affirmant n'être rien d'autre que les serviteurs et les marionnettes d'Éros, dont il serait grand temps de reconnaître les pouvoirs et les charmes après des décennies de répression et de diabolisation du désir conduites sous la houlette d'un judéo-christianisme puritain en haine des corps et des plaisirs de la chair. Cette autojustification qui conduit les coupables à se portraiturer eux-mêmes en victimes — ne faisant rien qu'obéir, dira le Kepesh de Roth, « au dieu qui fait vibrer les petits oiseaux » — culmine dans une proposition audacieuse (vicieuse, perverse dira Rivard) de Jean Larose plaçant pour « une culture sans sublimation » affranchie de ces refoulements aussi névrotiques que nécessaires que Freud situait au fondement de toute civilisation, sans lesquels la société serait soi-disant condamnée à sombrer dans la barbarie du tout-pulsionnel.

Au regard de cette philosophie hédoniste voulant que la pensée naisse du même élan que celui dont participe l'amour, la lucidité et le courage consisteraient à laisser l'*eros* s'exprimer le plus librement possible, à enfin oser « penser comme on désire ». Ceux qui prêchent la nécessité de sublimer le désir sexuel pour le reconduire à sa source prétendument supérieure — le Désir spirituel, le Désir (d')infini — n'auraient tout simplement pas le courage de reconnaître la vérité de leur désir animal. Ils fuiraient de manière quasi autistique les troubles inhérents au désir charnel en lui substituant un ersatz spirituel, lequel ne serait identifié à un degré de conscience et de réalité transcendant que parce que notre héritage judéo-chrétien et platonicien nous y aurait conditionné. On se réfugierait, par une forme de régression infantile, dans un monde de pure harmonie fonctionnant comme un utérus psychique où, attardé sexuel refusant de naître au désir non fusionnel, l'on n'aurait pas à subir les tourments de la passion.

C'est ici que l'essayiste, se proposant de corriger cette lecture trop exclusivement freudienne du réel, introduit son idée-force : « *Est-il possible que la sublimation ne soit pas ce qu'on pense, que ce ne soit pas le désir sexuel qui soit détourné (sublimé) vers un désir de connaissance et d'amour, mais le désir de connaissance et d'amour (désir d'infini) qui soit détourné vers le désir sexuel parce qu'insupportable, parce que faisant éclater le moi en l'élargissant ?* » L'immatunité et la névrose ne seraient finalement pas là

Au regard de cette philosophie bédoniste voulant que la pensée naisse du même élan que celui dont participe l'amour, la lucidité et le courage consisteraient à laisser l'eros s'exprimer le plus librement possible, à enfin oser « penser comme on désire ».

où l'on a l'habitude de nous faire croire qu'elles sont. C'est parce qu'il a peur de voir son moi se dissoudre dans le Tout-autre, c'est parce qu'il ne peut supporter le choc de la beauté et la révélation de l'immortalité, c'est parce qu'il ne peut soutenir la tension de ce Désir (d')infini que l'érotomane s'empresse de le rabattre sur la forme finie qu'est le plaisir d'organe, en faisant passer sa pusillanimité pour le suprême courage. C'est parce qu'il n'ose lever le voile de l'Être dont la vision l'obligerait à mourir à lui-même, à son moi égoïste et narcissique, qu'il préfère arracher la robe de tous les êtres (des étudiantes, le plus souvent) qui lui tombent sous la main, faisant dévier la transcendance vers l'humain en *mimant* — et c'est précisément là qu'il se montre fondamentalement pernicieux — « *la beauté, l'amour, la prière, tout ce qui vise à nous libérer de l'esclavage de la mort, de cette peur de la mort dans laquelle s'enracine toute forme d'esclavage, et empêche ainsi le "saut" entre le sexuel et le spirituel, la forme et le sens, le moi et le non-moi* ».

MORT DU PROFESSEUR ?

L'essayiste s'étonne, par ailleurs, de ce que, parmi les raisons que l'on donne de l'effondrement de l'éducation, au Québec comme ailleurs (terrorisme de la pédagogie, pauvreté des programmes, omniprésence des cultures de l'image et de la consommation au détriment des autres, manque de ressources financières), l'on ne cherche jamais du côté des professeurs, qui sont pourtant aux premières lignes. Avant même de s'interroger sur les matières qu'il est censé transmettre, il faut d'abord remettre le professeur au cœur de la question de l'enseignement, observe Rivard, rappeler qu'avant d'être un fonctionnaire de l'État qui n'aurait qu'à débiter le programme comme un magnétophone c'est une *personne* qui a beaucoup médité, et dont la fonction première est d'orienter ses étudiants

dans leur quête d'une vie juste, en s'efforçant de l'incarner le plus complètement possible. « *On n'enseigne pas ce qu'on sait, mais ce qu'on est* », notait Roland Barthes. Un cours, ai-je envie de dire en paraphrasant Cézanne, c'est *le monde vu à travers un tempérament* ; une façon d'être et de penser proprement *initiatique*, qui introduit l'étudiant au mystère de l'être et au choc de la beauté hors de quoi la vie se réduit à une existence falote, dépourvue de sens — à du « capital humain » qui n'a d'autre fonction que de nourrir le Moloch social ou l'Eros des « professeurs de désespoir ».

« *De la même manière qu'on a décrété la mort de l'auteur, on a plus ou moins décrété la mort du professeur qui, faut-il le rappeler, est l'auteur de ses cours. C'est lui qui, à travers un ensemble de lectures et de questions qui l'habitent, vient proposer aux élèves des possibilités de sens, c'est lui qui est, comme l'écrivain, selon l'expression de Patočka, "l'administrateur propre et original de l'intégralité de la vie et de la totalité universelle"* ». On mesure, à l'approche du prochain Sommet sur l'éducation, au vu et au su des enjeux désespérément secondaires qui monopoliseront l'attention des bonzes de la pédagogie et des experts de la communication, ce que cette posture a d'extraordinairement anachronique et « romantique ». On voit d'ici le visage bouffi de morgue des gestionnaires se fendre d'un large sourire, laissant voir et entendre que ce sont là de bien belles pensées mais, qu'au-delà des vœux pieux, il y a un véritable travail à faire : que l'immortalité peut bien attendre, que le réalisme économique, lui, exige des solutions plus terre à terre et pragmatiques.

Je vois mal comment on pourrait les convaincre du contraire, tant le désintéret des politiques et, disons-le, de la masse (que n'intéressent le plus souvent que le pain et les jeux) à l'égard des enjeux fondamentaux de l'être et de l'existence est profond, pour ne pas dire abyssal. Je ne désespère pourtant pas et pense, avec Rivard, que le professeur, l'écrivain, l'artiste et toute personne ayant eu la chance de s'éveiller à cette vie supérieure vers laquelle les œuvres véritables constituent autant de fenêtres, de portes ou de ponts se doit de joindre la résistance — « *résistance aux modes comme aux forces d'uniformisation* ». Je pense aussi qu'« *enseigner ce n'est pas se soumettre à la réalité mais travailler à sa transformation* ». Que nous avons tous à honorer ce « *devoir terrestre* » dont parle Herman Broch, qui est « *devoir de secourir, devoir d'éveiller* », sans céder à la tentation de former l'autre à notre image et sans non plus prétendre enfermer l'infini auquel il s'agit d'initier et de s'initier dans les limites (aussi rassurantes que fallacieuses) d'une théorie, d'un système ou d'une formule. On saura ainsi gré à Rivard de nous rappeler, à travers cet essai de haute volée, que « *le but de tout enseignement, comme celui de la littérature, est de redonner aux animaux dégénérés que nous sommes un peu de cette âme que l'on retrouve intacte et toujours disponible dans les animaux et les plantes, les nuages et la lune, les enfants et les élèves* ».

L'enseignement est-il soluble dans la réforme?

PAR FRANÇOIS ROCHON

DANS LA CLASSE.

ESSAI SUR L'ENSEIGNEMENT À L'HEURE DE LA RÉFORME

de Sébastien Mussi

Liber, 153 p.

Trop peu de professeurs écrivent sur l'enseignement. Et quand ils le font, c'est plus souvent pour illustrer et promouvoir certaines théories pédagogiques qui ont cours que pour réfléchir à leur pratique singulière. Il suffit de lire *Pédagogie collégiale* et certains dossiers de didactique de *Québec français*, par exemple, pour faire pareil constat. Conséquence aussi banale que fâcheuse : l'enseignement, et par extension l'éducation en général, est en quelque sorte abandonné, comme objet de réflexion, aux spécialistes de la pédagogie ou aux journalistes chroniqueurs.

Professeur de philosophie au Collège de Maisonneuve, Sébastien Mussi signe un essai qui critique la réforme scolaire selon le point de vue d'un enseignant. « *J'essaie de réfléchir sur ma propre pratique* », dit-il en introduction, tout en précisant qu'il n'est « *pas un expert en pédagogie* ». À lire son ouvrage, vif et bien écrit, on remarque toutefois qu'il parle plus généralement du système scolaire que de sa pratique spécifique : on se retrouve rarement en classe, il nous invite trop peu à ses cours de philosophie, préférant s'attaquer aux fondements idéologiques de la réforme et réfléchir plus abstraitement aux concepts de liberté et de violence en éducation.

Mussi reprend une des principales critiques de la réforme scolaire, à savoir son assujettissement au monde du travail, par la notion de compétence, et à l'économie marchande, par les notions de compétition et de rentabilité. Dérivée « *de la culture d'entreprise dont le but est de rendre les employés adaptables et flexibles* », l'approche par compétences réduit l'apprentissage à une simple efficacité pratique ou opératoire. Mussi repère bien l'idée de l'instrumentalisation du savoir telle qu'elle est prônée dans les écrits de certains théoriciens de la réforme pédagogique (comme Guy Le Boterf) et dans des textes du ministère de l'Éducation. Or qu'en est-il en classe ? Suffit-il d'emprunter au langage et à la logique du monde du travail pour transformer l'école en une véritable « *succursale des entreprises* », comme il l'affirme sans le démontrer ?

Son analyse de l'économisme grandissant dans le monde de l'éducation va dans le même sens. Ainsi déplore-t-il que l'éducation soit devenue l'objet d'un « *commerce* » répondant à

des critères de compétitivité, qui poussent cégeps et universités à concourir sur plusieurs plans (recrutement, programmes, subventions), et de productivité, qui imposent à l'étudiant un « *profil de sortie* » et aux établissements scolaires des plans de réussite. Si juste qu'elle soit, sa critique ne montre pas en quoi ce qu'il appelle l'« *humanisme économiste* » de la réforme s'immisce en classe et transforme l'enseignement en général et notamment celui de la philosophie au collégial.

TRANSMETTRE

À la question posée en introduction, « *qu'est-ce qu'enseigner ?* », Mussi répond clairement : « *enseigner, c'est principalement et avant toute autre chose, transmettre* ». Et ce qu'un professeur transmet, « *c'est l'enseignement qu'il a lui-même reçu, le monde auquel on l'a initié, tel qu'il l'a découvert ou vécu, tel, enfin, qu'il l'a fait et ne cesse de le faire* ». En désaccord avec le modèle de l'enseignant réduit à n'être qu'un animateur, issu du courant pédagogique qui a inspiré l'actuelle réforme, cette conception fortement subjective de l'enseignement ne règle en rien l'épineux problème des connaissances que l'approche par compétences a créé.

Bien que Mussi assure que la transmission du passé n'est surtout pas « *une simple reproduction de ce qui existe et a existé* », mais une initiation critique « *au monde qui nous précède et qui nous a faits et fait nos étudiants* », il ne précise pas en quoi consiste ce qu'il faut transmettre. Si l'enseignement est bel et bien un travail de transmission, encore faut-il proposer ou indiquer minimalement ce que l'on veut transmettre en tant que contenu disciplinaire. Or, à ce sujet, Mussi reste encore discret quant à sa pratique : tout en plaidant pour la lecture, il ne révèle pas quels textes il retient pour ses cours de philosophie. On aurait bien aimé savoir ce qu'il fait lire à ses étudiants et ce qu'il en tire sur le plan de l'apprentissage.

QUOI ? À QUI ? COMMENT ?

Voilà trois questions qui pourraient bien enchâsser toute discussion sur l'enseignement conçu comme transmission de connaissances.

Quoi ? Qu'enseigne-t-on *au juste* de la philosophie, de la littérature, de l'histoire, des différentes sciences, voire du civisme et de la sagesse générale ? Pourquoi privilégier, comme on le fait souvent dans le premier cours de philosophie au collégial, l'allégorie de la caverne de Platon à la réflexion aristotélicienne sur la rhétorique et la logique ? Pourquoi choisir, en classe de littérature, tel courant plutôt qu'un autre, tel auteur plutôt qu'un autre, *L'étranger* de Camus, par exemple, souvent mis au programme, plutôt qu'un autre texte du même écrivain ? Trop souvent déplore-t-on la part congrue que la réforme réserve aux savoirs disciplinaires, au profit des compétences, sans proposer de projet qui remette ces savoirs au cœur de l'éducation ni même engager de réflexion sur les contenus de cours qui y sont liés. Il ne s'agit pas de déterminer la valeur des textes en soi, mais d'indiquer ce que l'on retient et fait de ces textes dans un contexte scolaire bien déterminé. Par exemple, qu'est-ce qu'on enseigne, *au juste*, quand on fait lire « Cage d'oiseau » de Saint-Denis Garneau ? Ou tel essai de Montaigne ?

À baisser les bras, à dire que tout est foutu, à verser dans un pessimisme exacerbé, on risque d'être les fossoyeurs de toute éducation, non pas seulement par l'imposition d'un programme d'études rédigé par des hauts fonctionnaires mais également par la pratique même de l'enseignement.

À qui ? « *Aucune lecture n'est trop difficile* », s'insurge Mussi contre un des poncifs les plus rabâchés du monde de l'éducation, à savoir qu'on ne peut enseigner que des auteurs actuels et accessibles. S'il est vrai que Descartes ou La Fontaine sont tout à fait pertinents encore aujourd'hui, il reste que l'enseignement des grands auteurs ou de quelque savoir que ce soit doit être nécessairement modulé selon les différents âges scolaires et la composition de la classe qui est devant nous. On ne peut enseigner indifféremment tout à tous. Cette question est peu prise en compte dans l'essai de Mussi. Lorsqu'il parle d'« *échange pédagogique* » en classe, c'est pour revenir sur un souvenir personnel de l'époque où il était au gymnase en Suisse, alors qu'un certain professeur Dupasquier l'avait ébloui par sa lecture de *Cyrano*. Or il semble que cette joie scolaire, partagée par le professeur et l'élève, ne soit plus possible. La réforme, axée sur les compétences, transformerait invariablement tout « *échange pédagogique* » en un simple « *échange économique* » qui répondrait à cette formule : « *Les étudiants, que l'on affirme être des clients, paient ; l'institution fournit un service, basé sur une promesse d'employabilité et de performance ; à l'autre bout de la chaîne se retrouvent les véritables clients des cégeps : les entreprises.* » Peut-on vraiment croire que la réforme a liquidé les professeurs Dupasquier du monde des cégeps, ainsi que tout élève heureux et reconnaissant ?

Comment ? C'est peut-être le sujet le plus délicat à discuter, du moins celui qui cristallise le plus durement les positions antagonistes. Les concepteurs et partisans de la réforme, qu'ils préfèrent appeler « *renouveau pédagogique* », subordonnent les contenus de cours à des méthodes et à des stratégies pédagogiques souvent fort complexes, au risque d'amoindrir ces contenus ou même de les liquider. À l'inverse, les critiques de la réforme, qui déplorent la perte des connaissances au profit des compétences, s'intéressent souvent peu aux questions de méthode, comme si la transmission était elle-même une méthode (alors qu'elle est plutôt un objectif). Mussi appartient au deuxième groupe : son plaidoyer pour une école centrée sur des contenus disciplinaires comporte très peu de remarques sur les moyens dont il use pour amener ses élèves à philosopher avec lui. Sans recourir à la didactique, dont le ton parfois prêcheur peut être assommant, nous aurions bien besoin de récits de pratiques singulières d'enseignement, comportant son lot de succès et de difficultés. Non seulement verrions-nous ce que l'on peut enseigner, de Platon, Molière ou Gaston Miron, mais aussi comment on peut aborder différents auteurs et textes, même ceux qui sont réputés difficiles ou inactuels.

PEUT-ON ÉCHAPPER AU PESSIMISME ?

L'essai se termine sur une note fort pessimiste : « *Aujourd'hui, professeurs "libres dans nos classes", nous ne sommes plus que des clowns d'entreprise, vides et tristes sous un masque grimaçant.* » Mussi laisse entendre que la réforme pédagogique a en quelque sorte dissous et liquidé l'enseignement. Cette conclusion chagrine est un couteau à double tranchant : elle est à la fois une protestation et une résignation. Protestation contre tout un ensemble d'idées, de principes, de réglementations, de pouvoirs ministériels, de pressions locales, qui ont transformé notre système d'éducation en une vaste entreprise d'assujettissement idéologique aux valeurs d'utilité, d'efficacité, de performance et de rentabilité. Et résignation à ce nouvel ordre éducatif, qui pousse tout enseignant à « *ne plus rien enseigner* », à se complaire dans une liberté de plus en plus factice, à s'illusionner sur sa propre tâche alors qu'il n'est plus « *que l'exécuteur appointé et légitimé du pouvoir* » issu du système socioéconomique en place. L'école, sous la férule de la réforme, serait devenue une prison dorée — pire encore, un piège sans issue.

Pourtant, il faut bien continuer. Il faut bien entrer en classe, jour après jour, s'adresser à un jeune public, dire quelque chose, parler de littérature, de philosophie, d'histoire, de physique, etc. À baisser les bras, à dire que tout est foutu, à verser dans un pessimisme exacerbé, on risque d'être les fossoyeurs de toute éducation, non pas seulement par l'imposition d'un programme d'études rédigé par des hauts fonctionnaires mais également par la pratique même de l'enseignement. Pour qui veut toujours enseigner quelque savoir disciplinaire que ce soit, sans compromission ni désespérance, chaque heure de cours devient un défi que l'on lance, en dépit de toute réforme, à soi-même et aux autres.

En ces temps nouveaux de paralysie revendiquée

PAR MARTIN JALBERT

UNIVERSITÉ INC.

DES MYTHES SUR LA HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ ET L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

de Éric Martin et Maxime Ouellet

Lux éditeur, « Lettres libres », 152 p.

Maintenant que « *la page est tournée* » sur l'« *agitation* » du Printemps érable et sur le conflit qui fonde et structure l'activité politique; maintenant que le dialogue s'est déroulé « *autour d'une table* », que la disposition de cette table tournante a permis à l'Esprit de se manifester en épelant les mots de son intervention surnaturelle (c'-e-s-t-l'-é-t-a-t-d-e-s-f-i-n-a-n-c-e-s-p-u-b-l-i-q-u-e-s-q-u-i-l-e-v-e-u-t) et au Médium d'écraser le spectre des possibilités (de la hausse qui dit son nom à la hausse qui le cache sous celui de « *gel indexé* »); maintenant que nous ne pouvons pas ne pas tous et toutes vouloir une « *société du savoir* » au service de la prospérité; maintenant qu'il est de nouveau justifié de poivrer des manifestant-e-s parce que « *l'intimidation n'est pas une façon de faire* » (Pierre Duchesne, 18 janvier 2013), à quoi bon relire ce petit livre de combat susceptible d'alimenter l'indignation et la rationalité de tous ceux et celles qui n'ont pas confiance en leurs élites dirigeantes?

TOURNE LA PAGE REMIX OU IDLE, Ô YES!

Quelle actualité peuvent avoir ces principaux prolégomènes au mouvement étudiant et social de 2012 alors que *consensus* est redevenu la formule fétiche des élu-e-s et que le temps est venu de « *dépasser les divisions* » qui « nous » dressent les uns contre les autres et qui empêchent notre petite nation d'accéder à un « *destin qui soit bien plus qu'un petit pain* » (Loco Locass) ou de se tailler une place dans le Marché Mondial de la Concurrence (le MMC), voire, comme le dit Elvis Gratton devenu recteur, d'« *être dans les meilleures sociétés au monde* »? L'heure n'est plus à faire apparaître les tendances qui affectent l'éducation comme des effets d'un projet politique en cours qui, pour être fort, n'en est pas moins réversible. Les conclusions sont hors saison qui affirment que « *les jeux ne sont pas encore faits* » et qui ne passent pas sous silence ces « *peuples qui veulent continuer de transmettre généreusement leur culture plutôt que de participer à la guerre économique concurrentielle* », ces « *jeunes qui*

aspirent encore à être autre chose que des clones obéissants et conformistes » et ces « *professeurs qui veulent encore enseigner et non performer* » et faire performer.

SOUSSION DE L'ESPRIT ET PARALYSIE REVENDIQUÉE

À l'image du Printemps québécois, la réfutation claire et informée, mythe après mythe, des discours de justification des politiques néolibérales en matière d'éducation se double ici de la défense de principes sur lesquels il n'est pas question de céder, en l'occurrence l'accessibilité à l'éducation détachée des inégalités socioéconomiques et l'éducation comme formation d'individus autonomes et transmission d'un patrimoine culturel, intellectuel et scientifique humain. Plusieurs ennemis de la modernité tardent ainsi à comprendre qu'il faut s'y faire, que nous n'en sommes plus là et que nous sommes en Amérique du Nord. Les États doivent s'adapter aux « *défis* » imposés par le MMC. Les meilleurs ressorts pour guider nos activités et nos choix communs, ce n'est pas l'intérêt général mais la recherche du meilleur ratio coûts/bénéfices, la peur des sanctions et la soif des récompenses. Les personnes qui composent les populations sont du capital humain au service de la prospérité. La concurrence est le principe général des relations humaines et des relations internationales. Votre vie est nulle si vous n'êtes ni performant ni productif. Chaque individu, dans la guerre de tous contre tous, doit être un bon entrepreneur de lui-même capable d'adopter des conduites stratégiques adéquates et de gérer, comme l'écrivent les auteurs, « *ses énergies pour obtenir le maximum en retour, sous forme d'un accroissement de sa "puissance d'exister", fût-ce au détriment des autres et sans égard au sens de l'existence* ». De tels énoncés doivent être reçus comme des vérités et des évidences, pas comme des éléments d'un montage discursif servant d'abord et avant tout à « *légitimer les intérêts d'une élite qui cherche à se désolidariser du reste de la société* ».

LE PROBLÈME AVEC LES RADICAUX, C'EST L'ENVERGURE DE LEUR ANALYSE

Nous savons tous que les contestataires ont toujours tort : si ce n'est pas de focaliser sur un enjeu spécifique (les frais de scolarité), c'est d'élaborer une analyse globale du système dans lequel cet enjeu prend place et de parler de choses hétérogènes. C'est bien pourquoi on peut reprocher ici aux auteurs de convoquer, afin de défendre l'idée des « *portes de la science toutes grandes ouvertes à toutes les intelligences* » (Victor Hugo, cité en exergue), divers aspects d'une analyse critique du mouvement d'ensemble qui accompagne la guerre néolibérale menée contre l'État social et éducateur, et qui impose, à une pluralité de sphères de l'expérience, un même système normatif de pratiques et de pensées calqué sur le modèle unique de l'entreprise du secteur marchand. Les auteurs mettent à contribution une compréhension plus large des nouvelles formes de contraintes du capitalisme contemporain reliées à la commercialisation de la finance et du savoir, à l'économie de la dette agissant comme puissant facteur d'anxiété sociale et de docilité, enfin à la logique de l'utilisateur-payeur transformant en marchandise tout « bien » matériel et immatériel.

Il en est ainsi de l'examen de la conversion managériale de l'État ayant précédé la mutation du système de l'éducation. Cette transformation néolibérale de l'État en État entrepreneur au service des entreprises touche au fondement de l'État, à son rôle et à ses règles de fonctionnement. Selon Martin et Ouellet, cette conversion a été favorisée par l'importation des recettes et de l'esprit de la *nouvelle gestion publique* qui, sous prétexte d'introduire une « *culture du résultat* » (quantifié) dans les services publics qui ne peuvent être entièrement privatisés, y imposent des méthodes standardisées et des critères d'évaluation étrangers à la nature et aux finalités des activités des institutions et aux valeurs politiques, sociales, morales, intellectuelles et professionnelles qui les fondent. Non seulement ces pratiques bureaucratiques viennent-elles saper la « *culture du service public* » pour soumettre les institutions à l'impératif de productivité et de profit, mais elles y modifient, de plus, les rapports de pouvoir afin d'intensifier la surveillance et la subordination des professionnel-le-s. L'accroissement des mécanismes d'évaluation et de contrôle contribue à concentrer le pouvoir entre les mains des élites managériales — ces représentants dociles de la logique économique et du secteur privé avec lequel ils entretiennent des liens étroits — au détriment des autres acteurs des institutions qui voient leur autonomie, leur force collective, leur culture et leur solidarité professionnelles mises à mal.

DE LA SORCELLERIE EN ÉDUCATION

Si on suit les auteurs, les tendances en cours dans les domaines de la recherche et de l'enseignement découleraient des formes instituées que les élites dirigeantes cherchent à donner à la subordination toujours plus grande des institutions aux exigences de l'accumulation mondiale du capital. Au cœur de cette mutation figure une conception

étroitement mercantile du savoir qui voit dans toute connaissance (celle à transmettre ou celle à créer) non pas une chose qu'on aimerait pour elle-même, un bien public non exclusif, une création au service de la société ou de l'humanité, voire une création rendue possible par la société elle-même, mais une « *ressource* » susceptible de contribuer, à un moment ou à un autre, à la production de profits. À *un moment ou à un autre* : soit parce que les écoles, plutôt que de former des esprits libres et critiques, tendent à devenir des boîtes de formation d'une main-d'œuvre qualifiée dotée des « *compétences* » adaptées aux tâches à accomplir et aux besoins en productivité des entreprises ; soit parce que l'augmentation de la productivité se fait à la faveur de ce que, depuis au moins les premiers travaux de Joseph Schumpeter il y a un siècle, on appelle l'« *innovation* », c'est-à-dire cet ensemble de nouvelles connaissances sur les matières premières et les matériaux, sur les outils et les méthodes de la production, sur les produits et les débouchés, sur les modes d'organisation de la production, sur la main-d'œuvre, etc. Du reste, ces nouvelles connaissances (dans certains secteurs à tout le moins) seront largement brevetées par les entreprises privées, donc confisquées et privatisées dans le but de générer des profits eux aussi privatisés. Les entreprises et les universités pourront dès lors attirer des investisseurs et du capital de risque et améliorer leur « *positionnement concurrentiel* » sur le MMC. La conversion commerciale des institutions d'enseignement et de la recherche permet ainsi d'accroître les services rendus par tout le système de l'éducation à la prospérité économique. Bien plus : dans la mesure où ce sont les fonds publics qui subventionnent cette mutation qui produit non pas de la richesse collective mais des profits très largement privatisés, elle augmente la stratégie par excellence du complexe étatico-capitaliste : la socialisation des coûts et la privatisation des profits.

La lecture d'*Université inc.* permet hélas (!) de reconstituer le parcours complexe de cette commercialisation du savoir qui inclut la logique des hausses des droits de scolarité, « *brutales* » ou « *indexées* », et qui explicite pourquoi les sorciers néolibéraux préféreront avoir recours à la formule incantatoire d'« *économie du savoir* » — la combinaison parfaite de clarté et d'obscurité pour envoûter les esprits — plutôt que de dire franchement que la marchandisation de la connaissance sous toutes ses formes et la conversion commerciale du système éducatif et des institutions de recherche, toutes deux financées par les fonds publics, servent non pas à éduquer des êtres humains ou une société, mais à satisfaire les bons vieux impératifs du capitalisme que sont la diminution des coûts de production, l'augmentation de la productivité et la maximisation des profits, le tout au bénéfice d'une minorité de détenteurs de capitaux.

Maintenant que cette sorcellerie capitaliste tente une fois de plus, comme l'écrivaient Philippe Pignarre et Isabelle Stengers, de « *faire coïncider asservissement et mise au service, assujettissement et production de ceux et celles qui, librement, font ce qu'ils ont à faire* », on peut vraiment se demander s'il y a lieu de revenir à un tel ouvrage de désenvoûtement.



École à vendre



PAR GUILLAUME ASSELIN

LA NOUVELLE ÉCOLE CAPITALISTE

Sous la direction de Christian Laval

La Découverte, 285 p.

On assiste, depuis ces dernières années, à une véritable levée de boucliers contre ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « marchandisation du savoir ». On ne compte plus les publications dénonçant cette capture capitaliste des institutions d'enseignement transformées en agences de recherche et de développement publiques au service des entreprises privées, qu'elles sont chargées d'alimenter en « capital humain » afin de répondre aux besoins et aux pressions du marché. Fruit de dix ans de travaux et de réflexions collectifs conduits dans le cadre de séminaires et de recherches ayant déjà donné lieu à plusieurs publications connexes dont il dresse une manière de bilan (*Le nouvel ordre éducatif mondial*, 2002 ; *L'école n'est pas une entreprise. Le néolibéralisme à l'assaut de l'enseignement public*, 2003), ce « petit livre de combat » s'inscrit dans le sillage de la sociologie critique des années 1970, dont il revendique l'héritage marxiste en l'actualisant et en l'adaptant au contexte socioéconomique contemporain. Le titre lui-même renvoie à *L'école capitaliste en France* (1971) de Christian Baudelot et Roger Establet qui y analysaient, dans le sillage du livre-phare de Bourdieu et J.-C. Passeron (*La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, 1970), les mécanismes suivant lesquels une institution à vocation universelle censée former les subjectivités à l'exercice de l'esprit critique s'avérait souvent, en pratique, un outil de reproduction sociale au service des classes et des milieux favorisés. Cependant, l'école, par une sorte de « ruse de la raison scolaire », réussissait tout de même à préserver son autonomie à l'égard des lois du marché et de l'économie. C'est cette autonomie qui est aujourd'hui sérieusement menacée par l'impérialisme néolibéral qui ne fait plus pression sur l'institution de l'extérieur, mais la phagocyte pour désormais la déterminer de l'intérieur, au niveau même de ses structures organisationnelles et de l'orientation donnée à ses programmes.

LE TOURNANT MANAGÉRIAL

Cette mutation du monde et de la philosophie de l'éducation trouve sa source dans l'avènement de « l'État managérial » (*corporate state*) chargé par la droite néolibérale de détrôner, dès les années 1980, l'État providence accusé de tous les maux. À l'idéal républicain et social-démocrate jugé obsolète et passéiste au regard des nouvelles réalités économiques et des défis suscités par la mondialisation, on substitue le culte de la performance et de l'efficacité censé permettre enfin l'entrée dans l'ère de l'innovation et

des savoirs d'avenir. Ce démantèlement de l'État social et éducateur ne se limite pas à un simple retrait ou à un simple rétrécissement de son champ d'action, dont il concéderait une part de plus en plus importante au secteur privé. Les institutions restées publiques sont elles-mêmes restructurées sur le *modèle de l'entreprise*, qui impose sa norme, son vocabulaire et ses outils gestionnaires à l'ensemble des services gouvernementaux : « Santé, police, justice, secteurs sociaux, etc. semblent tous devoir relever d'une même logique. Partout les mêmes recettes du "management de la performance" sont appliquées. [...] En se modernisant, l'État entend offrir un environnement plus compétitif aux entreprises. L'État devient entrepreneur au service des entreprises ». C'est cela, le néolibéralisme : « cette logique générale qui impose partout, mêmes dans les sphères a priori les plus éloignées du cœur de l'accumulation du capital, un même système normatif de conduite et de pensée ».

LE RÉGIME NÉOLIBÉRAL DE LA CONNAISSANCE

« L'économie de la connaissance », comme le dit bien son nom, tend de plus en plus à faire l'économie de la connaissance et de la formation générale au profit du développement et de la promotion de « compétences clés » (*key competences*) directement applicables et monnayables sur le marché du travail. Ce qui pourrait n'apparaître que comme un banal glissement sémantique (la substitution des « compétences » aux anciens « savoirs ») recouvre en réalité une véritable *professionnalisation du cursus scolaire*, où la recherche fondamentale se voit dévaluée au profit de la recherche appliquée. Les savoirs se voient ainsi assimilés à des « produits cognitifs » — des biens de consommation comme les autres — qu'il s'agit de vendre sur le « marché des idées » livré à la logique d'une concurrence mondiale généralisée sommant l'école de se rendre économiquement utile et rentable.

À cette *logique de la compétence* qui prévaut désormais dans l'enseignement fait pendant, dans le monde de la recherche, la *logique de l'innovation* dont Schumpeter se sera fait le héraut. Érigée en norme universelle et en principe des relations internationales, la concurrence force les États, les économies et les entreprises à rivaliser d'ingéniosité et d'inventivité pour s'imposer comme *leaders* dans cette bataille mondiale de l'intelligence. L'innovation devient le *motto* et le maître mot de cette course aux brevets et aux

copyrights dans laquelle la connaissance est essentiellement conçue comme une ressource stratégique et une information négociable — un « *capital immatériel* » permettant de se positionner stratégiquement sur l'échiquier du marché. L'« *éthos de la science* » naguère défini par Robert King Merton (universalisme, communautarisme, désintéressement, intégrité morale, scepticisme organisé) se voit débouté net par une science sans conscience au service des intérêts qui la financent. Au modèle de la gestion de la connaissance comme bien commun succède un modèle empruntant l'essentiel de ses formes à la recherche privée. Assujéti au droit privatif, le savoir autrefois partagé et diffusé de manière qu'il bénéficie à l'ensemble de la communauté scientifique est désormais revendiqué comme propriété par les investisseurs qui l'ont sponsorisé. À l'idéal démocratique et collectif de la « science ouverte » succède le propriétaire d'une « science enclose » limitant et monnayant dorénavant l'accès aux ressources du savoir et aux résultats des recherches : « *Des domaines entiers de la "vie", qu'elle soit biologique ou sociale, se transforment en "marchandises" du fait d'un double mouvement d'appropriation conceptuelle et d'appropriation économique en vue de leur exploitation industrielle.* »

« SOIS STAGE ET TAIS-TOI »

Ainsi incorporée au dispositif général de l'accumulation du capital, l'école devient le lieu de production de subjectivités souples, dociles et adaptables alignées sur les lois du marché, entièrement programmées par les besoins des entreprises. « *Produire le nouvel homme conforme à l'«économie de la connaissance», tel est bien l'enjeu de la mutation néolibérale de l'école.* » C'est du moins ce que donne à entendre l'Union européenne qui, en accord avec les recommandations de l'OCDE et de la Banque mondiale, plaide pour une politique éducative visant à intégrer la « *culture d'entreprise* » au rang des valeurs que le système scolaire devrait se charger de transmettre, et ce dès le plus jeune âge (!). L'éducation financière, argue-t-on en haut lieu, devrait être inscrite au programme et enseignée au même titre que le français, l'histoire ou les mathématiques. De puissants *think tanks* liés au monde patronal exercent ainsi de fortes pressions pour que les liens entre l'école et les entreprises soient resserrés. Les moyens de le faire ? Accroître le nombre de responsables d'entreprises dans les administrations et les cursus scolaires, tout en augmentant la fréquence des visites et des stages en milieu professionnel, afin de mieux familiariser les futurs salariés avec ce qui les attend au sortir de leur formation.

Or, comment mieux préparer les étudiants aux défis du marché qu'en les rendant responsables du financement de leurs propres études sur le modèle de l'autogestion, qu'en en faisant des investisseurs à part entière chargés de veiller sur leurs propres « intérêts » ? Le problème de fond, c'est bien cette réduction de l'éducation à une question purement monétaire. « *Il ne s'agit plus pour l'élève ou l'étudiant de construire un rapport à l'avenir ouvert sur un champ élargi de possibles. Il ne s'agit pas davantage de lui permettre de se constituer comme inventeur de soi et de son*

rapport aux autres et au monde, il s'agit de le placer dans un rapport actif à la vente de soi sur le marché du travail. » Dans l'optique de ce qu'Aline Giroux qualifiait en 2006 de « *pacte faustien* », « *[o]n achète de l'éducation pour se vendre* ». Et ce, sans compter que la dette étudiante suscitée par l'élévation des droits de scolarité tant décriée ici même, lors du printemps érable, devient « *un instrument de contrôle des comportements par le jeu des incitations et des désincitations financières, un moyen de guider les choix d'orientation avec les secteurs où il y a des emplois [...] bien rémunérés* ». Inutile de dire que, dans ce contexte ultra-utilitariste, les départements des arts et des humanités — ceux qui sont les plus rétifs et les plus éloignés de ce « *tout économique* » — sont, plus que jamais, menacés. Le plus beau, c'est qu'il n'y aura même pas à les chasser de l'université : la logique du rendement personnel des diplômes orientera massivement les étudiants vers les disciplines les plus payantes (il faut bien rembourser les frais engagés !), de sorte que les départements moins « rentables », économiquement parlant, disparaîtront d'eux-mêmes, suivant la loi toute simple de l'offre et de la demande. C'est ce qu'on appelle, dans la novlangue néolibérale, la « *destruction créatrice* » (Schumpeter).

APPEL À LA RÉSISTANCE

La plus grande force de ce livre est sans nul doute d'éviter le piège de la diabolisation de l'autre dans laquelle se complaît trop souvent une certaine gauche plus radicale et moins nuancée. Les auteurs indiquent d'emblée leur intention de rompre avec ce manichéisme simpliste voulant qu'il faille « *sanctuariser* » l'école publique contre une marchandisation qui viendrait l'agresser de l'extérieur : « *L'école n'est pas la "victime" passive des méchants capitalistes qui l'encerclent et veulent l'envahir.* » Tous les acteurs de la scène sociale et éducative (les responsables politiques, la haute administration, les groupes professionnels, les parents d'élèves, les professeurs, les étudiants) sont partie prenante de cette dynamique et sont responsables de la mutation en cours. Il s'agit, pour tous, de savoir comment organiser une résistance efficace, sachant « *qu'aucun décret d'un gouvernement national ne viendra "par le haut" arrêter ce long processus mondial. Il y faudra une rupture venue "d'en bas" et une rébellion étendue à l'échelle mondiale* ». Une rébellion dont le mouvement *Occupy* et les révoltes étudiantes à travers le monde (Grèce, Chili, Angleterre, Québec...) constituent le fer de lance.

Nul besoin, par ailleurs, de quelque théorie du complot pour constater que ceux à qui profite le système ont tout avantage à entraver l'accès à l'éducation par la hausse des frais d'inscription et à rendre caducs les départements les moins assujettis à ce discours normatif d'où pourrait monter une véritable contestation. Et ce, sans compter que les réformes suscitées par la nouvelle caste des managers et des gestionnaires, sous prétexte d'accroître l'efficacité et la productivité, se sont plus souvent qu'autrement révélées contre-productives, se traduisant par une augmentation des frais liés aux nouveaux coûts de gestion et une régression réelle en matière de résultats scolaires

et d'inégalités sociales. « *Cela tient d'abord au fait que la baisse du nombre des personnels d'éducation, censée mettre sous tension le système et rendre ainsi manifeste son "inefficacité" afin de mieux faciliter la mise en œuvre des réformes, a été vite comprise comme un "sabotage" de l'école publique préparant sa "privatisation"* ».

Il ne s'agit, au final, ni de verser dans le fatalisme, ni dans la nostalgie. Mais s'il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'école, la mutation managériale en cours mine sérieusement le fondement même de ce qui a, au fil de son histoire, assuré la force symbolique de l'institution scolaire et universitaire en tant que foyer de culture et de civilisation : son autonomie et son indépendance à l'égard des pouvoirs tant religieux que politiques et économiques, seules garantes du libre exercice de la pensée critique sans

laquelle le citoyen n'est qu'un pion à la merci des sophismes chiffrés du discours dominant, ce « *newspeak* » (A. Giroux) tablant sur le même éternel cortège de métaphores revampées du vieux taylorisme (compétitivité, excellence, performance, etc.). Contre ce capitalisme sauvage qui aplatit l'humain sous le rouleau compresseur du *New Public Management* et les mécanismes aveugles et incontrôlés d'un marché élevé au rang de toute-puissante entité, les auteurs invitent à renouer avec l'idéal démocratique, c'est-à-dire avec cette « *capacité collective de définir un destin commun* » plutôt que de se le laisser dicter par les zélotes de l'industrie et de l'économie. S'il est un idéal qui vaille la peine d'être défendu, c'est bien celui-là. Et il ne tient bien évidemment qu'à nous qu'il ne soit pas relégué aux rangs des utopies. —

Édifier un monde commun



PAR MAXIME OUELLET

L'ÉDUCATION EN PÉRIL : POUR MIEUX COMPRENDRE « LE PRINTEMPS ÉRABLE »

Sous la direction de Danièle Letocha et Frédéric Parent

Les Cahiers Fernand Dumont, n° 2, automne 2012.

La lutte étudiante qui s'est déroulée le printemps dernier a été interprétée par plusieurs observateurs comme une crise de l'éducation au Québec. Au-delà des analyses superficielles véhiculées par une classe journalistique et politique qui souhaite à tout prix dépolitiser la crise en la limitant à un strict débat comptable, il convient de se demander : de quoi la « crise de l'éducation » est-elle au juste la crise ? Cette question, qui est posée par Alain Kerlan dans son texte portant sur les rapports entre les conceptions d'Hannah Arendt et de Fernand Dumont sur la crise de l'éducation (« Fernand Dumont, une autre analyse de la crise. Pour une lecture critique des thèses de Hannah Arendt »), résume la thèse défendue par la plupart des auteurs de ce numéro des *Cahiers Fernand Dumont* portant sur la crise de l'éducation au Québec. Pour Dumont, comme pour Arendt, la crise de la culture correspond à la crise du monde moderne ; il s'agit d'une crise civilisationnelle qui se caractérise par une incapacité à « faire monde ».

Si nous acceptons l'analyse dumontienne sur la crise de la culture, il faut toutefois la mettre en parallèle avec celle du

sociologue Marcel Rioux, qui disait, à propos de la contestation étudiante qui sévissait un peu partout dans le monde occidental à la fin des années 1960, qu'« *[u]n des plus sûrs indices qu'une société traverse une période de changements profonds, c'est lorsque l'éducation y est mise en question. La contestation qui s'élève au sujet de l'éducation traduit des bouleversements qui traversent la structure sociale — réseau de relations qui lient les individus et les groupes — ainsi que les infrastructures technologiques et économiques. C'est au-delà du système d'éducation lui-même qu'il faut chercher les causes qui provoquent sa contestation* » (*La culture contre l'économie*, Presses de l'Université de Montréal, 2010).

Relire Dumont à la lumière de la thèse de Rioux nous amène à poser l'hypothèse que la crise actuelle de l'éducation doit s'expliquer dans le contexte de la nouvelle logique d'accumulation du capital qui repose sur l'exploitation de l'essence symbolique de l'être humain, c'est-à-dire sa culture. C'est ce qu'on peut déduire des propos de Patrick Lelay, président de la chaîne de télévision française

TFI, lorsqu'il soutient : « *Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible* ». Sa philosophie de la culture correspond à peu de mots près à la philosophie de l'éducation du recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, qui affirmait l'année dernière que « *les cerveaux [doivent] correspondre aux besoins des entreprises* ». Ce néo-capitalisme cognitif, aussi appelé « économie du savoir », nous plonge dans la prolétarianisation généralisée. À ce stade suprême de l'aliénation, l'être humain est dépossédé de son savoir-faire, de son savoir-être et de son savoir théorique, au profit de l'auto-valorisation illimitée du capital. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le parallèle que fait Jean-Claude Simard (« Éducation scientifique et science 2.0 ») entre la perspective habermassienne et celle de Dumont. Selon l'auteur, la technoscience, qui est

Rappelons que lors du « printemps érable », les opposants à la hausse des droits de scolarité ont mobilisé, dans leur argumentaire, l'héritage humaniste du Rapport Parent qui allait jusqu'à prôner la gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement.

désormais le principal facteur productif dans l'économie du savoir, dénature le sens d'une véritable culture scientifique et technologique puisque la rationalité instrumentale qui en est constitutive devient un outil de domination plutôt que d'émancipation.

Il reste que l'économie du savoir n'est pas exempte de contradictions. Tout comme le système industriel a été frappé par de violentes crises de surproduction dues à la baisse tendancielle du taux de profit, le capitalisme cognitif est actuellement aux prises avec une crise dont il faut trouver la source dans « *la baisse tendancielle de la valeur de l'esprit* » (voir Bernard Stiegler, *États de chocs. Bêtise et savoir au XXI^e siècle*, Mille et une nuits, 2012). Celle-ci résulte d'une opération de « *décervelage* » généralisé dont l'école est la complice depuis plus de trente ans. La crise du capitalisme cognitif est encore plus violente que les crises du capitalisme industriel puisqu'elle nous plonge dans une paupérisation non seulement matérielle, mais également culturelle. La privatisation de la connaissance qui est au fondement de la valorisation du capitalisme cognitif mène à l'abrutissement collectif, donc à la barbarie. C'est du moins le constat que l'on peut faire à la lecture de l'analyse critique de l'économie du savoir de Paul Sabourin (« Nos universités à l'ère de la standardisation économique : Aux racines gestionnaires de la "crise" de l'enseignement supérieur »). Le parallèle qu'il établit entre la crise des *subprimes*

de 2007-2008 et la crise de l'éducation montre qu'on assiste à une financiarisation de l'éducation qui comporte trois facettes : « 1) *l'argent-financement*; 2) *la servitude économique transmise*; 3) *le savoir économique, autrement appelé l'économie du savoir par ceux qui ont décidé de définir la qualité par la quantité [...]* ».

COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?

Rappelons que lors du « printemps érable », les opposants à la hausse des droits de scolarité ont mobilisé, dans leur argumentaire, l'héritage humaniste du Rapport Parent qui allait jusqu'à prôner la gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement. Il reste que le Rapport Parent était animé par une tension quant aux finalités qui devaient être assignées au système d'éducation québécois, tension entre l'idéal de transmission d'une culture commune et de démocratisation de la société québécoise, et la volonté d'établir un système adapté aux impératifs de la société industrielle, bref de « produire » des producteurs et des consommateurs. C'est essentiellement ce que montre l'analyse d'Hélène Charron (« D'une perspective sociologique à une conception fragmentée de la société ») sur les principaux textes officiels portant sur l'éducation au Québec depuis les années 1960. Rapidement, la perspective humaniste de l'éducation a été remplacée par une approche utilitariste visant l'épanouissement individuel. Or cette approche à la prétention émancipatrice consiste plutôt en une logique d'adaptation behavioriste aux transformations frénétiques de l'économie capitaliste. Cette logique instrumentale et individualiste promue par les pédagogues a culminé avec la réforme des années 2000 axée sur l'approche socioconstructiviste. Selon Charron, « *[l]a rupture se produit lorsque le langage des sciences de l'éducation devient dominant et évacue presque entièrement l'idée de transmission d'un patrimoine et de connaissances au profit du concept de compétence et de construction des connaissances, ce qui n'était pas encore très net dans le langage des acteurs politiques pour qui la transmission du patrimoine demeurait une des dimensions essentielles du projet éducatif* ».

La logique des compétences participe d'une transformation fondamentale qui redéfinit les modalités de l'apprentissage et ses finalités. Suivant cette logique, on passe d'une formation professionnelle à une professionnalisation de la formation (Christian Laval et al., *La nouvelle école capitaliste*, La découverte, 2011). Alors que la formation professionnelle vise à former des individus aptes à maîtriser une série de savoirs et de savoir-faire propres à un métier spécifique, le modèle de la professionnalisation vise avant tout à produire des individus flexibles dont la subjectivité est adaptée au besoin à court terme des organisations qui évoluent dans le capitalisme financier.

On aurait tort de croire que l'approche par compétences affecte seulement les secteurs professionnels qui sont traditionnellement plus rapprochés du « marché du travail ». Cette logique a également été intégrée dans les cours de for-

mation générale depuis la réforme des cégeps de 1994. Dans son analyse de l'introduction de l'approche par compétences dans l'enseignement de la littérature, Marcel Goulet (« L'éducation en l'absence de l'homme ») soutient qu'« *il n'est pas rare de voir des étudiants davantage préoccupés par la démonstration de leur capacité à repérer tel procédé d'écriture, parfois sans égard à l'effet produit, que par leur relation à l'œuvre elle-même. C'est que le lecteur est appelé à porter sur l'objet littéraire un regard strictement interne et plutôt ascétique. Ainsi, c'est toute la dimension affective de l'expérience littéraire qui se trouve évacuée. Bien plus, c'est toute la contribution de la littérature à la quête humaine de beauté et de sens qui est laissée pour compte* ».

L'enseignement de la philosophie n'a pas non plus été épargné par la raison instrumentale. En prenant pour exemple l'hégémonie des éthiciens professionnels, Carol Collier et Rachel Haliburton (« Les paradoxes de l'instrumentalité : la philosophie peut-elle survivre à son utilité ? ») dénoncent la réduction de la philosophie à une pure logique utilitariste qui vise à former des sophistes et non des philosophes en quête de vérité. Selon les auteures, le « travail » de ces sophistes postmodernes vise à manipuler les masses et à faire de la propagande au service du capital (ex : les bioéthiciens qui travaillent pour les compagnies pharmaceutiques). Collier et Haliburton étayent leur thèse à partir d'un débat entre Socrate et le sophiste Gorgias : « *[ce débat] illustre la différence que font souvent les philosophes entre, d'une part, ceux qui voient la philosophie principalement comme un moyen d'obtenir un ensemble de compétences instrumentales susceptibles d'être employées dans toutes sortes de situations, et, d'autre part, ceux qui conçoivent la philosophie comme une discipline s'intéressant à ce que signifie vivre une vie consacrée aux valeurs intrinsèques de la vérité et du libre examen, et qui propose des méthodes pour distinguer les croyances justifiées des croyances injustifiées* ».

COMMENT « FAIRE MONDE » APRÈS LA FIN DU MONDE?

La lecture des nombreux articles de ce numéro des *Cahiers Fernand Dumont* permet de comprendre la nature réelle du « printemps érable » québécois. Si la lutte étudiante a eu une signification si importante pour la société québécoise, c'est parce que l'école — plus particulièrement l'Université — condense en elle toutes les contradictions de la postmodernité capitaliste. Celles-ci se manifestent, si l'on suit la pensée de Dumont, par une incapacité à édifier un monde commun, c'est-à-dire un monde constitué par des êtres raisonnables. Notre incapacité à « faire monde » signifie le début de la fin du monde. Elle nous plonge dans la barbarie puisque le projet éducatif sur lequel s'appuient nos élites politico-économiques nie l'humanité de l'homme. Traditionnellement, c'est à l'éducation que revient le rôle de construire ce que Dumont appelait la « culture seconde », laquelle est la condition de possibilité de l'édification d'un monde commun. La culture seconde correspond à ce que les Grecs nommaient la *Paidea*, soit l'art d'élever les êtres humains à leur meilleure nature. Elle vise à apprendre aux

citoyens à aimer le bien commun et à développer leur autonomie afin de savoir comment réagir lorsque la loi leur apparaît incompatible avec les normes de la « vie bonne ». La *Paidea* grecque, comme la culture seconde chez Dumont, exerce une fonction de « dressage » : elle élève les individus au-delà de leur animalité afin qu'ils ne « vivent et ne pensent pas comme des porcs » (Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs*, Gallimard, 1998). Développer une culture seconde n'est possible que si l'on crée une distance avec la culture ambiante. Or on s'éloigne de cet idéal à l'heure actuelle dans la mesure où les pédagogues rompus au fétichisme technologique fantasment sur l'idée de brancher directement les étudiants sur leur vécu immédiat au moyen des nouvelles technologies éducatives comme les tableaux intelligents et les tablettes numériques (à ce sujet, voir les textes de Frédéric Parent, « Jeunes, individualisme et nouvelles technologies. Lettre aux étudiants et aux collègues du collégial » ; et de Jean-Jacques Wunenburger, « L'école sur écran : promesses et dérives des nouvelles technologies éducatives »).

Il reste que Dumont, au contraire d'Arendt qui entrevoyait la crise de l'éducation avec fatalisme, conservait tout de même un certain optimisme quant au rôle de l'école qui devait « *contribuer à l'édification de la culture comme horizon de l'expérience commune* », rappelle Alain Kerlan. Si se réapproprier la pensée de Dumont permettrait, selon certains auteurs de ce collectif, de penser des moyens pour « *ré-enchanter l'éducation* », selon l'expression de Marcel Goulet, face à la bêtise ambiante, encore faut-il lier cette réflexion à un questionnement plus large portant sur les finalités vers lesquelles s'engage notre société. En conclusion de notre livre *Université inc.* (Lux éditeur, 2011), Éric Martin et moi-même écrivions d'ailleurs à ce sujet : « *À la question que posent les écologistes, "Quel monde allons-nous laisser à nos enfants?", Jaime Semprun répondait qu'il conviendrait plutôt de se poser la question : "À quels enfants allons-nous laisser le monde?" À notre tour, il faudrait réfléchir collectivement pour savoir à quels enfants nous allons laisser le Québec. À des petits entrepreneurs d'eux-mêmes, narcissiques, qui ne feraient que "produire toujours plus" pour pouvoir "consommer toujours plus" et dont la subjectivité entrerait en parfaite harmonie et en complémentarité structurelle avec la logique d'accumulation illimitée du capital? Ou encore à des citoyens autonomes en mesure d'imposer collectivement des limites à la dynamique de la croissance illimitée? Les défis auxquels seront confrontées les générations futures, que ce soit au Québec ou à travers le monde, sont immenses. Il faudrait peut-être se demander s'il est responsable, collectivement, de laisser à quelques managers dépassés le soin de "gérer l'apocalypse" vers laquelle nous pousse inéluctablement notre modèle de développement aveugle* ».

1. L'Expansion.com, « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible », : http://lexpansion.lexpress.fr/entreprise/patrick-le-lay-president-directeur-general-de-tfi_105361.html

2. Lisa-Marie Gervais, « Appel à l'union des milieux universitaire et d'affaires », *Le Devoir*, 7 octobre 2011 : <http://www.ledevoir.com/societe/education/333107/appele-a-l-union-des-milieux-universitaire-et-d-affaires>

Entre bien commun et bien-être : deux perspectives sur la crise étudiante et sociale

PAR BRIGITTE FAIVRE-DUBOZ

APRÈS LE PRINTEMPS

de Pierre-Luc Brisson

Poètes de brousse, 3 p.

ANNÉE ROUGE. NOTES EN VUE D'UN RÉCIT PERSONNEL DE LA CONTESTATION SOCIALE AU QUÉBEC EN 2012

de Nicolas Langelier

Atelier 10, 101p.

Brisson et Langelier ont tous deux pris fait et cause pour les contestataires, le premier dans un mouvement d'adhésion assumée aux revendications des étudiants grévistes et aux appels à réformer nos institutions démocratiques, le second, dans un élan de rage contre le gouvernement de Jean Charest et l'idéologie néolibérale qu'il a défendue pendant ses neuf années à la tête du Québec. S'ils sont tous deux portés par un réel désir de changement, il n'en demeure pas moins que la nature de la force d'impulsion qui les meut, l'affirmation pour l'un, le refus pour l'autre, colore non seulement le ton de leurs ouvrages respectifs, mais également leur interprétation du mouvement et de son issue. Entre l'étudiant de la « génération Y » et l'observateur culturel de la « génération X », le plus impulsif, épidermique, et, au final, désenchanté, n'est pas celui qu'on attend.

UN PLAIDOYER RÉFORMISTE

Contrairement à ce qu'annonce la quatrième de couverture, l'ouvrage *Après le printemps* de Pierre-Luc Brisson ne constitue en rien une relation des événements ayant secoué le Québec en 2012. Le jeune homme de 24 ans, étudiant en Histoire ancienne, se livre plutôt à une réflexion, trop brève d'ailleurs, autour d'enjeux parmi les plus cruciaux soulevés par la grève étudiante et la contestation sociale née dans sa foulée. À partir de trois constats, à savoir la déliquescence de nos institutions parlementaires, la concentration des médias et le détournement de la mission humaniste des universités par les tenants d'une formation utilitaire, il propose un

certain nombre de réaménagements de ces institutions qui composent rien de moins que les assises des sociétés démocratiques. Ce faisant, il contribue au discrédit d'une certains doxa : en effet, en dépit de son âge, de son statut d'étudiant et de son ralliement à plusieurs des positions défendues par l'ASSÉ et Québec solidaire, dont la gratuité scolaire du primaire à l'université, Brisson n'a rien d'un rêveur idéaliste ni d'un révolutionnaire romantique ni d'un collectiviste et encore moins d'un anarchiste. C'est bel et bien à un réformiste qu'on a ici affaire, voire à un réformiste conservateur, à tout le moins en ce qui concerne ses propositions à l'égard de la mission des universités, puisqu'il préconise non pas un changement en profondeur du modèle, mais un retour à ses sources humanistes. Brisson souligne d'ailleurs, non sans raison, l'ironie de sa position : « *ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui défendent les réalisations politiques passées, qui défendent ce modèle québécois qui est mis à mal par ceux-là mêmes auxquels il a le plus profité* », ceux-là mêmes qui se sont repliés dans « le confort et l'indifférence » au lendemain de la Révolution tranquille. C'est sans doute en bonne partie la volonté de nous voir éviter cet écueil qui a poussé Brisson à colliger ses idées disséminées dans le blogue qu'il tient au *Huffington Post* Québec depuis mars 2012. Ce rappel est le principal mérite de son livre.

Car, on l'aura compris, l'originalité n'en est pas le point fort. La plupart des réformes qu'il avance, notamment à l'égard de nos institutions démocratiques, font même

consensus au sein de certaines formations politiques ou sont défendues par certains membres chez d'autres. Ainsi, pour « *moraliser la vie politique* » et redynamiser la participation citoyenne, il soutient l'assouplissement de la ligne de parti, les référendums d'initiative populaire, le financement public des partis politiques et le suffrage proportionnel mixte. Le fait que ces propositions de réaménagement fassent déjà l'objet de discussions sur la place publique ne réduit en rien l'intérêt d'en marteler la nécessité, seulement, le citoyen informé, alléché par l'introduction de Brisson, qui y promet de « *débusquer ce qui se cache derrière les discours et les actions des uns et des autres* » sera déçu de n'avoir trouvé, au terme de sa lecture, aucun constat ni solution véritablement novateurs.

Entre l'étudiant de la « génération Y »
et l'observateur culturel de la
« génération X », le plus impulsif,
épidermique, et, au final, désenchanté,
n'est pas celui qu'on attend.

Brisson consacre aussi un chapitre au traitement de la crise par les grands médias qui constitue un véritable réquisitoire. La liste des griefs est longue, du paternalisme dont ils ont fait preuve à l'égard des étudiants à leur incapacité à distinguer un porte-parole d'un « leader », en passant par les nombreux dérapages commis par une pléthore de chroniqueurs, et tous y passent : *Le Journal de Montréal*, *La Presse* et *Radio-Canada*, tout comme *Le Devoir*, qu'on s'étonne de voir logé à la même enseigne. De la part d'un chroniqueur au *Huffington Post*, on ne s'étonne guère, par contre, qu'il fasse la part belle aux médias alternatifs. À sa décharge, il analyse surtout l'apport de CUTV, une initiative d'étudiants en journalisme de Concordia qui a sans conteste offert une perspective alternative essentielle sur les manifestations, mais c'est avec une certaine naïveté qu'il fait l'apologie de la « *réalité non filtrée* » relayée par CUTV. Candide, également, son appel à un investissement de l'État dans les médias de manière à « *soustraire les médias indépendants et les hebdomadaires locaux [...] à la nécessité de se transformer en vitrines publicitaires afin de maintenir à flot leur barque* ». Vu la porosité des intérêts entre les magnats des empires médiatiques et les politiciens chargés d'établir les politiques publiques, on voit mal comment un financement public des médias pourrait favoriser un « *décloisonnement de la sphère médiatique* » et contribuer à forger une opinion publique mieux informée et, par le fait même, plus équilibrée.

UN ENGAGEMENT DANS L'AIR DU TEMPS

Si l'on sent, dans l'engagement et les solutions de Brisson, l'espoir de voir naître un véritable débat et le désir enthousiaste de participer à un remue-ménage dans le but ultime de préserver le bien commun des Québécois, il en va tout autrement de Nicolas Langelier, dont l'ouvrage, *Année rouge. Notes en vue d'un récit personnel de la contestation sociale au Québec en 2012*, nous met en présence d'un citoyen hésitant entre la satisfaction de désirs immédiats et l'engagement.

Rédacteur en chef de la revue *Nouveau Projet*, dont la mission est de publier des textes susceptibles de nous aider à « *mieux comprendre les enjeux de notre époque et de mener une vie plus équilibrée, satisfaisante et signifiante* », Nicolas Langelier signe ici un ouvrage qui répond en tous points à cette mission qui s'inscrit résolument dans une mouvance individualiste. Se voulant le témoignage singulier d'un moment charnière de la société québécoise, *Année rouge* tire surtout son intérêt d'un questionnement autour des rapports complexes entre l'individuel et le collectif, le privé et le public, une interrogation sur le difficile arrimage entre l'appel irrésistible d'un épanouissement personnel et la volonté de mettre l'épaule à la roue du renouvellement de sa collectivité, questionnement dont l'auteur semble avoir ressenti l'urgence en ce temps de crise sociale, mais aussi apparemment personnelle.

Ses notes commencent le 13 février 2012, jour de son 39^e anniversaire et des premiers votes, à l'UQAM et à l'Université Laval, en faveur d'une grève générale illimitée. Partant de cette première coïncidence entre événements privé et public, Langelier enchevêtre scènes de sa vie quotidienne et péripéties de la crise qui ont émaillé les quatre saisons de cette année 2012 qu'il revisite, jusqu'aux élections générales de l'automne et l'annulation de la hausse des droits de scolarité ainsi que l'abrogation de la loi 12 par le Parti québécois, jusqu'au dénouement marquant la fin de sa jeunesse et celle de la contestation populaire. Le ton léger avec lequel il raconte ses butinages d'une fille à l'autre, d'une soirée arrosée à une autre, de ses parties de balle à ses fuites à Cuba ou dans les Laurentides, nous évite les scènes d'introspection mélodramatique de celui qui redoute le passage à la quarantaine. Néanmoins, cette légèreté nous révèle aussi un homme bien de son temps, un glaneur qui lit Marc-Aurèle — son texte est parsemé de nombreuses citations de ses *Pensées* — dans l'espoir de parvenir à une certaine sagesse, sans pour autant réussir à s'imprégner des pensées de cet Ancien, faute de s'engager dans une étude approfondie, et nécessairement lente, de ce penseur exigeant.

C'est, en effet, en observateur socioculturel à l'ère du « Web 2.0 » que Langelier nous livre sa vision de la crise, qu'il s'est surtout forgée à partir des médias sociaux,

tels Facebook et Twitter, et des versions électroniques des médias traditionnels, passant, de son propre aveu, de l'un à l'autre de manière compulsive. Son livre est d'ailleurs à l'image de cette préhension du réel. Objet hybride, qui se présente à la fois sous la forme du carnet, du journal intime, du commentaire journalistique et de la chronique d'humeur, *Année rouge* abonde en citations, extraits d'articles de quotidiens, listes et courts récits. Le livre, dans son ensemble, n'est pas sans rappeler une page Facebook sur laquelle on butine d'un statut à un autre, lisant l'un, faisant l'impasse sur l'autre, ouvrant un hyperlien ici et là, et grâce à laquelle on prend le pouls de la journée plus qu'on ne cherche à comprendre les faits.

Suivant l'exemple de ces écrans qui s'interposent entre l'observateur et les événements, Langelier lui-même

occupe toujours une position mitoyenne face à la crise : ni tout à fait en retrait — il prend fermement position en faveur des carrés rouges et donne libre cours à sa rage et à sa détestation de Jean Charest et du système capitaliste moderne, au point de retirer tous ses « *REER placés dans des fonds d'actions et d'obligations* » sur un coup de tête — ni tout à fait engagé dans l'action contestataire. Il reste sur le seuil, hésitant à sauter dans la mêlée. Dès le prologue, d'ailleurs, il se décrit prêt, mais dans l'attente, parmi ceux, nombreux, assez pour former un « *nous* » diffus, quelque chose comme une force de gauche anonyme planétaire : « *Nous voici : les sens en alerte, à guetter l'horizon. Nous ne savons pas tout à fait ce que nous attendons, au juste, mais nous savons que nous attendons.* » Cette ouverture constitue un des grands moments de lucidité de l'ouvrage, dans lequel plusieurs d'entre nous se reconnaîtront sans doute.



La mémoire, la grève et les corneilles

PAR ANNE-MARIE DAVID

LE PRINTEMPS QUÉBÉCOIS. UNE ANTHOLOGIE

Sous la direction de Maude Bonenfant, Anthony Glinioer
et Martine-Emmanuelle Lapointe
Écosociété, 307 p.

*Loin de s'y opposer, la mémoire est l'oubli : oubli partiel et orienté,
oubli indispensable.*

— Tzvetan Todorov, *Mémoire du bien, tentation du mal.*
Enquête sur le siècle

Le temps d'un dégel, le mouvement étudiant de 2012 aura brisé une routine sociale léthargique, secoué un consensus néolibéral mortifère et remis la donne idéologique là où elle devrait être : au cœur du politique. Les sondages et l'obsession budgétaire-équilibriste l'en avaient chassée. Si c'est donc peu dire que notre printemps fut unique à bien des égards, deux de ses aspects définitoires le démarquent en force dans le paysage des revendications québécoises modernes : l'esthétisme percutant dont il a su faire preuve et sa conscience historique exacerbée. « *Nous avons marqué le sol de l'histoire d'une marque indélébile* », croit Gabriel Nadeau-Dubois. L'affirmation est certes présumptueuse, mais elle incarne à merveille cette double mise en scène plastique et historiographique, laquelle

semble également gouverner le destin éditorial de la grève étudiante : à peine terminée, elle est devenue objet de représentation et de création pour les écrivains et les penseurs de tout acabit.

Suite aux élections et à la mise au rancart de Jean Charest, la rentrée littéraire met le rouge aux rayons des librairies avec *Je me souviendrai* (La boîte à bulles), collectif d'artistes qui mettent le conflit en textes et en images, ou encore avec *Printemps spécial* (Héliotrope), recueil de fictions inspirées par le mouvement social. Quelques mois plus tard, nous en sommes à une « deuxième vague » de productions sur le sujet, plus réflexive celle-là : les revues spécialisées se mettent notamment de la partie à coups de

dossiers thématiques. L'immédiateté de l'événement passée, Michel Seymour et Gérard Beaudet s'interrogent entre autres — dans des essais recensés en ces pages — sur ses raisons d'être, ses significations et ses conséquences sur l'éducation et le vivre-ensemble, tandis que « l'expiatoire de création » *Fermaille* retrace son propre parcours sous forme d'une *Anthologie* chez Moulton Éditions.

#GGI – GRÈVE GÉNÉRALE INDÉLÉBILE

La multiplication de ces ouvrages aux visées pourtant disparates témoigne d'une chose : la volonté de préserver, de se remémorer et de tirer leçon de la grève et du bouillon-

Ce n'est pas dans ces détails que réside l'intérêt de l'anthologie, plutôt dans le portrait d'ensemble qu'elle projette et dans la somme impressionnante d'informations qu'elle rassemble et ordonne.

nant débat d'idées qu'elle a déclenché. Le « *désir d'archiver le plus possible les événements du Printemps québécois* » semble en effet consubstantiel au mouvement lui-même — le montre par exemple le grand développement de sa page Wikipédia, beaucoup plus fournie que celle dédiée à la grève de 2005 —, comme l'expliquent Maude Bonenfant, Anthony Glinier et Martine-Emmanuelle Lapointe dans un livre qui incarne à lui seul ce besoin tout en tentant d'y répondre. Le titre étonne : *Le printemps québécois. Une anthologie* se revendique d'un mode de collection avant tout littéraire pour colliger les expressions aux modes extrêmement variés qui furent celles de la mouvance sociale éponyme. « *Il y a eu les actions, il y a eu les images, il y a eu les paroles* », énonce Georges Leroux en préface ; c'est de tout cela qu'entendent rendre compte les auteurs, qui se proposent de « *maintenir vive la mémoire d'un printemps* » en constituant une « *archive de la grève étudiante* ». Pour y parvenir, on ratisse très large — tout ce qui a trait à la grève est bienvenu, d'Anarchopanda aux carrés verts, des initiatives manifestives les plus loufoques aux répressions juridico-étatiques les plus violentes — en privilégiant toutefois la succession de gros plans au travelling : les acteurs individuels, souvent anonymes, ont la parole pour raconter « *cette histoire que l'Histoire risque d'oublier* ». De cette chronique militante à une forme de panthéonisation, le pas est mince — c'est le risque inhérent à toute archive — et pas toujours maintenu, lorsqu'il est question des divergences au sein du camp étudiant notamment. La CLASSE apparaît ainsi comme un organe à peu près lisse et homogène, alors que ses instances se sont souvent déchirées avec virulence autour d'enjeux tant politiques que médiatiques.

Ce n'est pas dans ces détails que réside l'intérêt de l'anthologie, plutôt dans le portrait d'ensemble qu'elle projette et dans la somme impressionnante d'informations qu'elle rassemble et ordonne. L'entreprise, de taille — le pari est à la hauteur d'une maison d'édition qui, on le sait, ne craint pas les missions impossibles ! —, se heurte dès le départ au décalage entre la chronologie « *fig[ée] [d]es événements* » et leur essence ou, pour parler comme Pierre Nora, entre l'histoire et la mémoire. Si l'on cultive ici davantage la seconde — la première supposerait une impartialité qui n'est absolument pas recherchée et une exhaustivité incompatible avec les « *choix, souvent déchirants* » qui ont dû être opérés au sein de la masse foisonnante des matériaux disponibles — la nécessaire interaction entre les deux régimes de conservation n'est pas éludée. Elle se déploie graphiquement sur des doubles pages où les analyses rétrospectives, témoignages à vif, photos et reproductions sont bordés de part et d'autre par une frise chronologique. Ce cadre historique restitue au contenu mémoriel sa centralité tout en lui fournissant des contre-pieds parfois saisissants : en marge de tel vibrant plaidoyer pour une culture accessible et vivante, on apprend que le premier ministre soupe en ville et en famille, ou que Richard Martineau s'insurge contre la « *belle vie* » étudiante sur Twitter. À plusieurs reprises, aussi, la frise remet les pendules journalistiques à l'heure — les sondages CROP contredisant d'autres sondages CROP se succèdent à un rythme effréné...

La distribution temporelle organise également les récits et images de la grève qui forment le cœur d'un ouvrage divisé en cinq parties correspondant aux mois de février à juin, suivies d'une revue rapide des événements de juillet à novembre. En guise de prologue, les « *huit mythes sur la hausse des frais de scolarité* » dévoilés par l'IRIS¹ et leur transposition en bande dessinée par quinze dessinateurs engagés. La juxtaposition est exemplaire de la facture du livre et résume ses objectifs pédagogiques : autant de textes que d'illustrations, dans une relation non hiérarchisée de la théorie à sa mise en actes. Le lien se précise et s'inverse dans les sections suivantes, où des agencements thématiques se surimposent à l'ordre chronologique. Si le mois de mars est en bonne partie consacré aux textes et manifestes d'appui en provenance d'intellectuels, d'artistes ou de personnalités publiques, celui de février porte sur la formation des divers collectifs — l'École de la Montagne rouge, Archicontre, la Boîte rouge, etc. — qui ont forgé l'identité visuelle contestataire et originale du printemps. Or les principes qui sous-tendent le fonctionnement et les modes d'action de ce premier ensemble font écho à la critique du système d'éducation et de l'économie du savoir menée par le second : c'est dire que l'extension du mouvement à maints domaines de la vie sociale était inscrite à même sa base. S'organiser de façon décentralisée, privilégier l'entraide et le libre partage de connaissances acquises au sein d'une lutte commune, c'est déjà refuser « *la subordination du bien public à l'intérêt privé* » (Profs contre la hausse) et appeler « *une démocratisation*

sans précédent de l'éducation » (Georges Leroux, Christian Nadeau et Guy Rocher dans une « Lettre ouverte aux professeurs d'université »).

LA COMMUNAUTÉ QUI (NE) VIENT (PAS)

Les étudiants contestent le dégel d'abord, mais les moyens dont ils usent pour ce faire remettent plus largement en cause, par la pratique, le nouveau modèle académique qui s'impose ainsi par la bande. Le constat revient dans les nombreuses réflexions sur l'université mûries ou méditées pendant la grève : de Michel Freitag à Normand Baillargeon, en passant par Noam Chomsky, sociologues et philosophes décrivent une institution à la fois animée et épuisée par des courants contradictoires et irréductibles. La singularité des documents réunis ici vient de ce que l'accent est mis, par-delà les causes économiques (Baillargeon) ou épistémologiques (Freitag) de ce « naufrage », sur ses répercussions sur la communauté. Les transformations du modèle universitaire participent en effet de l'instauration d'une nouvelle vision des rapports de l'individuel et du collectif : la logique de « l'étudiant-entrepreneur » déplorée par Seymour dans *Une idée de l'université* (Boréal, 2013) est une facette de la « société du moi inc. » que vilipende Nadeau-Dubois à l'événement *Nous ? Car « c'est bien ce que l'on vise à étouffer [c'est Alex Gagnon qui parle] : un idéal de liberté et de réflexivité morales qui consiste [...] en une capacité, triple, de prendre une distance par rapport à soi, de se représenter de façon critique son mode d'être au monde et d'appréhender à vivre ensemble »*. Leroux, Nadeau et Rocher arrivent à une conclusion similaire — accepter l'argument de la « juste part » conduit à « la dislocation du réseau de solidarité qui est le propre du Québec depuis la Révolution tranquille » —, alors que le collectif 1+1=1 articule ses scénographies autour de cette même relation de l'un au multiple. Les membres du groupe Légion D, quant à eux, créent des structures complexes menacées d'effondrement par des sources extérieures de déséquilibre, manière de penser une déliquescence sociale en marche.

L'intérêt pour la matérialité, la plasticité de la critique est un fil conducteur de l'anthologie. Il est corollaire d'une attention soutenue à la langue — avec deux auteurs sur trois qui enseignent la littérature, c'était inévitable —, laquelle subie sous la pression néolibérale des distorsions semblables à celles qui s'exercent sur l'université et la communauté. Sur le canevas de la fameuse pirouette lexicale qui aura permis au clan libéral de faire d'un terme deux torts en éludant la réalité de la grève tout en comparant l'éducation à un Walmart, les détournements linguistiques se suivent et se ressemblent. Les collaborateurs du *Dictionnaire de la révolte étudiante* s'affairent à isoler, en bons élèves de Flaubert, ces îlots de rhétorique gouvernementale, tandis que Banane rebelle redonne leur vrai sens aux mots dans un « J'accuse... ! » en hommage à Zola. Les attaques contre le verbe suscitent donc elles aussi une résistance vive, si moins visible : le combat, des assemblées et de la rue, migre vers le web et le papier. *Fermaille* joue ici

un rôle de premier plan, comme le rappellent les longues citations de ses pages disséminées à intervalles réguliers dans le livre. « FERMAILLE en a contre le capitalisme sauvage. Elle en a contre elle-même et son souffle court de promesses quand tout s'explique en burger king number seven for sale santé économique savoir-faire économique solitude économique éducation économique. »

Le manifeste de la revue est clair dans son association d'un ékonomisme délétère à un épuisement culturel, sociétal et individuel. Mime et victime de ce processus, la phrase se délite en laissant le lecteur sur sa faim d'un éventuel « remailage », tout comme les installations de Légion D sont inévitablement vouées à l'écroulement. Si la révolution consiste, tel que l'affirme Lapointe à la suite d'Hubert Aquin, « à surprendre son adversaire en parlant un langage qui lui serait totalement étranger », reste à voir si ce langage est transitif et s'il saura refonder nos rapports à la connaissance et aux autres : les tissages, qu'ils soient communautaires, langagiers ou collégiaux, demeurent bien fragiles en dépit des efforts des étudiants printaniers.

Si tout est encore à faire, que reste-t-il alors de cette « grève historique » ? C'est la question que lancent les Zapatistes en postface — et qui se pose avec une acuité renouvelée au lendemain d'un Sommet de l'éducation aux résultats encore plus décevants que ses ambitions. « Rien », répondent les humoristes le plus sérieusement du monde. Et ce serait selon eux très bien comme ça, car les ferments invisibles sont les plus riches : ils germent tranquillement sous la terre à l'abri des corneilles désenchantées qui rêvent de les picorer, signe que « la prochaine récolte sera bonne. Encore meilleure que la précédente ». L'image organique, variation pop sur la note finale de *Germinal*, clôt fort curieusement l'ouvrage en annihilant ses aspirations archivistiques. Pourquoi une anthologie, si l'absence (temporaire) de traces promet davantage ? la remémoration forcée, si l'oubli est primordial ? Cette ultime indécision quant à la légitimité du projet éditorial — à l'honneur de ses auteurs — vaut en soit une réflexion sur la valeur et les usages sociaux de la mémoire. Il importe, certes, de se souvenir des acquis obtenus de haute lutte ; néanmoins la célébration outrancière conduit à une institutionnalisation militante qui risque de faire perdre de vue les raisons premières de l'engagement pour n'en retenir que des formes bientôt vides de contenu. En d'autres mots, la mémoire de la grève est à brancher d'urgence sur une parole politique vivante. Déconnectée ou présentée sous emballage stérile, elle se desséchera si elle n'est la proie des corneilles.

1. L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques est « sans but lucratif, indépendant et progressiste ». Les études qu'il a produites sur la marchandisation du savoir et l'accessibilité à l'éducation postsecondaire ont significativement influencé le discours des associations grévistes lors du printemps 2012.

Remémoration d'un ami



PAR MARIE CLAIRE LANCTÔT BÉLANGER

Jean-Bertrand Pontalis est décédé, à Paris, le 15 janvier 2013, le jour de ses 89 ans, réalisant le lointain souhait de mourir le jour de son anniversaire. Il nous faudra faire un long rappel de son parcours, de ses écrits, de son immense contribution à la psychanalyse, à la littérature ainsi qu'au monde de l'édition. Prise dans le chagrin que représente sa perte, je me contenterai d'évoquer ici l'homme que j'ai connu.

Formé en philosophie, qu'il enseigne d'abord, Pontalis fut le collègue de Jean-Paul Sartre et de Maurice Merleau-Ponty aux *Temps Modernes*. Il ne cessera de parler de l'un et de l'autre, mais aussi de Jacques Lacan dont il se détourne au milieu des années cinquante, lors de la scission du mouvement psychanalytique français. Devenu membre influent de l'Association psychanalytique de France (APF), Daniel Lagache lui demandera, ainsi qu'à Jean Laplanche, d'entamer le long et précieux travail de recherche, de clarification et de classification des mots de la psychanalyse ; le résultat sera, en 1967, la parution du *Vocabulaire de la psychanalyse*, ouvrage de référence qui garde aujourd'hui toute sa force. Commencera alors, pour Pontalis, une grande œuvre d'édition chez Gallimard. Il y dirige des collections : « Connaissance de l'inconscient », ensuite « Tracés », puis « L'un et l'autre », et surtout il crée la *Nouvelle revue de psychanalyse* qui, de 1970 à 1994, publiera cinquante cahiers thématiques qui demeurent des ouvrages fondamentaux. Pontalis y convoque des auteurs de toutes disciplines, de tous horizons, autant ceux venus de la philosophie que des poètes, des littéraires, des artistes ou des scientifiques. On y traduit des écrits majeurs, des inédits. Winnicott

et Masud Khan, par exemple, seront « découverts » par la psychanalyse française qui les ignorait jusqu'alors. Les rêves deviendront, dès le début de la revue, une « force d'attraction », permettant ainsi de renouer avec le Freud de *L'interprétation des rêves*. L'importance de l'écriture psychanalytique sera consacrée : comment rendre compte du travail de l'inconscient, de son trouble et de son tremblement, comment rendre compte du travail de la pensée sans se figer dans les dogmes, sans faire usage d'une langue trop savante, en gardant le mouvement de la cure, son secret, ses transferts, sa finitude et sa force ? J'aime à dire que beaucoup des textes sacrés de la psychanalyse s'y trouvent rassemblés.

La finesse de sa pensée fait en sorte qu'il est lu et cité partout. Pontalis sera donc invité par la Société canadienne de psychanalyse où il donnera un texte, en référence à Pascal Quignard, *La cinquième saison*, puis par la Société psychanalytique de Montréal, avec *La bêtise de l'inconscient*. Il a su rapidement nous charmer avec sa voix, son sourire, sa gravité et sa légèreté à la fois, son écoute, son attention à l'autre, son absence de prétention à vouloir faire école, sa volonté de fuir les systèmes et les grilles stériles et étouffantes,

sa poésie, son élégance. Homme sérieux, il aimait se moquer de lui et des autres, imitant ses collègues, recherchant le mot juste, la vivacité d'esprit, la créativité jaillissante de l'association libre.

Homme de *l'amour des commencements*, de la *pensée rêvante*, de l'*oublieuse mémoire*, du *temps qui ne passe pas*, de *l'infans*, de la *traversée des ombres*, homme pour qui l'amitié, l'amour, la littérature, la douce mélancolie, les fenêtres et les maisons, la perte et le deuil, le mystère du crime seront des thèmes sans cesse repris, retouchés. Souvent sous forme de brefs chapitres, de vignettes, de fragments, toujours différents, toujours dans la fraîcheur de la genèse de la pensée, les mots de Pontalis touchent. Ils aident, sans illusion et dans l'*intranquillité*, à devenir et à rester psychanalyste.

Pour moi, il était immortel : jeune, éternellement jeune. Des musiques de Ravel et *La mer* de Turenne ont accompagné son cercueil. Nous les écouterons en nous souvenant de lui. Nous le lirons pour nous sentir un peu moins seuls.

L'identité du psychanalyste

PAR MARIE CLAIRE LANCTÔT BÉLANGER

LE LABORATOIRE CENTRAL

de J.-B. Pontalis

Édition de l'Olivier, « penser/rêver », 177 p.

La voix de J.-B. Pontalis, à la fois douce et forte, se fait entendre tout au long de ce recueil d'articles qui, disons-le d'emblée, est un livre important. Textes issus de rencontres, bien que déjà parus, certains sont devenus introuvables ou encore n'ont jamais atteint nos rives ; étalés sur presque quarante ans, ils sont liés par une même et rafraîchissante tonalité qui devient familière et un engagement indéfectible. Partout court l'amour de Pontalis pour la psychanalyse et la littérature ; partout s'entend le refus de la langue morte et sèche qui déçoit l'intelligence en voulant trop en montrer la rationalité. Sous ce très beau titre emprunté à un recueil de poèmes de Max Jacob avec qui il a eu une brève amitié durant les années de guerre, Pontalis livre, dans le vif de l'échange, des entretiens qui, toujours à la recherche de la genèse de la pensée, tentent d'en éviter le convenu et la fixité.

Plusieurs fils forment le tissu de ces rencontres : avec Roland Jacob, Pontalis évoquera l'intérêt de la psychanalyse pour ce qui fonde, dans le *socius* et le politique, le pouvoir et son envers, la *servitude volontaire*. Il y souligne, d'une part, la tentation et la difficulté de passer du divan à la rue et, d'autre part, l'impossible neutralité de l'analyste, humain parmi les autres humains. Mais comment échapper au désenchantement sans se risquer à une critique de la croyance ou sans briser les idéalisations qui confortent ? La thérapeutique qui inévitablement croise la psychanalyse ramène la question de soigner et de

guérir, et oblige à sonder la pratique, le *laboratoire* même de la cure, tout comme la notion même de guérison, dans le mieux-être et l'abandon des symptômes qu'elle suggère. Technique pour comprendre le fonctionnement de la vie psychique, en partant de l'inconscient et du transfert, la psychanalyse est aussi un traitement. Mais on est loin du « *devoir de santé* » ou de « *l'adaptation sociale* » qui lui seraient antinomiques. On pense à Lacan bien sûr pour qui la trivialité de cette question a fait école ; Pontalis usera de rigueur et de force pour nommer la fascination produite par Lacan : l'art du suspens, par exemple, dans l'enseignement de Lacan où « *il y avait toujours un au-delà laissé en attente* » critiquant mais érigeant à la fois, par ce geste, le « *sujet supposé savoir* ».

ET LA LITTÉRATURE ?

La sororité conflictuelle entre littérature et psychanalyse occupe une large part des textes. On peut lire et relire l'échange entre Pontalis et Michel de M'Uzan où de façon

**J.-B.
Pontalis**
**Le laboratoire
central**



particulièrement captivante la question de leur écriture, de sa forme, de sa place, de sa nécessité se pose pour chacun d'eux et rebondit sans cesse. « *Écrivains et psychanalystes sont également exhibitionnistes et vaniteux. Ils veulent non seulement être reconnus par les autres mais encore les subjuguier* », dira de M'Uzan. Il y a dans l'emboîtement des deux pratiques ou dans le détournement de l'une par rapport à l'autre une longue réflexion qui ne s'arrête jamais, qui ne décide ni ne juge, qui n'exclut ni ne

sacralise. Peut-on être écrivain et psychanalyste en même temps ? Chacun y répondra différemment. Activités *interminables* et passionnées, littérature et psychanalyse ne relèvent pas de la même économie psychique et par là, sont hétérogènes. « *On n'écrit pas comme chante l'oiseau* », on ne fait pas de la littérature avec la même part de soi que l'écrit psychanalytique. Et pour le psychanalyste (qui est peut-être un écrivain raté, frustré ou jaloux de la créativité de l'autre), même si « *nul n'est tenu d'écrire* », l'écriture, sous quelque forme qu'elle soit, est très souvent un impératif clinique : elle s'impose devant un vide de pensée, une interrogation, une impasse, une nécessaire relance, une rêverie. Travail d'écriture et travail du rêve sont voisins en ce qu'ils sont liés à l'inconscient qui en détermine la forme et les images. Comme

mieux la nature cachée des actions humaines que les psychanalystes ?

ÊTRE PRIS ET SE DÉPRENDRE

Tout en rappelant que la rupture des liens, dans sa brutalité d'acting ne protège rien alors que la séparation, avec sa tristesse, est un *mouvement* qui implique toujours une *séparation avec soi-même*, les entretiens conduisent Pontalis à revenir sur les liens qu'il a eus avec la philosophie, avec Sartre et avec Merleau-Ponty. Si Sartre est à nouveau décrié, le second est honoré. Pour beaucoup d'étudiants formés en philosophie, la figure et la voix du professeur Claude Lévesque pourraient se profiler ici : favoriser, par l'accès aux textes venus d'ailleurs, « *l'épreuve de l'inconscient*,

taines œuvres d'art sur le lecteur ou le spectateur. L'identité du psychanalyste est ici sans cesse remise en question, et parfois, c'est avec humeur que Pontalis affirme ne pas vouloir la revendiquer. Non pas parce qu'une autre nomination ferait mieux son affaire, mais parce que l'identité du psychanalyste, pour lui, pose un problème. Pas question d'écrire « *psychanalyste* » sur une carte d'affaires, pas plus qu'un écrivain ne devrait y inscrire *écrivain*. Pas question de se présenter comme tel dans les débats. Cette position de Pontalis repose sur une définition de la psychanalyse comme pratique solitaire, pratique difficile, se déroulant essentiellement dans l'*intranquillité* et dans la mouvance des identités. L'analyste porte l'analyse en soi mais, par elle, il est aussi déporté de soi : « *il a l'altérité des autres et son altérité en soi*. » Pontalis préfère se dire, en toute poésie, ce *Dormeur éveillé* dont il a tracé le magnifique portrait autour du *Songe de Constantin*, dans la lignée du rêve et des identités prêtées (Mercure de France, 2004). De là, impossible pour lui de se cacher sous l'appellation « *nous autres les analystes* ». Pour trouver la singularité de sa voix, pour écouter l'autre, l'accueillir et se laisser « utiliser » par l'autre, l'identité du psychanalyste vacille sans cesse. Engagé dans une « *expérience intime et asociale, comme le rêve, comme la lecture, comme l'écriture, comme l'amour* », le psychanalyste ne doit pas *se prendre* pour un psychanalyste. Ou se tapir derrière une identité que la parole de l'autre va bientôt ébranler. Bon nombre d'analystes pourront se trouver en délicatesse avec cette question qui, néanmoins, mérite d'être débattue.

Enfin, c'est à Rilke que je pense quand Pontalis rappelle que devant une œuvre d'art, le spectateur, le lecteur, ou le psychanalyste y est en position d'analysé et non pas d'analyste. Renversant l'attitude courante qui ferait du spectateur un décodeur de sens, il affirme que l'œuvre d'art dévoile une vérité jusqu'alors ignorée ou logée dans l'inconscient. Le contact avec l'œuvre d'art ne laisse pas intact, il touche, il transforme. C'est aussi (Pontalis le sait-il ?) ce que produit ici ce recueil. L'ensemble que présente ce *laboratoire* induit cet effet : une annonce est faite au lecteur qui s'en trouvera modifié.

Indexées à beaucoup des textes du recueil, deux questions se fauillent, partent en marge et reviennent. La première concerne l'identité du psychanalyste, la deuxième renvoie à l'effet d'interprétation qu'ont certaines œuvres d'art sur le lecteur ou le spectateur.

le rêve, l'écriture se situe dans l'échappée. Reste entier, par ailleurs, à l'intérieur des groupes de psychanalystes et au-dehors, le problème de trouver à « *communiquer l'objet psychanalytique* ». Le secret de la cure retient souvent et empêche la circulation de la pensée.

Pour continuer cette discussion sur les liens entre littérature et psychanalyse, on pourra lire avec bonheur *Freud avec les écrivains* que Pontalis vient de faire paraître avec Edmundo Gomez Mango (*Freud avec les écrivains*, Gallimard, coll. Tracés, 2012). Ils y abordent la dette de la psychanalyse à l'égard de la première et la proximité des deux disciplines dans l'exploration de la vie de l'âme. Et puis, ils rappellent comment Freud fut aussi un auteur, un lecteur, un écrivain ; ne disait-il pas, en parlant de Strindberg, que les poètes connaissent

l'épreuve de l'étranger dans la maison ». Puis, reprenant sa confiance *quasi absolue* dans les mots — « *Logos pas mort* » —, Pontalis ose, — il me semble l'entendre ainsi pour une première fois — se dissocier complètement du travail de traduction entrepris par Jean Laplanche avec qui, dans les années soixante, il a écrit le *Vocabulaire de la psychanalyse* (sous la direction de Daniel Lagache, PUF, 1967). Pour lui, la néo-langue que, sous l'instigation de Laplanche, les traducteurs de Freud ont composée éloigne de Freud écrivain et donne une image erronée, dirons-nous froide et technique, de l'écriture freudienne.

Indexées à beaucoup des textes du recueil, deux questions se fauillent, partent en marge et reviennent. La première concerne l'identité du psychanalyste, la deuxième renvoie à l'effet d'interprétation qu'ont cer-

Ravages de la beauté

PAR LORI SAINT-MARTIN

REFLETS DANS UN ŒIL D'HOMME

de Nancy Huston

Actes Sud, /Leméac 306 p.

BEAUTÉ FATALE.

LES NOUVEAUX VISAGES D'UNE ALIÉNATION FÉMININE

de Mona Cholet

La Découverte/Zones, 236 p.

CERVEAU, HORMONES ET SEXE. DES DIFFÉRENCES EN QUESTION

Sous la direction de Louise Cossette

Remue-ménage, 112 p.

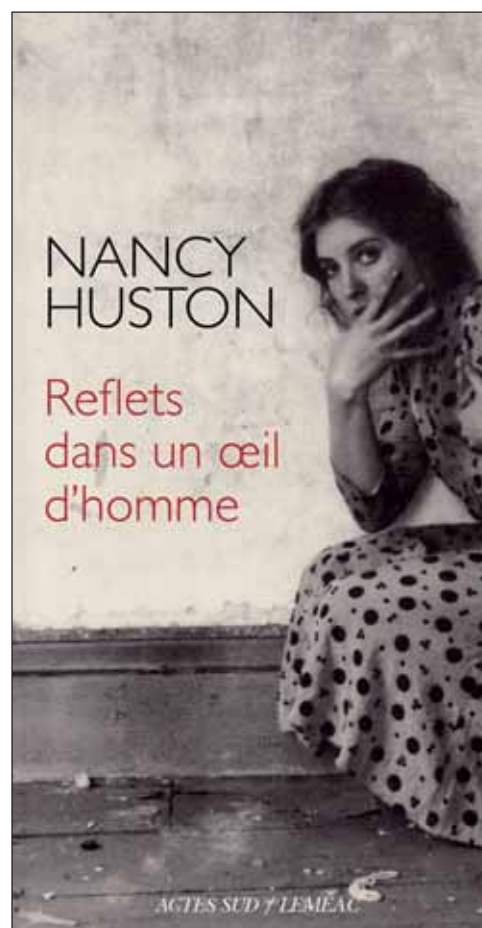
Hasard des parutions, la lecture croisée de trois ouvrages a fait tilt dans ma tête. La romancière et essayiste Nancy Huston affirme, à partir du regard masculin porté sur le corps des femmes, l'importance du biologique dans les rapports entre les sexes. La journaliste Mona Cholet dénonce « *les nouveaux visages d'une aliénation féminine* » axée sur la tyrannie des apparences. Enfin, sous la direction de Louise Cossette, des universitaires traitent du débat inné-acquis en sciences en traquant l'essentialisme biologique.

IL ME REGARDE, DONC J'EXISTE

Dans un ouvrage au titre ironique, *La bimbo est l'avenir de la femme*, Sylvie Barbier résumait ainsi l'idéal féminin de notre temps : « *n'exister que par la beauté et ne survivre que par le regard des hommes* ». D'entrée de jeu, Nancy Huston naturalise cet état de choses par une déclaration à l'emporte-pièce : « *Des yeux masculins regardent un corps féminin : immense paradigme de notre espèce.* » Drôle de choix pour définir le propre de l'humain, mais enfin... Ce regard masculin aurait « *ceci de spécifique qu'il est involontaire, inné, programmé dans le "disque dur" génétique du mâle humain pour favoriser la reproduction de l'espèce* ». (Le

regard des femmes serait donc volontaire et acquis ?)

« *L'homme regarde, la femme est regardée* » : ce que d'autres, dont John Berger il y a plus de quarante ans, ont établi comme un fait culturel, Huston le déclare naturel. C'est pour cette raison qu'elle tire à boulets rouges sur la théorie du genre, dont les partisans, selon elle, verseraient dans « *la dénégation des différences sexuelles* » en insistant sur la seule construction sociale du masculin et du féminin. Théorie qui, en imposant « *l'indifférenciation* » des sexes, compromet l'avenir de l'humanité (on croirait lire un psychanalyste conservateur comme Michel Schneider, qui a abondamment enfoncé le même clou, ou encore André Vingt-Trois, archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France et « macho de l'année » selon l'association des Chiennes de Garde). Ainsi, Huston

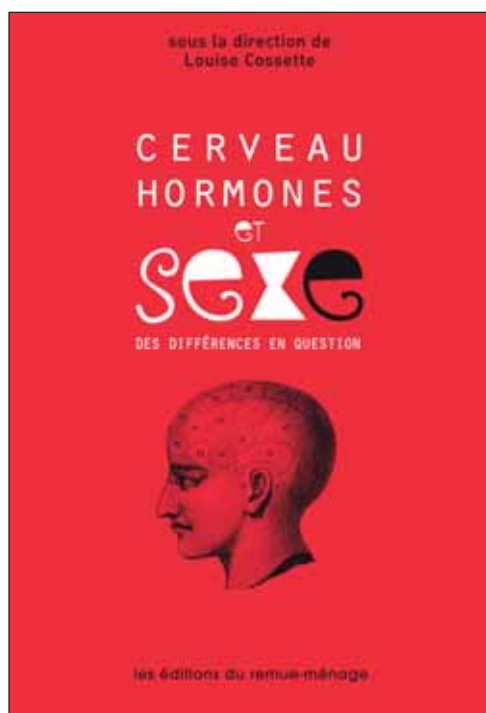


crée une distinction artificielle entre les études de genre (à condamner en bloc) et le féminisme (mauvais s'il vient d'outre-Atlantique — air hexagonal connu ici à propos du « puritanisme américain » —, bon s'il est pratiqué par elle-même). Dans les blogs et forums féministes, cette critique a été dénoncée à plaisir. En effet, Huston simplifie et déforme la théorie du genre : il s'agit non pas de choisir son sexe comme on se sert dans un buffet, mais bien de négocier une identité sexuée, entre préférences personnelles et contraintes sociales ; cette théorie voudrait élargir la gamme des possibles identitaires et non imposer des choix.

CHASSEZ LE NATUREL... ET LE CULTUREL REVIENT AU GALOP

Mais revenons à la thèse centrale du livre : la primauté biologique du regard masculin. Pour appuyer ses dires, Huston sort l'artillerie lourde : elle interviewe trois peintres de ses amis (des artistes qui affirment que le regard est important, stupéfaction !) Ainsi, F., 90 ans (!), parle du plaisir de regarder « *un joli brin de fille dont on devine les seins à travers le T-shirt* » ; H. (un jeunot de 60 ans) explique par un « *atavisme* » le fait que ses yeux « *se baladent en permanence* » dans la rue alors que les femmes évoluent « *le regard baissé* ». Comme s'il existait des rapports hommes-femmes en dehors du social... De même, la biologie expliquerait (comment, on ne nous le dit pas) qu'on voit très rarement des femmes tripoter un moteur de voiture ou jouer à des jeux vidéo violents. À défaut de preuves, Nancy Huston recourt volontiers à la tautologie : « *les hommes continuent d'être des hommes et les femmes, des femmes, et cela continue à ne pas être la même chose* ».

En réalité, Huston abandonne vite la biologie pour examiner des phénomènes qui, pour centrés sur le regard qu'ils soient, sont culturels : le rapport entre artistes (masculins) et modèles (féminins), la pornographie, la prostitution. Contradiction : si le regard masculin a l'importance décisive qu'elle dit, la



pornographie et la prostitution, qu'elle combat pourtant sans relâche, seraient de simples expressions sociales d'un phénomène naturel et, à ce titre, « *normales* », voire bénéfiques. Autant dénoncer le besoin de manger ou de dormir. Même la capacité d'enfanter, l'autre phénomène que retient Huston, si elle est certes biologique et démarque radicalement les sexes, s'exerce dans un contexte culturel déterminé et déterminant. À ce chapitre, d'ailleurs, les déclarations étranges abondent : « *plus il y aura de mères sexy et séduisantes, moins il y aura de filles violées et prostituées* ».

De même, la naïveté de certains arguments surprend : « *le désir féminin est nettement moins tributaire du regard que le désir masculin — comment expliquer, sinon, que tant de sublimes créations se baladent au bras de vieux bedonnants ?* » Parce qu'ils sont producteurs de cinéma, peut-être, ou simplement riches et généreux ? Et les femmes dont parle Huston — Anaïs Nin, Nelly Arcan, Jean Seberg — étaient des beautés exceptionnelles ; des autres, pas un mot n'est dit, comme si celles qui n'attirent pas « *l'œil d'un homme* » n'existaient pas (les lesbiennes, dans ce contexte, sont une aberration à peine mentionnée).

Huston exploite ici jusqu'à l'épuisement un filon ouvert en 1994 avec un article percutant et original qui commençait ainsi : « *Je suis belle.* » Ressassant sans les approfondir ses thèmes de prédilection, elle reprend certains textes déjà publiés (dont sa préface à *Burqa de chair*, de Nelly Arcan) et recycle des techniques éprouvées : les profils de femmes artistes rappellent *Journal de la création*, par exemple, et certaines anecdotes personnelles ont également servi ailleurs. Mille fois lus sous d'autres plumes, ses éloges des rapports de séduction à la française, ses tirades contre la théorie du genre sonnent creux, comme si l'infatigable et inspirante essayiste avait manqué, pour une fois, d'idées.

DU BON USAGE DE LA SCIENCE

Alors que Nancy Huston attribue à des phénomènes culturels une cause biologique, le livre collectif que dirige Louise Cossette met en garde justement contre les détournements des données scientifiques. Ses auteures déplorent l'usage sensationnaliste que font les médias de résultats souvent complexes et contradictoires. Ainsi, la même étude douteuse sera citée à l'infini, tandis qu'un tout petit échantillon passera pour universellement valide. En réalité, comme le montrent à tour de rôle Catherine Vidal pour le fonctionnement du cerveau, Louise Cossette pour la psychologie et Line Chamberland pour les explications biologiques de l'homosexualité (Chantal Maillé ferme le volume en discutant de trois théoriciennes du genre), distinguer entre inné et acquis ne va pas de soi. Comment déterminer la part de la nature en étudiant des sujets qui ont derrière eux cinq, dix ou cinquante ans de conditionnement social ? Toutes les auteures insistent sur l'importance tant du contexte social (les écarts intellectuels entre les sexes sont plus marqués dans les sociétés inégalitaires) que de l'éducation (les filles qui ont étudié en milieu non mixte sont aussi bonnes en mathématiques que les garçons) et même de la conception de l'expérience scientifique (les femmes obtiennent de meilleurs scores

au même test si on le présente comme un exercice de dessin plutôt que de géométrie). Catherine Vidal montre que la plasticité du cerveau — à tout âge, il se modifie en fonction des activités pratiquées — ainsi que l'importance des variantes à l'intérieur d'un même sexe interdisent de conclure trop vite à des différences globales entre hommes et femmes. Louise Cossette fait remarquer que l'évolution rapide des pratiques professionnelles et sexuelles des femmes plaide en faveur de tabous culturels plutôt que d'aptitudes ou de préférences génétiques. Line Chamberland conclut au caractère... non concluant des tentatives de découvrir une origine biologique à l'homosexualité. En somme, en cent pages décapantes et accessibles, voilà une invitation à s'armer de prudence avant de pérorer sur le « *disque dur* » de l'humanité.

S'ACHETER UNE BEAUTÉ, VENDRE SON ÂME

Combien de belles femmes se trouvent belles? Combien de femmes, y compris les dangereusement minces, se trouvent grosses? À qui profite cette haine de soi? Aux chirurgiens esthétiques, répond Mona Cholet, aux fabricants de vêtements et de crèmes, aux hommes dont l'œil procure à des femmes rendues vulnérables ce précieux sentiment d'exister. Si Huston et Cholet explorent en partie le même sujet — Cholet cite d'ailleurs avec admiration des travaux antérieurs de Huston —, leur approche varie du tout au tout : alors que la première cherche des déterminismes biologiques (le fameux regard masculin, la capacité reproductrice des femmes), la seconde propose une lecture politico-économique.

Le terrain que couvre Cholet n'est pas neuf : pensons à Naomi Wolf (*The Beauty Myth*), que Cholet cite abondamment, mais aussi à Ilana Löwy avec son idée d'« *inégalité esthétique* », à Susan Bordo sur la tyrannie de la minceur, etc. Cholet aborde cependant de

nouvelles ramifications de ce qu'elle appelle, suivant Sandra Lee Bartky, le « *complexe mode-beauté* » : la nostalgie des rôles sexuels révolus que nourrit la série *Mad Men*, la « *colonisation de la sphère culturelle par l'industrie de la mode* » (vogue des actrices-mannequins, placement de produits au cinéma, etc.), la prolifération des blogs de « *femmes ordinaires* » consacrés à leur douloureuse passion pour le dernier sac à main hors de prix, la variété grandissante des chirurgies esthétiques, le succès des concours de beauté pour les fillettes, l'aggravation de l'anxiété du vieillissement (il existe une gamme de maquillage antioxydants et antirides pour les 8-12 ans!). Cholet consacre des pages dévastatrices à l'anorexie comme manifestation extrême de la haine du corps (vu comme à la fois excessif et déficient, à maîtriser par une discipline impitoyable) ou encore au racisme du milieu de la mode, où la blancheur et la

de préférer leur confort et leur liberté de mouvement à l'agrément des yeux masculins ».

Cholet réserve sa critique la plus acérée à la résurgence de la fameuse théorie de la « *séduction à la française* », selon laquelle les relations hommes-femmes en France seraient marquées par la complicité et la galanterie et non par l'agressivité qui les caractérise aux États-Unis (l'Américaine Joan W. Scott a traité avec brio ce thème.) « *Banale réaction antiféministe* », la célébration des rapports de séduction à la française traduit plutôt pour Cholet « *le désir de maintenir les femmes dans une position sociale et intellectuelle subalterne* ». Elle relève de nombreux exemples du recours à cette rhétorique pour banaliser des contraintes, voire des violences (les cas Roman Polanski et DSK, le traitement des mannequins à peine adolescentes, etc.).



Cholet n'a pas la langue dans sa poche. Elle dénonce, fustige, crache parfois son mépris (elle est particulièrement dure envers les « *victimes de la mode* »), mais elle frappe le plus souvent juste. Sa plume alerte, son abondante documentation à la fois française et anglo-américaine, populaire et savante, sa vision sociale large et son plaidoyer pour une vision de la beauté en tant que « *singularité épanouie* » plutôt que conformité aux canons en vigueur font de *Beauté fatale* un livre essentiel.

Le jour où j'ai commencé cet article, msn.ca — on parle d'un site d'intérêt général et non pornographique — suggérait, parmi dix façons de se sentir plus « *hot* » devant un nouveau « *mec* », non seulement les suspects habituels (talons aiguille, positions choisies de manière à camoufler ses défauts, autobronzant appliquée artistement pour minimiser la taille des fesses), mais aussi des cours de *pole dance* pour être « *moins "pognée" et définitivement [sic] plus sexy* ». La femme se montre, l'homme regarde : c'est dans notre code génétique, évidemment. †

blondeur, comme « *valeurs refuges* », stimulent la vente, en Afrique et en Asie, de crèmes censées faire pâlir la peau. Il s'agit toujours d'imposer « *une féminité consumériste et sexy perçue comme un fait de nature* », avec pour but ultime de « *dissuader les Françaises*

Entre l'écriture et l'art : *transvérités* de Cixous

PAR GINETTE MICHAUD

LE VOYAGE DE LA RACINE ALECHINSKY

d'Hélène Cixous

Galilée, « Écritures/Figures », 131 p.

LUC TUYMANS. RELEVÉ DE LA MORT, VOLUME I

d'Hélène Cixous

Éditions de la Différence, « La Vue le Texte », 174 p.

LUC TUYMANS. RELEVÉ DE LA MORT, VOLUME II

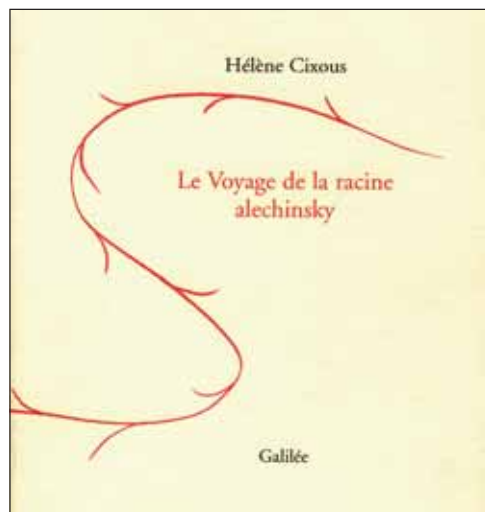
d'Hélène Cixous

Éditions de la Différence, « Œuvres », 141 p.

Dans « Peintures », une conférence placée en ouverture du recueil éponyme de ses écrits sur l'art (Hermann, 2010), Hélène Cixous parle des tableaux comme de ses « *semblables poétiques* » et évoque la proximité de l'art pictural et de l'écriture, ces « *jumelles aventures* » de l'« *Écrire-ou-dessiner* ». Elle décrit aussi son expérience désarmée face à ces œuvres, celles qui l'appellent – elle en nomme trois qui comptent plus que tout pour elle : *Le bœuf écorché* de Rembrandt, *Le chien à demi enfoui* de Goya et *Peinture (Écriture rose)* de Simon Hantaï –, tableaux « dont j'entends l'appel », souligne-t-elle dans une *ekphrasis* sonore révélatrice de son approche esthétique et de la manière dont elle reçoit la lettre du tableau à lire, à déchiffrer. Devant ces « *objets visuels non identifiés* » qui la surpassent souvent, selon son expression, elle tente de comprendre ce qu'elle ne comprend pas, ce qui l'attire et la repousse à la fois dans ces « *visiteurs étranges* », indéfinissables et nimbés d'outre-vie : « *Depuis la Bible et Proust, note-t-elle dans Le voyage de la racine alechinsky (et ce serait une première définition de l'art pour Cixous), on sait que les noms sont cachés dans les êtres-choses et qu'il faut, pour les faire sortir, regarder les choses le temps qu'il faut.* » C'est à cette loi d'attente et de patience qu'elle se plie devant la

chose de l'art, « *objets orphelins* », « *merveilles en voie d'abandon ou d'adoption* », « *trésors en suspens* », avant (et afin) qu'on puisse passer « *de l'inreconnu à une reconnaissance théâtrale* », comme elle le dira au sujet de la peinture de Luc Tuymans, peintre anversois à qui elle vient de consacrer une étude détaillée : « *Voilà une expérience totalement inédite : tout se passe comme si j'avais perdu une certaine mémoire, une antique fonction de reconnaissance. Les yeux travaillent, et en vain. Je sens bien que, silencieusement, ce "tableau" me "parle" en "vérité" d'un certain aveuglement qui se situe caché sur le chemin du voir, qui fait partie du voir, qui en mine l'assurance, qui vient signifier à mon narcissisme sa déroute.* »

Ainsi, devant un tableau, Cixous ne se trouve jamais « *en train de dissenter* », mais plutôt toujours violemment intimidée de réagir, « *profondément émue, [...] affectée et bien sûr je ne sais absolument pas pourquoi* » : « *C'est là que ma pensée commence à cheminer vers l'écriture* » (« *Peintures* »).

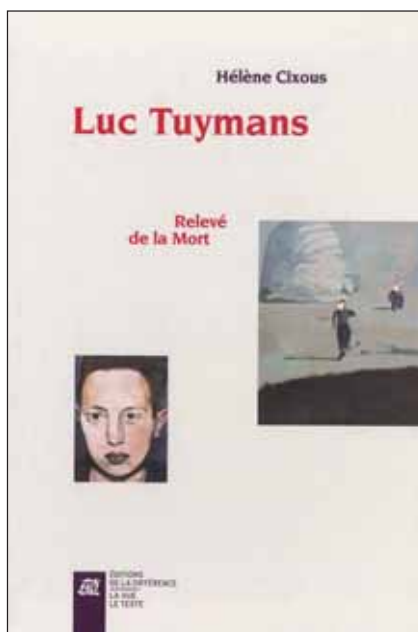


Elle avoue également ne pas connaître, « *ou très peu* », l'histoire de l'art (« *lacune fertile* », souligne-t-elle) et ne pas davantage adopter le point de vue du critique d'art. Il s'agit plutôt de « *rapports d'enfance* » où « *c'est la personne mystérieuse en moi-même que je suis et la personne qui écrit qui regardent le tableau* ». Cela entraîne déjà plus d'un regard, et d'autant que le sien est pour ainsi dire pris au dépourvu, depuis toujours divisé entre plusieurs visions, altéré par une « *histoire de l'œil* » singulière

– myopie, diplopie et, plus généralement, structurellement même, point de vue aveugle par « *née cécité* » comme elle l'écrit – où ses « *yeux sont sans voix* » devant ce qu'ils voient. Telle est la leçon de la vaste mosaïque de Tuymans intitulée *Dead Skull* (installation permanente en hommage au peintre Quentin Metsys, devant le Museum Aan de Stroom d'Anvers) où l'« *On ne voit pas qu'on ne voit pas* » et que « *L'image est dans le tapis* », la vérité foulée par nos pieds : « *Au pied : le secret. Les visiteurs qui longent ou traversent le vaste parvis ne voient pas ce qu'ils font. Plus tard, ils découvriront qu'ils ont, aveugles structurels, mis le pied sur l'œil de l'univers.* » C'est que pour Cixous – et la scène primitive de « *Savoir* » dans *Voiles* (Galilée, 1998) l'avait suggéré – il y va d'une « *initiation au miracle de voir* », d'une « *Merveilleuse cérémonie de l'anamorphose* », comme elle le découvre avec ce *Dead Skull* : « *Sache que tu ne peux voir que du bon point de vue. Le bon point de vue n'est pas celui que tu attends. C'est le point de vue secret. Cherche l'angle. Tu dois trouver l'angle perpendiculaire à l'œuvre au secret.* »

REGARDER N'EST PAS VOIR

Les textes réunis dans *Peintures* touchaient différents arts (peinture, dessin, installation, cinéma, chorégraphie – à l'exception de la photographie, que Cixous ne prise guère) et plusieurs artistes (des plus intemporels aux contemporains), permettant ainsi de cerner plusieurs traits de sa poétique en matière de figures graphiques et visuelles (car Cixous tient malgré tout à quelque chose de la figure, précisant qu'elle n'est pas « *amateur de peinture figurative totalement abstraite* » : « *Je réponds plutôt à de la figure, même si c'est une figure déconstruite, pour moi, il y a figure. Il "faut" figure. Figure faussant compagnie, se dé-figurant, se pré-figurant ou sur-figurant* ») : par exemple, sa fascination pour le cru, le cruel et le « *vrai* » (ne pas confondre avec quelque réalisme que ce soit) ; son attention à l'entre-deux, le passage, l'instant, la vitesse ; sa sensibilité accordée à la forme en train de se façonner (repentirs, ratures, processus de jaillissement/effacement inlassablement poursuivi), pour ne citer que ceux-là. Deux textes majeurs, l'un sur Pierre Alechinsky, l'autre sur Luc Tuymans (par coïncidence, les artistes sont tous deux



originaires de la Belgique), se sont depuis ajoutés à ce corpus (on pourrait aussi penser aux textes consacrés à Ernest Pignon-Ernest, « *Imagie d'Ernest* », et à Serrano, « *Shit, no present. Faecetious Serrano* », paru dans la traduction anglaise de *Peintures*) et viennent encore l'enrichir.

Voyage de la racine alechinsky se présente lui-même comme une formidable racine, ou excroissance, puisque ce livre est issu d'une première bouture, si l'on peut dire, préface parue dans le catalogue de l'exposition rétrospective tenue au Musée Granet, *Alechinsky : Les ateliers du Midi* (Musée Granet et Gallimard, 2010). Trouvant sa (res)source dans le point d'origine (« *La racine est tout, Nature, sculpture, peinture, dessin fossile et embryon, babouin et dieu* »), l'écrivain poursuit dans cet essai (jouissance des yeux et de la pensée par sa mise en page remarquable, d'une élégance rare) la cellule-souche élémentaire, le cordon ombilical, cette « *Épluchure* » en laquelle elle reconnaît la forme matricielle de toutes les autres : « *être parmi les êtres* » qui pousse et change dans toute l'œuvre de l'artiste. À travers « *peinture, sculpture, mouvement, poème* », Alechinsky cultive en effet ce « *merveilleux mélange de genres d'être qui font rouler l'espace sous des espèces aussi végétales qu'humaines* » dans une « *Vision du Dessin* » qui va toujours « *en s'augmentant, en s'ajoutant des bords adventifs* ».

DES DEUX MAINS

Il ne serait pas exagéré de dire que Cixous trouve en Alechinsky un véritable « *frère d'art* » (comme on dirait un « *frère d'armes* », et le prénom n'est pas seul en compte, le frère de Cixous se prénommant également « *Pierre* ») : Alechinsky est en effet si étroitement peintre et poète (il n'est que de lire ses tableaux pour s'en convaincre, mais aussi ses écrits si fins et attentifs aux tours du langage) que ses œuvres « *font corps double avec des faits de langage* ». En ce « *peintre-trécrivain si sensible à l'éclat des mots* », « *porté vers l'Orient, contrée du trait autre* », Cixous ne trouve pas seulement un poète voyageur qui très tôt se déplaça vers les « *continents des calligraphies orientées autrement* », mais surtout un « *sublime apprenti mystique* » qui sut se défaire de toute « *hiérarchisation stigmatisante* » et dessiner, peindre, graver, lire des deux mains, de droite à gauche, en faisant sien ce « *paradoxe vital : le dextre est maladroit* », « *Le gaucher est habile au-delà de la dextérité* ». On touche là le premier signe du poète en art pour Cixous, son « *visa pour entrer à l'Envers* » : « *Le droitier tient à oublier. Le gaucher entretient la mémoire et la blessure.* » Qu'il s'agisse de la racine coupée d'Alechinsky (couper, pour mieux garder bien entendu) ou du carreau cassé de Tuymans, c'est bien là ce qu'il faut à l'artiste-chercheur : « *il faut entretenir la cassure, la blessure. Il faut la séparation et sa rupture, la séparation.* » En Alechinsky, Cixous salue donc celui qui médite sans fin sur le subjectile et ses bordures, sur le deuil des arbres puisqu'il n'oublie jamais ce qu'il leur doit (papier, table, bolée d'encre, gomme arabique) ; celui qui, « *À jamais inoubliable* », « *continue à suivre les traces* » de Toko Shinoda, son maître et « *pythie japonaise* » qui lui avait légué un précieux rouleau de calligraphie en lui disant « *Faites-en ce que vous voulez* » (Alechinsky le perdit sans pouvoir le retrouver) ; le fils inconsolé aussi, qui reste toujours « *au bord du père* », ce père dont Cixous voit revenir le portrait sans visage dans le « *vivant linceul noir qui remue* » de *La Mer Noire* : « *Il m'arrive de penser que l'on pourrait un jour lire toute l'œuvre d'Alechinsky comme une allégorie magnifique de la vie et de la mort d'un Père très aimé.* » Sensible aux « *spectres des arbres et [à] la présence fantôme du père* », Alechinsky travaille ainsi sans relâche au deuil avec les moyens du bord, dit Cixous,

car il sait que « *La mort repousse. L'art repousse la mort* » : « *Le bord c'est un trait, c'est aussi une limite et tout le contraire, c'est ce qui nous porte sur le flot sans bords.* »

PEINDRE LES LIMBES

Il est aussi beaucoup question de spectre et de revenance dans *Relevé de la mort*, où Cixous s'attache tout particulièrement à capter dans ses *ekphrasei* ce qui, précisément, échappe à la perception dans les tableaux de Luc Tuymans, « *presque tous ou tous sans presque* » imprégnés par le flou, la couleur détimbrée, l'éloignement : « [...] *je pouvais passer des heures à travailler de l'œil, note Cixous, pour traverser des épaisseurs de brumes et d'effacement, des glauques, des jaunies, des fanés, dans l'espoir de retrouver la trace de quelque objet enfoui, je traquais la trace, la trace ou l'idée* ». À travers « *maints concepts et stratagèmes optiques* », Tuymans capture « *les images cachées derrière les images dûment certifiées identifiées* », images fantômes, « *c'est-à-dire spectralisées par la non-exis-*

tence d'un regard qui leur accorderait d'être imprimées sur rétine ou pellicule », images orphelines ou « *omisées, imperçues, [...] visibles pourtant, mais déconsidérées d'avance, rejetées aux objets sans valeur capitalisable, aux inutilisables, images reléguées parmi les illisibles* ». Tuymans est le peintre par excellence de la vision sous brume, de la « *disparition [qui] fait sa réapparition* », de la sensation de déjà-vu qui est celle « *d'une autre vie gardée passée* » : « *Tuymans peint les limbes. Dans les limbes les yeux sont secs. Les regards s'arrêtent au ras des cils. La description est ruinée. Cela ne veut pas rien dire : peindre la description ruinée, les yeux cuits sous les cendres.* » Peindre après Auschwitz, est-ce possible (car c'est bien la question qui hante cette scène, ici comme partout) ? Oui, répond Cixous, Tuymans le fait, lui à qui l'image « *se présente en s'éloignant de plus en plus intensément* ». Mais qui est donc cet *Orchidée*, dans sa traversée en cours des genres en tous sexes ? Qui, ces *Pillows*, « *chose ordinairement négligée, objet modeste usé par sa valeur d'usage* » élevé par Tuymans/Cixous

au mystère de l'« *or/œiller* » (et on sait la puissance de ce vocable « *or* » dans l'œuvre de l'écrivain) ? Tuymans ramène « *le regard à la vision du sujet indécidé tel qu'il paraît, avant tout savoir, avant le processus d'identification coercitive en chose externe indiscutable* ». Sa peinture tire sa lucidité (politique aussi) particulière de se soumettre à cette « *Double injonction détuymescente* : 1) Rien à voir. *Passe ton chemin.* 2) *Essaie d'apercevoir l'éloigné. Fais attention au Rien.* »

Avec Alechinsky, avec Tuymans, peintres qui ont « *fait [leur] chemin en passant par la langue, par ses trésors de phrases et de silences* », Cixous nous rappelle que nous ne sommes trop souvent, hélas, que des « *percepteurs* », des « *regardiens* », alors qu'« *on ne sait pas ce que voir signifie. De voir, on ne sait presque rien.* » Mais le *Rideau* de Tuymans, son *Orchidée*, tous ses revenants/revivants étranges

sation du savoir » ; « *Sus au capitalisme cognitif* ». Ce grand autodafé de la recherche subventionnée a



Difficile Régine!

PAR GILLES DUPUIS

NOUS AUTRES, LES AUTRES
de Régine Robin
Boréal, « *Liberté grande* », 347 p.

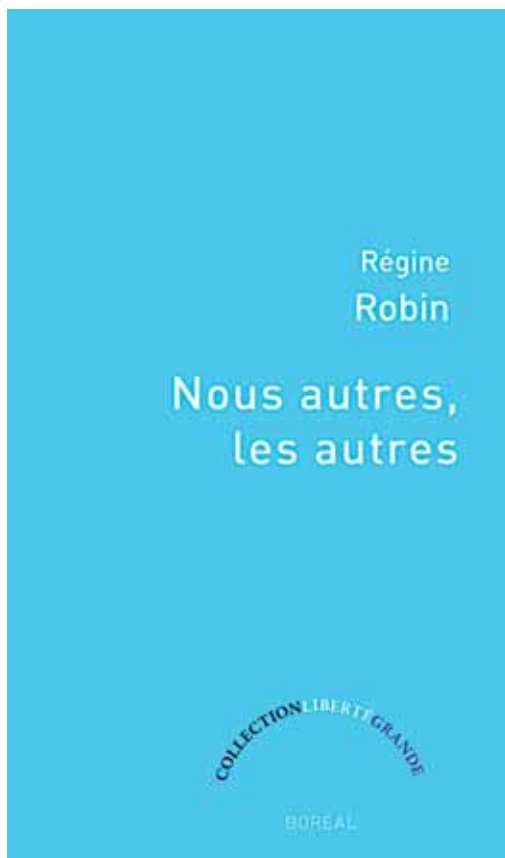
Je pourrais paraphraser les propos rapportés par Pierre Popovic au sujet de Marc Angenot dans un numéro de *Spirale* consacré à la sociocritique (« *Situation de la sociocritique — L'École de Montréal* », n° 223, novembre-décembre 2008), en alléguant qu'à l'instar du collègue de McGill, avec qui elle partage une complicité professionnelle et des liens d'amitié, Régine Robin passe dans les milieux académiques et lettrés d'ici pour une « *méchante* » ayant acquis la réputation officielle de critiqueuse, voire de « *critique officieuse* »

du Québec. Je pourrais également ajouter, cette fois en citant directement mon collègue à l'Université de Montréal, que cette renommée, méritée ou exagérée, « *n'est probablement pas pour lui déplaire* ». J'aurais du coup résumé ce qui lie les deux sociocriticiens de l'École de Montréal dans notre imaginaire collectif, non tant face à la littérature (que visait expressément Popovic dans son introduction à la théorie du discours social d'Angenot) que par rapport à un discours social en particulier — le discours souverainiste — que Robin cible

plus ouvertement dans son essai polémique consacré au Québec.

« DIFFICILE QUÉBEC ! »

Retraitée, sans avoir toutefois sonné la retraite, Régine Robin se sent libre, enfin, d'exposer et de discuter son rapport problématique au Québec : « *n'ayant de compte à rendre à personne et rien à demander, je n'ai pas à me préoccuper de la susceptibilité des uns et des autres et n'ai que faire des consensus, du système d'évidences qui s'impose*



trop souvent dans le discours social. » Et pourtant, l'écrivaine essayiste n'a pas attendu « *le privilège de l'âge* » pour critiquer avec aplomb (et très souvent à-propos) les travers, aveuglements ou contradictions du Québec moderne, même si cela devait lui valoir en retour des critiques et des blâmes, une certaine méfiance, voire un rejet inconditionnel de la part d'une partie de son intelligentsia.

Au-delà de l'invitation qui lui avait été faite par Robert Lévesque d'inaugurer, aux côtés de Jean-François Chassay et Wajdi Mouwad, la collection « Liberté grande » aux Éditions du Boréal, qu'est-ce qui a donc pu motiver l'auteure de *La Québécoise* à publier son dernier essai sur le Québec chez le-plus-québécois-des-éditeurs-québécois ? Si l'on s'en tient aux seuls arguments du livre, la réponse est tout incluse dans la formule lapidaire du titre : « *Nous autres, les autres* ». D'une part, il y aurait le « nous » québécois, toujours défini du point de vue historique canadien-français comme un pronom nationaliste

(exclusif ou inclusif, peu importe), et d'autre part tous ces pronoms étrangers, ces « eux » et « elles » venus d'ailleurs que le « nous » social n'arriverait pas à intégrer ici, malgré une profession de foi naïve en quelque chose d'aussi vague que la « bonne volonté ». Faut-il en conclure que l'auteure est de mauvaise foi ? Que c'est Régine Robin qui fait la difficile ? La situation, me semble-t-il, est plus compliquée et mérite d'être passée en revue.

N'en déplaise à la collègue de l'UQAM, la difficulté ne réside pas tant dans le Québec, où bien d'autres immigrants se sont intégrés au fil des années sans nécessairement s'assimiler à la culture de la majorité, ni même chez l'écrivaine, qui a vécu et fait carrière à Montréal tout en conservant ses liens pri-

vilégiés avec Paris, que dans le rapport ambivalent qu'elle et le Québec entretiennent depuis son arrivée avec leurs histoires respectives, rapport complexe où l'histoire personnelle de l'une et l'histoire collective de l'autre n'arrivent pas à s'entendre, à se mettre au diapason sur une question épineuse de discours. Car c'est bien de discours qu'il s'agit : en l'occurrence le discours nationaliste qui irrite profondément Robin, quelle qu'en soit la couleur ou la variété, mais aussi son discours peu nuancé sur le Québec qui lui aliène la sympathie de plusieurs intellectuels québécois, souverainistes ou non.

Si l'on peut comprendre les raisons historiques qui motivent l'intransigeance de l'auteure face à ce discours en particulier, au point d'en réduire toutes les variantes à un seul modèle forcément de droite, il ne faudrait pas en revanche adopter automatiquement une position tranchée qui choisisse d'ignorer l'autre version de l'alternative quand celle-ci se manifeste *dans le temps*. C'est pourtant ce que fait Robin

lorsqu'elle prétend qu'il n'y aurait pas de gauche véritable au Québec, pire que le nationalisme québécois aurait empêché la gauche d'exister à l'échelle nationale du Canada : « *Il y aurait tant de luttes sociales à mener à l'échelle canadienne, si le nationalisme québécois n'empêchait pas une gauche digne de ce nom d'exister.* » S'il y a bien eu un nationalisme canadien-français de droite qui, a bien raison de le souligner l'auteure, refait périodiquement surface au Québec, elle ne peut pas ignorer que la version québécoise de ce *même* nationalisme se situe nettement plus à gauche et qu'elle est beaucoup plus répandue dans la société civile que son pendant canadien-français. Certes une « gauche véritable » n'a peut-être pas existé longtemps au Québec, mais à part la Saskatchewan où elle serait née, c'est sans doute la seule province au Canada où elle a pris racine. Faut-il ajouter qu'elle n'est guère plus répandue chez nos voisins du sud ? Quant à l'avenir de cette « *gauche digne de ce nom* », il ne semble pas plus assuré en Europe qu'ailleurs dans le monde. On peut comprendre la méfiance historique de Régine Robin à l'égard de tout discours nationaliste, mais on ne peut que s'étonner qu'elle s'acharne avec autant de hargne sur le seul cas du Québec.

Ce parti pris se détecte surtout dans la deuxième partie de son ouvrage consacré aux « *usages et mésusages du passé* ». L'auteure y rappelle à juste titre les dérives fascisantes du nationalisme canadien-français catholique, groulxien puis duplessiste, teinté fortement d'antisémitisme et de pétainisme. Elle a bien raison de faire ressortir du placard politique les squelettes de Jean-Louis Roux, Lionel Groulx, André Laurendeau, Robert Rumilly, Gérard Pelletier et Adrien Arcand, entre autres spectres, bien qu'ils en eussent déjà été extirpés par d'autres avant elle, dont Esther Delisle qu'elle défend avec conviction malgré les maladresses « *discursives* » qu'elle lui reconnaît. Le problème, outre le fait que ces dérives ne se sont pas limitées au Québec, loin s'en faut, c'est qu'elles ne sont rappelées et martelées que pour mieux faire le procès nurembourgeois du nationalisme québécois et de ses intellectuels, confondus en bloc. C'est ainsi que l'opposition des Canadiens français à la Conscription de 1944, qui ne peut se

comprendre qu'en rappel de celle de 1917 et du contexte politique particulier du Québec au sein du Canada (et de l'Empire britannique), est évoquée au passage comme « *un alignement sur l'Allemagne [et] une pensée fasciste* » refoulée, malgré l'effort de guerre et la participation bien réelle de soldats canadiens-français à la cause des alliés.

Cette charge redoublée contre le nationalisme canadien-français n'est menée à fond de train que parce que Robin soupçonne — si elle n'en a pas acquis l'intime conviction — qu'il n'a pas vraiment changé de nature sous ses oripeaux québécois, symbolisés par le drapeau « réactionnaire » adopté par Maurice Duplessis à l'Assemblée

séiste du « Chef » mis au ban de l'assemblée.

« UN ÉCHEC PRODUCTIF »

C'est dans la dernière partie de l'essai, qui renoue avec l'introduction intitulée « Une dissonance inquiète », que le parcours de l'auteure, que d'aucuns compareraient à un long séjour en terre « étrangère » plus qu'à une immigration « réussie », recouvre toutes ses lettres de crédibilité (à défaut de créance). C'est quand elle parle d'elle-même, de son histoire personnelle et professionnelle en rapport avec le monde qui l'entoure et qu'elle parcourt, que le témoignage critique de Régine Robin devient important pour la com-

à Régine Robin, qui a toujours refusé à juste titre de jouer la Juive de service à *Vice Versa*, de renouer tout de même avec sa judéité particulière dans un contexte non identitaire : « *C'était à la fois une réappropriation de l'identité juive si longtemps masquée en moi et, dans le contexte des retours identitaires des années 1970, une tentative de mise à distance de ce trop-plein dont je percevais et pressentais les dangers.* » On comprend incidemment pourquoi elle ne pouvait pas — et ne peut toujours pas — se reconnaître dans un Québec qui cherche encore son identité, à gauche ou à droite, dans un fédéralisme renouvelé ou dans l'option souverainiste, alors qu'elle avait trouvé la sienne dans « *l'universalisme français* » et les « *valeurs de la République* ». Son erreur politique — la seule qu'on peut lui reprocher au fond — consiste à refuser de considérer (je ne dis même pas « croire ») que cette option puisse être toujours valable, désirable, voire souhaitable pour bien des Québécois, majoritaires ou non, à l'instar des Catalans, des Écossais ou des Palestiniens.

Qu'à cela ne tienne, à défaut d'être devenue québécoise, Régine Robin est « *devenue d'ici* », c'est-à-dire montréalaise. Elle a toujours maille à partir avec « *la société québécoise* » en général et « *en particulier [...] ses cercles d'intellectuels* », mais cela ne l'a pas empêchée *in extremis* d'intégrer un certain « nous » : non pas « *un "Nous" véritablement habitable* », qu'elle disait rechercher mais dont il nous est permis de douter qu'elle voulait vraiment l'habiter, mais un « *nous* » plus modeste, sans identité nationale, qu'il était possible de squatter ou de « *braconner* » (dixit Simon Harel). C'est à se demander, en dernière analyse, si le reproche infondé qu'on a fait le plus souvent à Régine Robin était de se permettre de critiquer ce « nous » tout en y participant « de l'extérieur », ou plutôt dans cette position originale qu'elle affectionne elle-même d'être « *à la fois dedans et dehors* ». Or, à bien y penser, cette position bancal n'est pas tellement éloignée de celle du Québec au sein du Canada. ─

Si l'on peut comprendre les raisons historiques qui motivent l'intransigeance de l'auteure face à ce discours en particulier [...], il ne faudrait pas en revanche adopter automatiquement une position tranchée qui choisisse d'ignorer l'autre version de l'alternative quand celle-ci se manifeste dans le temps.

Nationale. Or l'historienne commet un intéressant lapsus quand elle situe la statue de Duplessis en face du Parlement de Québec, alors qu'elle se trouve reléguée sur le côté, qui plus est, dans un isolement complet. Il est vrai, à sa décharge, que le fait de se retrouver seule devant la Grande-Allée — l'avenue bourgeoise et touristique de la capitale —, l'ombre de Duplessis s'en trouve agrandie plutôt que diminuée... Mais la statuaire vraiment statuaire pour le Québec d'aujourd'hui réside plutôt dans les effigies de René Lévesque et de Robert Bourassa, toutes deux dressées sur le parterre de l'hôtel parlementaire, mais dos à dos plutôt que côte à côte. L'observateur attentif en déduit que les politiciens qu'ils représentent avaient des visions bien opposées du Québec — l'une fédéraliste, l'autre souverainiste —, toutes deux cependant modernes et également pertinentes, face à la vision pas-

préhension du Québec actuel. En évoquant son passage significatif à *Vice Versa*, qui coïncide à peu près avec la parution de son roman « migrant » et postmoderne, *La Québécoise*, elle rappelle ce que cette aventure a eu de crucial pour toute une génération de penseurs et d'écrivains qui voulaient ouvrir le Québec à une vision post-nationaliste et transculturelle. Une utopie, certes — car quel pays pourrait se définir constitutionnellement comme « post-nationaliste, postmoderne et transculturel » malgré la critique politique du concept d'État-nation ? —, mais une utopie qu'il fallait penser sérieusement et expérimenter jusqu'au bout. C'est d'ailleurs ce qui lui a permis d'avancer lucidement au sujet de cette aventure : « *Notre échec fut, malgré tout, très productif.* »

Or si cet échec a été productif, c'est sans doute aussi parce qu'il a consenti

Sans histoires, pas d'Histoire

PAR GUYLAINE MASSOUTRE

FIGURES DE L'HISTOIRE

de Jacques Rancière

PUF, 87 p.

LES MAL NOMMÉS.

Duras, Leiris, Calet, Bove, Perec, Gary et quelques autres
de Claude Burgelin

Éditions du Seuil, « La Librairie du XXI^e siècle », 355 p.

Übersicht, vue d'ensemble. C'est le titre d'une œuvre ambiguë, parmi d'autres de Gerhard Richter, né à Dresde en 1932, artiste phare à New York, Londres ou Paris. Ce tableau synoptique de l'histoire de l'art a l'air d'une chronologie objective, dressée par ordinateur, avec le nom de l'artiste situé dans l'héritage. Car rien ne naît de rien et l'histoire s'épaissit en chaque créateur. De Warburg à Didi-Huberman, de Boltanski à Richter, l'histoire de leurs atlas, riches de photographies et d'archives personnelles, pose la question du réel, de sa reconstruction et reconduction, et donc de sa nature. Comment figurer le temps et où s'arrête l'opération de le penser ?

À l'initiative du Centre Georges-Pompidou, qui, en 1996, posait cette question dans une exposition d'envergure intitulée « Face à l'histoire », Jacques Rancière a donné deux conférences : « l'inoubliable », publiée en 1997 et devenue vite introuvable, puis « Sens et figures de l'histoire », qui figurait au catalogue. Réunies sous le titre *Figures de l'histoire*, ces conférences font un ouvrage bref mais essentiel, regard d'un philosophe qu'Alain Badiou classe dans sa récente somme, *L'aventure de la pensée française* (La Fabrique, 2012), comme un ténor de la post-déconstruction, un anti-romantique attaché à la fable, seul outil conceptuel capable de nous rapprocher du passé.

VUE D'ENSEMBLE SUR L'HISTOIRE

Devant l'image de la famille impériale à Saint-Petersbourg, escortée par officiers et dignitaires, photo reprise par Chris Marker dans *Tombeau d'Alexandre*, difficile de ne pas s'interroger : que signifie « Cela a été ? » À en croire la fin de siècle, « la dénégation » domine « l'esprit de ressentiment » qui porte sur le temps : « *Il ne veut plus rien savoir de ce passé du futur qui est aussi un futur du passé* » — une double absence. Inversement, un photographe est « *sans mémoire et sans calcul* » ; tout entier dans l'instant présent, il enregistre, fixe, capte, retient. La famille impériale, les défilés sur la Place Rouge, les larmes de Praguois devant la photo de Staline décédé, les aveux truqués du « bonheur » soviétique filmé par Medvedkine, les enfants de Djakarta baragouinant la langue du colonisateur hollandais documentent avant l'heure l'exposition de Beaubourg. Tout cela, qui a été, fabrique le présent, en l'occurrence l'essai de Rancière.

Faire de l'histoire n'est pas faire l'histoire. Qui croit encore qu'on peut lire des documents dans la constance du témoignage en prise directe sur le passé ? Si les exemples mémorables ont servi à vanter des conduites vertueuses face au destin aveugle, c'est qu'on a écrit « *Une histoire donc d'une certaine histoire*, une histoire du temps de l'histoire. » Rancière nous



rappelle alors que la photographie n'a de pouvoir que dans « *le rapprochement démocratique des conditions nobles et viles* », ce qui appartient à un même moment qu'on appelle histoire, « *l'étoffe même de l'agir humain* ». L'âge de l'histoire est précisément ce temps où les acteurs changent, grâce à cette conscience florissant au XIX^e siècle, celle de Mallarmé — chère à Rancière — où se développe la photographie qui inscrit « *l'égalité de tous devant la lumière et l'inégalité des petits au passage des grands* ». Mais plus que la compassion sociale, engendrant de nouveaux mythes, on doit

aux photographes « la capacité à dire la situation, à la mettre en fiction ». Là, surgit l'involontaire, la fierté, l'intelligence, la noblesse qui brille chez tel sujet capté, « consciemment et inconsciemment. Involontairement et au-delà de ce qui était voulu ».

Que pense donc l'image ? « [À] l'âge de l'histoire et de l'esthétique, à l'âge romantique en un mot », celle-ci fait « de toute vie quelconque la matière de l'art absolu ». Ainsi l'histoire-chronique cède-t-elle le pas à « ce qui porte mémoire par le fait même de ne s'être soucié que de son présent », archives, poterie, décor, contrat, signes muets promus par le discours à devenir monuments. À titre d'exemple, Rancière choisit *Listen to Britain* (1942) de Humphrey Jennings, film de propagande destiné aux Canadiens, où la paix est représentée comme égale à la guerre. La vie ordinaire, dans son enchaînement fictif, y est le motif même pour lequel les raisons de le suspendre se rangent à l'évidence d'un destin commun. Le visible est inscrit dans le scénario qui le capte, mais l'invisible, tout comme les camps de concentration photographiés que les Alliés ne distinguaient pas mais qui sont bien là, tend à prouver qu'on ne pose aux documents que les questions auxquelles on peut répondre. Kolkhoze et usines chimiques d'Efremov, camps de Sibérie, interventions oppressives sur des peuples frères, tout cela retourne au grand jour que Tchekhov et Tourgueniev décrivaient amèrement. « Faire œuvre d'histoire relève alors d'un art conscient de sa distance radicale avec ce qui le singe : la machine du monde qui rend tout également signifiant et insignifiant, intéressant et inintéressant, cette machine de l'information et de la communication qui accomplit, en somme, la vieille équivalence sophistiquée de l'être et du non-être. » À cela s'oppose la solitude de la parole, « sa seule résonance affrontant le mutisme de la terre qui ne dit ni ne montre rien ». L'art commence alors, lorsque la forme sensible, disponible, inessentielle, se dispose à la mise en scène des mots, à la résonance de la pensée.

Que peuvent donc l'histoire, ou l'art, face à la volonté que ce qui a été n'ait pas été ? Expliquer l'extermination des Juifs ? Rancière en résume les principales thèses, y compris celle de Claude Lanzmann dans *Shoah*. Même l'infigurable de l'horreur comme de l'extase, dit-



il, comporte sa part de négativité. Demeure la question des modes de figuration : « Il s'agit de réserver à la rigueur de l'art la puissance de la représentation, qui est celle du muthos propre à inscrire l'anéantissement dans notre présent. » Rien à voir avec le nihilisme — dont, par la parution de cet essai, on sait qu'il a la vie dure —, mais bien, au contraire, avec la mémoire que l'art propose au discours : « Le réel de notre siècle, en sa dureté la plus radicale, c'est la fiction qui peut l'attester. » Encore faut-il déprendre cette construction des anachronismes et des éléments hétérogènes qui, à son tour, la constituent.

COMPRENDRE LE MONDE SENSIBLE

Dans la seconde conférence, « Sens et figures de l'histoire », Rancière s'attache à la relecture des documents, pour libérer ledit sens de l'histoire. L'analyse du philosophe a de quoi secouer tant les préjugés que toute histoire officielle, déboulonner nos certitudes acquises et nos repères. D'abord, il établit que l'histoire, au XX^e siècle, a trouvé quatre sens : mémoire (des abominations) ; tableau (fable significative d'un moment exemplaire) ; dissociation du particulier et de l'ontologique, cette Histoire qui aurait un but, une manière dont le Temps lui-même agencerait les événements (destin humain, utopies catastrophiques, signes originaux de terreur et de mort). Le quatrième sens est plus radical encore,

puisque l'art montre que tout individu émancipé peut faire l'histoire et en témoigner, en jouir même, tel Goya dans son terrible *Tres de Mayo*. Étoffe nouvelle de nos perceptions, l'histoire s'avère « le principe vivant de l'égalité de tout sujet vivant sous le soleil ».

Rancière rappelle ensuite que ces sens de l'histoire s'entrecroisent. L'art d'un Goya, d'un Mušič, nous donne des images de ce qui ne peut être vu. Entre le représenté et ses formes, entre ces formes et la matière, il y a lieu de distinguer ce qui se différencie et l'in-différenciable. Au temps romantique, dans « la poétique de l'âge historique », on ne voyait que les arrangements de la figuration et les rapports possibles entre le sujet, les formes et la matière. C'est encore fructueux au XX^e siècle, dans la poétique « symboliste / abstraite » (de Kandinski à Newman), dans la poétique « symboliste expressionniste » (d'Asger Jorn ou d'Otto Dix) et dans la poétique « surréaliste » ou « réalisme magique » (de Schwitters à Carel Willink), qui toutes mettent en avant « la construction de rapports à la place de la représentation des choses ». La modernité a ainsi multiplié et métamorphosé matériaux, matière informe, jeu de formes, anti-représentation et écritures de l'irreprésentable : « L'âge de l'Histoire [...] est celui du grand réalisme. »

Que dire de plus, sinon que l'histoire est la manière dont nous faisons face au siècle, l'art étant ce lieu des façons de le faire ? Rancière les regroupe aussi. La première est « l'analogique » ou « symbolique », présente dans un rituel ou dans un mouvement détaché — abstrait, tel Newman, ou expressionniste, tel Fautrier. La seconde est « mythologique », mot de Barthes ; elle repose sur la fonction critique, tel le pop art, réexposition de l'art par lui-même jusqu'à sa dérision. La troisième est « réaliste » ; elle joue sur « les possibles de la figure », sur la lecture des rêves et sur les spectres de l'histoire. Caricatures, montages, métamorphoses, simulacres, vanité de l'humanité ; Rancière clôt son livre sur le portrait dédoublé de Primo Levi, en figure d'enfermé et de chronophotographe des victimes de la Shoah, peint par Larry Rivers, artiste majeur de la scène new-yorkaise. Rivers était représenté comme Gehard Richter à l'exposition « Regarding Warhol, Sixty Artists, Fifty Years » du Metropolitan

Museum, à l'automne 2012, preuve que, dans ces œuvres, « *l'histoire n'a pas fini de se mettre en histoires* ».

HISTOIRES DE NOMS

Pour illustrer la pensée de Rancière à notre tour, prenons l'essai de Claude Burgelin, *Les mal nommés*. Le professeur s'y penche sur Duras, Leiris, Calet, Bove, Perec et Gary, pour démontrer que « *[l']œuvre transforme le nom ou lui donne une aura* ». Les pouvoirs du nom propre chez l'écrivain sont des carrefours d'imaginaire et parfois davantage : la transmission indéchiffrable, honnie, biffée, parasitante, refuge ou fuite de l'affiliation.

Grandiloquence de l'ombre ou fétichisme du détail ? Le patronyme renvoie à l'origine, au corps de la lettre, au clan, aux mythes de l'identité et à la liberté de l'écrivain, maître des mots et non de son

destin. Le nom sur un livre porte la survie, et la renommée déplace la famille sur un plan électif, tout autant que symbolique. Poquelin, Arouet, Beyle, Dudevant, Labrunie, Thibaut, Viaud, Kostrowitsky, Saucer, Farigoule, Destouches, Grindel, Bobovnikoff, de Crayencour, Poirier, Donnadiou, Kacew, Joyaux, Thomas¹, leurs pseudonymes appartiennent à la fiction : trouble, inquiétude, ressentiment, déformation, langues, c'est leur histoire. De quelle négation est-il question sous un pseudonyme ? La thèse de Burgelin la relie au besoin de raconter des histoires.

Ainsi, ces écrivains mal nommés, toutes origines confondues, répondent à l'effondrement par un fier mensonge, qui relance leur quête de vérité. Dans les lacs de l'écriture, Duras révèle sa relation au père, de *L'amant* au Yann Andréa de *L'homme atlantique* et aux fantômes d'*Aurélia Steiner* ; sa déconstruction, sa

« *mémoire d'ombres et de pierres* », disait-elle, est la langue même de la littérature. L'auteur de *Biffures* ne s'est pas toujours appelé Leiris, le travail psychanalytique éclairant les identifications chimériques qui fondent son œuvre. Quant à Henri Calet, il s'appela d'abord Raymond Barthelmess, fils de Théo Feuillaubois, voleur patenté devenu auteur Gallimard. Perec s'est expliqué sur l'importance de l'accent et a fait de son œuvre un jeu de cache-cache obsédant ; Burgelin en raconte l'histoire dans les vacillements du texte, la rapprochant de l'onomas-tique de Modiano. C'est un fabuleux collier de perles que ces noms inventés, ces porte-voix. Une part inapprivoisée détache leur singularité. ─

1. Molière, Voltaire, Stendhal, Sand, Nerval, France, Loti, Apollinaire, Cendrars, Romains, Céline, Éluard, Bove, Yourcenar, Gracq, Duras, Gary, Sollers, Houellebecq.



Luxe, calme et volupté... *desde* La Habana

PAR MICHEL PETERSON

CONTROVERSE CUBAINE ENTRE LE TABAC ET LE SUCRE de Fernando Ortiz

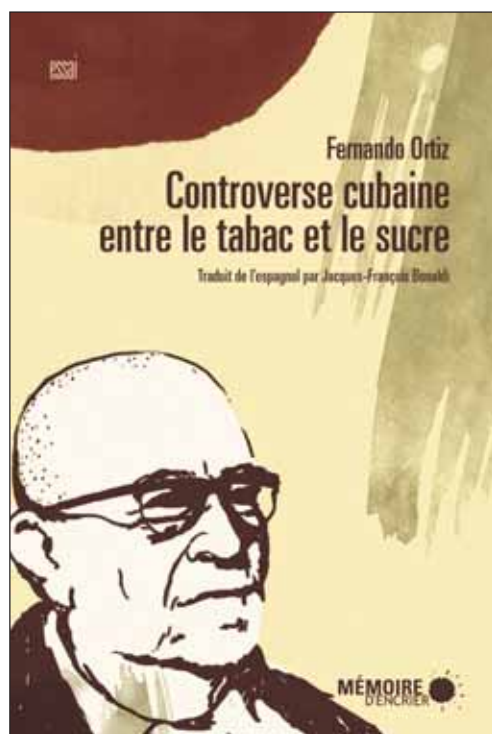
Traduit de l'espagnol par Jacques-François Bonaldi
Mémoire d'encrier, 708 p.

Quand j'avais lu pour la première fois, en 1981, le chef-d'œuvre de Fernando Ortiz, j'avais été ébloui par sa langue richissime ainsi que par la rigueur baroque de son analyse foisonnante des forces économiques et sociales s'affrontant à Cuba au long de son histoire. Tout en étant d'une facture fort différente, il m'avait fait penser à *Veines ouvertes de l'Amérique latine*, d'Eduardo Galeano, un autre grand classique de l'ethnologie sud-américaine. Cette fois, c'est en fran-

çais que j'ai le plaisir de le reprendre, magnifiquement traduit, avec une rigueur sans faille ainsi qu'une justesse technique et poétique faisant honneur à l'original au sens où le style en apparence brouillon n'est jamais *occidenté* par le traducteur. Comme l'indique d'ailleurs ce dernier, se lancer dans cette « *épopée du tabac* », c'est comme « *pénétrer dans une sorte de jungle à peu près aussi dense et inextricable que la forêt vierge amazonienne* », que je comparerais pour ma

part à celle du grand Frazer. L'image de la forêt s'avère pertinente puisqu'elle souligne, outre les heurts de la syntaxe, la complexité de la structure de l'ouvrage. En effet, si la première édition, de 1940, précédée d'un prologue de Bronislaw Malinowski (repris dans le présent ouvrage), comptait plus ou moins deux cents pages, la seconde, de 1963, se trouve augmentée d'un massif presque aussi volumineux. C'est la traduction de cette dernière édition — que le Maître

cubain considérait comme « *un essai de caractère schématique* » parce qu'il « *ne fait pas le tour de la question* »... — qu'on peut maintenant lire, organisée de la manière suivante : le chapitre initial, pivot de l'ensemble, de près de cent cinquante pages, puis vingt-cinq chapitres « complémentaires » (cette fois, plus de cinq cents pages!) réunis en deux sections sous le titre général : « Histoire, ethnographie et transculturation du Havane & Débuts du sucre et de l'esclavage des Noirs en Amérique ». Ajoutée à cela, une immense documentation, fournie en notes, mais se déployant parfois sur plusieurs pages, et on se retrouve avec une des plus impressionnantes sommes de l'ethnographie et de l'anthropologie antillaises, comparable en termes de puissance épistémologique aux grands travaux d'Alfred Métraux, de Jean-Luc Bonniol ou de Jean Benoist.



De fait, il faut tout ce matériel pour saisir les raisons qui sous-tendent l'un des phénomènes politiques les plus attristants de notre siècle, à savoir l'échec cuisant — jusqu'à maintenant — du peuple cubain à avoir donné naissance à l'*homme nouveau*, « accessible à des motivations plus altruistes ». C'est ce qu'explique dans *Plateforme*, de Michel Houellebecq, le père du gérant d'un hôtel qui fut un héros de la Révolution. « *Que se passa-t-il? Le Che et Fidel n'avaient-ils pas mis toute leur honnêteté et tout leur idéal dans la balance? [...] Ce n'est pas que les Cubains sont plus paresseux que les autres, bien évidemment. C'est que, comme toutes les sociétés, la société cubaine se construit au gré d'un laborieux dispositif de truquage élaboré dans le but de permettre à certains d'échapper aux travaux ennuyeux et pénibles.* » C'est ce « truquage » élaboré sur des siècles par les puissances étrangères et aujourd'hui par le néolibéralisme sauvage (c'est-à-dire, dans les termes mêmes de Ortiz, « le surcapitalisme banquier ou financier » et la « ploutocratie étrangère ») qui a détruit le rêve cubain, quelles que soient les critiques que l'on puisse adresser à ses héros. On aura déjà, j'imagine, entendu l'extrême actualité de l'argumentaire dans le contexte de la

globalisation accélérée de la pauvreté que nous connaissons aujourd'hui.

EX FUMO DARE LUCEM

Amateur comme Freud, Churchill et Lacan de cigares, Mallarmé — qu'on voit dans le célèbre portrait de Manet affublé de son *puro* — entend le tabac qui « sans parler roule les oraisons » (« Aumône »), convoquant le glas funèbre du mendiant, tandis que Derrida, dans *Feu la cendre*, conjugue les vers de cendre du poète d'« Un coup de dés » avec « La fausse monnaie » de Baudelaire et l'*Essai sur le don*, de Marcel Mauss. Ortiz, lui, parle de produire l'histoire du tabac, sa texture historique, comme s'il s'agissait de « produire une œuvre d'art ». Il s'extasie avec les poètes devant « la merveille d'une symphonie d'arômes, de saveurs et de stimulants toujours en variation et harmonieuse ». Voilà un fort contraste avec les campagnes antitabac politiquement correctes que les pouvoirs publics mènent aujourd'hui alors qu'ils n'hésitent pas à promouvoir la dépendance au jeu et aux antidépresseurs. L'ethnologue ne verse cependant pas dans le romantisme et ne cache pas que cette herbe du diable peut causer le cancer, ce qui ne lui enlève pas son « mystère » et son « sacré ».

C'est évidemment sur le mode de la polémique entre « les deux personnalités les plus importants de l'histoire de Cuba » que Ortiz organise son discours. Mais le mot espagnol *contrapunto* dit mieux que le mot français *controverse* ce dont il s'agit : élaborer une dialectique contrastive, une lascive rumba qui suscite, comme le souhaitait Jacques Schotte, non pas une « *synthèse clôturante, mais plutôt [...] une réouverture et une remobilisation* » (Vers l'*anthropopsychiatrie*, Hermann, 2008). Loin donc de favoriser les polarités et les dichotomies, Ortiz dégage des intrications. Et d'abord, celle de la différence des sexes : « *Si le tabac est homme, le sucre est femme.* » Encore : « *Le tabac est audace rêveuse et individualiste jusqu'à l'anarchie. Le sucre est prudence pragmatique et socialement intégrante. Le tabac est audacieux comme un blasphème; le sucre est humble comme une prière.* » Un pas de plus et Ortiz nous entraîne, en deçà et au-delà

de l'économique, du côté de l'appareil psychique : « *Les psychologues penseraient que le sucre a une âme objective, actualiste et extravertie, et le tabac une âme subjective, idéaliste et introvertie. Nietzsche pensa peut-être que le sucre est dionysiaque et le tabac apollinien. [...] Il se peut que le vieux Freud se soit demandé finalement si le sucre était narcissique et le tabac érotique. Si la vie est une ellipse dont les deux foyers sont le ventre et le sexe, alors le sucre est nourriture et subsistance, le tabac amour et reproduction.* » Étonnant passage qui joute l'archaïque et le tragique tels qu'ils prennent au corps l'humain dans la dynamique pulsionnelle qui l'anime dans son rapport à soi et à l'autre.

Cela dit, pour stimulant que soit cet appel au sexuel et à l'érotique, c'est en ethnologue que Ortiz aborde nos deux produits. D'emblée, une frontière sépare en les unissant la fille d'Apollon et l'engeance de Prosperine. Le sucre est introduit par les Arabes en Europe à l'époque de Colomb alors que le commerce et l'exploitation du tabac ne débutent qu'à partir du XVI^e siècle. Mais alors que l'économie du sucre est d'entrée de jeu « *dirigée* », celle du tabac est « *spontanée* » : « *La production du sucre*

[...] a toujours été une entreprise du capitalisme par son grand enracinement territorial et industriel, et par l'ampleur de ses investissements permanents. Le tabac, fils de l'Indien sauvage sur la terre vierge, est un fruit libre, sans joug mécanique, à l'inverse du sucre qui est trituré par les broyeurs. Ceci a eu d'énormes conséquences économiques et sociales. » Effectivement, sans même prendre ici en considération l'ensemble des liens entre l'abolition de la traite et de l'esclavage avec le développement industriel (pré-

sur le terrain l'opposition entre vega et hacienda : la première, site rural, « vocabulaire de simple géographie », évoque pour Ortiz le potager, tandis que la seconde, dédiée au sucre, appelle la colonie. Ainsi, alors que le sucre fut dès son origine « métis » puisque sa production « dépendit toujours des énergies des Blancs et des Noirs », le tabac fut « un truc d'Indiens et de Noirs » et ce, même si la cupidité des Blancs finit par faire en sorte que les autorités promulguèrent des décrets empêchant les Noirs de le cultiver et de

ceux d'assimilation, d'intégration, de syncrétisation, de métissage ou encore de multiculturalisme), qui dominait avant l'introduction du terme de Ortiz le paysage ethnologique et anthropologique, désigne l'ensemble des processus qui favorisent le passage d'une culture dominée à une culture dominante, celui de transculturation (proche à mon sens de « transcréation ») exprime « les phénomènes extrêmement variés que les très complexes permutations de cultures engendrent à Cuba et sans la connaissance desquelles il est impossible de comprendre l'évolution du peuple cubain sur le plan économique autant que sur les terrains institutionnel, juridique, éthique, religieux, artistique, linguistique, psychologique, sexuel, ainsi que dans les autres aspects de la vie ». On reconnaît là la conception de la culture comme fait social total (Durkheim, Mauss). Dans le cas de Cuba, quatre mouvements de transculturation se rencontrent selon Ortiz : celui de l'Indien du paléolithique au néolithique, suivi « de la disparition de celui-ci par incapacité à s'adapter à l'impact de la nouvelle culture espagnole » ; celui des afflux constants d'immigrants blancs, en particulier des Espagnols ; celui des Noirs africains ; enfin, celui d'immigrants d'origines diverses, des Indiens du continent aux Chinois de Macao en passant par les Américains du Nord, les Lusitaniens, les Français et autres.

Le concept et la pratique de transculturation marquent ainsi la nécessité de la fusion différencielle de deux ou plusieurs cultures.

pité par la machine à vapeur et le train), ces deux orientations se fondent sur des énergies libidinales, commerciales et sociales poussant dans des directions différentes et relèvent ainsi de systèmes signifiants distincts : « *Le tabac sort et entre; le sucre entre et sort... et reste dehors. Tout le développement historique du tabac à Cuba, de par son caractère autochtone, son excellence et d'autres facteurs collatéraux, a un sens économique centripète. [...] En revanche, les affaires sucrières de Cuba, de par l'exotisme de ses origines, de ses antécédents européens et de son caractère capitaliste étranger, ont un sens économique centrifuge.* » Force endogène et force exogène, pour opposées qu'elles soient, n'en concourent pas moins à former l'histoire de l'île et informer par conséquent la constitution du tissu social et racial : le sucre, qui « *naît non fait* », du côté de la culture, est enracinement, long terme, esclavage, tandis que le tabac, qui « *naît tout fait* », du côté de la nature, est nomadisme, court terme, liberté. Bien sûr, Ortiz n'est pas naïf ; il sait que la culture du tabac n'est pas ontologiquement signe d'affranchissement puisqu'elle peut même se transformer en aliénation aussi brutale que celle qu'on a pu voir en Virginie où la production de masse supplanta l'artisanat et fut comme le sucre contrôlé par « *ce centre d'irradiation à la puissance charismatique qu'on appelle Wall Street* ». Reste qu'on comprend par là comment se tissa

le vendre aux Espagnols. Rien là de surprenant si l'on prend en considération que la loi est toujours celle du plus fort et du possédant. Nous voilà dans la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave, reprise par Gilberto Freyre dans son livre dont l'éditeur de la traduction en français calque la formule (*Maîtres et esclaves. La formation de la société brésilienne*), effaçant du coup entièrement l'antinomie fondatrice *Casa-grande e senzala*, c'est-à-dire le découpage territorial et géoéconomique entre la maison du maître et l'ensemble des cases destinées aux esclaves. Au fond, l'histoire profonde du développement d'une société se construit toujours sur ses systèmes d'échanges, lesquels s'organisent en fonction des découpages spatiaux des collectivités et des humains (il s'agit ici de l'évolution démogène) qui les composent.

TRANSCULTURATION

C'est dans cet ouvrage que Ortiz, il importe de le mentionner, introduit le néologisme « *transculturation* », même s'il semble que son créateur soit l'explorateur états-unien John Wesley Powell, qui l'invente en 1880. Aujourd'hui largement employé, il constitue en tout cas le pivot de la première partie des chapitres complémentaires. Que signifie donc ce terme ? Alors que celui d'acculturation (à ne point confondre avec

Le concept et la pratique de transculturation marquent ainsi la nécessité de la *fusion différencielle* de deux ou plusieurs cultures. En d'autres termes, il s'agit de dépasser la simple incorporation, dont Malinowski affirme qu'elle est au cœur du processus, pour favoriser une introjection redéfinissant, au-delà des systèmes symboliques propres à chaque culture, des frayages de nouveaux rhizomes et devenir. Que l'histoire nécessairement transculturelle de tout pays éclaire celle de l'ensemble des autres, Ortiz le démontre noir sur blanc en stipulant que « *peu de leçons seront plus fécondes pour l'histoire universelle des phénomènes économiques et de leurs reflets sociaux que celles qu'offrent le sucre et le tabac cubains* ». Reste à penser, dans la folie globale du libre-échangisme, les rapports inquiétants entre transculturation et mondialisation.

Le droit humain à la santé : passé, présent, avenir

PAR MARTIN PROVENCHER

THE HUMAN RIGHT TO HEALTH

de Jonathan Wolff

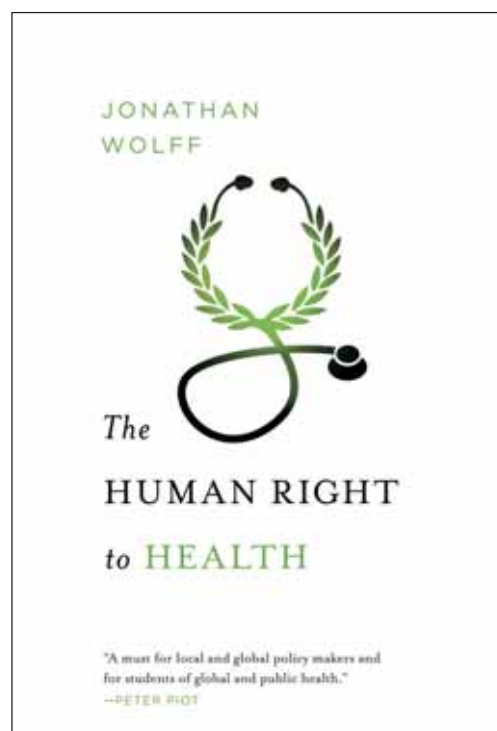
W.W. Norton & Company, « Amnesty International Global Ethics Series », 208 p.

Chacun sait qu'il vaut mieux être riche et en santé que pauvre et malade. Ce que l'on sait moins est que les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres s'étendent maintenant au domaine de la santé en raison de la concurrence féroce que se font les États dans une économie mondialisée. Certes, le phénomène n'est pas nouveau. Il y a toujours eu des écarts de santé entre les individus vivants dans les États riches et les États pauvres, pas toujours d'ailleurs à l'avantage des plus riches. Mais son ampleur et ses conséquences sont inédits. La Zambie, par exemple, est un pays dans lequel les individus ont une espérance de vie de 46 ans, un enfant sur dix meurt avant d'atteindre l'âge de cinq ans et plus d'un million de personnes vivent avec le VIH. Le *New York Times*, qui rapporte ces données, souligne que pour relever ces défis, les autorités de la santé publique ne disposent que d'un médecin pour 23 000 personnes, alors qu'aux États-Unis ce rapport est d'un médecin pour 416 personnes. Qui plus est, le nombre de ces médecins pourrait encore diminuer. Les pays riches recrutent en effet activement depuis qu'ils ont découvert qu'ils devront eux-mêmes faire face à une importante pénurie de personnel médical dans les dix ou quinze prochaines années. Les salaires plus élevés et les meilleures perspectives de vie incitent plusieurs médecins des pays en voie de développement, comme la Zambie, à émigrer vers les

pays du Nord (Matt MacAllester, « America is Stealing the World's Doctors », *New York Times*, 07/03/12). Toute la question revient alors à déterminer le vocabulaire moral approprié pour décrire ce manque de ressources et de personnel médical qui influe de manière inégale sur les individus et les États à l'échelle globale. L'une des possibilités consiste à soutenir que cette situation est injuste parce qu'elle porte atteinte au droit à la santé des individus. C'est celle qu'explore Jonathan Wolff dans son dernier livre, *The Human Right to Health* (W.W. Norton & Company, 2012), où il retrace l'histoire de ce droit, en montre la pertinence actuelle et conclut en indiquant les défis à relever.

ÉTHIQUE ET POLITIQUES PUBLIQUES

Directeur du *Center for Philosophy, Justice and Health* de la *University College* à Londres et membre du *Nuffield Council of Bioethics*, Wolff est un philosophe politique conséquentia-



liste qui a beaucoup réfléchi à la manière dont les politiques publiques peuvent améliorer la situation des plus démunis et rendre la société contemporaine plus égalitaire. C'est dans cette perspective qu'il a repris avec Avner De-Shalit l'analyse de ce qui constitue un désavantage social (*Disadvantage*, Oxford University Press, 2007). Convaincu, comme Sen et Nussbaum,

que la justice sociale ne peut pas se contenter de redistribuer des biens (richesse, santé, niveau de vie) et qu'elle doit aussi se préoccuper des types de relations que les individus peuvent établir entre eux (oppression, exploitation, domination, etc.), Wolff s'inspire de l'approche par capacités qu'il infléchit dans une direction hobbesienne. Pour mesurer le désavantage dont souffre un individu, il ne suffit pas de vérifier le niveau de fonctionnement qu'il peut ou non atteindre dans sa communauté

tiles », ces fonctionnements qui, une fois garantis, permettent d'en sécuriser d'autres. Une telle démarche présuppose que la réflexion philosophique peut s'ouvrir à la recherche empirique et qu'il est possible de changer le monde à condition de comprendre d'abord comment il fonctionne. On la retrouve avec le même souci de faire régresser l'injustice dans l'ouvrage que Wolff a consacré à la relation entre l'éthique et les politiques publiques dans lequel il rappelle cette conception

accès au traitement. Le chapitre suivant revient de manière critique sur le schéma opérationnel mis en place par les activistes et examine les résultats qu'ils ont obtenus pour des problèmes spécifiques, comme les effets des politiques de la Banque mondiale sur les systèmes de santé, ceux de l'accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) sur le prix des médicaments, la fuite des cerveaux, l'éthique de la recherche sur les êtres humains, la mortalité maternelle et la survie des nouveau-nés. L'auteur conclut en rappelant que le droit humain à la santé n'a pas encore donné tous ses fruits, notamment dans le domaine de la santé mentale, et qu'en matière de gouvernance globale, il y a encore beaucoup à faire en ce qui concerne la collecte des données et la reddition de comptes des organisations non gouvernementales qui acceptent de financer la recherche. Pour apprécier la force et les limites de son approche, il suffira de revenir brièvement ici sur deux des cas les plus commentés, soit les effets de l'ADPIC sur le prix des médicaments et la fuite des cerveaux dans le domaine de la santé.

... Wolff appelle les décideurs politiques à prioriser les plus démunis dans la conception de leurs politiques sociales et les invite à porter une attention soutenue aux « désavantages corrosifs »...

à un moment donné, comme dans la version originale de cette approche. Ce qu'on doit vérifier, c'est plutôt sa capacité de garantir ou de sécuriser ce niveau de fonctionnement et de s'assurer ainsi qu'il pourra le maintenir à plus ou moins long terme. Cette révision originale permet d'intégrer à l'approche par capacités le degré de risque et de vulnérabilité auquel sont exposés les individus les plus désavantagés. Wolff innove également en montrant qu'il est possible de déterminer qui sont ces individus en observant une caractéristique particulière des désavantages sociaux : leur propension à s'amalgamer chez ceux qui les subissent. Il en résulte une proposition normative forte : une société égalitaire est une société qui prévient la formation de « multipoqués », c'est-à-dire une société dans laquelle on ne peut plus affirmer avec certitude qui est le plus désavantagé. Pour cela, Wolff appelle les décideurs politiques à prioriser les plus démunis dans la conception de leurs politiques sociales et les invite à porter une attention soutenue aux « désavantages corrosifs », qui agissent comme un aimant sur les autres désavantages, et aux « fonctionnements fer-

des rapports entre la théorie et la pratique avant de l'appliquer à une série de thèmes (*Ethics and Public Policy*, Routledge, 2011).

Avec son dernier livre, il poursuit l'exploration de son « idéalisme prudent » dans un contexte très particulier, celui de la santé globale. Son argument, qui ne s'adresse pas à un public de philosophes, se développe en cinq chapitres. Dans le premier, il montre comment le droit humain à la santé a été reconnu à l'aide de différents documents internationaux pour en préciser le sens et les conditions de réalisation. Le second chapitre aborde sans détour les objections les plus fréquentes envers un tel droit qui portent sur ses fondements moraux ou ses implications pratiques et clarifie son contenu à l'aide d'une analyse minutieuse du Commentaire général 14 de l'ONU. Mais c'est vraiment avec l'épidémie du VIH/SIDA et la réponse des activistes dans la société civile, qui font l'objet du chapitre 3, le plus long du livre, que le potentiel de ce droit pour les politiques de santé publique a été révélé d'abord pour protéger les individus victimes de discrimination et ensuite pour garantir leur

LE DROIT HUMAIN À LA SANTÉ : ENTRE IDÉALISME ET RÉALISME

Wolff inscrit d'entrée de jeu sa défense d'un droit humain à la santé dans le cadre d'une démarche progressiste en soulignant que la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui mentionne ce droit pour la première fois (article 25), est « beaucoup plus un testament des aspirations des opprimés qu'une protection du pouvoir des riches ». Ses implications entraînent cependant des tensions au plan pratique, car son contenu a évolué par la suite vers une acception minimale (accès aux soins de santé) ou maximale (droit d'être en santé) selon les documents auxquels on se réfère, ce qui a eu des répercussions sur la conception de l'objectif public à atteindre qui peut alors être à court ou à long terme. Wolff soutient néanmoins, dans le droit fil du Commentaire général 14 de l'ONU, qu'il incombe aux États d'utiliser les

ressources dont ils disposent afin d'assurer les soins de santé primaires à leur population et qu'en cas de pénurie ou de rareté ils doivent faire appel à l'aide internationale. Cela ne revient pas à dire que la communauté internationale doit faire la charité à ces États, car on perdrait alors tous les avantages moraux du langage du droit. Évoquer l'idée d'un droit humain à la santé dans les relations entre les États revient en effet à s'opposer au conservatisme inhérent à l'aide humanitaire pour remettre en question « *les structures larges de libertés et d'opportunités* » et refuser de limiter la portée des revendications associées à ce droit aux seuls

en situation de monopole à vendre des médicaments essentiels à des prix prohibitifs. Ces compagnies ont naturellement fait valoir leurs doléances pour se justifier, notamment la nécessité de rentabiliser la recherche et de maintenir l'industrie à l'aide de leurs brevets sur les médicaments. Des philosophes idéalistes ont conclu pour leur part qu'il fallait plutôt repenser le système des brevets pour garantir l'accès aux médicaments. Parmi eux, Thomas Pogge s'est illustré en proposant de créer un Fonds sur l'Impact de la Santé Globale et de rétribuer les compagnies pharmaceutiques pour leurs médicaments et leur impact sur la santé. Mais

soulignons plus haut, ont aggravé cette situation. Bien qu'il existe un vif débat à ce sujet actuellement, ce qu'il omet de mentionner, Wolff avance avec courage (ou témérité) que cette fuite des cerveaux viole le droit humain à la santé des individus vivant dans les pays en voie de développement, car aucun envoi de fonds des travailleurs migrants ne permet de compenser les pertes que les pays dont ils proviennent subissent. L'OMS a adopté, pour résoudre ce problème, un *Code de pratique mondial pour le recrutement international des personnels de santé* en 2010, qui fait la promotion des droits des individus, dont celui de circuler librement, et des pratiques bénéfiques pour les États en cause. Mais comme l'adhésion se fait sur une base volontaire, il y a peu d'espoir que l'on fasse des progrès énormes de cette manière. De plus, la fuite des cerveaux comporte également un volet interne alimenté par les interventions ciblées des ONG dans ces pays et que l'on appelle des programmes verticaux. Quand une ONG reçoit des fonds pour implanter un programme destiné à combattre une seule maladie, par exemple le VIH/SIDA, elle a besoin de personnel qualifié et elle le prend habituellement sur place pour bien s'adapter aux conditions locales. Or, dans un contexte de rareté, il est inévitable que l'embauche du personnel médical se fasse au détriment du système de santé public local, à court comme à long terme. Une intervention de ce genre ne sera donc réussie que si elle est accompagnée de mesures pour renforcer le système de santé public. Mais cela revient à admettre que des interventions structurelles seront nécessaires et rien dans l'argumentaire de Wolff n'indique comment celles-ci devront être menées. Si l'activisme des ONG permet d'inciter les États à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de droits à la santé dans certains cas, il n'a donc pas valeur de panacée. Ce qu'il est possible de faire dépend à chaque fois du contexte. En dépit de ce léger biais en faveur du *statu quo*, ce livre demeure une introduction remarquable aux problématiques associées au droit humain à la santé et mérite d'être lu par quiconque désire mieux comprendre les enjeux actuels. †

... Wolff avance avec courage (ou témérité) que cette fuite des cerveaux viole le droit humain à la santé des individus vivant dans les pays en voie de développement, car aucun envoi de fonds des travailleurs migrants ne permet de compenser les pertes que les pays dont ils proviennent subissent.

besoins urgents. En ce sens, le droit humain à la santé est bien une idée progressiste qui met en jeu « *la distribution du pouvoir et des statuts* » à l'échelle internationale. Comment dans ces conditions amener les États à s'acquitter de leurs devoirs ?

Puisque le droit humain à la santé a fait l'objet de traités internationaux, on peut s'appuyer sur l'idée d'un mécanisme de reddition des comptes pour le faire respecter. La forme précise que prendra celle-ci et le choix des acteurs qui seront chargés de la mettre en œuvre demeurent quant à elles ouvertes. Elles pourront dépendre d'un calcul coûts/efficacité en fonction du contexte dans lequel on se trouve. L'avantage d'une telle défense stratégique du droit humain à la santé ressort clairement dans le cas de l'accès aux médicaments. Wolff remarque, à juste titre, que les pays qui ont signé l'accord de l'OMC sur les ADPIC en 1994 ont failli à leur devoir de protéger la santé de leurs citoyens, car ils ont autorisé les compagnies pharmaceutiques

une solution plus terre à terre s'est imposée sous la pression des ONG : facturer des prix différents pour un même médicament à l'intérieur d'un marché et s'assurer que les donateurs contrôlent l'écoulement du médicament au prix le plus faible en le distribuant directement aux institutions et aux ONG capables de les livrer à des groupes ciblés. Certes, tous les individus malades ne peuvent pas encore être soignés, en raison notamment de la très petite quantité de médicaments qu'on peut mettre en circulation de cette manière, mais cela suffit pour établir qu'il est possible de faire progresser le droit humain à la santé sans déstabiliser le marché et en incitant les États à honorer leurs devoirs.

Ce stratagème montre toutefois ses limites face au problème de la fuite des cerveaux. Selon les chiffres de l'OMS que rapporte Wolff, il manquerait quelque 4,3 millions de travailleurs de la santé à travers le monde et la région la plus touchée est l'Afrique subsaharienne. Les pays riches, comme nous le

Poésie portes ouvertes : une planète au féminin

PAR PIERRE NEPVEU

PAS D'ICI, PAS D'AILLEURS.

ANTHOLOGIE POÉTIQUE FRANCOPHONE DE VOIX FÉMININES CONTEMPORAINES

Présentation et choix par Sabine Huynh, Andrée Lacelle, Angèle Paoli

et Aurélie Tourniaire

Voix d'encre, 335 p.

Sans être tout à fait révolue, la grande époque des anthologies nationales de poésie atteint peut-être son crépuscule. Dans la plupart des cas, le travail de compilation a été largement accompli, contribuant à la constitution et à la légitimation des littératures nationales, grandes ou petites, hégémoniques ou négligées. Cette tâche patrimoniale a donné ses fruits et elle demeure le complément indispensable des histoires littéraires classiques, particulièrement en tant qu'instrument pédagogique. Il faut toutefois ajouter que les anthologies fondées sur le principe de l'appartenance à une nation ou à une culture continuent de jouer un rôle de rectification historique à l'égard de minorités négligées ou de peuples peu connus voire ignorés. Une anthologie de la poésie québécoise a ainsi vu le jour en Russie en 2011 et on a vu au Québec, ces vingt dernières années, des anthologistes comme Pierre DesRuisseaux et, plus récemment, Maurizio Gatti faire valoir le corpus littéraire et poétique des cultures amérindiennes. Certaines anthologies de ce type ont clairement pour fonction de chercher à sauver de l'oubli des cultures ou des langues menacées de disparition : ainsi en est-il par exemple des anthologies de la poésie yiddish.

Bien sûr, une poésie nationale n'est pas un ensemble clos et achevé, elle continue d'évoluer et on ne voit pas pourquoi il serait devenu sans intérêt de connaître un tant soit peu ce qu'ont écrit, au cours des décennies récentes, les poètes de telle ou telle nationalité, qu'ils soient français, allemands, chinois, israéliens, américains ou québécois. Cependant, compte tenu du grand brassage identitaire contemporain, on ne se surprendra pas que d'autres types

d'anthologies, transnationales ou transculturelles, soient aujourd'hui en vogue. Ainsi, bien qu'elle s'identifie plutôt comme une « chronique » collective, la sélection de poèmes et de textes proposée récemment par Laure Morali et Rodney Saint-Éloi dans *Les bruits du monde* (Mémoire d'encrier, 2012) est emblématique d'un travail « anthologique » qui fait cohabiter les cultures (québécoise, innue, inuite, haïtienne, catalane, algérienne) et fait entendre un français polyphonique, en fréquent contrepoint avec les autres langues correspondantes. La volumineuse anthologie *Pas d'ici, pas d'ailleurs* à laquelle je veux m'attarder, entièrement constituée de poèmes inédits, ne repose guère sur un tel métissage linguistique puisqu'elle revendique explicitement son caractère « francophone ». Le fait que l'ouvrage convoque 156 auteures de langue française « qui sont nées dans 28 pays » et « qui résident dans 14 pays », tel qu'affiché sur la quatrième de couverture, paraîtrait quand même annoncer une diversité linguistique misant sur la pluralité des français parlés dans le monde. En réalité, la très grande majorité des poètes retenues, soit 134, vivent dans deux pays seulement : la France (une centaine) et le Canada incluant le Québec, à quoi il faut ajouter la Belgique, ce qui ne va pas sans créer une certaine homogénéité linguistique, même si les sta-



tistiques (je n'ai pas eu à les compiler car elles se trouvent là encore en quatrième de couverture) sont davantage variées quand on parle plutôt des pays d'origine, qui vont du Maghreb au Japon en passant par Israël, le Burkina Fasso, le Mexique, la Nouvelle-Calédonie, etc.

L'ICI ET LE LOINTAIN

Malgré la référence de Sabine Huynh, principale maître d'œuvre de cette anthologie, aux « vastes territoires de la francophonie », ce serait donc emprunter une fausse piste que de chercher ici un tableau planétaire, équilibré et compréhensif, de la poésie de

langue française au féminin, l'Afrique et la Caraïbe, ou même la Suisse romande, y occupant une place négligeable. La fascinante diversité de ce volume doit d'ailleurs aux aléas des réseaux et des amitiés, ainsi qu'à la profusion des formes et des langages pratiqués par les poètes actuelles. Le profil souvent cosmopolite des quatre auteures responsables de la sélection a joué un rôle. Sabine Huynh, dont le propre parcours biographique est à cet égard exemplaire, a étudié en Israël et ce passage explique sans doute que ce pays soit le plus représenté parmi les pays non francophones. Venue ensuite étudier à Ottawa, elle a pu y rencontrer Andrée Lacelle, qui est probablement la poète franco-ontarienne la plus connue au Québec et l'une des mieux informées de la poésie québécoise comme des autres poésies qui s'écrivent en français au Canada. Angèle Paoli, très active sur la scène poétique en Corse, et Aurélie Tourniaire, née à Nice mais professeure en Turquie, complètent une équipe suggérant que les thèmes du nomadisme et de l'indétermination identitaire, les vrais pôles de l'ouvrage, sont bien davantage ici que des propositions théoriques ou des concepts à la mode.

S'il n'est pas question de considérer *Pas d'ici, pas d'ailleurs* comme un véritable bilan de la poésie francophone internationale, peut-on y lire un état de la poésie au féminin en cet encore jeune XXI^e siècle ? Un avocat du diable (il n'en manque jamais lorsqu'il s'agit du féminin) demanderait si cette catégorie identitaire, extrêmement large, est davantage signifiante que celle du national. À quoi il convient de répondre, je pense, que s'il peut être intéressant de savoir ce qu'écrivent les poètes de tel ou tel pays aujourd'hui, cela n'est pas moins vrai pour la poésie des femmes, surtout sur la toile de fond de la grande période militante du féminisme en poésie et en littérature. On pourrait souligner en outre que le Québec n'est pas nécessairement représentatif de la place accordée aux femmes dans la poésie de nombreux pays, à commencer par la France. Pourtant, au final, plutôt que la fixation sur de tels débats institutionnels, la seule vraie question concernant une anthologie, quelle que soit sa définition (nation, sexe, époque, thème, etc.) concerne la valeur des textes qui s'y trouvent. Or, sur ce plan, et malgré des faiblesses aussi occasionnelles qu'inévitables, *Pas d'ici, pas d'ailleurs* intéresse, fascine, provoque, envoûte.

Une dominante de ce parcours est l'absence assez généralisée d'une *revendication* identitaire, encore moins victimaire, le refus de stabilité et de localisation promis par le titre. Le plus beau se dit non pas dans une opposition convenue entre l'ici et l'ailleurs, mais dans le paradoxe captant ce qu'il y a d'étranger et de lointain dans l'ici, comme dans l'admirable poème de Madeleine Gagnon qui redessine sa Matapédia natale : « *le mot frontière m'était alors inconnu/ la rivière et le ciel sans bornes furent mon école de vie/ ses tableaux accrochés au vent/ son ardoise aux fenêtres infinies* ». Même mariage du local et de l'illimité chez la poète de Grenoble Sylvie Fabre G., au souvenir de la bibliothèque maternelle : « *Dans la bibliothèque de ma mère/ les livres étaient comme des draps/ linge frais ou linceul /ils moulaient formes et rêves, vivants et morts [...] dans la bibliothèque de ma mère/ les livres étaient comme des mains/ que je promenais sur le monde* ».

UNE PRATIQUE DE LA LIBERTÉ

L'enfance, fréquemment évoquée dans ce parcours, n'offre sans doute pas constamment une telle ouverture, une telle générosité : pour Maria Mailat, il s'est plutôt agi de fuir « *l'antre maternel* » en même temps que « *l'homme qui me regarde dans les yeux* ». Rompre, fuir, échapper à toute mainmise, à toute situation, c'est là un leitmotiv qui pourrait renvoyer à un nomadisme assez banal s'il n'était travaillé chez plusieurs par le sentiment d'un « dehors » tout proche, voire intérieur. Ainsi en est-il chez une grande voyageuse comme la Belge Anne Penders, hantée par l'Inde, la Chine et tous les ailleurs, mais découvrant dans son simple quotidien que l'au-delà est peut-être plutôt un en-deçà : « *L'espace comme plaqué sur l'œil. Comme aplati, ramené sur moi-même. /L'envers : vivre à l'intérieur, de l'intérieur* ». Ou encore chez Valérie Rouzeau : « *Cette nuit je sors dans ma tête seule/ croiser mes fantômes inconnus* », ressuscitant en quelques lignes aussi bien telle arrière-tante que l'aviateur Blériot et débouchant sur la mémoire de Rimbaud et de la Commune de 1871 : « *Et si je me rapproche un feu/ est-ce que je brûle pétroleuse/ je donne la main à Jeanne-Marie* ».

Chaque poète ne disposant que d'une page ou deux, sauf exception, l'exercice est périlleux : certaines voix s'imposent, d'autres moins. Mais l'intérêt ne faiblit jamais longtemps ; contrastes, surprises, ruptures de ton

raniment la lecture à chaque détour. Au thème incontournable et toujours actuel de la violence faite aux femmes, développé avec force par une Monique Akkari (« *infibulée/ de l'ouïe au nombril/ entoïlée sous la bâche étanche des linceuls* »), Linda Maria Baros oppose sa propre puissance de domination : « *Les hommes que je rencontre/ me lèchent la main et les chevilles/ me suivent de près/ Je leur marche dessus comme sur des charbons ardents/ comme sur des vagues, sur des toits* ». Toutefois, on ne peut pas dire que dans cette grande chorale au féminin, très polyphonique, l'affrontement entre les sexes soit un thème dominant.

Ce qui frappe, c'est la liberté des formes, des tons, des angles d'approche : le « je » l'emporte largement sur le « nous », il se pose en sujet hors cadre, résiste à la « camisole de force » du présent, referme la porte de la maison pour errer, habiter les marges, inventer des fables, retrouver un passé, une ville, un pays perdu. Cela, au prix d'une solitude tantôt assumée, tantôt subie : « *ni joie ni désespoir seulement être seule/ avec tombée de rideau sur le réel* », souhaite Luce Guilbaud, à quoi Hélène Dorion oppose la plus dure épreuve : « *effrayée par ma solitude/ comme l'oiseau par le reflet de son vol/ je cogne ma tête contre la vitre : le monde/ chaque fois défait par un jour égal aux autres* ». Mais l'enfermement ne dure jamais longtemps et d'autres voies se proposent : on tombe sur une cascade de propositions loufoques lancée par Liliane Giraudon, on accompagne Alexandre le Grand chez la Reine des Amazones, on passe d'un feu d'herbes sèches à une forêt cathédrale, de l'intimisme subtil au lyrisme le plus débridé, mais toujours on s'écrit « *à perte de paroles* », sans frontière entre le dedans et le dehors.

L'expertise d'Andrée Lacelle se manifeste par la présence de nombreuses poètes québécoises, de Cécile Cloutier à Marie-Josée Charest, en passant par Denise Desautels, Louise Dupré, Martine Audet et plusieurs autres – mais aussi par la place accordée à des poètes franco-ontariennes comme Margaret Michèle Cook, Claire Rochon et Lelia Young, à l'Acadienne Dyane Léger, ou à des poètes des Prairies, telles Lise Gaboury-Diallo et Pierrette Réquier. À travers cette abondance, il serait bien illusoire et à vrai dire impossible de formuler une synthèse, de cerner l'unité d'un propos. Un tel volume ne se résume pas, il essaime, se dissémine, se répand : ce nomadisme en acte n'est-il pas le propre de toute vraie poésie ?

Un supplément parmi d'autres

PAR MAYA OMBASIC

MON PÈRE ET AUTRES TEXTES
d'Orhan Pamuk
Gallimard, 96 p.

Orhan Pamuk a l'habitude de publier de gros ouvrages ; quand on a pour objectif de déconstruire les préjugés des deux côtés du Bosphore, l'affaire n'est pas mince. Le plus européen des écrivains turcs et le plus turc des écrivains européens possède sans aucun doute l'art de tout remettre en question, grâce notamment à cet extraordinaire don d'ubiquité propre aux grands écrivains. Il choisit Istanbul comme l'épicentre de sa démarche littéraire et se donne pour mission de dévoiler les visages méconnus de sa ville natale où les présences-absences et la mémoire des traces de l'altérité ont laissé une marque substantielle. Transformé en détective de la différence, Pamuk ne se doute pas des trouvailles qui l'attendent, surtout lorsqu'il plonge dans ses propres abysses, spectacle ô combien jouissif pour les lecteurs qui assistent au revirement psychologique de l'auteur. La vision du monde palimpseste que Pamuk propose d'un livre à l'autre se transforme soudainement en surgissement de nombreuses strates qui constituent son inconscient. Et alors que son angoisse face au double, qu'il traque dans les rues d'Istanbul, annonce une crise existentielle, se révèle la blessure ressentie par le fils abandonné. Est-ce à dire que c'est dans les petits textes, en apparence anodins, que les grands écrivains dévoilent parfois l'essence même de leur démarche ? Chose certaine, il faut lire *Mon père et autres textes* comme le concentré même de toute son entreprise créative.

Rappelons que le livre le plus autobiographique de Pamuk, *Istanbul, souvenirs d'une ville*, commence par la notion du double : « Dès mon enfance, et pendant de nombreuses années, j'ai toujours eu, dans

un coin de mon esprit, l'idée qu'il existait, dans un appartement ressemblant au nôtre, situé quelque part dans les rues d'Istanbul, un autre Orhan qui était mon semblable, mon jumeau, voire mon double. » Si la notion du double introduit très tôt chez Pamuk la notion de la différence, qui s'exprime dans cet entre-deux mesurant la distance entre soi et l'autre, l'écrivain ne connaît pas encore le chemin qu'il va emprunter pour rencontrer son *alter ego*, lequel n'est pas celui qu'il s'était imaginé au départ, à savoir le frère aîné. C'est plutôt la figure du père, sous forme d'ombre, qui plane sur les murs de sa caverne intérieure, même si le fils ne le sait pas encore. Il faut attendre la rencontre avec les textes des écrivains étrangers, mais aussi ses autres livres, pour constater que ni la quête des présences-absences ni la fascination pour l'histoire ne peuvent le rassurer dans son angoisse existentielle face à la notion du double, cet *Unheimlich* qui traverse son œuvre. Ses personnages ont souvent un *alter ego* qui les déstabilise dans leurs convictions : ils naissent et meurent, au même titre que leur ombre, dans un espace hybride où chaque monument rappelle la succession des empires, ces archives étrangères aux traces indéniables. Ce que Pamuk ignore dans un premier temps, c'est que ce double qui l'obsède n'incarne pas toujours la mort, mais plutôt la figure du père qui brille par



son absence. « Parfois, mon père partait au loin. Nous ne le voyions plus pendant longtemps. »

Afin d'oublier la blessure causée par le père, l'écrivain lui substitue d'autres enjeux. Lorsqu'il se promène dans sa ville natale, Pamuk n'arrête pas de prendre note des vestiges du passé. Dans un premier temps, toute l'entreprise de l'écrivain se fonde sur la présence des absences, dans la mesure où il renforce, en les transcrivant sur papier, l'indéniable trace de leur existence qui n'est plus que

trace du néant. Pour le dire avec les mots de Michel de Certeau : « *Frappe ici le fait que les lieux vécus sont comme des présences d'absences. Ce qui se montre désigne ce qui n'est plus : "vous voyez, ici il y avait..."* » (L'invention du quotidien, Gallimard, 1992). Pour revenir à la question du double, il faut se pencher sur la clarté de son énoncé pour voir la lune que le doigt montre : « *Dans mon rêve, la rencontre avec l'autre Orhan, qui se passait toujours dans une autre maison, me faisait parfois hurler de peur ; parfois les deux Orhan se regardaient en silence et avec un sang-froid surprenant et implacable. Pendant ces moments, alors que je me trouvais entre le sommeil et l'éveil, je m'accrochais plus fortement à mon coussin, ma maison, à ma rue, à l'endroit où je vivais* ». Le double est si inquiétant que la ville devient menaçante parce qu'elle incarne « *l'endroit où vit mon double* ». Elle devient le substitut qui vient le sauver de lui-même. Pourtant, rappelons-nous que dans *Les esquisses*, l'œuvre importante de Freud que la critique n'a pas retenue et qui a intéressé de près Jacques Derrida, il est déjà question de la trace et de l'espacement, car seule la métaphore permet de penser en termes d'espacement. Le psychisme lui-même est l'espacement par excellence, mais pour qu'il puisse être compris ainsi, il faut admettre l'hypothèse de la pulsion de mort. Autrement dit, pour que la vie puisse se défendre de la mort (du double qui inquiète Pamuk), il faut qu'elle se prolonge en s'écrivant, à l'aide des résistances, des répétitions et des réserves.

Pamuk écrit pour échapper à la perte absolue qu'il ressent sous forme d'absence dès son plus jeune âge. En ce sens, l'écrivain turc ne fait que retarder la mort : en se répétant toujours à l'infini, la vie tente, en s'écrivant, de se protéger de la mort. Dans cette autoprotection, teintée de mélancolie, se cache non seulement la tristesse générée par la perte de l'ego, mais aussi la mélancolie primordiale engendrée par l'absence presque totale du père. Aussi la ville se transforme-t-elle en miroir dans lequel l'ego de l'écrivain se dissout en se perdant dans ses nombreux reflets. Le récit sur Istanbul, que l'écrivain présente comme le plus autobiographique, n'est en fait que le substitut de ce petit livre, *Mon père et autres textes*, dans lequel la

notion de son double apparaît véritablement sous la figure du père absent. Mais avant, disons que ce récit de soi qui tente d'échapper à la pulsion de mort passe nécessairement par le récit de la ville parce que « *la remémoration subjective s'articule elle-même sur l'histoire de la ville* ». Après avoir démontré l'origine perdue qui stimule et dirige le jeu vers une répétition infinie d'elle-même qui seule peut retarder la pulsion de mort, l'apparition du double, ou sa réapparition, n'est rien d'autre que la notion de l'inquiétante étrangeté de l'*Unheimlich*, déclenchée dans le cas de Pamuk par l'absence du père. Ce grand projet sur la ville n'est donc rien d'autre que le besoin viscéral d'échapper à la blessure d'abandon, et le récit de soi est ainsi envahi par un travail de mémorialiste, travail nécessaire afin de remplir les trous et les espaces vides qui s'immiscent dans les nombreux reflets que le jeune Pamuk aperçoit dans les miroirs de sa maison et de sa ville : « *J'approchai ma tête du centre du miroir, et, en ouvrant d'un coup les deux ailes de telle sorte que je me tinsse au milieu, je voyais des milliers d'Orhan bouger à l'infini profond, froid et vitreux que formaient les glaces dans ce face-à-face démultiplicateur.* »

Par ailleurs, si le sens se multiplie en ouvrant la porte aux autres interprétations, c'est parce que Pamuk est de plus en plus conscient que le rapport entre le soi et la ville est d'ordre phénoménologique : « *quant à l'intérêt porté à leur propre ville par ceux qui sont nés et y ont grandi, il se mélange toujours à leurs propres souvenirs personnels.* » Autrement dit, la pulsion de mort, incarnée dans la notion du double et l'absence du père, pousse Pamuk à écrire à l'infini, parfois au risque de se répéter, afin d'échapper à la tristesse causée par l'absence de la figure patriarcale. L'intertextualité devient le supplément à la pulsion de mort et au chagrin indicible d'un garçon abandonné. Elle fait découvrir à l'écrivain le véritable visage de son double — qu'il croyait être son frère aîné — dans des endroits insolites et insoupçonnés d'Istanbul. L'espace devient alors contemporain de l'inquiétante étrangeté du double et de sa blessure psychologique. Mais l'espace devient surtout la scène sur laquelle se joue le drame de l'enfant abandonné :

Istanbul comme trace tangible de toutes ses blessures, parce que l'*alter ego* avec qui il joue à cache-cache n'est personne d'autre que ce père qui aurait aimé devenir lui aussi un grand écrivain.

Pourtant, il n'en est rien. Les figures du frère et de la ville ne sont que les substituts à ce que Pamuk dévoile timidement dans *Mon père et autres textes*. Il a attendu le Prix Nobel pour être à la hauteur des attentes du père, à qui il adresse un message d'amour dans *La valise de mon Père*. Ce dernier, à sa mort, lui a laissé une valise en héritage. Pamuk ne l'a ouverte que récemment, parce qu'il éprouvait « *la crainte de ne pas aimer ce qu'il avait écrit* ». Le lecteur se rend rapidement compte que ce que Pamuk reproche à ce père absent, c'est de « *n'avoir pas autant que [lui] pris le métier d'écrivain au sérieux* ». Car l'unique raison qui aurait permis au fils d'accepter d'être abandonné par son père aurait été de voir le patriarche se couper du monde pour créer une grande œuvre. Hélas, la seule entreprise « noble » du père, du point de vue de la littérature, fut de traduire Paul Valéry en turc. Dans la valise de son père, Pamuk a retrouvé, contre toute attente, non pas un homme de talent ni un grand écrivain, mais un père repentini fier de son fils. Mais surtout, en ouvrant tout doucement *la valise de son père*, l'écrivain a enfin entrevu le véritable visage de son double, qui n'était autre que le père, cet homme absent et écrivain manqué, qui a pourtant toujours su que son fils gagnerait un jour le prestigieux Prix Nobel.

Et Pamuk d'avouer timidement dans ce petit livre en apparence anodin que la littérature n'est qu'un supplément parmi d'autres, qu'elle tente de suppléer l'angoisse face à la mort ou encore la tristesse indicible d'un manque : « *Pour moi, être écrivain, c'est s'appuyer sur les blessures secrètes que nous portons en nous, que nous savons que nous portons en nous — les découvrir patiemment, les connaître, les révéler au grand jour, et faire de ces blessures et de nos douleurs une partie de notre écriture et de notre identité.* »

1. Voir la recension de Sherry Simon, *Spirale* n° 228, sept-oct. 2009.

Sorties du cadre

PAR HERVÉ GUAY

UN

Texte, mise en scène et interprétation de Mani Soleymanlou, comise en scène d'Alice Ronfard, production d'Orange noyée et du Théâtre du Grand Jour, au Théâtre La Chapelle, du 13 novembre au 1^{er} décembre 2012.

LES TROIS EXILS DE CHRISTIAN E.

Texte et mise en scène de Philippe Soldevila, texte et interprétation de Christian Essiambre, production du Théâtre Sortie de Secours et du Théâtre de l'Escaouette, au Théâtre d'Aujourd'hui, du 15 janvier au 1^{er} février 2013.

Pour peu qu'on les adapte à la situation québécoise, les thèses d'Alan Filewod exposées dans *Actors Acting Not-Acting (La création biographique)*, sous la direction de Martha Dvorak, où il tente d'expliquer le caractère emblématique du phénomène de l'autoreprésentation au Canada au cours des années 1990, peuvent apporter un éclairage précieux à deux spectacles récents. Le premier, *Un*, de Mani Soleymanlou, vient d'être présenté au Théâtre La Chapelle et le second, *Les trois exils de Christian E.*, signé par Christian Essiambre et Philippe Soldevila, a été repris au

Théâtre d'Aujourd'hui en janvier 2013. Pour Filewod, l'autoreprésentation illustre les conditions de travail difficiles des acteurs dans ce qu'il appelle l'« *industrie théâtrale canadienne* » ainsi que l'échec de la construction d'une fiction nationale cohérente. Dans les deux cas, ce type de solo lui apparaît comme un produit du néolibéralisme. D'une certaine façon, on pourrait considérer le solo de Mani Soleymanlou comme une illustration de sa thèse relative à la construction de l'identité



Mani Soleymanlou ; *Un*. Crédit photo : Jérémie Battaglia.

nationale, tandis que celui de Christian Essiambre représenterait le solo comme une option de rechange employée par les acteurs au chômage pour obtenir de la visibilité.

UNE IDENTITÉ FLOUE

Un, le titre du monologue autobiographique de Mani Soleymanlou, annonce la quête d'une identité unique qui se révèle impos-

sible. L'acteur d'origine iranienne nous présente en effet comme irréconciliables les diverses identités qu'il a dû endosser pour survivre, celles-ci ayant entraîné humiliations et déconvenues en plus de le priver de véritables points d'ancrage pour la suite des choses. Il est aussi possible d'inférer que l'obligation qu'a eue Soleymanlou d'embrasser des identités successives soit à la source de son choix professionnel de devenir acteur dans la mesure où l'acteur

est par essence celui qui choisit délibérément de passer d'une identité à une autre. Ce choix ne résout tout de même pas la difficulté existentielle de devoir composer avec une identité incertaine, problème corroboré par la photo apparaissant en couverture de l'ouvrage issu de sa pièce et récemment publié dans la collection « L'instant scène », des Éditions de l'instant même, où le visage de l'auteur est plongé dans un flou artistique.

Il n'en demeure pas moins que s'il fait sourire en présentant la situation inconfortable dans laquelle l'a placé à plusieurs reprises la décision de ses parents de quitter l'Iran, Mani Soleymanlou insiste avant tout sur les vexations ayant accompagné les diverses étapes de son parcours : depuis sa naissance à Téhéran à son installation à Montréal, où il fait maintenant carrière en tant qu'acteur. On ne sait d'ailleurs rien de la situation de sa famille en Iran ni des causes expliquant son exil. Les véritables épreuves commencent à Paris, première étape de ce que l'auteur désigne comme son « *épopée* », où l'on rit de lui parce qu'il ne sait pas pisser dans un urinoir. À l'école française de Toronto, on voit en lui un petit Français un brin ridicule, jusqu'au cours secondaire, où il se retrouve « *[p]armi eux* », c'est-à-dire un groupe d'élèves venant de quatre-vingt-deux nations, mais ayant le français en partage. « *Minipays* » auquel il ne veut surtout pas appartenir : « *Je n'aime pas le mot immigrant... Je n'ai jamais voulu migrer où que ce soit. J'ai migré malgré moi.* » Impasse sur les trois ans qu'il passe à Ottawa jusqu'à son arrivée à Montréal, où il vient étudier à l'École nationale de théâtre du Canada, qui « *a reçu une subvention du gouvernement fédéral pour les nouveaux arrivants* ». De son arrivée au Québec, même si on lui lance désormais au visage qu'il est québécois, il retient surtout qu'il ne s'est jamais senti si étranger : « *Jamais je n'ai eu à expliquer autant d'où je venais, à justifier mon accent, à décrire mon parcours, dire et redire et redire et redire mon nom de famille.* » Jusqu'à ce qu'il décide de participer à *Lundis Découvertes* dont le mandat est de donner la parole à « *un artiste québécois issu d'un milieu culturel* ». Son monologue s'élabore au contact du mandat absurde selon lequel Soleymanlou, qui ne connaît de l'Iran que la cuisine de sa mère et les vacances qu'il y a passées dans sa famille élargie, doit se transformer en chanteur d'un pays dont il ignore l'essentiel. Cette réflexion l'amène à parler du vide et

du sentiment de perte qui l'habitent : « *Je suis à la recherche, je suis perdu dans l'espace qui me divise, qui sépare moi et moi, moi et moi, man o moi, moi o man, me and moi, me and man, me and me, man o man... Cet état de "flottement identitaire", dans le fond, me rapproche beaucoup de tous ceux et celles qui portent fièrement le drapeau de leur nation, de leur terre. Ceux et celles que parfois j'envie.* »

Située dans un lieu de passage constitué de cinq ou six rangées de chaises qui reproduisent en quelque sorte le parterre d'un théâtre, mais aussi « *une salle de classe, un aéroport, une salle d'attente* », la pièce *Un* mise sur la théâtralité de cet espace scénique transformable et fluide à souhait, mais aussi sur une complicité avec le public qui ne se dément pas de toute la représentation, même si, par l'ironie, l'acteur remet en question les codes, les attitudes et les habitudes des pays et des villes où il a séjourné. La collaboration d'Alice Ronfard à la mise en scène n'a sûrement pas été inutile pour assurer au jeu de Mani Soleymanlou sa tonicité et sa polyvalence et pour donner du rythme et l'ampleur voulue à ce récit sinueux, teinté de nostalgie, de lucidité et d'humour, qui compte un grand nombre de tableaux et de pistes de réflexions.

Somme toute, le projet de Mani Soleymanlou illustre bien l'échec de la construction d'une fiction nationale ouverte aux apports extérieurs. Ici, l'individu venu d'ailleurs est nécessairement renvoyé à sa culture d'origine, quel que soit le temps passé en territoire canadien ou québécois et indépendamment de sa volonté d'intégrer sa culture d'adoption. Ici, la fidélité imposée aux origines oblige à y retourner sans cesse plutôt que d'embrasser une appartenance qui pourrait lui servir de nouveau point d'ancrage, voire amener l'individu à jouir d'une appartenance multiple au lieu d'en souffrir. Pour l'auteur d'*Un*, cela alimente une solidarité à l'égard des dissidents iraniens et l'espoir que l'Iran soit un jour délivré du joug des ayatollahs. Mais qu'en est-il du lien social nécessaire pour se sentir partie prenante de la communauté où l'on vit, aime et travaille ?

ACTEUR JOUANT À NE PAS JOUER

Si, à première vue, les exils de l'Acadien Christian Essiambre possèdent certains

points communs avec ceux de Mani Soleymanlou, dans la mesure où les deux artistes ont quitté leur terre natale pour venir jouer à Montréal et où il s'agit d'un solo soigneusement mis en scène, les différences entre les deux spectacles s'avèrent pourtant plus flagrantes. Bien que la question de l'identité ne soit pas absente du solo d'Essiambre, elle n'est pas fracturée pour les mêmes raisons et, surtout, l'auteur écrit moins son monologue pour régler un problème identitaire que pour trouver du travail dans une ville qui lui en refuse. En ce sens, l'acteur acadien correspond tout à fait aux acteurs manquant de travail décrits par Alan Filewod. Le solo consiste principalement ici à présenter une situation difficile à laquelle on veut mettre fin. En racontant sa propre vie, l'acteur a enfin l'occasion de jouer, de se faire voir et, ultimement, de trouver du travail à nouveau sans avoir besoin d'écrire d'autres solos. Filewod désigne ce paradoxe sous le nom d'acteurs-jouant-à-ne-pas-jouer, phénomène que l'on rencontre communément dans les festivals *Fringe*, les salles, petites ou grandes, dans des esthétiques plus ou moins sophistiquées. Pour Filewod, cette situation a été créée au Canada anglais par l'importance démesurée qu'y a prise le théâtre commercial, copiant le modèle américain au détriment de la dramaturgie canadienne. Si l'on adapte sa thèse au Québec, il faudrait sans doute y voir l'exiguïté de l'espace consacré au théâtre comparativement à celui occupé par les humoristes, représentant chez nous une bonne partie du versant commercial des arts de la scène. Et justement, à quoi le solo de Christian Essiambre ressemble-t-il beaucoup, même s'il en est une version soignée ? À la partition d'un humoriste alignant une galerie de personnages susceptibles de faire rire.

En effet, ce n'est pas pour faire du théâtre qu'Essiambre s'est installé à Montréal, mais plutôt dans l'espoir d'être connu, d'acquérir la notoriété, notamment télévisuelle, qui justifierait, aux yeux de sa parenté, son exil dans la grande ville. Là cependant où le jeune acteur rompt avec l'écriture humoristique, c'est lorsqu'il relate les échecs et la thérapie consécutifs à son choix de s'installer dans la métropole, ce qui le met sur la piste de la blessure d'enfance qui clôt son récit, laquelle lui donnera son sens. L'autre versant par lequel *Les trois exils* de Christian E. se distingue d'un spectacle d'humour, c'est la sensibilité de l'auteur aux questions culturelles, ce qui le



Christian Essiambre ; *Les trois exils de Christian E.* Crédit photo : Nicola-Frank Vachon.

conduit à dénoncer l'impérialisme et le réductionnisme linguistiques auxquels doivent se plier les Acadiens s'ils décident de faire carrière au Québec. Ainsi, contrairement aux humoristes qui se servent du ridicule et des rigidités propres à la culture dont ils sont issus dans l'espoir de faire rire les « *pures laines* », Essiambre conteste ouvertement les prétentions du centre de dicter ses usages à la périphérie, même s'il doit s'y soumettre provisoirement afin de gagner sa vie. Vaine contestation, sauf à l'intérieur de l'auto-fiction où il peut être lui-même, se libérer de ces diktats et évoquer ses frustrations personnelles et professionnelles.

Les trois exils de Christian E. montre donc les occupations et les frustrations d'un acteur acadien sans travail qui a eu la prétention de s'installer à Montréal pour faire carrière. Essiambre nous fait comprendre au passage les limites inhérentes à celui qui adopte le métier de comédien en Acadie. Son principal rôle fut en effet celui de Tom Pouce au Village Historique Acadien où il a travaillé pendant huit ans. En conséquence, l'écart est grand entre les espoirs du comédien et ce que lui offre la métropole en

matière d'emploi. Le retour en Acadie à la suite de la disparition d'un des quatre cousins dont il était très proche fait bifurquer ce qui commence comme un *show* d'humoriste vers ce qui devient une sorte de conte autobiographique, quête personnelle à laquelle Essiambre confère des dimensions archétypales. Paradis de l'enfance, perte répétée de l'innocence et nécessité thérapeutique de mettre en scène le traumatisme sont convoqués et font éclater le cadre des imitations typiques des prestations d'humoriste, transformant son récit en *road play* aux relents de dérive existentielle.

Si cette transition est réussie, cela tient beaucoup à la mise en scène élégante et à la participation au texte de Philippe Soldevila. Il dirige de main de maître Essiambre en canalisant son énergie et en misant sur ses indéniables qualités d'acteur physique. Leur récit commun fait alterner la satire, parfois un peu facile, l'ironie, plus grinçante, tout en ménageant par endroits des instants de légèreté et de poésie et en assurant le virage dramatique du récit par petites touches successives avant l'explosion finale. L'entreprise nous permet ainsi de décou-

vrir un jeune acteur drôle, sensible, capable de justesse et doté d'une puissance dramatique certaine. Et elle se matérialise avec une économie de moyens remarquable, sur une scène vide, laquelle indique bien dans quel contexte ce pari a été relevé.

UN CADRE ÉTROIT

La persistance du phénomène de l'auto-représentation au sein du théâtre québécois n'est sans doute pas réductible aux dimensions idéologiques et économiques relevées par Alan Filewod. Il n'empêche que l'exclusion d'un certain nombre de discours du grand récit national et la prise en compte de la situation financière d'acteurs ne répondant pas aux critères de sélection érigés par les producteurs de fictions expliquent en partie que des spectacles comme *Un* et *Les trois exils de Christian E.* aient vu le jour. C'est dire également qu'il s'agit là d'un moyen d'émancipation pour ceux et celles qui se sentent exclus du cadre étroit du « beau milieu » et pour ceux qui ne se satisfont pas de l'espace « culturel » où les confinent les sociétés néolibérales.



Zones de turbulences

PAR GILBERT DAVID

LA DANSE DE MORT

de August Strindberg

Traduit du suédois par Michel Vittoz, mise en scène de Gregory Hlady,
production du Groupe de la Veillée,
Théâtre Prospero, du 20 novembre au 15 décembre 2012.

LA ROBE BLANCHE

Texte, mise en scène et jeu de Pol Pelletier,

production autogérée à l'église Sainte-Brigide-de-Kildare (Montréal),
du 21 au 30 novembre 2012.

POUR UN OUI OU POUR UN NON

de Nathalie Sarraute

production du Théâtre Galiléo
Théâtre Prospero, du 15 janvier au 9 février 2013.

De Strindberg à Sarraute en passant par Pol Pelletier, la scène est propice à l'exposition des petites et grandes souffrances de la psyché aux prises avec l'Autre. À cet égard, le drame n'a eu de cesse d'être infléchi par la romanisation de ses composantes, tant au niveau macroscopique de l'action qu'au niveau microscopique de la « simple » conversation. Ce qui affecte ainsi l'écriture dramaturgique n'est pas sans répercussion sur la représentation théâtrale elle-même qui peut, à des degrés variables, surenchérir sur les modalités scéniques du « romanesque », en particulier pour ce qui concerne le surinvestissement des affects par les acteurs. Dit autrement, le théâtre revendiquerait dès lors son artificialité constitutive pour mieux se dissocier des codes psycho-naturalisants du téléroman ou du narcissisme de la télé-réalité, c'est-à-dire de la sentimentalité ou du vécu exhibitionniste de candidats en quête de célébrité instantanée.



Pol Pelletier ; *La robe blanche*. Crédit photo : Simon St-Laurent.

LA DANSE DE MORT : LA GUERRE DES SEXES À LA PUISSANCE DIX

Les réalisations de Gregory Hlady ont beau être hautement imprévisibles, la mise en scène qu'il a récemment proposée de *La danse de mort* de Strindberg s'est particu-

lièrement distinguée par sa vigueur transgressive et son incomparable direction d'acteurs. L'auteur suédois a écrit sa pièce en 1901 et il effectuait alors un retour au « *naturalisme des nerfs* » de ses débuts, non sans y laisser poindre des éléments plus mystérieux, voire surnaturels, qui allaient constituer la matière prochaine de ses



Vincent Magnat et Marc Béland ; *Pour un oui ou pour un non*. Crédit photo : Productions du Théâtre Galiléo.

dramas symbolistes. Située sur une île, l'action réunit un couple désaccordé, le Capitaine Edgar (Denis Gravereaux) et Alice (Danielle Proulx), qui poussent à bout la logique de la « scène de ménage », en prenant comme témoin de leur guerre à finir un certain Kurt (Paul Ahmarani), en faux jeton qui se fait tour à tour complice du militaire manipulateur et de la femme séductrice.

Hlady qui, dans le programme, se propose d'explorer la dimension « *métaphysique, mystique, fantomatique, imaginaire* » du texte, entraîne en effet ses acteurs dans une interprétation labyrinthique, ouverte sur leur inconscient, par le biais d'une partition quasi somnambulique, du moins à forte teneur somatique. Une telle dissociation entre le corps et la parole est productrice d'une longue série de petits chocs qui poussent les spectateurs à rester sur le qui-vive. Ainsi, par exemple, Alice qui a dû renoncer naguère à sa carrière de ballerine, apparaît soudainement en tutu et chaussons de danse, image incongrue en forme de reproche qui remonte aux débuts de son union avec Edgar ; la souterraine connivence qui unit les protagonistes de cet étrange triangle amoureux se détecte à la présence du rouge qu'arborent le justaucorps d'Alice, une manche de la chemise de Kurt et le liséré au képi du Capitaine ; ailleurs, Alice, en quête de nourriture, fouille un petit carré de terre noire et en extirpe des vers ; elle donnera plus tard à manger de la terre à Edgar — comme pour

lui rappeler sa propre condition de mort en sursis. Etc.

La puissance imageante de la représentation n'est pas activée par la seule partition des acteurs. La scénographie compartimentée de Vladimir Kowalchuk, la vidéographie obsessionnelle de Teo Gravereaux et le montage sonore de Nikita U contribuent à la polyphonie de l'œuvre tout en en dilatant les connexions mentales. Devant ce chaos organisé, il ne s'agit pas de vérifier la « fidélité » de la production à la pièce de Strindberg — comme s'en inquiétait un spectateur lors d'une rencontre d'après spectacle, en faisant écho comme de juste à la question angoissée d'Edgar : « *Quel est le sens de tout ce chaos ?* » —, car le jeu infini des associations libres pose ici un défi insurmontable à toute intellection qui se mettrait en frais de trouver un terrain ferme sur lequel s'édifier. Dès lors, le spectateur gagne en liberté interprétative, au point de devenir un véritable co-créateur de l'objet scénique en combinant à sa guise — et à ses risques et périls — les interventions tonitruantes tirées d'extraits symphoniques de Bruckner, les machines à jouer que sont les portemiroirs, les escaliers, les praticables tels des massifs, avec les projections en noir et blanc d'une tempête maritime, les comportements de marionnettes déglinguées et les rictus de trois pauvres créatures jetées sans merci l'une contre l'autre.

Nul doute que cette démarche peut conduire certains à la ranger dans les pro-

duits « non finis », pour en discréditer toute valeur esthétique et morale — citons Nathalie Heinich qui a débusqué ce discours facile dans l'appréhension contemporaine des arts plastiques : « *Une telle lecture [...] interdit d'envisager que la maîtrise des codes de représentation puisse passer par leur déconstruction et non plus par leur parfaite mise en œuvre* » (*Le triple jeu de l'art contemporain*, Minuit, 1998). Pour ma part, je tiens à saluer cette radicale plongée dans les systèmes symboliques à laquelle nous convie ce spectacle de Hlady, à l'encontre de cette tendance lourde qui, dans nos gazettes et autres concoctions médiacratiques, jaugent les œuvres en termes de vérité convenue et de morale bien pensante, sinon en tant que marques par avance réconfortantes d'un quelconque engagement...

POL PELLETIER EN NÉO-CLOWN

Parlant d'engagement, il me revient en mémoire la cinglante intervention de Jean-Pierre Ronfard intitulée « Contre le théâtre pour » dans la revue *JEU...* en 1979, et à laquelle Olivier Kemeid a répliqué plus récemment avec son malicieux « Pour le théâtre contre », dans la même revue, en 2006. C'est dire combien la nature et la forme de l'engagement restent d'actualité dans le domaine du théâtre, avec son cortège de faux prophètes et de créateurs convaincus. Il faut d'emblée convenir que tout engagement est inhérent au travail créateur, mais il importe ensuite de confronter les prises de position dites engagées, quelles qu'elles soient, à ce qui en elles préserve ou oblitère la *spécificité artistique* d'une œuvre — ce en quoi cette œuvre excède ou non les contraintes qui la confinent à une fonction cosmétique, opportuniste, divertissante ou utilitaire. Les bonnes intentions qui font office de bonnes œuvres ne manqueront pas d'embrouiller la situation, alors que notre société est aujourd'hui traversée par nombre de causes (humanitaires, environnementales, anticapitalistes, etc.) qui interpellent les artistes... Les régimes de croyance, qui sont en concurrence dans la société, ne doivent-ils pas nous prémunir pourtant contre la tentation de sacrifier la nature autotélique de l'art — hostile par conséquent à toute hétéronomie — à l'inévitable inscription de l'artiste dans le monde. Convenons que c'est plus facile à dire qu'à faire...

Pour en revenir à Pol Pelletier, on connaît sa réputation de créatrice féministe de la première heure — ne serait-ce qu'en raison de son rôle déterminant dans la fondation du Théâtre Expérimental des Femmes en 1979. Depuis lors, elle a régulièrement marqué la scène au fer rouge, notamment avec plusieurs solos, dont *Joie* (1992), où elle entrecroisait ses récits de vie avec des questionnements sur la condition féminine en général et sur la création au féminin en particulier. *La robe blanche*, son plus récent solo, s'inscrit dans la même trajectoire, à ceci près que la femme de théâtre se montre plus que jamais inquiète de la marche du monde et revendique un rôle « révolutionnaire » en souhaitant rien de moins que de « faire renaître le théâtre populaire comme au Moyen Âge, sur le parvis des églises et les places publiques ».

Pol Pelletier a présenté son dernier solo dans une église désaffectée de la rue Alexandre-DeSève, dont l'orgue a fait entendre du coup ses derniers souffles avant d'être démantelé, apprend-on, pour être vendu à la pièce comme de la vulgaire ferraille. Le lieu n'a pas été choisi au hasard, car le récit de Pol Pelletier plonge d'abord dans une époque où la religion était toute-puissante, avec la dénonciation d'un prêtre abuseur qui s'en est pris à une fillette d'à peine trois ans. Pol Pelletier dévoile avec impudeur cet épisode affligeant de son enfance, en lui attribuant une panoplie de conséquences à retardement sur sa santé. Texte en main, la conteuse, le visage peint à l'image d'un néo-clown au sourire crispé, pourfend de ses imprécations la famille, la langue de bois et les « nouveaux évêques » qui ont fait main basse sur le Quartier des spectacles et sur tous les théâtres établis de la métropole. La charge est bien sentie et le procès des « hommes de théâtre-curés » et de leurs nouvelles servantes-femmes de théâtre fait mouche. D'être ainsi confronté à de telles vociférations pamphlétaires est certainement bouleversant : Pol Pelletier, acculée à la misère et à l'indifférence du « beau milieu », joue pour ainsi dire son va-tout : « *Je vous rends votre honte, avancez-elle au final. Pour pardonner, il faut quelqu'un qui demande pardon. J'attends qu'on*



Paul Ahmarani, Danielle Proulx et Denis Gravereaux ; *La danse de mort*. Crédit photo : Matthew Fournier.

me demande pardon. Je brise mon silence et l'interdit en moi. » Ce type de prise de parole frontale se double d'une recherche extrême d'un théâtre brut — quelques objets vestimentaires, un énorme panache blanc d'original — qui puise à l'énergie sans concession de la présence et de l'indignation. On en sort revivifié et prêt à livrer de nouveaux combats, en se souvenant de cette observation lucide du metteur en scène Peter Brook : « *Quand le théâtre parvient à refléter une vérité propre à une société, il exprime plus le désir de changer que la croyance en un changement possible* » (*L'espace vide*, Seuil, 1977).

UN LOGODRAME DE NATHALIE SARRAUTE

On aurait tort de penser que les logodrames — néologisme proposé par Arnaud Rykner — de Sarraute seraient aux antipodes de l'engagement (« *langagement* », selon le terme avancé par Lise Gauvin), si l'on veut bien admettre que l'usage de la parole est assujéti à des normes implicites dont la pragmatique a bien montré les nombreuses fonctions performatives. En ce sens, *Pour un oui ou pour un non* (1982) fait plus que démonter les traquenards de la sous-conversation à la suite d'un malentendu entre deux amis de longue date, au point de mettre en péril leur amitié même : à partir d'énoncés apparemment anodins, ce théâtre fouille une scène pulsionnelle qui ne s'avoue pas et qui travaille le sujet parlant.

Ici la dramaticité est faite de mouvements de langage, de formules convenues, de petits riens qui encombrant la mémoire et menacent la confiance réciproque entre les interlocuteurs. Avec un humour féroce, Sarraute traque les interactions verbales de H1 et H2 pour en extirper les faux-fuyants, les dénégations, les pétitions de principe et autres tactiques de mauvaise foi. Prendre la parole est un acte dangereux qui implique chez les protagonistes des stratégies pour à la fois « *garder la face* » et ne pas « *perdre la face* ». Cette radiographie d'une joute verbale est réglée avec précision et subtilité par Christiane Pasquier qui peut compter sur deux solides acteurs (Marc Béland et Vincent Magnat) pour faire leur cette partition plus complexe qu'elle n'en a l'air. Outre la musique inspirée de Jean Derome, la production met à contribution la scénographie dépouillée, presque clinique, de Geneviève Lizotte : un plateau nu où est planté un seul fauteuil et, à l'arrière-scène, deux grands écrans identiques dont l'un est placé en renforcement et où seront projetées des images animées de Thomas Corriveau, dont les fins dessins des silhouettes des deux principaux acteurs, soumis à un incessant tremblement jusqu'à se fondre dans une foule indistincte, disent bien l'instabilité des êtres et la fragilité discursive de leur existence. Sarraute fait brillamment saisir combien le langage nous engage tout entier et, pour cela, commande la plus grande vigilance à l'égard de ses fausses certitudes et des pièges logés jusque dans les plus infimes tours et détours de la parole.

**FESTIVAL
TRANSAMÉRIQUES**

DANSE + THÉÂTRE

22 MAI - 08 JUIN

2013

7^e
ÉDITION
MONTRÉAL



MARIE BRASSARD, MONTRÉAL
LAURENCE BRUNELLE-CÔTÉ + SIMON DROUIN, QUÉBEC
ENRICO CASAGRANDE + DANIELA NICOLÒ, RIMINI
BORIS CHARMATZ, RENNES
MARIE CHOUINARD, MONTRÉAL
MARGUERITE DURAS + CHRISTIAN LAPOINTE, QUÉBEC
BRUCE GLADWIN, GEELONG
FRÉDÉRICK GRAVEL + ÉTIENNE LEPAGE, MONTRÉAL
PETER HANDKE + CHRISTIAN LAPOINTE, QUÉBEC
AME HENDERSON, TORONTO
HENRIK IBSEN + THOMAS OSTERMEIER, BERLIN
GINETTE LAURIN, MONTRÉAL
LOUISE LECAVALIER, MONTRÉAL
XAVIER LE ROY, MONTPELLIER
JAMES LONG + MARCUS YOUSSEF, VANCOUVER
DANA MICHEL, MONTRÉAL
BENNETT MILLER, PERTH
MARKUS ÖHRN, MALMÖ + HELSINKI + BERLIN
ROBYN ORLIN, JOHANNESBURG
ROBIN POITRAS, REGINA
JOËL POMMERAT, PARIS
LEMI PONIFASIO, AUCKLAND

**LE MONDE ET NOUS
SUR LES SCÈNES DE MONTRÉAL**

INFO-FESTIVAL

514-844-3822

1-866-984-3822

BILLETS ET VIDÉOS

AU ETA.QC.CA

artv 

**LA
PRESSE**

au centre de la littérature et
de la culture québécoises
depuis 10 ans



CENTRE DE RECHERCHE
INTERUNIVERSITAIRE
SUR LA LITTÉRATURE ET LA
CULTURE QUÉBÉCOISES

3 sites

SITE UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Pavillon Lionel-Groulx, local C-8141
3150, Jean-Brillant
Montréal (Québec) H3T 1N8
Téléphone 514-343-7369
crilcq@umontreal.ca

SITE UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Pavillon Judith-Jasmin local J-4285
405, Rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H2L 2C4
Téléphone 514-987-3000 (2237)
crilcq@uqam.ca

SITE UNIVERSITÉ LAVAL
Pavillon Charles-De Koninck, local 7191
1030, avenue des Sciences-Humaines
Québec (Québec) G1V 0A6
Téléphone 418-656-2131 (4536)
crilcq@crilcq.ulaval.ca

1 centre

2 sainte-catherine est
espace 302

514 842 5579

formats
@rcaa.org

www
librairieformats
org

une initiative
du rcaa

FORMATS

librairie spécialisée
en art actuel,
littérature théorique
et critique



Conseil des Arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

Conseil des arts
et des lettres
Québec

Culture,
Communications et
Condition féminine
Québec

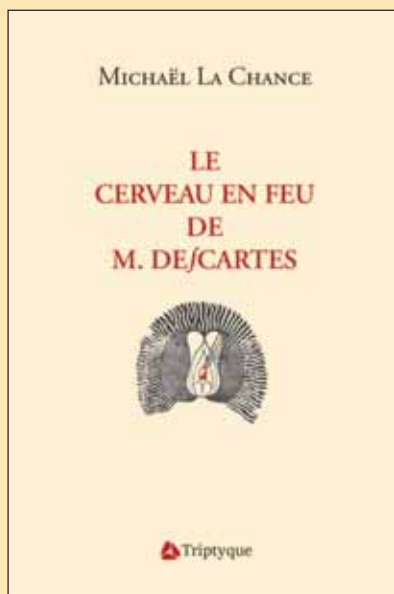
Emploi
Québec

SDEV
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE VILLAGEOISE (SDEV)

Poème sale

Crédit photo: Léa Lacroix

www.poemesale.com



Michaël La Chance

Le cerveau en feu de M. Descartes

essai, 131 p., 22 \$

Avant de rédiger son *Discours de la méthode*, véritable coup d'État dans la pensée philosophique du XVII^e siècle, le jeune Descartes a fait trois songes au cours d'une nuit de novembre 1619.

Le cerveau en feu de M. Descartes revisite ces rêves, où le jeune philosophe entrevoit le fondement matriciel qui relie tous les êtres, et propose un quatrième songe dont il ne serait pas revenu. L'auteur a voulu comprendre comment, à l'issue de cette nuit, Descartes a entrepris de fonder le cogito contre tous les vertiges entrevus.

Aujourd'hui, alors que les rationalités technologiques et financières sont remises en cause, que nous remettons en doute la Raison des raisons, il importe de revisiter ces rêves initiatiques et d'établir un dialogue avec l'écologie intuitive des cultures autochtones: c'est le cinquième songe.



Mazouz OuldAbderrahmane

Le Café Maure

roman, 170 p., 20 \$

« Il y a quelque chose du conte oral qui serait écrit, de la chanson populaire devenue poème dans ce roman assez stupéfiant, rempli de vie et de paroles et de colère et de beauté. »

Marie-Christine Blais, *La Presse*

« Cet ancien membre du Théâtre national algérien, disparu en novembre dernier, soigne amoureuxment les personnages de son unique roman. Non sans humour, il en fait les vecteurs d'une mémoire d'avant-guerre, une mémoire construite autour de disparités criantes, d'humiliations quotidiennes et de fortes solidarités entre les gens du même quartier. »

Maud Cucchi, *Le Droit*



Maude Smith Gagnon

lauréate du Prix littéraire
du Gouverneur général

(poésie) pour

Un Drap. Une Place.

93 p., 15 \$

« À Natashquan, au Viêt Nam ou à Montréal, la poète porte une scrupuleuse attention aux choses et oppose un rassérénant refus du lyrisme qui, drôle de corollaire, pointe droit vers le tyrannique désir de récits (donc de sens) présidant à notre rapport au littéraire (et au monde). Regarder par la fenêtre avec elle, simplement, sans se poser de questions, apaise les tourments. »

Dominic Tardif, *Voir*



UN NUMÉRO PILOTÉ PAR
MICHÈLE PONTBRIAND



ANTHOLOGIE PILOTÉE PAR
ROBERT GIROUX
DANNY-MARC ET JEAN-LUC MAXENCE

Œuvres complètes d'Anne Hébert

I. Poésie

Édition établie par Nathalie Watteyne

suivi de

Dialogue sur la traduction
à propos du Tombeau des rois

Édition établie par Patricia Godbout

« ... les cinq volumes de cette édition critique devraient figurer dans la bibliothèque de chacun. Anne Hébert n'est plus... La voilà qui renaît. »

M.-A. LAMONTAGNE, *LE DEVOIR*



Anne Hébert © Archives de l'Université de Sherbrooke

Les œuvres complètes d'Anne Hébert en édition critique sont réunies en cinq tomes, à paraître en 2013 et 2014, dans la prestigieuse collection « Bibliothèque du Nouveau Monde »

- I • Poésie
- II • Romans (1958-1990)
- III • Romans (1975-1982)
- IV • Romans (1988-1999)
- V • Théâtre, nouvelles et proses diverses

Variantes et réécritures sur

www.pum.umontreal.ca

Les Presses de l'Université de Montréal

Université  de Montréal

Philo & Cie

Magazine de philosophie et de sciences humaines et sociales

Philo & Cie
MAGAZINE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Le pouvoir, encore...
ses formes, ses lieux

Quelle anthropologie?
Entretien avec Francine Saillant

Michel Freitag,
dialectique et société
Jacques Dufresne,
intellectuel public



Philo & Cie
MAGAZINE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Les vertus de l'échec

Éditer des livres savants,
entretien avec
Antoine Del Basso

Un hommage
au philosophe
Claude Lévesque



Philo & Cie
MAGAZINE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

**Trudeau-Aquin
50 ans plus tard**



*Contribuer à inscrire l'activité
intellectuelle dans le cours normal
des choses*

Le numéro : 12 \$
En vente en librairie
3 numéros par an : 40 \$ l'abonnement
Achat ou abonnement en ligne :
www.editionsliber.com
Information : communication@editionsliber.com

LA PHILO S'EXPOSE : ENTRETIEN AVEC GEORGES LEROUX

Philo & Cie
MAGAZINE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

n° 4 janvier - avril 2013 12 \$

**QUAND
LA CULTURE
RECYCLE**

L'air du temps
CULTURE VIRALE

**Cette langue
qui nous définit**

ENTRETIEN AVEC
CHANTAL BOUCHARD



15 ANS DE DIFFUSION DU SAVOIR

1998



Le naufrage de l'université
Michel Freitag

2000



Aux frontières du pictural et du scriptural
sous la direction de
Eva Le Grand

2003



Accessoires. La littérature à l'épreuve du dérisoire
sous la direction de
Isabelle Décarie,
Brigitte Faivre-Duboz
et Éric Trudel

2004



Les oubliés du romantisme
sous la direction de
Marie-Andrée Beaudet,
Luc Bonenfant et Isabelle Daunais

2006



Un certain genre malgré tout
sous la direction de
Catherine Mavrikakis
et Patrick Poirier

2008



Le roman vu par les romanciers
sous la direction de
Isabelle Daunais

2009



Veilleuses. Autour de trois images de Jacques Derrida
Ginette Michaud

2011



Histoire sociale des technologies numériques de 1945 à nos jours
André Mondoux

2013



L'être et le crime. Cinq romans-phares
Michel Dion

PORTFOLIO

19 Pierre Dorion

[par Francine Paul]

Dès le début des années 80, les premières expositions de Pierre Dorion furent remarquées par la critique et l'ensemble du milieu professionnel, tant à Montréal et Toronto qu'à New York. Il exposa rapidement aux galeries Jack Shainman (New York) et René Blouin (Montréal), qui le représentent encore. Ses dernières expositions dans ces deux galeries se tinrent en 2011 et 2012. Dorion a été invité dans de nombreuses expositions collectives et individuelles, au Québec, au Canada, aux États-Unis et en Europe, dans des galeries universitaires et dans des musées. Lauréat du Prix Louis-Comtois (1997), il fut commissaire chez Dazibao (2000), mais également pour l'exposition *Off the Wall* à la galerie Leonard & Bina Ellen de l'Université Concordia (2009). En 2012, le Musée national des beaux-arts du Québec l'invitait à titre d'essayiste et de commissaire pour le volet historique de l'exposition *À ciel ouvert. Le nouveau pleinairisme*. En 2010, le Musée des beaux-arts de Montréal présentait *Pierre Dorion, peinture et photographie* et, en 2012, le Musée d'art contemporain de Montréal lui a consacré sa première rétrospective intitulée *Pierre Dorion*, organisée par le conservateur Mark Lancôt. Un catalogue illustré accompagnait l'exposition. Au printemps 2013, la Dalhousie Art Gallery, à Halifax, présentera ses tableaux de 1994 à 2012.



Closer, 2002. Huile sur toile de lin, 122 x 183 cm. Collection de Helen Sinclair et Paul Cantor. Photo : John Berrens



À PROPOS

- 7 Le problème du moyen contexte.
Les héritiers de Don Quichotte III
[par Louis Hamelin]

ACTUALITÉS, CONSTATS, DÉBATS

- 10 L'immigration italienne :
ses rêves, ses tourments, sa mafia
[par Marco Micone]

ARTS VISUELS

- 13 *Les arts en Nouvelle-France*,
de Laurier Lacroix et al.
[par Rose Marie Arbour]
- 14 *Archival Dialogues :
Reading the Black Star Collection*
[par Sylvie Lacerte]

CINÉMA

- 17 *To Rome with Love*,
de Woody Allen
[par Paul Beaucage]

PORTFOLIO

- 19 Pierre Dorion / Espaces et lumière
[par Francine Paul]

HOMMAGE

- 62 Remémoration d'un ami
[par Marie Claire Lanctôt Bélanger]

ESSAI

- 63 *Le laboratoire central*, de J.-B. Pontalis,
[par Marie Claire Lanctôt Bélanger]
- 65 *Reflets dans un œil d'homme*, de Nancy Huston
Beauté fatale, de Mona Cholet,
Cerveau, hormones et sexe.
Des différences en question, Louise Cossette (dir.)
[par Lori Saint-Martin]
- 68 *Le voyage de la racine alechinsky*, de Hélène Cixous
Luc Tuymans. Relevé de la mort, Volumes I et II,
de Hélène Cixous
[par Ginette Michaud]
- 70 *Nous autres, les autres*,
de Régine Robin
[par Gilles Dupuis]
- 73 *Figures de l'histoire*, de Jacques Rancière
Les mal nommés. Duras, Leiris, Calet,
Bove, Perec, Gary et quelques autres,
de Claude Burgelin
[par Guylaine Massoutre]
- 75 *Controverse cubaine entre le tabac et le sucre*,
de Fernando Ortiz
[par Michel Peterson]
- 78 *The Human Right to Health*,
de Jonathan Wolff
[par Martin Provencher]

POÉSIE

- 81 *Pas d'ici, pas d'ailleurs. Anthologie poétique
francophone de voix féminines contemporaines*,
Sabine Huynh, Andrée Lacelle, Angèle Paoli
et Aurélie Tourniaire (dir.)
[par Pierre Nepveu]

RÉCIT

- 83 *Mon père et autres textes*, de Orhan Pamuk
[par Maya Ombasich]

THÉÂTRE

- 85 *Un*, texte, mise en scène et interprétation
de Mani Soleymanlou, comise en scène d'Alice Ronfard
Les trois exils de Christian E.,
texte et mise en scène de Philippe Soldevila,
texte et interprétation de Christian Essiambre
[par Hervé Guay]
- 88 *La danse de mort*,
de August Strindberg mise en scène de Gregory Hlady
La robe blanche,
texte, mise en scène et jeu de Pol Pelletier
Pour un oui ou pour un non,
de Nathalie Sarraute
[par Gilbert David]

DOSSIER

LE SAVOIR CAPITAL

- 31 Présentation
[par Manon Plante et Patrick Poirier]
- 33 *Les dessous du printemps étudiant.*
La relation trouble des Québécois à l'histoire,
à l'éducation et au territoire,
de Gérard Beaudet
[par Pierre Popovic]
- 36 *La parole universitaire*,
de Pierre Macherey
[par Georges Leroux]
- 39 *Une idée de l'université.*
Propositions d'un professeur militant,
de Michel Seymour
[par Jacques Pelletier]
- 42 *Je ne suis pas une PME.*
Plaidoyer pour une université publique,
de Normand Baillargeon
[par Frédérique Bernier]
- 45 *Aimer, enseigner*, de Yvon Rivard
[par Guillaume Asselin]
- 48 *Dans la classe.*
Essai sur l'enseignement à l'heure de la réforme
de Sébastien Mussi
[par François Rochon]
- 50 *Université Inc. Des mythes sur la hausse des frais
de scolarité et l'économie du savoir*
de Éric Martin et Maxime Ouellet
[par Martin Jalbert]
- 52 *La nouvelle école capitaliste*,
de Christian Laval et al.
[par Guillaume Asselin]
- 54 « L'éducation en péril.
Pour mieux comprendre "le printemps érable" »,
Danièle Letocha et Frédéric Parent (dir.),
Cahiers Fernand Dumont, n° 2, automne 2012
[par Maxime Ouellet]
- 57 *Après le printemps*, de Pierre-Luc Brisson
Année rouge, de Nicolas Langelier
[par Brigitte Faivre-Duboz]
- 59 *Le printemps québécois. Une anthologie*,
Maude Bonenfant, Anthony Glinoeur,
Martine-Emmanuelle Lapointe (dir.)
[par Anne-Marie David]

Notes pour le printemps

Compte tenu du mandat qui est celui de *Spirale*, le magazine ne pouvait, un an après les événements du « Printemps québécois », ignorer les nombreux ouvrages qui lui ont récemment été consacrés. Loin, toutefois, de chercher ici à célébrer ou à commémorer stérilement un événement dont la contemporanéité nous empêche encore de prendre la pleine mesure, les collaborateurs du dossier « Le savoir capital » ont été appelés à réfléchir, à commenter et à penser de manière « engagée » aux fondements mêmes de la crise qui a secoué le Québec. Parmi les problématiques soulevées par la contestation étudiante et appuyées largement par le corps professoral, le refus de la marchandisation du savoir se démarque et apparaît en effet comme le socle sous-tendant tous les autres. Or, à regarder de près l'allure actuelle du débat sur l'éducation — particulièrement dans la foulée d'un Sommet sur l'éducation supérieure qui, malgré la promesse des « chantiers » annoncés, a toutes les allures d'un rendez-vous manqué avec l'histoire —, nous sommes plus que jamais en droit de nous inquiéter. Comme le soulignait Manon Plante dans l'invitation adressée aux collaborateurs de ce dossier, « *s'il est urgent de réfléchir au mode d'accessibilité aux institutions d'éducation supérieure (collégiale et universitaire) afin de garantir l'idéal démocratique fondant notre relation au savoir, il importe tout autant de se pencher sur la nature du savoir auquel nous souhaitons préserver l'accès* ». Les manifestations étudiantes ont pourtant révélé l'importance de se prémunir contre la gestion néolibérale des universités, comme si celle-ci était encore de l'ordre de la menace, alors que la donne économique dirige et oriente déjà le monde de l'éducation. Sans cette réflexion sur les contenus du savoir, les seules questions de l'accessibilité aux institutions d'éducation et de la gratuité scolaire pourraient bien rater leur cible et ne pas critiquer ce qui cause à la base le « *nauffrage* » (Michel Freitag) du système d'éducation. Est-il besoin de dire combien nous paraît important ce dossier ?

ÉPOPÉE — UN NUMÉRO HORS SÉRIE !

Une fois n'est pas (encore) coutume, mais nos lecteurs et lectrices sont vivement invité(e)s à porter une attention toute particulière aux kiosques et aux tables de leurs librairies préférées. En plus du présent numéro, *Spirale* a en effet eu l'immense plaisir de publier son tout premier numéro « hors série » ce printemps. L'idée d'ouvrir nos pages à des projets de publication originaux, inédits et audacieux nous souriait depuis un certain temps déjà. Si le site internet du Collectif Radio Spirale et notre collection d'essais aux Éditions Nota bene nous permettent depuis plusieurs années d'explorer d'autres voies comme autant d'extensions du magazine, nous souhaitions aussi pouvoir, de temps à autre, emprunter des chemins qui, sans s'éloigner du mandat et du projet critique qui sont les nôtres, nous conduiraient vers des rivages autrement inaccessibles. Il tombait

donc sous le sens que ce soit grâce à notre complicité avec les Éditions Nota bene que nous ayons été en mesure de donner suite au projet que nous ont soumis Érik Bordeleau, André Habib, Hermine Ortega et notre collègue Sylvano Santini. Intitulé *Épopée*, ce premier numéro « hors série » cherche, à sa manière, à accompagner le projet éponyme : *Épopée* est en effet un groupe d'action en cinéma formé en 2007 au cours du documentaire *Hommes à louer* traitant de la toxicomanie et du travail du sexe au masculin à Montréal. Entre 2010 et 2012, le projet déboucha sur la création de films de fiction et documentaires diffusés sur le Web, à deux longs-métrages ainsi qu'à des installations en galerie d'art. Au printemps 2012, le groupe *Épopée* accompagna le mouvement étudiant dans sa lutte pour l'éducation. Un long-métrage, *Insurgence*, fut présenté en octobre 2012. Ce « hors série » de *Spirale* rassemble des textes, des entretiens, des témoignages, des documents, des scénarios, un manifeste, des images, autant de manières de rendre compte des actions du collectif. Aux essais et aux analyses offrant des perspectives et des horizons très divers sur le projet, les responsables du projet ont cherché à mêler la parole des créateurs et des intervenants au sein du collectif, des manuscrits et des tapuscrits boulevants composés dans les ateliers d'écriture, première étape décisive du projet, et un dossier d'images, sans légende, qui voudrait rendre sensible la continuité et la richesse esthétique de ces œuvres qui reçoivent et transportent le « *faisceau de ténèbres qui provient de son temps* ». Lancé le 12 avril dernier à la Librairie Le Port de tête, ce numéro « hors série » est maintenant disponible en kiosque, mais nos lecteurs et lectrices peuvent également se le procurer en communiquant directement avec le bureau de *Spirale*.

SPIRALE DONNE À PENSER

Notre campagne d'abonnement est toujours en cours et nous invitons bien entendu tous ceux et celles qu'intéresse le projet critique du magazine à prendre rapidement connaissance des détails de cette offre sur le site du magazine à l'onglet « Abonnement » (www.spiralemagazine.com) ou sur notre page Facebook (*Spirale — Magazine culturel*). Notre campagne prend fin le 30 juin prochain.

RENCONTRE ANNUELLE DU MAGAZINE

La Rencontre printanière de *Spirale* est une tradition que nous maintenons avec plaisir année après année. Si nous profitons toujours de l'occasion pour souligner la parution de notre plus récent numéro et pour annoncer les finalistes du Prix *Spirale* Eva-Le-Grand, cet événement nous permet surtout de rencontrer nos collaborateurs et collaboratrices, ainsi que tous nos lecteurs et lectrices qui sont aussi conviés à notre petite fête. L'occasion est surtout belle de célébrer et de

lever nos verres à la santé de tous ceux et celles qui rendent possible, aujourd'hui, une improbable aventure comme celle de *Spirale*; il nous est hélas trop rarement donné de le faire. Cette année encore la rencontre aura lieu à la Librairie Olivieri à la fin du mois de mai ou au début du mois de juin. Pour la première fois cette année, nous y dévoilerons également le/la lauréat(e) du Prix de la critique émergente. La date reste à préciser, mais comme toujours, nous en ferons notamment l'annonce dans les pages du *Devoir*. Nous vous invitons bien entendu à communiquer avec le secrétariat de *Spirale* pour nous faire part de votre adresse courriel si vous souhaitez faire partie de notre liste et être tenus informés de toutes nos activités.

« NOUVEAUX ESSAIS SPIRALE »

Deux nouveaux titres paraîtront prochainement dans la collection « Nouveaux Essais *Spirale* » aux Éditions Nota bene. On attend avec impatience le livre de Robert Richard intitulé *Éblouissement. Essai sur l'œuvre de Gilles Tremblay*; il s'agira en effet du premier ouvrage consacré à ce grand compositeur québécois. Notre collègue Guylaine Massoutre, pour sa part, signera un essai intitulé *Matière noire. Les constellations de la bibliothèque*, livre sur le « rude merveilleux » qui traverse l'expérience de la lecture, de l'écriture et de la naissance.

ERRATA

Nous avons malheureusement omis de préciser les crédits photographiques des deux images accompagnant l'article de

Sylvie Lacerte, « Une trentième édition vertigineuse », dans notre numéro 243 (hiver 2013). Il s'agit de photographies prises par l'artiste Raymonde April, à qui nous adressons évidemment nos excuses.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

« *Le Conseil québécois du théâtre, après les Seconds États généraux du théâtre professionnel en 2007, ne fait que réclamer plus d'argent des pouvoirs publics comme si le système en place (jurys de pairs, etc.) était optimal et ne condamnait pas tout un chacun à l'asphyxie* », affirment d'emblée Gilbert David et Yves Jubinville dans le dossier de notre prochain numéro, « Théâtre et société québécoise : une histoire à faire, une institution à repenser » (*Spirale*, n° 245, été 2013). Le théâtre québécois montrerait-il des signes de paralysie? De quoi est-il au juste le contemporain aujourd'hui? Ce sont là quelques-unes des questions qui balisent ce dossier auquel plusieurs interlocuteurs et intervenants du milieu théâtral ont été appelés à répondre. Un dossier à ne pas manquer! Soulignons par ailleurs que notre numéro d'été aura également la chance d'accueillir un portfolio consacré au travail du réputé sculpteur Jean-Pierre Morin, présenté par Françoise Lucbert.

Vivement l'été! Mais pour l'heure, heureux d'un printemps!

PATRICK POIRIER

Maintenant en librairie...

Aussi disponible sur commande :
spiralemagazine@yahoo.com

Collaborateurs : Amir | Erik Bordeleau | Mathieu Bouchard-Malo | Jean-Bruno Caron | Hubert Caron-Guay | Simon Drouin | Marie-Paule Grimaldi | Marco | André Habib | Rodrigue Jean | Léna Mill-Reuillard | Fabrice Montal | Hermine Ortega | Nalissa | Ariane Pétel-Despots | Étienne Roussy | Sylvano Santini | Thommy Pilote | Ti-Pat | François Tremblay

Épopée
— groupe d'action en cinéma

hors-série n°1

Spirale

Le problème du moyen contexte

Les héritiers de Don Quichotte III

PAR LOUIS HAMELIN

M a femme aime me rappeler que le livre est un objet placé au centre d'une transaction commerciale et qu'il n'y a aucune honte à cela. Mais la première fois qu'elle a posé les yeux sur un exemplaire de l'édition de poche de mon dernier roman, avec sa couverture discrètement barrée d'une formule tirée d'une recension critique annonçant « *le grand roman québécois* », elle m'a jeté un regard en coin, du genre dubitatif. « Est-ce que c'est vraiment une bonne chose ? — Mmmh ? — Qu'ils aient eu besoin de rajouter *québécois*, je veux dire... »

Je ne savais pas. Chose certaine, il n'était plus question de continuer à me contenter de voir, dans cette sonore et *jean-éthier-blaisienne* exclamation, un simple clin d'œil à un autre clin d'œil, jadis décoché par bibi, dans un autre livre, au mythe littéraire étasunien par excellence, le *grand roman américain*, et encore moins de songer à me flatter la bedaine. J'étais maintenant forcé de regarder ce *québécois* d'une formule critique modestement convertie en slogan publicitaire comme une épithète possiblement réductrice.

Au début de l'hiver, la lecture d'une critique littéraire parue dans la revue *L'inconvénient*, démolition sans doute justifiée d'un roman dont prenait prétexte l'auteur de l'article pour énoncer en toutes lettres une opinion qu'on voit rarement exprimée d'une manière aussi peu déguisée — à savoir que la littérature québécoise est foncièrement et pour ainsi dire ontologiquement *mauvaise* —, m'a incité à relire *Le rideau* de Milan Kundera. Lecture salutaire qui, au moment où je m'apprêtais à consacrer le troisième volet des « Héritiers de Don Quichotte » à la critique des romans québécois, m'a rappelé qu'il est impossible de parler sérieusement de roman, encore moins de critique du roman, sans aller à cette source de lumière qu'est la trilogie de Kundera sur *L'art du roman*, que clôt *Le rideau* (2006).

« Il y a deux contextes élémentaires, y écrit-il fameusement, dans lesquels on peut situer une œuvre d'art : ou bien l'histoire de sa nation (appelons-le le petit contexte), ou bien l'histoire supranationale de son art (appelons-le le grand contexte). » Pour Kundera, ce qui définit l'esprit provincial, c'est l'impossibilité de se projeter dans le grand contexte. Cet esprit se retrouve aussi bien dans les grandes nations que les petites (exemple : un Français qui, répondant à un sondage, place *Les misérables* avant l'œuvre de Rabelais est, aux yeux de Kundera, prisonnier du petit contexte). La littérature mondiale (*weltliteratur*) qu'annonçait déjà Goethe est aujourd'hui devenue une étourdissante réalité. Au départ, j'avais l'intention de me pencher sur la qualité de la critique québécoise — une critique en bonne santé étant une condition *sine qua non* d'une littérature de qualité, comme le veut une équation connue — dans l'espoir d'arriver à formuler une réponse à la question suivante : pourquoi le roman québécois est-il, au plan international, un échec historique aussi flagrant ?

Oui, un échec. Considéré selon le petit contexte, avec notre histoire collective en fond de toile, le roman québécois possède une indéniable vitalité. Dans la perspective du grand contexte, au contraire, son absence crève les yeux. Au-delà des éphémères flambées dues au succès d'un seul ouvrage (Gaétan Soucy, Gil Courtemanche), notre roman n'a pas encore trouvé son Robert Lepage, ni même son Gaston Miron... son homme du Grand Contexte. C'est là une constatation aussi plate que parfaitement incontournable.



Pablo Picasso, *Don Quichotte*, 1955.

Atteinte de gigantisme, rabelaisienne autant que monstrueuse, l'œuvre d'un Victor-Lévy Beaulieu, l'homme qui tutoie Joyce et Tolstoï, gagnerait sans doute à être envisagée à la lumière du grand contexte. Mais pour faire partie de « l'histoire supranationale de son art », encore faudrait-il qu'elle soit diffusée et lue à l'étranger — un article dans *Le Monde* et une sélection dans la liste finale d'un prix littéraire hexagonal ne font pas une réputation internationale. La très volontariste sentence de Miron me revient à l'esprit : « *Il n'y a pas de petite littérature, il n'y a que des littératures mal diffusées...* » Depuis les travaux de François Paré, on sait qu'il existe, sinon des petites littératures, du moins des « *littératures de l'exiguïté* » dans lesquelles la nôtre serait à ranger.

Bien sûr, des mécanismes économiques puissants sont à l'œuvre dans l'édition. Mais si le Québec n'a pas encore produit son romancier-phare, capable de transcender le micro-rayonnement international des quelques centres d'études rattachés à des facultés universitaires, ne serait-ce pas, comme semble le croire une partie de notre institution littéraire elle-même — pour ne rien dire du grand public —, en raison d'une qualité inférieure quasi intrinsèque, sinon même d'une espèce d'inaptitude congénitale à l'universalité ?

Il existe une façon encore plus injuste de poser la question : pourquoi le roman québécois n'a-t-il pas encore son Garcia Marquez ?

Septembre 2012. Je suis attablé à l'ombre du château de Vincennes, sur le trottoir d'un café, avec une poignée d'autres auteurs invités au Festival America : un Colombien, un Chilien, une Argentine et un Guatémaltèque vivant aux États-Unis. Mon dernier séjour au sud du Rio Grande date d'une douzaine d'années et ça commence à paraître : à mes bribes d'espagnol sortant tout croche, et qui rendent mes pensées aussi pataudes et titubantes que des nandous essayant de courir avec des *bolladores* dans les pattes, le Colombien répond en plissant diplomatiquement les yeux, le Guatémaltèque avec une moue de mépris, l'Argentine avec un gentil sourire, le Chilien en anglais. En les écoutant discuter entre eux, rapidement largué devant mon verre, je ressens d'abord confusément une souffrance immédiate, celle de l'exclu de n'importe quel groupe, mais à laquelle se greffe bientôt une douleur plus profonde, que je ne tarde pas à reconnaître pour ce qu'elle est : une vile forme de jalousie. Quatre pays, une même langue. Un continent, l'Amérique hispanique, 350 millions d'habitants et 38 variantes d'une seule et même grande culture bouillonnante. Brusquement renvoyé à mon insularité native et paradoxale (l'isolement linguistique d'un francophone en France), c'est comme si j'étais soudain rejeté d'une famille que je ne me connaissais pas. Venus d'un territoire dont l'immensité rattache les pics de glace de la Patagonie aux cactus-cierges du Sonora, ces quatre écrivains baignaient dans un halo dont la chaude familiarité tacite, au seuil de la nuit, illuminait soudain ce petit coin de banlieue parisienne.

« *Entre le grand contexte mondial et le petit contexte national, écrit Kundera, on peut imaginer une marche, disons un contexte médian. Entre la Suède et le monde, cette marche est la Scandinavie. Pour la Colombie, l'Amérique latine. Et pour la Hongrie, pour la Pologne ? (...) L'Europe centrale.* »

Le contexte médian, ou moyen contexte, est constitué (très important) d'un ensemble plus ou moins grand d'autres nations vivant les mêmes situations historiques, connaissant les mêmes problèmes, que ceux-ci soient causés par une origine et une histoire communes ou par les mêmes déterminants géographiques, que la nation de référence. Ainsi, les pays latino-américains dans leur relation à l'ancien Conquistadore et à l'Empire américain ; les petites nations de l'Europe centrale culturellement et politiquement écartelées entre deux géants (Allemagne et Russie) ; et les pays scandinaves, nations nordiques de moins de dix millions d'habitants dont le décentrement et le faible poids politique dans les affaires européennes est la condition fondamentale. Et le Québec ? Quel est notre contexte médian ?

Ce ne peut être la France, l'ancienne mère patrie étant d'emblée exclue par son poids démographique et son rôle dominant dans ce qui demeure, à l'état de vestige intello-affectif, une relation de métropole à colonie. La Francophonie ? Si cette entité de papier qui carbure à un mélange de bureaucratie et de volontarisme, et qui peine à transcender sa fragmentation géopolitique devait être notre contexte médian, nous serions dans le trouble. Le Canada est déjà un candidat plus logique. Mais le splendide isolement linguistique du Québec (seul État français des Amériques) dans la mer anglo-saxonne nord-américaine, de même que son endurant élément souverainiste, rendent cette appartenance contextuelle problématique. Pour chercher des comparables, on est forcé de regarder ailleurs.

Le contexte médian de la Catalogne nationaliste, ce n'est pas l'Espagne, mais l'Europe. Pareil pour l'Écosse indépendantiste qui, par-dessus le Royaume-Uni, se projette dans l'Europe des Nations. Le contexte médian du Québec est donc forcément américain. Mais tenter d'habiter, avec des livres écrits en français — précisons : dans une variété de français caractérisée par un écart à la norme parisienne généralement perçu

comme folklorisant et comique —, d’habiter, donc, un espace mythique baignant dans une langue littéraire et commerciale que les États-Unis ont pris un siècle pour imposer au monde entier, représente un défi que le roman québécois n’a pas encore relevé. Nos tentatives d’écrire *américain*, de redevenir, dans nos mots, ces Américains français que nous sommes à l’origine, demeurent, comme le *Volkswagen Blues* de Jacques Poulin, largement cantonnées à l’ordre symbolique. La barrière linguistique n’explique pas tout. L’absence de cette reconnaissance internationale que procurerait un statut de nation libre et indépendante n’explique pas tout. Le manque d’ambition d’une littérature trop frileuse, prompt à se réfugier dans sa mentalité provinciale et ses réflexes corporatistes, n’explique pas tout. Ce ne sont que des parties de l’explication...

Le problème, lui, semble incontournable : le *contexte médian* du romancier québécois s’incarne dans un géant culturel qui traduit au compte-gouttes les littératures étrangères (pour ne rien dire de celles de l’exiguïté...) et qui débite ses histoires et ses affaires dans une autre langue, qui n’est rien de moins que la *lingua franca* universelle du moment. Ça ne fait pas un contexte médian très confortable, ça. Peut-être qu’il serait un peu plus favorable à notre épanouissement culturel si, disons, quatre ou cinq des États qui composent ledit géant avaient le français pour langue officielle ?

Quand on est écrivain, le problème, c’est qu’on ne peut pas faire semblant que la langue n’est pas importante. Qu’elle ne se trouve pas tout au centre de nos préoccupations. On peut décider, bien sûr, de l’abandonner, d’un seul coup, ou bien progressivement. Commencer à mettre plus de mots anglais dans nos livres. Et toujours plus. Or, se folkloriser prend du temps, se convertir à la *globishit* un peu moins, mais les chanteuses et les musiciens sont plus rapides que nous.

« *Passeront-ils les frontières ?* », titrait, il y a quelques années, la revue *L’atelier du roman* pour annoncer un dossier sur Jacques Ferron. Et nous ? Passerons-nous les frontières ?

Le blocage du contexte médian fait que le romancier québécois se retrouve, le plus souvent, devant la marche trop haute du *grand contexte*, renvoyé à son petit contexte et à sa perception provinciale de sa propre littérature. Certains croient s’en tirer en gommant de leur prose toute trace du référent québécois, ce qui a le don de leur ouvrir comme par magie les portes des grands éditeurs parisiens. Mais ce n’est pas parce que ton histoire se passe à Omsk plutôt qu’à Sept-Îles que tu vas automatiquement faire partie de « l’histoire supranationale du roman ».

La France, où subsiste apparemment le vieux préjugé voulant qu’il n’y ait pas beaucoup de différence entre une bouse de vache et un roman dont l’action se situe au Québec et qui, circonstance aggravante, a été écrit par un Québécois, n’est heureusement pas le *grand contexte*. Cependant, il est indéniable que cet empire intellectuel et commercial qu’est l’institution littéraire française continue d’élever, entre le monde et les *granzessepasses* du roman québécois, un mur en grande partie fantasmé, et qui a des oreilles pour les chanteuses et les types pittoresques dans le genre de Fred Pellerin.

Il y a environ deux ans, *Le Monde des livres*, supplément littéraire du *Monde*, m’a demandé si j’étais intéressé à faire la critique du dernier roman de Marie-Claire Blais (*Mai au bal des prédateurs*, Boréal, 2010). J’avais plein d’excellentes raisons de refuser que, sensible à la possibilité de voir paraître ma signature dans une publication aussi prestigieuse, j’ai ignorées. Mais une de ces raisons ne m’est apparue que récemment : pourquoi *Le Monde* avait-il donc besoin d’un Québécois pour recenser le livre d’une romancière québécoise ? Probablement parce que, aux yeux de l’intelligentsia française, un roman québécois, même lu à Paris, et même s’il se déroule dans les Caraïbes, ne saurait appartenir qu’au *petit contexte*, à son histoire nationale plutôt qu’à celle, supranationale, de l’art du roman. Il leur fallait donc, pour pouvoir juger des mérites de cet écrit régional, quelqu’un de la tribu. Et là, on parle peut-être de la plus grande romancière québécoise actuelle, et d’un livre qui, réussi ou pas, fait partie d’un cycle romanesque dont les moyens stylistiques et l’ambition formelle sont, de toute évidence, destinés à être éclairés par le *grand contexte* kundérien.

Romancière québécoise, ai-je écrit. Comme dans : *Grand Roman québécois...* Étiquette réductrice, sans doute, sur la grande place mondiale du Marché. Pourtant, j’ai l’impression que ce n’est pas en nous mettant à l’écriture de la sorte de petits machins tellement à la mode dans quelques rues du Septième arrondissement de Paris, exsangues et délicieusement cosmopolites, situés dans des pays lointains ou inventés, que nous arriverons aussi facilement, par des moyens littéraires, à nous débarrasser du Québec. ┘



L'immigration italienne : ses rêves, ses tourments, sa mafia

PAR MARCO MICONE

« **D**e nos jours, il faut une autorisation pour voler son prochain. Si c'était à refaire, je commencerais par chercher à obtenir cette autorisation. » C'est le regret exprimé par le mafioso italo-américain, Lucky Luciano. D'un point de vue strictement moral, y a-t-il une différence entre l'affairiste escroc, le financier spéculateur et le chef d'entreprise qui empoche en une année ce que ses employés gagnent pendant toute une vie ? S'il fallait que la commission Charbonneau assigne à comparaître tous ceux qui *sont autorisés à voler leur prochain*, ma génération n'en verrait sans doute pas la fin. Le spectacle est grotesque : un fonctionnaire corrompu étale son ineptie en confondant casino et œuvre philanthropique, un autre décrit les liasses de billets de banque que vomit un coffre-fort impossible à refermer, tandis qu'un public moutonnier applaudit un escroc à la messe télévisuelle du dimanche soir. Dans la salle d'audience, des noms à consonance italienne résonnent en même temps que les Trépanier, les Surprenant et autres Leclerc. Un rare modèle de coopération interethnique se déployant sous le regard tutélaire du *padre-padrino* ! À côté de ce quarteron de Québécois d'origine italienne impliqué plus souvent qu'à son tour dans des activités illicites, il y a la grande majorité d'irréprochables citoyens évoluant dans tous les secteurs de la société. Il n'est pourtant pas toujours flatteur d'être identifié comme Italien. À tel point qu'un italophone qui améliore son sort ou, pire encore, qui réussit à s'enrichir, surtout dans le domaine de la construction, est souvent soupçonné d'entretenir des liens avec la mafia. Cet amalgame, qui a cours depuis trop longtemps, s'ajoute aux rendez-vous manqués, aux conflits et aux inévitables préjugés qui ont jalonné le long parcours des italophones en sol québécois.

Les premiers Italiens arrivent à Montréal vers la fin du XIX^e siècle. Ils sont environ cinq mille en 1905, employés pour la plupart dans les mines, les chemins de fer et les camps de bûcherons. Beaucoup d'entre eux sont des hommes qui n'ont aucune intention de s'y établir. Ils comptent repartir aussitôt

qu'ils auront économisé suffisamment d'argent pour acheter un lopin de terre ou pouvoir assurer une dot à leurs filles. Bon nombre sont illettrés. Mal payés et mal logés, ils vivent dans « *une malpropreté et une promiscuité dangereuses* » selon les journaux de l'époque. Méprisés et démunis, ils (dont mon grand-père) deviennent une proie facile pour de puissants agents d'emploi : une mafia qui exige une taxe d'embauche dont le rôle est de fournir aux employeurs une main-d'œuvre docile et bon marché. Du quasi-esclavage.

Plus de dix millions d'Italiens émigrent alors (1890-1914) vers les deux Amériques. Beaucoup de ces immigrants proviennent des régions méridionales où, quelques années auparavant, d'ex-maquisards, soudoyés par de grands propriétaires terriens, avaient formé une milice dont la fonction était de réprimer les révoltes paysannes et semer la terreur dans les campagnes. C'est ainsi que la mafia voit le jour. Au milieu d'une paysannerie indigente, ces *mafiosi* deviennent des personnages à la fois craints et admirés à tel point que l'expression « *fare la mafia* » est aujourd'hui encore synonyme de « se pavaner » ou « faire le dandy ». Cette culture mafieuse et le manque de civisme (ou familisme amoral qui consiste à privilégier le bien familial au mépris du bien public), propres à des régions où l'État est aussi corrompu que honni, ont depuis longtemps traversé l'Atlantique.

Il faudra attendre l'avènement du fascisme avec sa rhétorique cocardière et triomphaliste pour qu'enfin ces méridionaux se réconcilient avec l'État italien, eux qui avaient toujours préféré s'identifier à leurs villages. La petite communauté italienne de Montréal subit, pendant près d'une décennie, la propagande fasciste jusque dans les églises et adhère, en bonne partie, à son discours moins par conviction politique que pour récolter les bienfaits psychologiques d'appartenir à une nation dont le Duce est adulé non seulement par le Vatican (après le Concordat), mais aussi par des chefs d'État étrangers, dont Mackenzie King. La fête cessera brutalement lorsque l'Italie fasciste déclarera

la guerre à la France. De nombreux Italiens, vivant à Montréal, seront alors arrêtés et emprisonnés à Petawawa.

Lorsque l'immigration italienne reprend après la Deuxième Guerre mondiale, elle se caractérise par la politique du parrainage. Celle-ci permettra à 90 % des Italiens, qui s'établiront au Québec entre 1947 et 1970, d'être parrainés par un membre de leur famille. Des villages entiers se vident, créant des déséquilibres démographiques et des problèmes économiques tels que l'émigration devient, dans certains cas, la cause principale d'autres émigrations. C'est aussi le parrainage qui explique que près du tiers de tous les Québécois d'origine italienne proviennent du Molise : une petite région désormais exsangue. Les autres viennent d'un peu partout, mais aussi de Calabre et de Sicile où sévissent, et d'où essaient, la 'Ndrangheta et la Mafia. Ils élisent domicile pour la plupart à Montréal en même temps que des dizaines de milliers de Québécois provenant des régions. L'urbanisation s'intensifiant, on assiste ainsi à une longue période d'effervescence immobilière (boulevard Métropolitain, métro, banlieues nouvelles, écoles, routes, etc.) dont l'apothéose sera l'Expo 67. Parmi les italophones qui y trouvent du travail comme manœuvres ou ouvriers spécialisés, quelques-uns deviennent entrepreneurs, parfois très prospères. Ils s'enrichissent d'autant plus facilement qu'ils ont à leur disposition des milliers d'ex-paysans taillables et corvéables à merci. (Mon père, comme tant d'autres, devait travailler une heure ou deux par jour sans être payé pour avoir le droit de retourner sur le chantier le lendemain). Le pouvoir de l'argent ne pouvant faire fi du pouvoir politique et vice versa, la table est mise pour le meilleur et pour le pire. Il est faux cependant de croire, malgré l'hypermédiatisation de quelques individus, que l'industrie de la construction soit leur fief exclusif. Au recensement de 2001, il n'y avait que 6 595 italophones (dont 860 femmes) dans ce secteur, correspondant à environ 5 % du total.

Je fais partie de cette vague d'immigrants des années cinquante qui a vu les pères émigrer avant le reste de la famille. La présence des enfants aurait coûté trop cher à la société d'accueil. (Saurons-nous un jour ce que le Québec économise en frais de formation en accueillant des immigrants prêts à travailler et dont la moitié est détentrice d'un diplôme universitaire?) Nos parents croyaient émigrer pour une vie meilleure. Elle a été tout au plus différente. Le dénuement faisant place à l'illusion d'abondance, chacun se contenta de son salaire de misère en attendant d'être vengé par ses enfants. C'était ne pas tenir compte des limites de la mobilité sociale pour ceux qui ont vécu à l'orée des carrières de ciment et le long du boulevard Métropolitain, là où il a été facile de recruter de jeunes aspirants mafiosi. Quant à moi, à peine sorti de l'enfance, j'étais bien là où j'étais né et la promesse d'être mieux ailleurs m'apparaissait comme un mensonge parmi tant d'autres. Je ne m'étais pas trompé. Après avoir été refusé par une école française (la même que fréquenteront mes deux fils trente ans plus tard), je me fis régulièrement traiter

de *moudzi wap* dans l'autobus me conduisant à l'école-ghetto d'un quartier italien. Cette invective fit naître en moi une colère qui se ravive chaque fois qu'on me disqualifie comme francophone sous prétexte que le français n'est pas ma langue maternelle. Il est plus que temps de reconnaître que nous sommes nombreux, nous les immigrants, à ne pas avoir attendu la promulgation de la loi 101 pour apprendre le français ni, par conséquent, pour mettre en pratique certains principes de l'interculturalisme bien avant qu'il ne fasse partie du discours public. Depuis trente ans, le progrès du français chez les immigrants est énorme, mais malgré cela, les croisés de la langue s'évertuent à les faire passer pour des agents d'assimilation de Lord Durham. Exaspérant !

C'est par milliers que les Italiens arrivent au Québec pendant les années cinquante et soixante dans la quasi-indifférence : aucune structure d'accueil n'existe ni pour les jeunes d'âge scolaire ni pour les adultes, sauf pour les hommes seuls. Pour eux, il y a la taverne où ils s'échangent les adresses des employeurs et des bordels. Dans les chaumières, on se scandalise de leur promiscuité, on se moque de la grosse Italienne habillée de noir et on n'attend pas que le taux de chômage monte pour les traiter de voleurs de jobs. (S'il était possible de voler des jobs, j'en aurais volé une meilleure, disait ma mère en revenant de son usine sale et bruyante). Mais cela n'empêche ni les mariages interethniques ni la cohabitation dans les quartiers, deux pratiques interculturelles fondamentales. Certains francophones accepteront même d'être les locataires de ces mangeurs de pâtes. En l'absence d'une loi imposant le français, ces nouveaux Québécois, qui n'avaient jamais entendu parler du Québec francophone dans leur pays d'origine, choisissent majoritairement les écoles anglaises pour leurs enfants, tout à fait légalement. Personne ne s'en offusque pendant toute une génération. Puis, soudain les francophones prennent conscience de la nécessité d'intégrer les immigrants. Deux légitimités s'affrontent, comme dans une tragédie, et c'est l'émeute à Saint-Léonard (1969). Dès lors, l'image des italophones hostiles aux revendications légitimes des francophones s'ajoute à la perception déjà peu flatteuse fondée sur la présence de la mafia et, à un moindre degré, sur les stéréotypes liés à leur origine paysanne, aux comportements traditionnels intrafamiliaux et aux *italiàneries* de quelques cuistres ou folliculaires francophobes.

Avec la diversification de l'immigration à la fin des années 70, les italophones quittent enfin l'avant-scène. Grâce à la loi 101, ils pourront continuer à s'isoler dans les écoles anglaises. Il ne restera qu'eux, ou presque, à la Montreal Catholic School Board, jusqu'à son abolition. Ils pourront ainsi continuer à y apprendre l'anglais et le parler à leur manière, mais surtout à se créer un réseau d'amis qui leur ressemblent et qu'ils retrouveront dans leurs quartiers pour le meilleur et parfois pour le pire. Est-il possible que le vivre-entre-soi ait contribué, dans certains cas, à la rétention de valeurs traditionnelles et à l'adoption de comportements s'inspirant du familisme amoral ?

Heureusement, cela ne les a pas empêchés d'apprendre le français. Au recensement de 2006, 91,8 % des italophones connaissaient le français contre 73,7 %, l'anglais. À la maison, pas plus de 37,7 % utilisaient l'anglais, mais 39,2 % le français. Quant à la langue de travail, le français l'emportait nettement : 55 % contre 31,8 % pour l'anglais. Ah, si la loi 101 avait été votée trente ans auparavant ! C'est au plan de la scolarité que le tableau s'assombrit, car à peine 16,9 % d'entre eux détenaient un diplôme universitaire (parfois un simple certificat !), comme pour l'ensemble des Québécois francophones d'ailleurs. (Les croisés de la langue vont-ils se muer, dans vingt ans, en défenseurs de la race et se plaindre que trop de postes de prestige soient occupés par les Truong, les Smith et les Abdoul dont les taux de diplomation universitaire oscillent entre 30 et 40 pour cent ?)

La loi 101, deux référendums perdus et trente ans de débats ont transformé le Québec. Les représentations et les perceptions des immigrants sont de moins en moins réductrices et stéréotypées. Elles correspondent davantage à la diversité générationnelle ainsi qu'à la complexité identitaire de

chacun des groupes présents dans ce pays incertain. Aucun n'a le monopole ni du crime ni de la vertu, et la mafia, au sens large, n'est plus un phénomène ni exogène ni mono-ethnique. La commission Charbonneau a en outre fait la démonstration qu'elle est loin d'être la seule à avoir gangrené le Québec. La communauté italienne a, elle aussi, beaucoup évolué. La notion même de communauté italienne devient de plus en plus inapplicable dans l'espace montréalais. Des 299 660 Québécois d'origine ethnique italienne (dont 42 % d'origine mixte), au recensement de 2006, 71,5 % étaient nés sur place, tandis que la très grande majorité des autres a immigré et vit au Québec depuis au moins trente ans. Chacun a été façonné, en partie ou en totalité, ici, par son milieu de vie ou de travail. Cela vaut pour l'artiste, le professionnel et le mafioso d'origine italienne. Leur identité se décline désormais dans toutes les nuances du métissage. Un italo-phonie à qui je demandais récemment s'il avait l'impression d'être intégré, m'a répondu : je suis intègre, « *basta così* ». En effet, rien n'est plus important par les temps qui courent.



Le webzine trimestriel Cousins de personne a pour mission de vider le rapport France-Québec de ses clichés, afin que Français, Québécois et francophones se voient et se lisent véritablement.

www.cousinsdepersonne.com

Cousins de personne est également une association loi 1901 à but non lucratif. Vos dons et adhésions (8€/an ou équivalent en dollars canadiens) soutiendront la réalisation du webzine et l'exploration d'autres voies de diffusion.

<http://cousins-de-personne.cotiserenligne.fr/>

**cousins
de personne**

De l'intégration des cultures

PAR ROSE MARIE ARBOUR

LES ARTS EN NOUVELLE-FRANCE

Sous la direction de Laurier Lacroix

Musée national des beaux-arts du Québec/Publications du Québec, 296 p.

Publié à l'occasion de l'exposition *Les arts en Nouvelle-France*, (organisée par le Musée national des beaux-arts du Québec et présentée du 2 août 2012 au 2 septembre 2013), cet ouvrage présente et analyse 200 œuvres et objets décoratifs des XVII^e et XVIII^e siècles et se conclut sur l'affirmation de l'existence d'une identité culturelle et artistique propre à la société formée en Nouvelle-France, excluant cependant l'Acadie et la Louisiane qui avaient développé des particularités distinctes.

Laurier Lacroix s'est attaché à décrire la vie artistique de cette période, vie qui demeure encore grandement méconnue en dépit de la somme des connaissances rassemblées et analysées sur la société française en Amérique du Nord et sur son développement. Cette étude s'imposait : depuis quelques décennies, des avancées ont été faites quant aux connaissances portant sur d'autres facettes de la vie culturelle et artistique en Nouvelle-France (vie musicale, littéraire et savante, état des bibliothèques, diffusion du livre). Il manquait une étude générale sur la place et le rôle des beaux-arts et des arts décoratifs dans la colonie française. C'est une conception anthropologique de l'art qui prévaut ici, l'art exprimant un mode de vie. Laurier Lacroix pose la question centrale qui a dirigé l'ensemble de cette étude en ces termes : « *Comment une civilisation se modifie-t-elle lorsqu'elle en rencontre une autre sur un territoire donné?* »

Cette question de l'intégration des cultures est bien actuelle pour le lecteur d'aujourd'hui, familier des discours sur l'identité et l'ouverture à l'autre. L'ouvrage rend compte, dès les débuts de

la colonie, des efforts missionnaires auprès des Amérindiens tout autant que des Français et des Canadiens, dont plusieurs contribuèrent à faire de la Nouvelle-France un haut lieu de spiritualité. Il y est question de l'appropriation par les Français et par les Canadiens de pratiques culturelles existantes chez les Amérindiens et, inversement, de l'intégration de celles en provenance de la France. L'auteur conclura son étude en soulignant la capacité d'adaptation remarquable qui s'est imposée depuis le début de la colonie et dans les années à venir : « *Cet art se situe au confluent de deux continents et de deux environnements distincts.* » Les lecteurs plongent dans l'histoire même de la Nouvelle-France et non pas seulement dans celle des objets d'art.

Ce qui contribue à donner à cet ouvrage une dynamique particulière est l'inclusion, au sein du récit principal rédigé par Laurier Lacroix, de textes signés par des collaborateurs et collaboratrices portant sur des œuvres et des objets bien précis, ce qui rend immédiatement perceptibles des questions historiques et culturelles de nature plus générale traitées par l'auteur. Ainsi, l'art de la cartographie

met en lumière la découverte du territoire dont l'échelle et la beauté sauvage des paysages apparaissaient entièrement inédits aux Français.

Cet ouvrage, indépendamment de l'exposition dont il rend compte, devient donc une référence majeure en la matière, accessible à différentes catégories de lecteurs et de lectrices. Il remplit cette fonction de mettre la recherche spécialisée dans le domaine artistique à la portée du plus grand nombre.



Comment revisiter l'histoire sociopolitique du XX^e siècle

PAR SYLVIE LACERTE

ARCHIVAL DIALOGUES :

Reading the Black Star Collection

Ryerson Image Centre, Ryerson University, Toronto,
du 29 septembre au 16 décembre 2012.

L'automne dernier, le Ryerson Image Centre (RIC), situé sur le campus de l'université du même nom à Toronto, présentait, pour inaugurer son nouvel immeuble, l'exposition *Archival Dialogues : Reading the Black Star Collection*, organisée par les commissaires Doina Popescu, directrice du RIC et Peggy Gale, commissaire indépendante connue ici pour avoir conçu une édition de la Biennale de Montréal (2000) et qui en signera la prochaine mouture en 2013. Les deux commissaires avaient invité les artistes Stephen Andrews, Christina Battle, Marie-Hélène Cousineau, Stan Douglas, Vera Frenkel, Vic Ingelevic, David Rokeby et Michael Snow, à produire chacun une œuvre *in situ* à partir d'une ou de quelques photographies de la Collection Black Star qui fut léguée au RIC en 2005 par un donateur anonyme. Cette collection est constituée d'environ 300 000 images issues de l'agence de photojournalisme Black Star fondée en 1935, à New York, par Ernest Mayer, Kurt Safranski et Kurt Kornfeld, ayant tous fui l'Allemagne nazie. Les trois photojournalistes allemands ont par la suite partagé leur savoir-faire aux États-Unis avec les quelque 6 000 collègues qui allaient œuvrer pour l'Agence tout au long du XX^e siècle. Leurs reportages photographiques en noir et blanc ont donc paru dans des publications tels *LIFE*, *Time Magazine*, *Look*, *The New York Times*, le *Saturday Evening Post* et *Newsweek*, rapportant des moments-clés de l'Histoire sociopolitique de cette ère, de manière souvent saisissante.



Marie-Hélène Cousineau, *Woman with grandfather 3: Eva Nagyoungalik*, 2011. Courtoisie de l'artiste.

Le photojournalisme est une profession à haut risque. Les photographes se déplacent souvent au péril de leur vie, dans des zones de guerre ou de catastrophes naturelles afin de rapporter des témoignages visuels qui renforcent, au-delà des mots, l'état de la situation des événements couverts. Parfois, leurs reportages relatent de manière directe et crue des scènes de crime sordides ou encore des situations sociales difficiles qui nous mettent face à nos limites, à nos préjugés. D'autres

fois, les photos exposent des scènes de liesse évoquant des épisodes, plus rares ceux-là, du génie humain et de sa grandeur d'âme. Bien que ces images émanent d'un moment croqué sur le vif et devraient témoigner d'une certaine objectivité documentaire, il est clair que l'œil derrière l'appareil photo transcende la soi-disant neutralité au profit d'une subjectivité qui devient commentaire. De plus, le lecteur de l'image, le regardeur, comme aurait dit Duchamp, ajoute une couche

d'interprétation à un moment capté parfois à un millième de seconde et qui révèle de manière implacable des affects enfouis dans les profondeurs abyssales des sujets. D'ailleurs, le plus souvent, ceux-ci ignorent l'existence même de ces perturbations émotives qui seront éventuellement divulguées au monde à cause d'une indiscretion ou grâce à un coup de chance du photographe.

ART ET ARCHIVE(S)

Le défi que lançaient Doina Popescu et Peggy Gale aux huit artistes canadiens était de taille. Chacun d'eux devait prendre connaissance du catalogue de cet immense fond d'archives et ne choisir qu'une ou quelques photographies en les insérant dans un projet qui deviendrait le sien, tout en mettant en lumière le travail des photojournalistes, sans pour autant faire œuvre d'hagiographie. Depuis Duchamp, les surréalistes, et plus tard Andy Warhol, bon nombre d'artistes contemporains se sont colletés avec des documents d'archives dans leurs démarches respectives. S'en inspirant, ils font ainsi renaître les archives, leur insufflant une deuxième vie par des stratégies de mimétisme, de réinterprétation, de mise en scène, d'analyse, de déconstruction ou d'appropriation, à travers dessins, peintures, installations (sculpturales, vidéo ou sonores), œuvres multimédia (interactives ou non), photographies ou encore technologies géo-localatives.

Dans *Archival Dialogues : Reading the Black Star Collection*, chaque artiste, bien qu'animé par des images de la célèbre agence, est resté fidèle à sa manière, à sa facture, à son esthétique et à ses idiosyncrasies techniques et technologiques. Tous les créateurs ont répondu à cette commande sans se laisser submerger par la mer de documents disponibles ni jamais perdre le fil de leur vision artistique. De plus, les artistes ont convoqué des stratégies qui leur étaient propres, appuyées par les moyens techniques qui leur étaient familiers, mais qu'ils ont poussés, pour la plupart, au-delà des limites qu'ils avaient explorées jusqu'alors.

Le magnifique catalogue illustré et très étoffé laissera une trace tangible de



Stan Douglas, *Demobilization Suit*, 1945 (2010). Courtoisie de l'artiste et de David Zwirner, NY.

cette exposition. On peut y lire les textes éclairants des commissaires, des huit artistes invités et des théoriciens Hito Steyerl et Jennifer Allen. Notons aussi que les essais des artistes sont d'une acuité pénétrante tant sur le statut de l'archive dans un univers noyé par la surabondance de l'information que par l'intérêt que génèrent les documents d'archives dans des pratiques artistiques contemporaines.

RELECTURE DU DOCUMENT D'ARCHIVES

Dans un premier temps, les artistes ont assumé pleinement leur rôle de lecteurs

d'images afin de passer ensuite à l'étape de sélection des documents qu'ils allaient utiliser pour imaginer ou réinterpréter la trame narrative que ceux-ci leur inspiraient. Trame narrative qui symbolise l'un des fils conducteurs de l'exposition car, à l'instar de leurs modèles photojournalistes, les artistes se sont tous employés à raconter une histoire. Un récit parfois insolite et totalement déconnecté de l'image « mère », ou encore une histoire se mêlant tellement bien au document premier qu'il était difficile de distinguer la photo « originale » de celle qui avait été fabriquée, trafiquée par l'artiste pour inventer son récit.

Un autre fil conducteur d'*Archival Dialogues* est le côté plutôt obscur de la nature humaine. Nulle scène ou récit de jubilation dans cette mise en vue. Des constats de désastres naturels, de bouleversements sociaux, de conflits politiques, de misères humaines... ou de l'absurdité de l'accumulation, jusqu'à plus soif, des documents d'archives. Les artistes révèlent aux visiteurs, par la face cachée des archives et à travers leurs lectures singulières, multidimensionnelles et protéiformes, la psyché humaine dans tous ses états. Souvent, les œuvres prennent des allures de *thriller*, de roman d'anticipation ou de polar. Les « auteurs » sèment des indices avec leur matière première, qui contribuent au tissage serré de leurs récits.

Les œuvres présentées dans *Archival Dialogues* arboraient divers dispositifs technologiques dont je n'illustrerai ici que quelques exemples. L'installation interactive *Shrouded* de David Rokeby, visible sur un *media wall* composé de huit écrans plats, était activée par un logiciel sophistiqué du cru de l'artiste. Dans cette œuvre, Rokeby, à l'inverse des photographies journalistiques, cherchait à obtenir le flou imitant le mécanisme de l'œil par lequel une image fragmentée ne nous présente que quelques éléments perceptibles, rendant le sujet de la photo difficilement identifiable, d'autant que les clichés se succédaient les uns les autres à un rythme assez rapide. La cinéaste Marie-Hélène Cousineau s'est, elle, inspirée de « snapshots » et de portraits d'Inuits de la région de Baker Lake, tirés par le photographe Peter Thomas au Nunavut durant les années 1960. Cousineau proposait une installation photographique et vidéographique, intitulée *Perdre et retrouver le Nord*, de facture, disons, plus « classique », dans laquelle nous pouvions observer, entre autres choses, les personnages des photos de Thomas, re-photographiés des décennies plus tard, par l'artiste, tenant leur portrait original. Nous pourrions également qualifier de « classique », sur le plan formel du moins, la suite de grands formats photographiques en noir et blanc du projet *Midcentury Studio* de Stan Douglas, mettant en scène des personnages masculins statiques, éclairés au flash, certains arborant des poses énigmatiques et rappe-

lant les films noirs des années quarante et cinquante. Enfin, l'installation multimédia *The Blue Train*, de Vera Frenkel, alignait les populaires tablettes numériques que l'artiste a détournées de leur usage premier.

Ainsi, le deuxième lecteur de la collection Black Star, soit le spectateur, était face à une riche anthologie de récits tous plus captivants les uns que les autres.

THE BLUE TRAIN : UN RÉCIT EMBLÉMATIQUE

Des huit installations de cette mise en exposition créée à partir d'images de la Collection, l'une d'elles est emblématique de ce riche fonds d'archives ainsi que de la thématique portant sur la relecture d'une image « première » et du récit qu'elle peut engendrer chez l'artiste. *The Blue Train*, de Vera Frenkel, nous transporte dans un périple historique et initiatique, où l'artiste présente son œuvre la plus personnelle. Originaire de Bratislava, en Slovaquie, Frenkel enchevêtre trois récits parallèles dans son installation multimédia et ce, à partir d'une seule photographie. Le premier récit relate la fuite en Amérique, en 1935, des trois fondateurs de l'agence Black Star. Le deuxième, est la narration de l'odyssée en train vers l'Angleterre que l'artiste, alors âgée d'un an, a effectuée avec sa mère, en 1939. Le troisième récit raconte le retour du photojournaliste Werner Wolff dans sa ville natale de Mannheim, en 1945, à ce moment en mission pour un reportage que lui avait commandé le magazine YANK¹.

Le récit de Frenkel, inspiré d'une photo qui nous montre des réfugiés polonais entassés aux abords d'un train et dont on peut imaginer la funeste destination, est aussi le fruit d'un collage de bribes d'histoires révélées par la mère à sa fille, de leur périple de tous les dangers, dans leur quête pour retrouver le père déjà installé à Londres et qui ignorerait si elles étaient encore vivantes. Frenkel, qui nous avaient habitués à des œuvres souvent composées à partir de documents d'archives et dont certaines portaient également sur les exactions de la Deuxième Guerre mondiale (... *from the transit bar, 1992* ; et *Body Missing, 1994*), mais où fiction et réalité se rattrapaient sans que le

regardeur puisse départager l'une de l'autre, nous entraîne ici, contrairement à ses habitudes, dans une randonnée très intime d'un « fait vécu » qu'elle partage avec le spectateur. Son installation immersive invite le visiteur à prendre place sur un canapé au-dessus duquel une cloche de verre munie d'un haut-parleur émet le récit de ce voyage mère-fille, narré par la voix chaude de Frenkel. Sur un mur en face du spectateur, à hauteur d'homme, deux rangées superposées de tablettes numériques dont la disposition rappelle une voie de chemin de fer. Les tablettes qui s'animent, tels des clins d'œil, l'une après l'autre ou en simultané de façon aléatoire et en boucle, nous font voir trente-deux courtes capsules vidéo qui symbolisent chacune un personnage de ces récits ferroviaires, ourdis tel un suspense. Les protagonistes côtoient des officiers SS et traversent maints contrôles au fil de leurs trajets. Il nous tarde de savoir s'ils atteindront leur destination sans embûches. Dans le coin droit du dispositif, à l'une des extrémités du « chemin de fer », deux grands écrans plats placés en encoignure nous rappellent, par des cartes géographiques et des documents d'archives photographiques et filmographiques, les différentes cartographies, étapes et outrances de cette guerre. Le spectateur peut ainsi se laisser emporter un bon moment par ce récit, tant il y a à voir, à entendre et à absorber.

Les deux commissaires d'*Archival Dialogues* : *Reading the Black Star Collection* ont livré une exposition prenante et généreuse qui a offert au spectateur l'occasion de découvrir un fond d'archives recelant des trésors, témoins de notre histoire, en même temps qu'elle présentait une relecture de quelques-unes des photographies transformées par la vision des huit artistes à travers ce fascinant trajet, émaillé par l'histoire du photojournalisme, de « petits récits » et de l'Histoire tout court.



1. *Archival Dialogues : Reading the Black Star Collection*, sous la direction de Doina Popescu & Peggy Gale, Ryerson Image Centre, 2012, p. 19. Werner Wolff a travaillé plus tard pour l'agence Black Star et ses photos font maintenant partie de la Collection du RIC.

Une comédie sans relief

PAR PAUL BEAUCAGE

TO ROME WITH LOVE

de Woody Allen

États-Unis, Medusa Films, 112 min.

Même s'il est aujourd'hui âgé de soixante-seize ans, Woody Allen s'impose encore comme un des réalisateurs les plus prolifiques du cinéma indépendant américain. Depuis plus de quarante ans, le fameux cinéaste ne manque pas d'attirer l'attention de nombreux observateurs du septième art en tournant, en moyenne, un film par année. Cependant, en raison des déceptions qu'ont causées ses dernières œuvres de fiction chez un public exigeant, on pouvait se demander si le fébrile cinéaste new-yorkais ne devrait pas chercher un second souffle en profitant d'une pause pour essayer de se ressourcer et de renouveler sa démarche artistique. N'ayant cure des reproches qu'une partie de la critique lui adresse, Allen prolonge l'exploration cosmopolite de *Vicky Cristina Barcelona* (2008) et *Midnight in Paris* (2011) en réalisant *To Rome with Love* (2012), une comédie de mœurs fantaisiste ayant pour toile de fond la Ville éternelle. Dans cette optique, on pouvait logiquement supposer que le cinéaste tenterait de s'inspirer du cheminement d'une de ses idoles, Federico Fellini, qui a lui-même consacré une œuvre à la capitale de l'Italie : *Roma* (1972). En dépit de l'aspect expérimental de cette œuvre, le réputé cinéaste italien a su réaliser un film d'essai bien enlevé en mêlant des phénomènes réels avec des composantes fictionnelles, dans le cadre d'une quête poétique et subjective. Sachant que Woody Allen ne possédait pas une connaissance aussi approfondie de la ville de Rome que son audacieux devancier, il semblait cohérent de se demander si le réalisateur américain saurait tirer de cette cité unique les éléments nécessaires pour mettre en scène un long métrage de qualité.



To Rome with Love de Woody Allen, États-Unis, Medusa Films, 112 min.

ALLEN, PEINTRE DES RAPPORTS AMOUREUX

Fidèle à ses choix thématiques des dernières années, Allen se penche, dans *To Rome with Love*, sur les rapports amoureux qui unissent trois jeunes couples issus de milieux sociaux fort différents. À travers des récits distincts, le cinéaste tente de nous dévoiler, avec un mélange d'ironie et de tendresse, de quelle manière les liaisons se nouent et se dénouent dans la métropole italienne. Parallèlement à ces « jeux de l'amour et du hasard », Woody Allen dépeint l'aventure insolite d'un brave quidam, Leopoldo, qui accède subitement au vedettariat, avant de replonger dans l'anonymat et de ressentir, de manière fâcheuse, les conséquences de ce retour à une vie normale.

D'emblée, on peut affirmer que le couple de jeunes gens dont l'amour se révèle le plus solide est celui que constituent Michelangelo, un avocat italien, et Hayley, une touriste américaine. Plus précisément, la tentation de l'infidélité amoureuse ne semble pas les menacer. Pourtant, par moments, leurs valeurs morales respectives se heurtent avec fracas : en particulier, lorsque les parents de Hayley et ceux de Michelangelo ne s'entendent pas au sujet de l'exploitation du talent de chanteur de Giancarlo, le père du jeune avocat. Cependant, la complicité inattendue qui se développera entre Giancarlo, l'entrepreneur de pompes funèbres, et Jerry, le père de Hayley, un ancien metteur en scène et producteur de spectacles avant-gardistes ratés, assurera un dénouement fort heureux à

l'histoire des futurs époux et de leurs proches...

En ce qui a trait à Antonio et Milly, ils forment un couple de villageois candides, lesquels espèrent améliorer leur position sociale en s'établissant dans la capitale italienne. Toutefois, ces deux personnages y vivront bientôt des expériences singulières, qui mettront à l'épreuve leur volonté de demeurer fidèles à leur conjoint. En succombant à la tentation, parviendront-ils paradoxalement à consolider la relation amoureuse qu'ils entretiennent ? Pour ce qui est du tandem d'étudiants américains que composent Jack et Sally, ils vivent une relation affective harmonieuse jusqu'à l'arrivée, chez eux, de Monica, la meilleure amie de la jeune femme. Spontanément, Jack éprouve une vive attirance pour la visiteuse. Malgré ses appréhensions, il aura une aventure avec Monica, une actrice des plus manipulatrices. Néanmoins, cette infidélité suffira-t-elle à détruire les liens étroits qui unissent Jack et Sally ?

UN NAVRANT MANQUE DE PROFONDEUR

Si l'intrigue élaborée par Woody Allen comporte des pistes narratives intéressantes sur le plan structurel, on peut déplorer que le réalisateur n'approfondisse pas davantage la psychologie de ses personnages. Ainsi, les relations unissant les jeunes gens du film apparaissent bien fades, fort superficielles par rapport à ce qu'elles auraient pu devenir. En d'autres termes, le metteur en scène se contente de tracer une typologie anodine de personnages plutôt que de proposer au spectateur une étude probante de la psyché humaine. Parmi les caractères les plus frappants de l'œuvre, on remarquera celui du neurasthénique volubile que campe Jerry, celui de la psychanalyste caustique et cérébrale que représente Phyllis, celui du jeune avocat idéaliste qu'incarne Michelangelo et celui de la jeune femme romantique, sentimentale que personnifie Hayley. Malheureusement, les portraits qu'Allen brosse ici des protagonistes constituent des stéréotypes grossiers et réducteurs plutôt que de savoureux archétypes, révélateurs de certains travers propres à l'urbanité italienne, ou au monde occidental. Dès lors, le spectateur du film assiste à une enfilade de clichés touchant aux thèmes complémentaires de la fidélité et de l'infidélité amoureuses, du rêve et de la réalité. Évidemment, les jeunes gens qu'Allen dépeint s'aiment parce qu'ils sont

modernes et séduisants, et ils commettent des erreurs de jugement parce qu'ils sont inexpérimentés. En outre, le réalisateur souligne que l'être humain se voit soumis à des désirs antinomiques et que ceux-ci peuvent le placer dans des situations très périlleuses. Cependant, l'auteur ne parvient pas à nous apprendre des choses éclairantes au sujet des figures évoquées. Au-delà de l'affirmation d'une philosophie de vie simpliste, Woody Allen, le très pénétrant cinéaste de *Annie Hall* (1977), *Manhattan* (1979) et *Crimes and Misdemeanours* (1989), échoue totalement à suggérer les contradictions, la complexité de l'âme humaine.

UNE MISE EN SCÈNE ÉLÉGANTE MAIS ACADEMIQUE

Il faut reconnaître que la mise en scène du film de Woody Allen est très soignée, même si elle ne recèle rien de particulièrement novateur. Grâce à la collaboration de techniciens chevronnés, le cinéaste réussit à adopter une écriture stylisée. Parce que les dialogues qu'il a lui-même écrits se situent au cœur de la narration, Allen a régulièrement recours au plan long et aux cadrages larges pour cerner son propos. Pour sa part, le directeur de la photographie Darius Khondji met en relief la beauté architecturale de différents bâtiments historiques. Néanmoins, Allen et Khondji tombent irrémédiablement dans le piège de l'esthétisme ou de la photogénie. De sorte que le cinéaste propose au spectateur une Rome de carte postale plutôt que la représentation d'une métropole réelle, avec sa dynamique particulière et ses mouvements contrastés, sa misère et son opulence. Or, pour composer un tel tableau, il eût fallu qu'Allen se plonge dans la capitale italienne afin d'en saisir la réalité, ce qu'il s'est indéniablement refusé à faire. Techniquement parlant, le metteur en scène se prive, de manière maladroite, des ressources propres au montage, qui aurait pu rehausser le niveau de sa comédie, en accentuer la dimension symbolique. C'est regrettable parce que, en se servant avec adresse d'un tel outil, l'auteur aurait pu rendre sa démarche narrative plus originale. Toutefois, Woody Allen préfère s'en tenir à son esthétique caractéristique, quitte à en accuser clairement les limites...

CÉLÉBRITÉ ET RICHESSE

Sur le plan du contenu, Woody Allen traite, comme dans plusieurs de ses films antérieurs, du thème de la célébrité et de son

corollaire potentiel, l'opulence. C'est ainsi qu'il nous montre, à travers le cheminement de Leopoldo, comment, dans notre monde en perpétuelle quête de vedettes médiatiques, un personnage tout à fait ordinaire, âgé d'une cinquantaine d'années, peut devenir une figure réputée essentielle, pendant quelque temps... Évidemment, cette reconnaissance nouvelle comprend sa part d'agréables moments, mais aussi d'inconvénients sensibles, comme en témoigne la difficulté qu'éprouve Leopoldo à établir des relations normales avec les gens de son entourage. Pourtant, si notre homme percevra d'abord favorablement le fait d'être débarrassé de la présence particulièrement exaspérante des paparazzi et des reporters en redevenant un simple quidam, il déplorera, après coup, le fait de ne plus pouvoir attirer l'attention des autres comme par le passé. Cela explique que le « respectable mari » en vienne à se livrer à une scène d'exhibitionnisme, au beau milieu d'une grande rue romaine, afin de susciter l'intérêt des passants. Finalement, c'est l'ancien chauffeur de limousine du quinquagénaire qui aura le dernier mot, au sujet du phénomène des inégalités sociales, en soulignant que les deux statuts concernés ne sont pas dénués de soucis, mais qu'il vaut toujours mieux « être riche et célèbre » que « pauvre et inconnu ». Il va sans dire qu'on se serait attendu à un propos plus contestataire, moins matérialiste de la part du porte-parole d'un auteur de l'envergure de Woody Allen.

Ainsi que le suggère adroitement le titre de son film, Woody Allen a cherché à rendre un hommage bien senti à la Ville éternelle. Cependant, à l'heure où la crise économique sévit de façon draconienne en Europe, il aurait été souhaitable que le cinéaste propose au spectateur une analyse poussée des phénomènes sociopolitiques qui caractérisent le pays et sa capitale. Évidemment, nous ne nous attendions pas à ce que l'auteur new-yorkais inscrive sa comédie dans le sillon des œuvres de truculents pamphlétaires italiens, comme Elio Petri ou Ettore Scola. Pourtant, on pouvait espérer qu'Allen soit en mesure de démystifier un certain nombre de clichés en ayant recours à son humour corrosif. À défaut de quoi, il s'est borné à signer une morne comédie, qui demeure impuissante à nous convaincre de son à-propos. ┘

Le savoir capital

PAR MANON PLANTE ET PATRICK POIRIER

Il est de ces phrases qui nous poursuivent, nous hantent parce qu'elles excitent notre mauvaise conscience ou éclairent d'un coup l'inconsciente volonté de s'aveugler soi-même. « *Si, bien sûr, les professeurs du Québec, tant au secondaire, au collégial qu'à l'université ont soutenu avec courage et force les mouvements étudiants, les universitaires ont, à mon avis, peu tenté de réfléchir à leur position très problématique dans le système actuel que constitue l'éducation supérieure* », écrivait l'auteure et universitaire Catherine Mavrikakis dans une chronique écrite en plein Printemps étudiant (mais publiée à l'été 2012, dans le numéro 241 de *Spirale*). Héritiers de ce printemps, avant que « *le trésor des révolutions* », comme le formulait Hannah Arendt à travers les mots de René Char, ne disparaisse ou ne s'efface parce que aucun futur, aucun présent n'était prêt à en assurer la vivacité et la transmission, nous avons cru que notre tâche première était d'interroger les liens délicats qui unissent les professeurs, le savoir, les institutions d'éducation supérieure et les diverses formes du pouvoir qui influencent, contraignent et orientent leur mission.

Plus encore, c'est ce lieu inconfortable indiqué avec acuité par Mavrikakis qu'il nous importait d'explorer : force est de constater que la marchandisation du savoir, rejetée par les étudiants et leurs alliés comme une menace à venir et à contrer, est *déjà* fortement enracinée dans la culture universitaire et collégiale, en plus d'être nourrie par certaines positions et actions du corps professoral... ou par l'absence de celles-ci.

Les collaborateurs de ce dossier, qui sont tous professeurs ou chargés de cours, soit à l'université soit au collège, tout comme d'ailleurs nombre des auteurs des ouvrages recensés, ont accepté de signer le testament laissé par les bouleversements du printemps dernier, d'en assumer la suite en pointant du doigt d'abord et avant tout cet « *ennemi intérieur* » (Frédérique Bernier) qui risque de transformer les anciens maîtres en vulgaires « *petits fonctionnaires savants qui ignorent ou méprisent l'essentiel ou les élèves, ou les deux* » (Guillaume Asselin). Le mépris ne serait donc pas exactement là où nous sommes accoutumés à le situer socialement : il serait en large partie dans cet acquiescement des professeurs à limiter l'enseignement à la stricte transmission d'informations utilement monnayables — pour reprendre une expression récurrente de ce dossier — dans le monde du travail, privant ainsi les étudiants d'un accès à une pensée qui prend *le temps* de s'inscrire dans une tradition autant que de mettre en mouvement par le choc et l'éveil cette sédimentation des savoirs. Mais cet « acquiescement » n'est-il pas aussi l'acceptation tacite d'un modèle, d'une « idée de l'université » qui, décriée dans la rue, est défendue en haut lieu ? « *Les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises* », clamait le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, à l'automne 2011.

Refusant de plonger tête première dans « *un pessimisme exacerbé* » par lequel l'enseignant risquerait d'être « *[le] fossoyeur[r] de toute éducation* » (François Rochon) ou de se métamorphoser en une pauvre « *corneille désenchantée* » (Anne-Marie David), les collaborateurs de ce dossier se risquent tous à entendre « *l'appel de la horde* » (Frédérique Bernier), malgré le romantisme et la possible naïveté de ce rêve, par lequel l'éducation pourrait cesser d'être entièrement déterminée par « *les ordres du dehors* » (Georges Leroux) et par lequel la liberté enseignante reprendrait ses droits sur l'agonie de la figure du professeur. Ce fantasme (car il n'y a peut-être plus que l'imagination pour inventer notre soustraction à la « *destruction créatrice* » des domaines d'études les moins rentables évoquée par Guillaume Asselin) se bute cependant à un ennemi de taille, qui essaime à travers la société québécoise depuis fort longtemps : l'anti-intellectualisme, surreprésenté dans le monde médiatique comme le rappelle Pierre Popovic, mais plus dramatique encore, au sein même des administrations universitaires et collégiales, qui jadis furent le lieu d'un échange démocratique entre étudiants, professeurs et gestionnaires (Jacques Pelletier), permettant ainsi d'assurer l'édification d'un monde commun (Maxime Ouellet).

Faut-il alors s'étonner du peu de place laissé aux intellectuels sur la place publique alors que ceux-là mêmes qui devraient farouchement s'élever contre cet anti-intellectualisme rampant pactisent avec lui par les moyens pernicieux que sont, entre autres, la recherche subventionnée, l'endossement d'une philosophie strictement pédagogique de l'enseignement et, par-dessus tout, un malheureux laisser-faire qui ne fait que réduire le rôle du professeur et le soumettre à la peur de sa propre disparition et, paradoxalement, à la plus active docilité (Martin Jalbert) ?

« *Enseignants, contentez-vous d'enseigner!* », écrivait *grosso modo* Richard Martineau au plus chaud de la dernière grève étudiante. Dans *l'attente* de ce qui pourrait advenir (Brigitte Faivre-Duboz), au seuil d'un possible événement, c'est la résistance à cette étroite et médiocre vision de la salle de classe que nous souhaitons rêver... radicalement.  



Les atavismes du mépris

PAR PIERRE POPOVIC

LES DESSOUS DU PRINTEMPS ÉTUDIANT. LA RELATION TROUBLE DES QUÉBÉCOIS À L'HISTOIRE, À L'ÉDUCATION ET AU TERRITOIRE

de Gérard Beaudet

Éditions Nota bene, 188 p.

C'est avec une étonnante soudaineté que la révolte étudiante et le mouvement plus large qu'elle entraîna suscitèrent durant le printemps 2012 une logorrhée de commentaires méprisants, jour après jour dispensés par des idéologues conservateurs et néolibéraux fort prévisibles ou lancés à tout vent par nombre de publicistes et de médias populistes. Force est de le constater : sur le fond des choses, les autoproclamés « lucides » et les hargneux radio-phoniques stipendiés sont en général d'accord, quand même bien ceux-ci usent du terme bas (« *fuckés d'traîneux* ») et ceux-là de l'étiquetage hautain (« *bobos gâtés* »). C'est du constat de ce dédain très épandu que part Gérard Beaudet dans *Les dessous du printemps étudiant* et il le relie à une observation qui ne va pas pour lui sans déception ni relative amertume. Il note en effet que les déverseurs d'anathèmes les plus violents sont pour une bonne part des gens de sa génération (entre 50 et 60 ans), c'est-à-dire les personnes qui ont le plus bénéficié des politiques éducatives mises sur pied à la suite des projets réformateurs conçus au moment de la « Révolution tranquille ». Urbaniste, professeur, intellectuel engagé dans la cité, Gérard Beaudet n'a pas manqué de participer aux manifestations du printemps dernier, à la fois impressionné et motivé par la façon dont ses étudiants en urbanisme utilisaient leur savoir et leur imagination pour donner du sens au moment politique qu'ils étaient en train de vivre, mais il s'est aussi efforcé de prendre du recul pour écrire afin de comprendre la raison de la violence du rejet des revendications de la jeunesse par une partie de ses aînés.

AUX ORIGINES D'UN REJET

L'essai qui en a résulté part de la bonne idée qu'il est toujours illusoire de vouloir expliquer un phénomène social ou politique par le caractère splendide ou médiocre des acteurs. Que Jean-Marc Fournier et André Pratte n'aient jamais l'élévation de pensée de René Lévesque et André Laurendeau, c'est un fait, mais il reste anecdotique et n'explique ni l'étendue du rejet précité, ni sa spontanéité, ni son ardeur virulente. La force et l'ampleur du dédain indiquent à elles seules qu'il relève d'une cause autrement complexe

et plus profonde. Il ne faut d'ailleurs pas omettre que la condescendance haineuse et les étiquettes salaudes dont les étudiants, les enseignants, les universitaires, et par amalgame tous ceux qui montrèrent leur désaccord, ont été la cible, furent pour beaucoup dans l'adoption de mesures, de règlements et d'une loi liberticides par diverses institutions et par le précédent gouvernement québécois, lesquels se sentirent confortés par cette tendance à honnir. Il n'est pas anodin que ces dispositions — particulièrement la loi 12 en quoi un histrion ministériel vit sans rire un grand moment pour la liberté dans l'histoire du Québec — aient été l'objet d'un vif désaveu de la part de très nombreuses personnalités attachées à la défense des libertés et des droits citoyens un peu partout où elles ont été connues (Javier Zuniga d'Amnistie internationale, Navanethem Pillay, haute-commissaire aux droits de l'homme à l'ONU, pour ne citer que deux exemples). Le rejet susdit n'est donc pas un épiphénomène et il n'a rien d'inoffensif. C'est en enquêtant sur ces bases que Gérard Beaudet en vient à trouver dans un rapport troublant à l'histoire, à l'éducation et au territoire les origines d'une hostilité dont il faut bien dire qu'elle exhibait par son insistance et sa démesure tous les indices d'une pathologie sociale.

Sur le plan historique, c'est à la lecture consacrée de la « Révolution tranquille » que l'essayiste s'en prend d'abord. Tant l'historiographie que la mémoire collective ont longtemps tenu et tiennent souvent encore cette *sogennante* « Révolution » pour une sorte d'adieu définitif à la pré/histoire du « Québec moderne ». Dite « tranquille », elle n'en aurait pas moins fait *table rase du passé*, happant au passage un fragment de *L'Internationale*, qui n'avait pourtant rien à voir dans cette galère, ou si peu. Non seulement cette représentation tablerasante voile un tas de choses, dont les tensions politiques internes du début des années soixante, mais elle occulte des tendances idéologiques lourdes, des habitudes de pensée et des réflexes comportementaux ancrés dans les pratiques qui ont été fabriqués en longue et moyenne durée par la collectivité et qui ont si bien traversé les ans qu'ils lestent encore le temps présent,

contrairement à ce que laissait entendre le décret d'obsolescence dont ils furent l'objet dans les années 1960 et ss. Beaudet perçoit dans cette fixation sur l'idée de rupture une « *relation trouble* » à l'histoire, faisant de celle-ci une succession de sauts abrupts et de brutaux *passages à autre chose*, au détriment d'une pensée compréhensive capable d'embrasser la durée et de mesurer le poids des reliefs d'hier dans la fabrication des apprêts d'aujourd'hui.

LA MARCHANDISATION DE L'ÉDUCATION

C'est dans cet esprit qu'il repense les réactions agressantes envers le printemps 2012, les mesurant à l'aune de l'histoire de l'éducation au Québec. Avec précision, il retrace les moments clefs d'une résistance biséculaire à l'instauration de l'école publique et de l'enseignement obligatoire, imputable d'une part à l'Église catholique et à ses chefs ultramontains (M^{gr} Bourget, M^{gr} Laflèche), d'autre part à une mentalité conservatrice dont Maurice Duplessis fut l'une des incarnations les plus spectaculaires et les plus persistantes. Habitée par la même méfiance, les querelles de clochers entre Montréal et Québec furent causes de bien des retards en matière de formation universitaire. Statistiquement, les résultats sont à peine montrables : « [...] en 1951, plus de 70% des quelque 8 800 écoles du Québec ne comptaient qu'une seule classe, [...] 60% étaient sans électricité, [...] 40% n'avaient pas de toilette intérieure. Sans oublier les salaires de misère payés aux institutrices ou les inspecteurs scolaires et les commissaires qui savaient à peine lire et écrire. » Tout cela est bien loin derrière, pensera-t-on. À ce détail près que, au moment même où sortent *Les dessous du printemps étudiant*, on apprend que 49% des Québécois âgés de 16 à 65 ans ont aujourd'hui de la difficulté à lire et que, parmi eux, 800 000 adultes sont analphabètes¹. Huit cent mille ! La moitié de l'île de Montréal, ou peu s'en faut !

Il y eut pourtant la commission Parent, dont le rapport fut rendu public en 1963 et 1964. Gérard Beaudet ne renie pas son importance, au contraire. Elle proposait la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, une formation plus forte et cohérente pour les enseignants, la démocratisation de l'accès à l'université, les créations du ministère de l'Éducation et des cégeps. Elle était donc animée par l'ambition de faire de l'éducation à la fois un projet et un objectif concernant l'ensemble de la société québécoise, lui offrant *de facto* une perspective globale de maturation et d'émancipation. Or, en dépit d'un rattrapage certain², il appert que la portée collective, macrosociétale dudit rapport a été peu à peu abandonnée après un premier élan prometteur. Cette abdication tranquille ne peut s'expliquer que par les effets de la longue tradition d'intolérance et de défiance envers l'instruction, et d'un anti-intellectualisme qui n'est que leur prolongement. L'idée que l'accès à l'éducation, et *a fortiori* à l'éducation *supérieure*, n'est affaire que de parcours individuels, qu'il ne concerne pas la société dans son ensemble, voire qu'il peut être dangereux et cause d'injustice, squatte en longue durée l'imaginaire social québécois.

C'est sur ce terreau atavique que le mépris envers le printemps étudiant a pu germer, à telles enseignes que ses déverseurs n'ont eu aucune peine à se parer des vertus toujours éternelles du « *gros bon sens*³ », lesquelles sont aussi bien l'apanage du populisme de base que de la démagogie d'élite. « *Tout se passe*, écrit Beaudet, *comme si les citoyens ne considéraient pas retirer de bénéfices de la scolarisation de la jeunesse autrement que par individus interposés ou en dehors d'une relation de type clientéliste entre consommateurs et fournisseurs de services [...]*. » Ceci est bien vu. Le rejet méprisant des études et des choses de l'esprit, qui s'exprimait hier en termes religieux, moraux ou doctrinaires, a été progressivement recyclé et gentrifié au cours des vingt ou trente dernières années par une idéologie économiste, dont on notera qu'elle se dénie comme idéologie (ce qui est le propre de toute idéologie) en se présentant comme rationnelle et pragmatique.

De manière plus perspicace, il se comprend que cette mercantilisation générale des esprits⁴ issue de l'alliance du conservatisme et du néolibéralisme fait fond sur le rejet traditionnel de l'éducation. Elle trouve en lui son compost idéal, ses présupposés y germent comme une greffe sur sauvegeon. L'incapacité à penser l'éducation en dehors de cheminements personnels est à la base de certaines « *demandes d'injonction* », lesquelles substituent « *le droit d'étudier* » de quelques-uns « *au droit à l'éducation* » qui concerne la collectivité globale. Aux anathèmes moralisateurs et caractériels d'hier — *ce sont des paresseux* — sont aisément bouturées des disqualifications « *économiques* » — *ce sont des profiteurs* —, ce qui ajoute l'opprobre au vice. Le pseudo-argument de la « *juste part* » est typique de ce mécanisme. Beaudet observe qu'il « *relève d'une conception marchande de l'éducation* », qui « *disqualifie d'emblée l'option de la gratuité* » pourtant adoptée dans plusieurs sociétés avancées, et qu'il suppose une conception de l'étudiant comme « *client/consommateur* » payant en frais de scolarité des bénéfices qu'il est supposé recevoir plus tard. Dans cette logique strictement comptable, seule la question du « *combien* » est agitée comme un mauvais grigri susceptible de concentrer tous les ressentiments, alors qu'il faudrait se demander comment ladite part juste serait allouée, « *pour qui [elle le serait], de quoi [elle proviendrait] et en vertu de quel principe [elle serait administrée]*. »

L'une des forces du livre de Gérard Beaudet est qu'il double cette mise en évidence des soubassements idéologiques du discours des conservateurs, néolibéraux, « *lucides* » et appariés d'une étude de l'histoire de l'aménagement du territoire et de l'organisation des villes au Québec. Le diagnostic est très comparable à ce qui s'est passé dans le domaine de l'éducation. Les projets globaux conçus dans les années soixante et soixante-dix (loi sur l'aménagement et l'urbanisme de Paul Gérin-Lajoie, réformes administratives du rapport La Haye) ont également été dévitalisés. Les initiatives individuelles les plus contradictoires se sont succédées, les seules critères de planification retenus n'ont jamais été qu'économiques, quitte à brader la qualité de l'établissement humain, le territoire n'a jamais été pensé

autrement que comme une réserve de ressources à exploiter illico sans souci autre que verbal du lendemain et du vivre ensemble. La succession des « plans nord », toujours publicisés comme si leurs V.R.P. venaient d'inventer l'eau chaude alors qu'ils recyclent indéfiniment le vieux mythe du nord et l'exploitation de « *notre butin* » (comme disait Duplessis), est la traduction récurrente de cette marchandisation du territoire qui fait du citoyen, comme ailleurs de l'étudiant, un client/consommateur. En éducation et en aménagement des villes et des lieux, la même dérive sociale, politique, culturelle est ainsi présente, et si elle l'est sur ces deux plans majeurs, il s'en déduit qu'elle occupe une place très importante, voire hégémonique dans la *semiosis sociale* québécoise, autrement dit : dans la façon de se représenter au Québec ce qu'est la société, ce qu'elle a été et ce qu'elle peut devenir.

FEU LA MISSION UNIVERSITAIRE

Que ce soit un intellectuel et un enseignant qui ait écrit *Les dessous du printemps étudiant* a en soi quelque chose de rassurant : au moins reste-t-il des voix pour s'élever contre la mercantilisation des esprits et ses conséquences. Gérard Beaudet n'omet pas d'insister sur le fait que cette dernière n'a pas épargné les institutions d'enseignement, particulièrement les universités. S'il prend pour exemple l'Université de Montréal où il travaille, c'est par élégance, car il est évident que la doxa marchande gangrène aujourd'hui tout le réseau universitaire. Il est aisé d'accompagner et d'aggraver son diagnostic. Les étudiants sont appelés des clients et traités comme tels. Les représentations faisant la réalité, ils sont dès lors des consommateurs venus acheter un diplôme qui leur est dû, puisqu'ils ont payé pour. La gestion académique est de nature entrepreneuriale, axée sur la recherche de parts de marché, ledit marché étant celui des étudiants potentiels. Subventionnées en fonction du nombre d'étudiants inscrits, les universités sont en concurrence commerciale les unes avec les autres. Elles se battent à coup de publicités, elles cajolent des équipes de sport coûteuses mais télégéniques, elles accordent des doctorats *honoris causa* à des vedettes pop, elles communiquent en mode « relations publiques », elles sont sur facebook où elles cherchent des clients/amis, elles s'autocongratulent à tire-larigot, elles recrutent et recrutent et recrutent encore même quand elles ne recrutent plus. On note en passant que l'étudiant, dont il se dit partout qu'il est au centre des soucis de l'institution, est transformé en une sorte de monstre, puisqu'il est à la fois le client et la marchandise. Dans cette logique globale, les professeurs ne sont bons que s'ils sont « allés chercher » des capitaux (cela s'appelle « subventions », mais c'est du pareil au même). Les prises de décision répondent d'une logique de division du travail qui sépare de plus en plus les cadres (l'administration) et les employés (professeurs et personnel de soutien), les uns et les autres étant échelonnés selon un modèle hiérarchique vertical proche du percolateur : tout vient d'en haut, rien de la base. Etc. Etc. L'oxydoréduction de la question de l'enseignement universitaire à la seule quête infinie de « *ressources* » (financières), les demandes rectorales d'injonction et autres appels à l'entrée de la police durant le printemps 2012 et après, tout cela participe

de l'abandon « *du rôle premier de l'université, qui est de former, dans tous les domaines de la vie sociale, des citoyens, en leur donnant les outils pour réfléchir, agir, partager, enseigner, chercher, découvrir, etc. Or, dans le contexte d'aujourd'hui, l'université risque de plus en plus de devenir une méga école technique [...], dans laquelle on entre pour décrocher un permis de travail qui permettra, individuellement, de faire une carrière... payante.* » Jean-Paul L'Allier, qui signe ces mots dans sa « Préface », ajoute que « *l'université [doit au contraire être] au cœur de la cité pour chercher les meilleurs moyens de la bonifier, dans le respect des personnes, quel que soit leur statut économique ou social* ». Ces phrases, auxquelles je souscris pleinement, ne sont pas des considérations abstraites. L'asservissement économiciste des communautés d'enseignement, à quelque niveau que ce soit, a les conséquences les plus concrètes et immédiates sur leur vie intellectuelle, sur les conditions d'exercice du métier d'enseignant, sur les conditions de formation des étudiants. Imprégné par une manière d'autoritarisme *soft*, tout le système est habité par un climat de peur larvaire (peur de ne pas y arriver, peur de ne pas obtenir une subvention et par suite une promotion, peur de parler, peur de ne pas pouvoir donner un cours s'il n'y a pas assez de clients qui ont réservé leur place, etc.). Les enseignants sont amenés à penser leur métier en termes comptables (quel est notre « *taux de diplomation* » ? [sic]). Si l'étudiant est un client, leur métier est-il celui d'un vendeur ? Satisfaire un client et former un étudiant sont deux choses très différentes, on peut m'en croire. Puisque c'est la quantité et la rentabilité qui priment, les étudiants se retrouvent dans de gros groupes, dont des plaisantins disent qu'ils ne nuisent aucunement à la formation. Ah non ? Dans un ou deux cours généraux d'introduction, passe encore, mais dès qu'il s'agit d'aborder des questions complexes, de faire en sorte que chacun puisse donner un exposé ou simplement poser une question, ne parlons même pas d'ouvrir une discussion, c'est une autre affaire.

En bref et en clair, la mission universitaire n'est plus au centre de la ville, et il serait urgent de l'y remettre.

Gérard Beaudet propose pour y parvenir la tenue d'états généraux sur l'ensemble du projet éducatif organisés dans un esprit proche de celui qui présida à la mise en place de la Commission Parent et réunissant toutes les forces vives concernées. J'avoue un brin de pessimisme devant cette idée tant le Québec est friand jusqu'à l'indigestion volontaire de forums, de sommets, de commissions, de tables de concertation *e tutti quanti*, accouchant d'énormes rapports mais de toutes petites actions concrètes. Il est aussi à redouter que de tels états généraux soient asséchés soit par la recherche d'un consensus flasque, soit par un pluralisme de façade assujéti aux habituelles oppositions provinciales entre souverainistes durs et fédéralistes mous, entre Québec et Montréal, entre régions et non-régions (?), entre petites institutions et grosses boîtes, là où il faudrait se placer vraiment sur le terrain de la pensée réelle, là où il faudrait refonder une vision politique, sociale, philosophique de l'enseignement et ne pas reculer devant la contradiction majeure entre économicisme et humanisme progressiste renouvelé (pour dire vite). Beaudet est

conscient qu'il ne faut pas attendre de solution miracle de tels états généraux, d'autant que « [l]a marchandisation de l'éducation et la dérive des universités sont trop bien engagées pour croire que leurs chantres assisteront béatement à l'exercice ». Mais il estime à juste titre que les temps sont mûrs pour des discussions fortes et âcres s'il le faut. Dont acte, et je suis bien prêt à étouffer mon brin de pessimisme, mais le sommet sur l'enseignement supérieur qui s'annonce souligne pour le moins combien il sera important de bien poser le problème. À cet égard, *Les dessous du printemps étudiant* ont tout ce qu'il faut pour servir de rampe de lancement aux états généraux souhaités. Mais ils rejoignent aussi à mes yeux des impératifs pédagogiques immédiats. Il y a une leçon dans la façon même dont leur auteur a pensé le mépris réservé aux étudiants entre mars et septembre 2012. Ce à quoi il invite, c'est à sortir du présentisme idiot de ce début de siècle, c'est à produire et diffuser une critique incisive de l'économisme

hégémonique adossée à une ressaisie de l'histoire moderne du Québec, en prise autant sur les réalités actuelles des milieux enseignants, de la prématernelle jusqu'à l'université, que sur les aspirations légitimes de la jeunesse contemporaine quant aux conditions de sa formation et au projet de société qu'elle désire porter. ┘

1. Selon les résultats de l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA) cités par la Fondation pour l'alphabétisation (cf. <http://www.fondationalphabetisation.org>).
2. Grâce à l'arrivée des femmes notamment, laquelle permet de donner le change au niveau des chiffres d'inscription sans que la situation globale se soit quant à elle améliorée (puisque l'augmentation du nombre d'inscrits devait être rapportée à un nombre de candidats potentiels bien plus élevé que dans le passé).
3. Nombre de chroniqueurs et chroniqueuses québécois ont fait et font carrière sur ce lieu commun.
4. On pourra lire sur ce sujet les propos d'une « entrevue » que j'ai faite avec Stéphane Baillargeon dans *Le Devoir* du 8 juillet 2011 sous le titre « Portrait de l'asservissement économiste » (accessible sur le site du *Devoir*).

L'Université des discours



PAR GEORGES LEROUX

LA PAROLE UNIVERSITAIRE

de Pierre Macherey

La fabrique, 343 p.

S'il est vrai que la réalité de l'université contemporaine se disloque sous nos yeux, il l'est déjà sans doute un peu moins de prévoir sa disparition. Comme toute institution, elle évolue et se transforme sous la pression de facteurs économiques et sociaux dont il est devenu courant de dénoncer les effets perniciose. Quand on parle, par exemple, de marchandisation du savoir ou d'université corporative, les phénomènes qu'on tente de décrire sont à la fois évidents et trompeurs. Certaines dérives peuvent scandaliser, mais elles sont loin d'épuiser les mutations en cours. Seule une analyse rigoureuse des évolutions observées ces vingt dernières années nous permet d'accéder à une hypothèse sur la nature de la métamorphose. Plusieurs essais publiés durant cette période ont proposé une lecture critique, mais leur caractéristique générale est de demeurer très abstraits. On pense au très beau livre de Bill Readings (*The University in Ruins*, 1996), ou encore au recueil d'études de Michel Freitag (*Le naufrage de l'université*, 1995). Dans ces essais, la perspective centrale est celle d'une critique de la dérive commerciale de l'institution : par sa soumission aux lois de l'offre et de la demande,

l'université se transforme en mécanisme de formation d'une main-d'œuvre adaptée au marché et oublie sa mission critique du savoir. L'évolution de la recherche est l'objet de la même analyse dans plusieurs travaux récents, comme l'essai d'Andrée Lajoie (*Pour la recherche libre*, 2008), qui décrivent la transformation de la recherche fondamentale en entreprise subventionnée au service de corporations et de ministères.

Ce portrait est-il conforme aux faits ? L'université est devenue tentaculaire et personne ne peut y reconnaître la communauté de recherche qui présida à son origine au Moyen Âge, ou encore à son âge d'or dans l'Europe et l'Amérique du XIX^e siècle. Malgré que cette transformation affecte la plupart des fonctions de l'université, la critique qui s'exprime aujourd'hui demeure profondément ancrée dans la considération de cette origine idéalisée. Qu'est-ce qui permet de continuer à rassembler sous un même toit des disciplines qui sont les héritières directes des arts libéraux de l'université médiévale et des organisations complexes comme une école de commerce, une école de

médias ou une école polytechnique ? Il faut répondre à cette question de manière claire. Toute critique qui consiste à dresser les uns contre les autres les composantes de l'université est vouée à demeurer stérile, pour la simple raison que chaque élément se réclame d'une mission de savoir et d'expertise orientée vers le bien de la société. Tous les programmes appliqués, *a priori* plus susceptibles que les autres de dérives corporatives, puisent néanmoins leur savoir dans le vaste bassin de la recherche fondamentale. C'est leur influence qui fait problème.

Cette critique est pourtant la plus courante : elle consiste à dire qu'on ne peut traiter les savoirs fondamentaux de la même manière que les savoirs techniques ou orientés vers un marché, et que toute extension du paradigme technique à l'ensemble des disciplines ne peut être que néfaste. L'université est une institution historique et elle pourrait sans doute éclater, ouvrant la voie à la création de nouvelles institutions, si ses diverses composantes n'avaient un besoin essentiel les uns des autres, notamment pour leur légitimité scientifique. On en voit cependant l'amorce dans la mise sur pied d'écoles spécialisées, par exemple dans le domaine de la gestion, souvent rattachées à l'université de manière artificielle. Pourquoi ne pas créer dans la foulée une grande école d'éducation, rassemblant les savoirs relatifs à la formation et à la transmission des connaissances ? En fait, l'université contemporaine résiste à l'érosion de ses composantes, d'abord pour des raisons épistémologiques, mais surtout peut-être parce qu'elle est soutenue par l'État comme institution symbolique d'une part, mais aussi comme service public d'autre part. Cette caution demeure essentielle à son concept, à ce qu'on évoque vertueusement comme sa « mission ».

Il est donc important d'en revoir l'histoire à travers le prisme de l'ensemble des discours qui se sont développés au fil du temps la concernant. C'est ce qu'entreprend Pierre Macherey dans un essai qui présente les résultats d'un groupe de travail de l'Université de Lille-III durant la décennie 2000-2010. On pourrait décrire ce travail comme un effort pour saisir, selon leurs perspectives propres, un ensemble de discours, surtout philosophiques et littéraires, sur l'université. Par une étude serrée des textes de Kant, Hegel, Heidegger — plusieurs fois rapportés à la pensée de Jacques Derrida (*L'université sans condition*, 2011), sans que celle-ci soit étudiée pour elle-même —, Pierre Macherey veut à la fois rendre compte des tensions qui structurent ces discours et cerner les enjeux de l'avenir : la discussion qu'il restitue est en effet pleinement saisie dans la lecture du présent. À l'étude des discours philosophiques, il juxtapose une étude sociologique de l'université comme dispositif, à travers un retour rafraîchissant aux travaux de Pierre Bourdieu et René Passeron. La psychanalyse n'est pas en reste dans cet ensemble très marqué par la situation européenne : une relecture du séminaire de Jacques Lacan (*L'envers de la psychanalyse*, 1969-1970) permet de retrouver à sa source la notion même de l'idiome universitaire, comme discours distinct du discours de maîtrise, selon une typologie conçue en son temps par Lacan lui-même.

CONFLIT ET HIÉRARCHIES

La première partie de l'ouvrage consiste en une analyse minutieuse de l'opuscule de Kant, *Le conflit des facultés*. Prenant acte d'une division déjà classique en son temps de l'université en facultés supérieures et faculté inférieure, Kant ne s'adressait certes pas aux universités « *grande surface* » que critique Macherey et dans lesquelles les étudiants consomment des crédits et achètent des passeports vers l'emploi, mais il connaissait déjà le conflit entre les facultés professionnelles et la faculté des arts, dite inférieure et libre de sa recherche. Dans cet essai publié en 1798, Kant décrit le système de division du travail qui a présidé à la création des universités modernes, fondées sur le travail des « *savants corporatifs* », ainsi désignés par opposition aux « *indépendants* », regroupés par exemple en académies.

Cette division peut-elle garantir l'autonomie des chercheurs ? Dans les faits, l'idéal d'une indépendance absolue de la recherche est une utopie et Kant le reconnaît : le débouché professionnel, tout comme le service de la société, font partie de la mission de l'université, mais comment éviter qu'ils ne déterminent complètement le contenu de la recherche et de l'enseignement ? Par l'expression « *conflit des facultés* », le philosophe met donc en question l'unité organique de l'université, à ses yeux toujours artificielle et problématique. Cette division en niveaux hiérarchiquement distincts lui paraît injustifiable sur le plan rationnel, puisque, comme l'explique Macherey, « *la vérité, qui doit être la même partout et pour tous, répond à des critères uniformes, suivant le principe égalitaire qui paraît le mieux conforme à la vocation républicaine et cosmopolitique de la raison* ». Or, et c'est sur ce point que l'analyse de Kant concerne au plus près la situation contemporaine, l'unité organique de l'université n'a de sens que si son registre pratique et corporatif demeure soumis à la critique de la faculté inférieure, celle des disciplines d'humanités et, dirait-on aujourd'hui, des sciences fondamentales. Pourquoi ? Parce que seules ces disciplines peuvent revendiquer un service exclusif de la vérité. Dans ces pages grandioses, Kant montre que l'État sert son propre intérêt en progérant la liberté critique de la faculté inférieure et qu'aucune directive provenant de missions extrinsèques ne devrait l'affecter.

Un tel conflit ne nous est pas étranger. La situation s'est certes considérablement complexifiée, mais quand les ressources sont retirées de la recherche fondamentale pour se concentrer principalement sur les programmes professionnels ou techniques, on peut certes louer la poursuite du bien de la société, mais c'est oublier que ce projet peut être rapidement dénaturé si l'université n'offre plus l'espace de la discussion rationnelle des finalités à ceux qui viennent pour s'y former. Le privilège du rentable et de l'exploitable sur tout ce qui est libre s'opère toujours au détriment de la considération critique du savoir. Telle est la leçon de Kant, qui propose une réorganisation de l'université autour d'un principe ordonnateur rationnel. Comme Jacques Derrida

y insistait, dans un commentaire de ce texte, il est ici question de penser la frontière entre le dedans et le dehors de l'université, tâche interminable en raison de l'impossibilité de désigner ce dehors à compter de lui-même, c'est-à-dire sans faire intervenir le dedans, toujours déjà déterminé comme recherche de la vérité.

Cette dialectique du pouvoir de la raison ne peut esquiver les contraintes de l'insertion sociale. Le modèle de Kant illustre le caractère constitutif des tensions qui opposent les facultés, mais il ne dit rien du rapport à la société, et le recours à la philosophie comme principe régulateur de l'organisation, pour noble qu'il soit, pose le problème insurmontable de son autorité. Ici encore, Jacques Derrida, commentant cette fois la critique que fit Schelling du modèle kantien, signale les apories de l'autorité de l'universel : toutes les facultés et écoles ne devraient-elles pas assurer leur propre épistémologie, l'histoire de leurs objets ? Plaider pour une réarticulation multidisciplinaire n'a rien de révolutionnaire ; plusieurs universités américaines ont tenté l'expérience d'unités regroupant le fondamental, incluant les humanités, et le pratique. De nouvelles cohérences peuvent émerger, et chacune révèle une facette de l'analyse kantienne dans son rapport à l'environnement social auquel l'université ne peut se dérober. Au bout du compte, quand on le relit à travers le regard de Macherey, et derrière lui de Jacques Derrida, cet opuscule de Kant nous renvoie au caractère profondément sclérosé de l'institution dont nous avons hérité, autant la structure des facultés que l'organisation des filières professionnelles.

LA QUESTION DE L'AUTORITÉ

L'étude de Pierre Macherey aborde ensuite les discours inauguraux de Hegel et de Heidegger, présentés ici comme exemples de l'autorité grandiloquente des philosophes, instituant de manière quasi sacrée leurs privilèges. On ne s'arrêtera à ces discours que pour signaler l'enjeu politique et social de l'institution universitaire, dans ces époques où l'hégémonie de la discipline philosophique devait être restaurée. L'hostilité manifeste de Hegel à l'endroit de la position kantienne s'explique sans doute d'abord par l'ouverture de Kant à un univers de disciplines plurielles, susceptible de conduire à un certain relativisme ; pour Hegel, le savoir philosophique demeure le critère absolu. Ce débat paraît aujourd'hui suranné, dans la mesure où la philosophie comme discipline ne manifeste aucune position hégémonique, sauf à penser que la philosophie des sciences ou l'éthique seraient les avatars contemporains du drame hégélien.

La chose est différente pour Heidegger et on peut se demander pourquoi Macherey a voulu réintroduire ces textes maintenant très connus et surdéterminés par l'histoire du nazisme. Bien qu'il soit toujours utile de revenir sur les excès rhétoriques du programme de Heidegger et d'observer la facilité avec laquelle un philosophe de son envergure a accepté, même si ce n'est que

très brièvement, le mandat politique de l'hitlérisme, l'étude de Macherey ne propose à cet égard rien de neuf. Comme Kant, Hegel et Heidegger se sont engagés en tant que philosophes dans leur institution, mais contrairement à lui, ils n'ont pas su dépasser la perspective de la mission sacrée et de l'autorité. On peut trouver choquant d'homologuer pour ainsi dire le discours hégélien et celui de Heidegger, mais cela s'explique par une tradition propre à l'Allemagne, bien présente par exemple chez Fichte, d'assortir le système philosophique d'une doctrine de l'institution universitaire qui en serait l'incarnation sociale. Cet ensemble peut-il nous apprendre quelque chose aujourd'hui ? Dans la mesure où la dérive corporative représente aussi l'appropriation par un pouvoir du dehors, il nous met en garde contre le caractère insidieux de ce pouvoir quelles qu'en soient les formes.

La deuxième moitié de ce livre entend présenter une analyse de « *l'idiome universitaire* » : la perspective est donc inversée et Pierre Macherey fait intervenir la critique sociologique de Pierre Bourdieu et l'approche analytique de Jacques Lacan. Comme il le dit lui-même, ces analyses font apparaître tout ce qui a précédé comme un discours d'une surprenante naïveté. Qui peut en effet vouloir encore discuter des privilèges ou des devoirs de la philosophie après avoir entendu Bourdieu ou Lacan ? La réponse à cette question se trouve dans l'immense travail sur l'université accompli par Jacques Derrida, travail philosophique dont ce livre parfois s'inspire, mais dont il ne rend pas compte. Il faut le regretter, car les dernières sections de cet ouvrage présentent un résumé très académique de thèses très connues sur le « *discours du maître* » et le « *discours universitaire* », avec à la clef quelques formules lacaniennes aussi tordues qu'inutiles.

Ces doctrines conservent un parfum de Mai 68 dans leur interpellation du « maître », ce qui peut constituer un rappel intéressant, mais ont-elles quelque chose à offrir à une université où précisément les maîtres ont disparu ? Il était habituel de critiquer la « *sanctuarisation* » de l'université dans ces années tumultueuses où il n'était question que d'y faire pénétrer l'extérieur, mais aujourd'hui, alors que l'université est devenue pratiquement une chambre d'écho des ordres du dehors, qu'ont encore à nous dire les Bourdieu et les Lacan de ce monde ? Cette partie de l'ouvrage déçoit donc ceux qui en auraient attendu un prolongement contemporain de l'analyse kantienne. Prolongement philosophique qui se trouve précisément dans le travail de Jacques Derrida. Mais Macherey prévient son lecteur : de son livre, il ne faut attendre qu'un retour sur les discours, pas une position sur le présent. Certains, il le fait voir avec force, conservent une pertinence profonde ; c'est le cas de Kant. D'autres se sont beaucoup élimés. Peut-être Macherey et son groupe voudront-ils formuler dans la foulée une analyse du présent ? Ce serait une contribution utile au sein du désarroi actuel.

Freiner la dérive universitaire

PAR JACQUES PELLETIER

UNE IDÉE DE L'UNIVERSITÉ.
PROPOSITIONS D'UN PROFESSEUR MILITANT
de Michel Seymour
Boréal, 215 p.

Une crise, quelle qu'en soit la nature — culturelle, sociale ou politique —, joue le rôle d'un révélateur et d'un accélérateur. Elle met en lumière les contradictions latentes en temps ordinaire et durcit les positions des uns et des autres qui prennent dans ce cadre une dimension conflictuelle explicite.

On l'a bien vu lors du « printemps québécois » de l'an dernier. Un Michel Seymour, par exemple, qui intervient généralement dans le débat public sur le mode de l'expertise, empruntant la voie rassurante de la modération, sinon de la neutralité, s'est tout à coup métamorphosé, dans le contexte de la crise, en militant syndical et politique vigoureux, voire par moments agressif, dans la lutte qui a opposé les étudiants et leurs alliés à l'État sous gouverne libérale sur la question des droits de scolarité.

Dans cette expérience, il a trouvé les fondements et le matériau de « *l'idée de l'université* » qu'il propose aujourd'hui comme une « *contribution engagée* », une « *intervention partisane* » dans le débat. Celle-ci s'inspire largement, sur le plan philosophique, des positions libérales, jugées progressistes, de John Rawls, retenu comme principal maître à penser de son essai. L'apport du penseur américain est ainsi longuement évoqué dans le premier chapitre du livre à titre de caution théorique de sa propre entreprise, avec l'intérêt mais aussi les limites que comporte sa vision libérale du monde et par suite de l'université.

Après ce coup de chapeau, qui emprunte la forme d'une célébration élogieuse, par moments obséquieuse, de Rawls, Seymour procède à un examen critique des principaux aspects de la crise universitaire : la métamorphose managériale de l'institution, sa gouvernance, son financement, son accessibilité, sa mission, etc. Ces multiples facettes, on le sait, ont été réduites, après le conflit, à la simple question des droits de scolarité, comme en témoigne le Sommet sur les universités en préparation au moment où ces lignes sont écrites. Son livre présente le mérite, entre autres, de nous rappeler que, pour être le plus visible, cet enjeu n'est pas pour autant le plus déterminant et qu'il trouve lui-même sa signification dans la crise plus générale, civilisationnelle pour reprendre l'expression affectionnée par Michel Freitag, de l'université.

LA MUTATION ENTREPRENEURIALE DE L'UNIVERSITÉ

La métamorphose actuelle de cette institution qui, pour ce qui nous concerne, remonte à une vingtaine d'années, et qui s'est faite au début en douceur, sans que l'on s'en rende trop compte, est elle-même une conséquence d'un profond changement d'orientation, de ses finalités et des missions qui lui étaient liées.

Jusqu'au tournant des années 1980, l'université est perçue et définie comme un lieu privilégié de formation des étudiants, dispensant un enseignement théorique sur les objets, les enjeux, les questions, les concepts des disciplines qu'ils ont choisies et également un enseignement professionnel et pratique lié à leur exercice par la suite dans la vie sociale. Elle est également un lieu privilégié d'élaboration et de production de savoirs neufs sur le plan théorique et pratique, un espace de réflexion et d'expérimentation où se déploie une réflexion libre et indépendante, disposant d'une large autonomie à l'endroit des pouvoirs publics et des entreprises, même si ceux-ci y sont présents bien sûr à travers la recherche commanditée.

Insensiblement, au fil des années et de changements au départ minuscules, la nature de l'institution va se transformer sous le poids de plus en plus déterminant des entreprises, lui-même accompagné d'un désinvestissement progressif de l'État. Désormais, elle est appelée à prendre en charge la formation de ce que l'on appelle le « *capital humain* », c'est-à-dire les techniciens et les spécialistes dont les entreprises ont besoin. Elle est ainsi vouée à dispenser une formation d'abord instrumentale, sur le modèle des écoles de métier, au service du marché et de l'économie, professionnelle au sens restreint de l'expression et non plus générale comme naguère, à la fois et indissociablement théorique et pratique.

Ce changement d'orientation et de mission va trouver son équivalence sur le plan de la gestion des universités.

En tant que lieu de formation disciplinaire, de production de savoirs et de réflexion libre, assumant un rôle d'intellectuel collectif pour une société, l'université exige — et ce fut largement le cas historiquement — une gestion de type

communautaire, collégiale, démocratique, assumée par ses principaux acteurs : les étudiants, les professeurs et ceux qui en assurent l'administration courante. Elle est fondée — ou devrait l'être — sur des principes d'autogestion et de cogestion : cogestion dans les comités de programme, les facultés, les commissions des études, les conseils d'administration des établissements ; autogestion dans le domaine de la gestion de la carrière, dans les assemblées départementales par exemple.

C'est le modèle qui a prévalu en gros, avec des variantes, de l'émergence de cette institution au Moyen Âge jusqu'à l'époque contemporaine et qui est aujourd'hui menacé par le contre-modèle de l'organisation de type entrepreneurial.

En tant qu'école spécialisée, formatrice de la main-d'œuvre compétente et servile réclamée par le marché, l'université doit en effet être dirigée selon le modèle de l'entreprise privée, par des gestionnaires de profession de préférence, être régie par des critères d'efficacité et d'efficience invoqués comme des mantras, et viser la performance dans le recrutement des « *clientèles* », la production de diplômés « *employables* », l'obtention de commandites chiffrables qui instrumentalisent une recherche d'abord définie par son utilité et sa rentabilité. Pour s'acquitter de cette noble tâche, quoi de mieux que de devenir soi-même une véritable entreprise, dont la champ d'application est le savoir ?

LA GOUVERNANCE : UN CACHE-SEXE IDÉOLOGIQUE

Cette reconversion de l'université, inspirée par le modèle industriel, s'est opérée sous la couverture obligeante de la gouvernance, mot de passe parfaitement galvaudé qui révèle, en la masquant, la véritable nature de cette opération de réalignement normatif et stratégique de la vieille institution.

Au nom des principes éternels d'une soi-disant « bonne » gestion, les stratèges futés du fameux Institut sur la gouvernance des organisations privées et publiques (l'IGOPP), associés à HEC Montréal, qui ont eux-mêmes un pied dans le public, l'autre dans le privé, s'empiffrant à tous les râteliers, proposent d'accentuer la présence et la domination des entrepreneurs privés (en provenance des chambres de commerce, des regroupements patronaux, des grandes firmes d'avocats, etc.) dans les conseils d'administration des universités et leurs comités stratégiques : finances, embauche, planification, et ce à même une réduction équivalente de la place des professeurs, des étudiants et même des cadres...

Ce projet, repris et transformé en projet de loi par le gouvernement libéral, dont l'étude et l'adoption ont été reportées à la suite de nombreuses protestations, signifiait rien de moins que l'accaparement total des universités par les entreprises, qui y seraient non seulement représentées mais en constitueraient en quelque sorte les véritables propriétaires dont les dirigeants officiels seraient les fondés de pouvoir.

Seymour fait remarquer qu'un tel modèle est déjà opérationnel à l'Université de Montréal dans la composition du conseil d'administration aussi bien que dans l'existence des fameux comités proposés par l'IGOPP. Ce qui ne garantit en rien, bien au contraire, la nature démocratique de l'établissement qui pratique, selon lui, une « *culture du secret* », notamment dans les prises de décision concernant les projets immobiliers qui engagent financièrement son avenir, dont celui du développement d'un immense campus à l'ancienne gare de triage d'Outremont. Si jamais il dérapait, cet ambitieux projet ferait paraître en comparaison la catastrophe de l'Îlot Voyageur comme un épiphénomène presque attendrissant... Il est vrai que l'UQAM, disposant d'un conseil d'administration à composition davantage démocratique qu'à l'Université de Montréal, n'a pas su éviter ce désastre. Il reste que les représentants professoraux et étudiants de cette instance ont eu le mérite d'en interroger le bien-fondé et d'en signaler les dangers. Il lui apparaît donc préférable de privilégier et de renforcer ce genre de gestion collégiale assumée par les acteurs de l'université, plutôt que de la confier benoîtement à des acteurs qui lui sont étrangers et qui auront tendance à la mettre au service de leurs visées.

Cela est-il encore possible ? Ce n'est pas certain compte tenu que le virage entrepreneurial est déjà très avancé dans certains établissements. En témoignent éloquentement plusieurs signaux, allant de la bureaucratisation des fonctions de direction à la primauté du béton sur la réflexion, en passant par l'accroissement exponentiel des rémunérations des administrateurs, les courses à la clientèle, les dépenses publicitaires, la priorité accordée à la recherche subventionnée. Ce sont là autant de dispositifs et de pratiques qui caractérisent une administration devenue pour l'essentiel une authentique entreprise, transformant aussi capitale qu'insidieuse et qui demeure trop souvent inaperçue, y compris par ceux qui y travaillent et étudient. Il y a pourtant là matière à une réflexion et à un débat qui seraient nécessaires et instructifs.

LE FINANCEMENT : UN ENJEU POLITIQUE ?

Reléguant à l'arrière-plan les questions fondamentales des finalités, du statut et du rôle des universités, le débat public va privilégier l'enjeu du financement, tel que le perçoivent et le définissent ses principaux protagonistes, les formations politiques comme les acteurs du milieu : les recteurs et les organisations syndicales de professeurs et d'étudiants. Il ne s'agit pas d'en nier la réalité et l'importance. La question n'est en effet pas nouvelle, elle est soulevée avec insistance, et de manière récurrente, depuis une bonne dizaine d'années.

Elle est au cœur des préoccupations depuis qu'un écart significatif, de l'ordre de 375 millions de dollars, a été constaté au début des années 2000 entre le financement des universités québécoises et canadiennes. Cet écart se serait accru depuis lors au point d'atteindre aujourd'hui environ 800 millions de dollars, prétend la CREPUQ

(Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec). Il s'agit donc d'un sous-financement comparatif, établi en fonction d'une sorte de norme idéale, qui légitimerait les demandes des universités pour de nouveaux investissements qui leur permettraient de rejoindre la moyenne nationale et de maintenir ainsi la qualité de la formation qu'elles dispensent.

La réalité de ce sous-financement, à tout le moins de son ampleur, fait l'objet d'âpres débats. Elle est niée par certains analystes, dont Éric Martin et Maxime Ouellet qui prétendent même, dans leur livre *Université Inc.*, que le Québec consacre une partie plus substantielle de son PIB à l'enseignement supérieur que l'Ontario et que le Canada dans son ensemble. Pierre Fortin, économiste généralement « lucide » et à l'occasion modérément social-démocrate, la ramène pour sa part à quelques centaines de millions, estimation que reprend également à son compte Michel Seymour. Celui-ci l'attribue essentiellement à une diminution des transferts fédéraux et à leur reconversion en dispositifs ciblés, privilégiant la recherche orientée, tout en s'inscrivant dans le cours nouveau adopté par les universités : bourses du Millénaire, chaires de recherche du Canada, et autres projets de subventions liées à l'innovation et à l'expertise pointue.

Il rejoint et reprend ainsi, et à ses propres frais, la thèse de Martin et Ouellet du « *mauvais financement* » des universités qui d'un côté ne cessent de réclamer de nouveaux investissements pour remplir leurs missions essentielles et de l'autre se lancent dans des opérations de développement et d'immobilisations aventureuses, au détriment de leur fonction principale de formation et de recherche.

Dans cette querelle, où tous les coups semblent permis, qui a raison ? Les recteurs ? Les organisations étudiantes et les analystes qui critiquent leurs prétentions et leurs données ? Comment trancher et sur quelles bases ?

Cela étant, et à supposer qu'il y ait un réel problème de sous-financement et un persistant besoin de réinvestissement, qui doit le combler ? L'État ? Les entreprises ? Les étudiants ? C'est cette dernière voie qu'avait choisie le gouvernement libéral en préconisant une hausse substantielle des droits de scolarité, provoquant la crise que l'on sait.

Seymour la refuse car elle rendrait l'accès à l'université plus difficile, voire insurmontable, à plusieurs étudiants tout en entretenant chez eux une mentalité clientéliste, impropre à une démarche d'apprentissage et de formation rigoureuse. Il s'y oppose également car elle implique dans les faits un retrait du gouvernement dans l'éducation supérieure, justifié justement par l'accroissement de la part étudiante dans son financement.

À cette solution de facilité, on peut opposer d'autres moyens, aussi efficaces et davantage démocratiques : la voie des impôts modulés de manière progressive (et progressiste), celle de la taxation des entreprises, qui profitent largement des fruits de la scolarisation supérieure, celle de

la lutte à l'évasion fiscale et au travail au noir, qui permettrait de récupérer des sommes substantielles qui pourraient être réinvesties dans le système universitaire.

Cette approche empirique, pragmatique, se réclame en outre, et d'emblée, sur le plan philosophique, de la théorie de la « *juste égalité des chances* » formulée par Rawls. Sans entrer dans le détail de cette théorie qu'évoque longuement Seymour et de manière lourdement didactique, rappelons qu'elle vise à favoriser les conditions permettant à chacun, dans une société libérale, d'accéder à la dite « *égalité des chances* » en ce qui concerne son épanouissement personnel et ses conditions d'existence. Chacun, par exemple, dans le domaine de l'éducation, doit pouvoir réaliser ses ambitions à la mesure de ses capacités sans être freiné notamment par des obstacles financiers qui constitueraient un blocage. Et en vertu d'un « *principe de différence* », complémentaire de celui de « *l'égalité des chances* », le défavorisé pourra bénéficier éventuellement d'un soutien particulier engendré par les surplus dégagés par certaines inégalités socioéconomiques subsistant dans le monde réel, acceptables à Rawls dans la mesure où elles favorisent leur redistribution aux plus démunis.

S'appuyant sur cette conception générale, Seymour se montre favorable à l'accessibilité la plus large à l'éducation supérieure. Cette accessibilité peut être singulièrement favorisée par la gratuité scolaire qui est retenue du coup comme une sorte d'idéal à atteindre, incarnant dans ce domaine le principe « *de la juste égalité des chances* ». Dans la conjoncture actuelle du Québec, on pourrait toutefois se rabattre sur le « gel » des droits de scolarité, compte tenu de l'état des finances publiques et du rapport de forces dans cette société, position modérée, pragmatique et prudente dont semble s'accommoder Seymour.

QUELLE UNIVERSITÉ POUR QUELLE SOCIÉTÉ ?

C'est en ce point que se révèle la faiblesse, ou à tout le moins l'absence de radicalité, de la position de Rawls et de Seymour qui conduit également ce dernier à préconiser ce qu'il appelle un « *système hybride* » d'université, « *servant, d'une part, le bien commun et, d'autre part, les intérêts individuels des personnes* », et visant à assurer un « *équilibre entre les visions collective et individualiste* » de l'éducation supérieure et de la société.

Cette position est étonnante, compte tenu de l'engagement résolu, vigoureux, combatif de Seymour dans la lutte du printemps dernier. Elle apparaît fort tempérée, prudente et raisonnable pour reprendre des expressions qu'il utilise volontiers, très en retrait des propositions de la CLASSE qu'il semblait avoir fait siennes au cours du conflit. Ce retrait n'est sans doute pas étranger à la référence rawlsienne et à son compagnonnage ancien avec le Parti québécois, parti aujourd'hui au pouvoir et auquel il faut maintenant s'opposer, ce qui ne va manifestement pas de soi pour qui se situe dans son sillage. Ce qui, cela dit, n'a pas empêché un Jean-Martin Aussant et un Jacques Parizeau

de prendre résolument et audacieusement parti pour la gratuité scolaire.

Une conception davantage collective lui permettrait de défendre de manière plus conséquente la gratuité scolaire à partir d'une autre définition de l'étudiant et de son rôle en société. Dans les années 1960, le syndicalisme étudiant, à l'UNEF en France, à l'UGEQ au Québec, concevait l'étudiant comme un « *jeune travailleur intellectuel* », devant se consacrer à ses études à plein temps, grâce à la gratuité et même à ce que l'on appelait alors le « *pré-salaire étudiant* ». Il était appelé à rembourser par la suite sa « *dette* » par les impôts bien entendu, mais aussi en tant que professionnel socialement responsable (mettant ses compétences juridiques au service des démunis, ses compétences médicales

à la disposition des défavorisés, sur le plan social et géographique, etc.).

Utopie, dira-t-on. Pour une part assurément, car une telle conception implique forcément un changement de société, le dépassement de la société libérale, et évidemment de la néolibérale qui en a pris le relais aujourd'hui, quelque chose comme une révolution. Songerie romantique dans le contexte actuel, on en conviendra, mais dont on aurait peut-être intérêt tout de même à s'inspirer dans l'élaboration d'une idée d'université véritablement différente pour une société demeurant elle-même à transformer. L'entreprise implique un double pari et une lutte sur les deux fronts. C'est la condition de son avenir. ┘

L'appel de la horde



PAR FRÉDÉRIQUE BERNIER

JE NE SUIS PAS UNE PME.
PLAIDOYER POUR UNE UNIVERSITÉ PUBLIQUE
de Normand Baillargeon
Poètes de Brousse, « Essai libre », 91 p.

J'ai fait un rêve, ce dernier printemps : des collines de l'Université, des professeurs descendaient en hordes tels des barbares pour brûler sur la place publique leur chèque de subventions de recherche en scandant bruyamment des slogans délirants : « *Le productivisme tue la vie de l'esprit* » ; « *Nous en avons assez d'être complices de la marchandisation du savoir* » ; « *Sus au capitalisme cognitif* ». Ce grand autodafé de la recherche subventionnée n'a, bien sûr, pas eu lieu et ce, sans doute, pour autant de bonnes que de mauvaises raisons. Renoncer à ses fonds de recherche serait assurément un peu primaire (ou primitif, comme la horde), voire ridicule, selon le pragmatisme et le bon sens qui prévalent, parce qu'un tel coup d'éclat ferait fi des coûts réels de certaines recherches fondamentales qui sont justement menacées par les temps qui courent. Voilà sans doute pourquoi — si plusieurs professeurs des universités québécoises se sont solidarisés avec la lutte étudiante et ont fait entendre leur résistance face au dévoiement marchand de la mission de leur institution — aucun d'entre eux (à ma connaissance, du moins) n'a saisi l'occasion de l'effervescence de la réflexion autour des universités et de leur financement pour accomplir un geste en ce sens. Pourtant, dans un monde où il est désormais largement entendu que n'a de valeur que ce qui a un prix, seul peut-être un geste comme celui-là, soutenant de façon claire et directe l'idée de la gratuité de la vie intellectuelle, aurait pu symboliser une véritable mise en cause de cette

logique marchande. En vertu de la totale intempestivité de la logique sacrificielle à sa source, ce geste aurait peut-être pu faire appel à ce qui reste de sacré dans le rapport des universitaires au savoir et à la pensée.

L'ESSAYISTE ET LE PARIA

Le rationalisme et le laïcisme bien connus de Normand Baillargeon le font loger à mille lieues de cette douteuse contrée mythique où s'aventurent malencontreusement les fantasmes décrits ci-dessus. Mais si ce petit livre n'emprunte pas directement cette voie peu rationnelle dont l'évocation fera sans doute sourciller son auteur, la formule qui lui sert de titre « *Je ne suis pas une PME* » fait néanmoins écho à mon délire sacro-religieux en ce qu'elle pointe directement le danger (la réalité ?) de la mutation des professeurs en simples gestionnaires de fonds de recherche et qu'elle engage d'entrée de jeu une subjectivité dans une forme de renoncement. Que ce « *plaidoyer pour une université publique* » coûte cher à celui qui l'énonce et ait, dans le contexte actuel du champ universitaire, une dimension quasi sacrificielle, il n'est qu'à lire la toute première ligne de cet opuscule pour le vérifier : « *Je crains que ce petit ouvrage ne me vaille pas beaucoup d'amis à l'université, mais il est vrai que je n'en ai déjà plus tellement.* » S'adressant ici aux camarades qu'il lui reste vaille que vaille « *dans cette noble institution* » et ne se

réclamant, tel Montaigne, « *que de quelques lectures et de ses propres observations* » pour livrer un « *examen consterné* » de la mutation de l'université, c'est bien en essayiste que l'universitaire prend la plume ici. L'auteur évoque d'ailleurs au passage la disparition du genre de l'essai de la production universitaire légitime parmi les dommages collatéraux de cette transformation de l'université en « *complexe industrialo-académique* ». De façon plus générale, « *une certaine vie intellectuelle devient parfois extrêmement difficile et son exercice peut être carrément nuisible à une carrière* », signale l'auteur. À cet égard, le « *témoignage* » de Baillargeon, s'il est « *livré sans hargne ni rancune, mais aussi sans complaisance* », est assurément marqué par l'occupation assumée des marges de son propre département (Sciences de l'éducation de l'UQAM). La voix dont l'inquiétude se fait entendre ici est peut-être déjà celle du paria. Le sacrifice a, semble-t-il, déjà eu lieu.

DU CONFLIT CIVILISATEUR À LA BONNE ENTENTE DÉVASTATRICE

Se réclamant d'une université conçue depuis ses origines médiévales comme « *assemblée libre et autonome* » où cherche à s'accomplir, selon la définition de Humboldt, « *la vie de l'esprit de ces êtres humains qui [...] sont portés vers la recherche et l'étude* », Baillargeon s'attelle d'abord à décrire brièvement le changement de paradigme de cette « *université-institution* » vers « *l'université-organisation* », transformation qui, souligne-t-il après Michel Freitag et quelques autres penseurs (Gilles Gagné, Aline Giroux, Jean Pichette, Éric Martin et Maxime Ouellet, pour en nommer quelques-uns), engage rien de moins qu'une « *mutation civilisationnelle profonde, aux effets marquants, potentiellement irréversibles* ». Comme ces auteurs, Baillargeon insiste sur la perversion de la mission fondamentale de l'université par « *l'adoption [en son sein même] d'un paradigme commercial et entrepreneurial* ».

À la différence peut-être des analyses de Freitag qui semblent parfois supposer un âge d'or où « *l'idéalité civilisationnelle* » et la « *fonction transcendante* » de l'université auraient été à l'abri des pressions du pouvoir ou des simples « *exigences fonctionnelles de la réalité socio-empirique* »¹, l'histoire de l'université apparaît sous la plume de Baillargeon comme « *l'histoire d'un conflit pérenne entre deux principes — celui, interne, de la vie de l'esprit, et celui, externe, des diverses exigences de "rentabilité" — et de sa résolution sous la forme de réajustement constants* ». Rejoignant en cela les réflexions de Charlotte Nordmann pour laquelle les institutions d'éducation se trouvent toujours à croiser une logique d'émancipation et une logique de consolidation des pouvoirs et des hiérarchies², l'opus de Baillargeon a comme intérêt premier de mettre en évidence la fragilité de l'équilibre qui permet à une université de demeurer fidèle à sa mission : « *Sans aucunement nous leurrer sur ce que fut historiquement l'université, à savoir une institution largement au service des pouvoirs, nous pouvons reconnaître, d'une part, l'importance et la valeur intrinsèque de ses accomplissements tandis qu'elle poursuit sa mission propre, et, d'autre part, le potentiel émancipateur de cette*

dernière. » Nul besoin, en effet, de supposer que l'université ait été même un seul jour absolument pure et vierge de toute compromission en lien avec les pouvoirs qui l'ont financée (l'Église, l'État ou l'Entreprise) pour exiger qu'elle demeure précisément en conflit avec ces instances plutôt que d'avaliser entièrement leurs intérêts.

Or c'est précisément de la dissolution de ce « *conflit pérenne* » au profit de la bonne entente généralisée entre les recteurs, les conseils d'administration des universités, les gouvernements et le milieu des affaires que témoignent maints exemples signalés dans le livre de Baillargeon, exemples qui illustrent cette nouveauté : l'adoption par les institutions universitaires elles-mêmes « *des normes, des principes et des modes de fonctionnement* » de l'industrie et des institutions économiques. Il n'est qu'à avoir mis le nez dans les documents préparés par le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur en vue du Sommet sur l'éducation de février 2013 pour se convaincre de la mainmise ahurissante de cette logique, de son vocabulaire (« *compétitivité* », « *innovation* », « *excellence* », « *performance* », « *partenariat* ») et du caractère massif de cette sommation à l'adaptation fonctionnelle, sous le couvert apparemment noble de l'expression-mantra « *société du savoir* ». Tout se passe en fait comme si la vie universitaire, dont certains secteurs restent pourtant à bien des égards absolument étrangers à une logique de type économique et commerciale, était désormais tout à fait soluble en elle dès lors que la qualité de l'enseignement et des programmes est mesurée à l'aune de leur capacité à attirer la « *clientèle étudiante* » et que l'activité intellectuelle qui y a cours ne connaît d'autre « *étalon-or* » que la recherche subventionnée.

DE LA CONTEMPLATION DÉSINTÉRESSÉE À L'AGITATION SUBVENTIONNÉE

Le livre de Baillargeon présente ainsi un survol des divers effets de cette transformation de l'université en « *organisation* » au sein des trois secteurs d'activités qui définissent la vie universitaire : la recherche, l'enseignement et les services à la communauté. Décrivant et citant des exemples aussi inquiétants que probants de l'accaparement des objets et des résultats de la recherche universitaire par l'entreprise privée (surtout dans les domaines médicaux, pharmaceutiques et techno-scientifiques), mais aussi par des corporations professionnelles et par le gouvernement (dans les sciences de l'éducation, notamment), Baillargeon déplore également la quasi-disparition du « *contemplatif scholar* » au profit du « *chercheur à la spécialisation étroite* » dans des domaines comme les arts et les humanités où la recherche subventionnée est devenue la norme alors qu'elle devrait être l'exception « *puisque on ne peut pas (et c'est tant mieux) obtenir de subvention pour lire Platon, pour étudier Dewey, pour comprendre le concept d'endoctrinement ou pour méditer sur ce que signifie le fait d'éduquer* ». Cette spécificité du travail intellectuel « *contemplatif* » n'a pas réussi à assurer aux humanités une autonomie enviable puisqu'on a trouvé le moyen, en appelant tout du même nom de « *recherche* », de soumettre ces domaines

aux mêmes obligations de rendement (tant d'articles, tant de colloques) et à la même absurde « assurance-qualité » par le financement. Ainsi, comme le souligne Baillargeon, « [il] fut peut-être un temps où une recherche était subventionnée parce qu'elle avait de la valeur, mais nous sommes entrés dans un monde où elle a de la valeur parce qu'elle est subventionnée ». Sonnant pratiquement le glas d'une certaine vie de l'esprit qui ne demandait essentiellement que du temps pour lire, penser et écrire, la « recherche » et les « fonds » qui lui sont obligatoirement associés semblent devenus le lieu par excellence de la conversion de l'activité universitaire en devises néolibérales³.

L'HUMANITÉ CONVERSANT AVEC ELLE-MÊME

Cette prééminence de la recherche subventionnée et sa survalorisation au détriment des autres activités professorales tendent à bien des égards à secondariser progressivement l'enseignement au sein des universités, comme en témoigneraient la désertion des professeurs et la présence massives des « *surchargés de cours* » dans l'enseignement au premier cycle. Par là, c'est le « *cœur vibrant de la mission universitaire* » qui se trouve touché, s'il est vrai que ce qui caractérise l'enseignement à l'université, c'est, selon la belle définition qu'offre l'essayiste, « *son ambition à faire pénétrer chacun des étudiants dans une tradition intellectuelle qui institue une relation critique avec [une] activité professionnelle ou [un] effort de théorisation, de manière à faire de lui un participant à ce qui, en bout de piste, n'est rien de moins que la grande conversation critique que l'humanité entretient avec elle-même* ». La continuité de cette « *grande conversation* » humaine, à travers laquelle on s'inscrit dans une tradition intellectuelle tout en entretenant un rapport éclairé et critique avec elle, est intimement liée à la « *relation dynamique entre enseignement et recherche qui doit caractériser l'université* », d'après Baillargeon. Or c'est précisément cette relation qui se trouverait menacée aujourd'hui et ce, non pas principalement à cause d'une gestionite malade qui tiendrait dans sa mire les programmes non rentables et dont on peut accabler les hauts cadres universitaires, mais en raison de ce que l'essayiste ose nommer, après Aline Giroux, « *l'ennemi intérieur* », c'est-à-dire à cause de la complicité des professeurs eux-mêmes qui, trop occupés par la chasse aux subventions, tendraient à délaisser, tant dans la recherche que dans l'enseignement, « *cet espace de réflexion normative* » : « *[d]ans le domaine qui est le mien, la chose est frappante : la très riche tradition de réflexion philosophique et pédagogique sur l'éducation est désormais pratiquement ignorée* ».

DE L'ÂME ET DU RÊVE

En regard des différents ouvrages qui témoignent de la « *crise* » des universités d'ici et d'ailleurs, ce qui singularise ce petit livre est certainement sa tentative de mettre en évidence la contribution de cet « *ennemi intérieur* » à la « *débâcle intellectuelle et académique de l'université en général* ». L'essai s'ouvre d'ailleurs sur une citation de Burke qui épingle d'emblée cette réalité : « *All it takes for evil to*

exist is for good people to do nothing. » Se référant au livre d'Aline Giroux, publié chez Liber en 1999 et intitulé de façon fort troublante *Le pacte faustien des universitaires*, Baillargeon ne s'appesantit cependant pas sur les raisons (« *ignorance* », « *aveuglement* » ou « *intérêt personnel* », propose-t-il) qui peuvent expliquer que les universitaires cèdent à la tentation de vendre ainsi leur âme au vilain, de renoncer « *à la part d'eux-mêmes la plus précieuse, la plus unique et la plus irremplaçable* » pour devenir des petits « *PDG* » de « *PME* ». Sonder l'âme des universitaires et se questionner sur la charge symbolique de ces références, pêtées de religieux, au Diable et au mal (*evil*), n'est assurément pas ce qui intéresse l'auteur. En guise d'exorcisme, l'essai se clôt plutôt sur des propositions extrêmement stimulantes qui sollicitent directement les professeurs en les invitant à défendre bec et ongles leur liberté académique, à refuser de participer à toute activité qui transgresse la mission propre de leur institution et à offrir, à l'instar de Chomsky au MIT, un enseignement libre et parallèle, ouvert à tous, revitalisant l'idée d'éducation populaire — propositions dont les résonances sont d'autant plus fortes après le printemps 2012 qui a fait naître quelques initiatives en ce sens.

Plus encore, Baillargeon rappelle les diverses sécessions par lesquelles l'université a pu se « *régénérer* » à travers son histoire (dont celle, la plus récente, qui est à l'origine de la New School of Social Research de New York) et se permet lui aussi de fantasmer : « *j'imagine facilement une cinquantaine de professeurs accompagnés de quelque trois cents étudiants fondant tous ensemble un Institut universitaire voué au Studium Generale, à l'abri des désormais sclérosants contrôles extérieurs administratifs et bureaucratiques et des ennemis intérieurs aux mille visages, et sortant de la loge de la production et de la croissance à tout prix, dans le but de fonder une véritable communauté intellectuelle.* » Le plus réjouissant et le plus intempestif, alors que de toutes parts on ne parle que de ça, réside peut-être dans le fait que Baillargeon se réserve le luxe de ne pas trop s'embarasser des questions de financement que soulèvent d'emblée ces propositions. On a « *encore* », espère l'essayiste, « *le droit de rêver* ». L'appel sacré de la horde se fait entendre à mes oreilles. La clameur est sourde, mais elle persiste...
+

1. Michel Freitag, « L'université aujourd'hui : les enjeux du maintien de sa mission institutionnelle d'orientation de la société », dans Gilles Gagné (dir.), *Main basse sur l'éducation*, Nota bene, 1999, p. 237-294.

2. Voir Charlotte Nordmann, *La fabrique de l'impuissance 2. L'école, entre domination et émancipation*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.

3. Rappelons que Freitag allait plus loin encore dans sa dénonciation de l'application du modèle de la recherche subventionnée dans les sciences humaines : « *Pour résumer, disons que la prédominance du modèle de la "recherche" dans les sciences humaines (aussi bien dans les activités cognitives que dans les pratiques de formation) ne signifie rien d'autre que leur conversion en entreprises technologiques de gestion et de contrôle* » (Michel Freitag, « L'université aujourd'hui », loc. cit., p. 271). Dans certains domaines comme la littérature, plus ou moins récupérable par le capitalisme cognitif et pour le contrôle social, c'est peut-être essentiellement au contrôle et à la gestion d'eux-mêmes que les universitaires vaquent, sous l'œil glauque des subventionnaires...

À l'école d'Éros — Enseigner, initier

PAR GUILLAUME ASSELIN

AIMER, ENSEIGNER D'YVON RIVARD
Boréal, 205 p.

Qu'est-ce qu'enseigner, aimer, sinon s'appliquer à ne rien faire d'autre que laisser le monde et les mots, les êtres et les choses surprendre et élargir le regard et la pensée ?

Dans *Le vent Paraclet*, Michel Tournier, faisant retour sur ses années d'ecolier, distingue deux formes d'éducation : « l'une morale, affective, voire magique, l'autre purement intellectuelle et rationnelle. La première est initiation, la seconde information ». Or, observe-t-il, il semble bien que, depuis le tournant du XVIII^e siècle où l'idéologie bourgeoise, prenant le pas sur l'aristocratie, prétendit substituer à l'enseignement classique jugé inactuel et inutile une formation « moderne » branchée sur les enjeux contemporains, nous assistions, dans l'histoire de l'éducation, à l'éradication de la dimension initiatique au profit d'une information envahissante. Exit la formation morale, les *exempla* antiques et les leçons de vies illustres. On n'enseignera plus désormais que *ce qui compte* : une information orientée vers des buts pratiques. Au savoir capital, fondamental — humaniste —, on substitue, dans une logique comptable et utilitariste, le capital de connaissances, tellement plus *vendeur*. À quoi peut bien servir, dans un monde néolibéral, un savoir qui ne soit pas *monnayable* ? À quoi bon accumuler des « crédits » à l'université (misère d'un savoir qui se marchande jusque dans les métaphores : que penser du fait que la reconnaissance des acquis se formule dans le jargon des banquiers ? Que le diplôme ne soit, somme toute, qu'un appendice de la facture *soldant* l'échec ou la réussite en termes essentiellement quantitatifs ?) si c'est pour s'endetter sans pouvoir les convertir en espèces bien sonnantes et trébuchantes ? Aux maîtres de vérité enseignant par l'exemple à chercher un sens à la vie à travers la lecture et la méditation des œuvres fondatrices, on préfère les spécialistes, les théoriciens sémiomachins et les chercheurs de subventions transformés en rats de laboratoire (ils succèdent aux rats de bibliothèque, en voie d'extinction).

Si, dans ce numéro consacré au « Savoir capital », le livre d'Yvon Rivard peut, à bon droit, être lui-même qualifié de capital, c'est qu'il plaide pour une éducation qui sache réintégrer cette dimension initiatique sans laquelle la connaissance se réduit à beaucoup de bruit pour rien et

l'école à une usine où l'on élève des cerveaux en cage et des têtes sans corps ni âme, à l'image de ces champs du film *The Matrix* où les machines cultivent les humains en série pour se nourrir de leur énergie et les réduire à servir un système dont ils ne sont plus que les rouages — *diabolii in machina*, amputés de leur sensibilité, zombies réduits à ne vivre qu'une vie atrophiée. Contre ce « *péché abstracteur* » (De Rougemont) qui falsifie la mission fondamentalement libératrice et émancipatrice de l'éducation authentique en une robotisation de l'être programmé à ne répondre qu'aux *stimuli* et réquisits du marché, Rivard défend une conception de l'enseignement qui ose et sache aller s'abreuver directement à la source du savoir, c'est-à-dire la vie, l'existence elle-même, cette Maîtresse incomparable dont, éternels étudiants, nous avons toujours tout à apprendre et à réapprendre tant ce savoir-là est mouvant, émouvant — mobile, ondoyant, à l'image de ce foisonnement et de ce jaillissement continu et infatigable qu'est le Tout-existant dont nous avons, génies-enfants, à nous étonner et à nous émerveiller sans cesse.

UN SAVOIR QUI TRANSFORME

À quoi donc s'agit-il d'initier et de s'initier, lorsqu'on enseigne ? La réponse est donnée d'emblée par un vers de Dante, cité en exergue : « *D'heure en heure, vous m'enseigniez comment l'homme se rend éternel.* » Le ton est donné : le professeur, le vrai, celui qui se situe dans la lignée des Maîtres de Vérité de la Grèce antique et des Sages orientaux, a moins pour tâche de transmettre des connaissances que d'initier à la connaissance de soi et du monde — du mystère de l'existence et de l'univers — à travers sa propre expérience d'homme ou de femme et à travers celle de tous ces écrivains et penseurs accumulée dans les livres au fil des siècles dont il est tout à la fois le gardien, le porte-parole et l'interprète. Dépôt ancestral et millénaire qui brille comme un trésor merveilleux dont l'éclat et les voix parlent d'un même secret, en nous invitant à le découvrir à notre tour. Comment habiter le

temps ? Comment, dans les limites de la finitude, faire l'expérience de l'infini ? Comment mourir à ce « moi » tyrannique qui, en s'opposant au monde (au non-moi), en identifiant et en réduisant la totalité de son être à cette partie extrêmement restreinte qu'est le corps de chair chevillé à l'univers matériel, se coupe de cette conscience infiniment plus vaste, de ce rhizome ou de ce tissu de connexions vivantes dont il n'est qu'un surgeon, une bouture — un des mille et un visages que l'éveil fait soudain se rassembler en un seul dans l'instant fulgurant de la vision ?

De quoi parlent les œuvres de fond si ce n'est, chacune à leur façon, de cet éveil du moi à la réalité d'une vie et d'une dimension supérieure, de cet *autre moi* que Proust décrit comme un « être extra-temporel » qui transcende la conscience fragmentée et fragmentaire qu'a le moi vulgaire de lui-même et du monde ? Qu'y a-t-il de plus urgent, une fois la coque du moi ébréchée par le choc dont l'œuvre ne procède que pour la produire à son tour, que de « nous ressaisir et ne former qu'un seul moi », comme l'écrit Virginia Woolf ? Quel est le but d'une existence humaine si ce n'est de faire cette expérience de l'union avec toutes choses, d'élargir sa conscience au point de voir et de sentir, viscéralement, que tout est intérieur à l'esprit ? Nietzsche : « Dépasser le je et le tu : sentir de façon cosmique. » C'est Rabelais, c'est Rousseau, c'est Rilke, c'est Rimbaud, c'est Michaux, c'est Handke, c'est Hugo, c'est Haenel, c'est Gabrielle Roy qui nous fait entendre « la voix des étangs » — c'est l'expérience que le Robinson de Tournier et de Chamoiseau fait de la *vie nue*, éternelle et immédiate : c'est l'intuition qui court à travers le temps de l'Antiquité à aujourd'hui, le secret qui anime la littérature définie par Rivard comme « une façon de penser qui provient de l'être et y retourne ». Qu'y a-t-il de plus urgent et de plus essentiel à enseigner que cette expérience d'immortalité qui vient de la certitude et du *sentiment vécu* d'être câblé à la chair et à l'âme du monde ? Quelle est la mission quintessentielle de toute œuvre, si ce n'est d'entrouvrir les portes du royaume où toute chose peut être contemplée *sub specie aeternitatis*, dans la lumière du « temps retrouvé » sous laquelle tout notre être est soudain transformé en une fontaine de pure mémoire trouant le mur de la mort (les fortifications mortifères du moi) ? Le savoir dont procède la littérature en est un qui métamorphose l'être de part en part ; c'est une *gnose* au regard de laquelle tout bon professeur, à l'instar de Plotin, « presse l'âme de rentrer au bercail, de retourner à l'Un infini », ainsi que l'affirme George Steiner, dans *Maîtres et disciples*. Malheureusement, note Rivard, les « universités, qui se rapprochent dangereusement de la pensée qui régit la réalité socioéconomique, sont remplies de petits fonctionnaires savants qui ignorent ou méprisent l'essentiel ou les élèves, ou les deux », là où l'on serait en droit d'attendre de véritables maîtres.

LA SUBLIMATION INVERSÉE

« Le professeur, comme l'écrivain, qu'il le veuille ou non, est une sorte d'explorateur qui invite tout le monde à

découvrir ou redécouvrir la totalité du réel, visible et invisible, à partir de tel ou tel objet (un texte, un atome, une grenouille, un être), par tel ou tel chemin (l'observation, l'analyse, l'imagination) », affirme l'essayiste. « [L']enjeu n'est pas tel ou tel savoir mais bien une question de vie et de mort. L'élève, quel que soit son âge, qu'il en soit conscient ou non, demande toujours au maître comment ne pas mourir [...] comment ne pas être avalé par l'immensité du réel déployé par son désir de connaissance. Plus le professeur éveille ce désir, plus il s'expose à être pris et à se prendre pour Dieu ». C'est dire l'immense responsabilité éthique et morale qui échoit à l'enseignant, lequel doit se garder de détourner à son profit le désir d'infini qu'il éveille chez l'élève en ne prêtant pas le flanc aux transferts « qui visent non l'enseignant mais la figure idéalisée du maître projetée sur lui », ainsi que l'observe le psychanalyste Patrick Cady dans un essai cité par Rivard.

C'est la faute dont se rendent coupables les professeurs du *Déclin de l'empire américain* de Denys Arcand, ainsi que ceux imaginés par les romanciers Philip Roth et J. M. Coetzee, dont l'essayiste critique la mauvaise foi qui les pousse à justifier leurs actes au nom de la libération sexuelle, affirmant n'être rien d'autre que les serviteurs et les marionnettes d'Éros, dont il serait grand temps de reconnaître les pouvoirs et les charmes après des décennies de répression et de diabolisation du désir conduites sous la houlette d'un judéo-christianisme puritain en haine des corps et des plaisirs de la chair. Cette autojustification qui conduit les coupables à se portraiturer eux-mêmes en victimes — ne faisant rien qu'obéir, dira le Kepesh de Roth, « au dieu qui fait vibrer les petits oiseaux » — culmine dans une proposition audacieuse (vicieuse, perverse dira Rivard) de Jean Larose plaçant pour « une culture sans sublimation » affranchie de ces refoulements aussi névrotiques que nécessaires que Freud situait au fondement de toute civilisation, sans lesquels la société serait soi-disant condamnée à sombrer dans la barbarie du tout-pulsionnel.

Au regard de cette philosophie hédoniste voulant que la pensée naisse du même élan que celui dont participe l'amour, la lucidité et le courage consisteraient à laisser l'*eros* s'exprimer le plus librement possible, à enfin oser « penser comme on désire ». Ceux qui prêchent la nécessité de sublimer le désir sexuel pour le reconduire à sa source prétendument supérieure — le Désir spirituel, le Désir (d')infini — n'auraient tout simplement pas le courage de reconnaître la vérité de leur désir animal. Ils fuiraient de manière quasi autistique les troubles inhérents au désir charnel en lui substituant un ersatz spirituel, lequel ne serait identifié à un degré de conscience et de réalité transcendant que parce que notre héritage judéo-chrétien et platonicien nous y aurait conditionné. On se réfugierait, par une forme de régression infantile, dans un monde de pure harmonie fonctionnant comme un utérus psychique où, attardé sexuel refusant de naître au désir non fusionnel, l'on n'aurait pas à subir les tourments de la passion.

C'est ici que l'essayiste, se proposant de corriger cette lecture trop exclusivement freudienne du réel, introduit son idée-force : « *Est-il possible que la sublimation ne soit pas ce qu'on pense, que ce ne soit pas le désir sexuel qui soit détourné (sublimé) vers un désir de connaissance et d'amour, mais le désir de connaissance et d'amour (désir d'infini) qui soit détourné vers le désir sexuel parce qu'insupportable, parce que faisant éclater le moi en l'élargissant ?* » L'immatunité et la névrose ne seraient finalement pas là

Au regard de cette philosophie bédoniste voulant que la pensée naisse du même élan que celui dont participe l'amour, la lucidité et le courage consisteraient à laisser l'eros s'exprimer le plus librement possible, à enfin oser « penser comme on désire ».

où l'on a l'habitude de nous faire croire qu'elles sont. C'est parce qu'il a peur de voir son moi se dissoudre dans le Tout-autre, c'est parce qu'il ne peut supporter le choc de la beauté et la révélation de l'immortalité, c'est parce qu'il ne peut soutenir la tension de ce Désir (d')infini que l'érotomane s'empresse de le rabattre sur la forme finie qu'est le plaisir d'organe, en faisant passer sa pusillanimité pour le suprême courage. C'est parce qu'il n'ose lever le voile de l'Être dont la vision l'obligerait à mourir à lui-même, à son moi égoïste et narcissique, qu'il préfère arracher la robe de tous les êtres (des étudiantes, le plus souvent) qui lui tombent sous la main, faisant dévier la transcendance vers l'humain en *mimant* — et c'est précisément là qu'il se montre fondamentalement pernicieux — « *la beauté, l'amour, la prière, tout ce qui vise à nous libérer de l'esclavage de la mort, de cette peur de la mort dans laquelle s'enracine toute forme d'esclavage, et empêche ainsi le "saut" entre le sexuel et le spirituel, la forme et le sens, le moi et le non-moi* ».

MORT DU PROFESSEUR ?

L'essayiste s'étonne, par ailleurs, de ce que, parmi les raisons que l'on donne de l'effondrement de l'éducation, au Québec comme ailleurs (terrorisme de la pédagogie, pauvreté des programmes, omniprésence des cultures de l'image et de la consommation au détriment des autres, manque de ressources financières), l'on ne cherche jamais du côté des professeurs, qui sont pourtant aux premières lignes. Avant même de s'interroger sur les matières qu'il est censé transmettre, il faut d'abord remettre le professeur au cœur de la question de l'enseignement, observe Rivard, rappeler qu'avant d'être un fonctionnaire de l'État qui n'aurait qu'à débiter le programme comme un magnétophone c'est une *personne* qui a beaucoup médité, et dont la fonction première est d'orienter ses étudiants

dans leur quête d'une vie juste, en s'efforçant de l'incarner le plus complètement possible. « *On n'enseigne pas ce qu'on sait, mais ce qu'on est* », notait Roland Barthes. Un cours, ai-je envie de dire en paraphrasant Cézanne, c'est *le monde vu à travers un tempérament* ; une façon d'être et de penser proprement *initiatique*, qui introduit l'étudiant au mystère de l'être et au choc de la beauté hors de quoi la vie se réduit à une existence falote, dépourvue de sens — à du « capital humain » qui n'a d'autre fonction que de nourrir le Moloch social ou l'Eros des « professeurs de désespoir ».

« *De la même manière qu'on a décrété la mort de l'auteur, on a plus ou moins décrété la mort du professeur qui, faut-il le rappeler, est l'auteur de ses cours. C'est lui qui, à travers un ensemble de lectures et de questions qui l'habitent, vient proposer aux élèves des possibilités de sens, c'est lui qui est, comme l'écrivain, selon l'expression de Patočka, "l'administrateur propre et original de l'intégralité de la vie et de la totalité universelle"* ». On mesure, à l'approche du prochain Sommet sur l'éducation, au vu et au su des enjeux désespérément secondaires qui monopoliseront l'attention des bonzes de la pédagogie et des experts de la communication, ce que cette posture a d'extraordinairement anachronique et « romantique ». On voit d'ici le visage bouffi de morgue des gestionnaires se fendre d'un large sourire, laissant voir et entendre que ce sont là de bien belles pensées mais, qu'au-delà des vœux pieux, il y a un véritable travail à faire : que l'immortalité peut bien attendre, que le réalisme économique, lui, exige des solutions plus terre à terre et pragmatiques.

Je vois mal comment on pourrait les convaincre du contraire, tant le désintéret des politiques et, disons-le, de la masse (que n'intéressent le plus souvent que le pain et les jeux) à l'égard des enjeux fondamentaux de l'être et de l'existence est profond, pour ne pas dire abyssal. Je ne désespère pourtant pas et pense, avec Rivard, que le professeur, l'écrivain, l'artiste et toute personne ayant eu la chance de s'éveiller à cette vie supérieure vers laquelle les œuvres véritables constituent autant de fenêtres, de portes ou de ponts se doit de joindre la résistance — « *résistance aux modes comme aux forces d'uniformisation* ». Je pense aussi qu'« *enseigner ce n'est pas se soumettre à la réalité mais travailler à sa transformation* ». Que nous avons tous à honorer ce « *devoir terrestre* » dont parle Herman Broch, qui est « *devoir de secourir, devoir d'éveiller* », sans céder à la tentation de former l'autre à notre image et sans non plus prétendre enfermer l'infini auquel il s'agit d'initier et de s'initier dans les limites (aussi rassurantes que fallacieuses) d'une théorie, d'un système ou d'une formule. On saura ainsi gré à Rivard de nous rappeler, à travers cet essai de haute volée, que « *le but de tout enseignement, comme celui de la littérature, est de redonner aux animaux dégénérés que nous sommes un peu de cette âme que l'on retrouve intacte et toujours disponible dans les animaux et les plantes, les nuages et la lune, les enfants et les élèves* ».

L'enseignement est-il soluble dans la réforme?

PAR FRANÇOIS ROCHON

DANS LA CLASSE.

ESSAI SUR L'ENSEIGNEMENT À L'HEURE DE LA RÉFORME

de Sébastien Mussi

Liber, 153 p.

Trop peu de professeurs écrivent sur l'enseignement. Et quand ils le font, c'est plus souvent pour illustrer et promouvoir certaines théories pédagogiques qui ont cours que pour réfléchir à leur pratique singulière. Il suffit de lire *Pédagogie collégiale* et certains dossiers de didactique de *Québec français*, par exemple, pour faire pareil constat. Conséquence aussi banale que fâcheuse : l'enseignement, et par extension l'éducation en général, est en quelque sorte abandonné, comme objet de réflexion, aux spécialistes de la pédagogie ou aux journalistes chroniqueurs.

Professeur de philosophie au Collège de Maisonneuve, Sébastien Mussi signe un essai qui critique la réforme scolaire selon le point de vue d'un enseignant. « *J'essaie de réfléchir sur ma propre pratique* », dit-il en introduction, tout en précisant qu'il n'est « *pas un expert en pédagogie* ». À lire son ouvrage, vif et bien écrit, on remarque toutefois qu'il parle plus généralement du système scolaire que de sa pratique spécifique : on se retrouve rarement en classe, il nous invite trop peu à ses cours de philosophie, préférant s'attaquer aux fondements idéologiques de la réforme et réfléchir plus abstraitement aux concepts de liberté et de violence en éducation.

Mussi reprend une des principales critiques de la réforme scolaire, à savoir son assujettissement au monde du travail, par la notion de compétence, et à l'économie marchande, par les notions de compétition et de rentabilité. Dérivée « *de la culture d'entreprise dont le but est de rendre les employés adaptables et flexibles* », l'approche par compétences réduit l'apprentissage à une simple efficacité pratique ou opératoire. Mussi repère bien l'idée de l'instrumentalisation du savoir telle qu'elle est prônée dans les écrits de certains théoriciens de la réforme pédagogique (comme Guy Le Boterf) et dans des textes du ministère de l'Éducation. Or qu'en est-il en classe ? Suffit-il d'emprunter au langage et à la logique du monde du travail pour transformer l'école en une véritable « *succursale des entreprises* », comme il l'affirme sans le démontrer ?

Son analyse de l'économisme grandissant dans le monde de l'éducation va dans le même sens. Ainsi déplore-t-il que l'éducation soit devenue l'objet d'un « *commerce* » répondant à

des critères de compétitivité, qui poussent cégeps et universités à concourir sur plusieurs plans (recrutement, programmes, subventions), et de productivité, qui imposent à l'étudiant un « *profil de sortie* » et aux établissements scolaires des plans de réussite. Si juste qu'elle soit, sa critique ne montre pas en quoi ce qu'il appelle l'« *humanisme économiste* » de la réforme s'immisce en classe et transforme l'enseignement en général et notamment celui de la philosophie au collégial.

TRANSMETTRE

À la question posée en introduction, « *qu'est-ce qu'enseigner ?* », Mussi répond clairement : « *enseigner, c'est principalement et avant toute autre chose, transmettre* ». Et ce qu'un professeur transmet, « *c'est l'enseignement qu'il a lui-même reçu, le monde auquel on l'a initié, tel qu'il l'a découvert ou vécu, tel, enfin, qu'il l'a fait et ne cesse de le faire* ». En désaccord avec le modèle de l'enseignant réduit à n'être qu'un animateur, issu du courant pédagogique qui a inspiré l'actuelle réforme, cette conception fortement subjective de l'enseignement ne règle en rien l'épineux problème des connaissances que l'approche par compétences a créé.

Bien que Mussi assure que la transmission du passé n'est surtout pas « *une simple reproduction de ce qui existe et a existé* », mais une initiation critique « *au monde qui nous précède et qui nous a faits et fait nos étudiants* », il ne précise pas en quoi consiste ce qu'il faut transmettre. Si l'enseignement est bel et bien un travail de transmission, encore faut-il proposer ou indiquer minimalement ce que l'on veut transmettre en tant que contenu disciplinaire. Or, à ce sujet, Mussi reste encore discret quant à sa pratique : tout en plaidant pour la lecture, il ne révèle pas quels textes il retient pour ses cours de philosophie. On aurait bien aimé savoir ce qu'il fait lire à ses étudiants et ce qu'il en tire sur le plan de l'apprentissage.

QUOI ? À QUI ? COMMENT ?

Voilà trois questions qui pourraient bien enchâsser toute discussion sur l'enseignement conçu comme transmission de connaissances.

Quoi ? Qu'enseigne-t-on *au juste* de la philosophie, de la littérature, de l'histoire, des différentes sciences, voire du civisme et de la sagesse générale ? Pourquoi privilégier, comme on le fait souvent dans le premier cours de philosophie au collégial, l'allégorie de la caverne de Platon à la réflexion aristotélicienne sur la rhétorique et la logique ? Pourquoi choisir, en classe de littérature, tel courant plutôt qu'un autre, tel auteur plutôt qu'un autre, *L'étranger* de Camus, par exemple, souvent mis au programme, plutôt qu'un autre texte du même écrivain ? Trop souvent déplore-t-on la part congrue que la réforme réserve aux savoirs disciplinaires, au profit des compétences, sans proposer de projet qui remette ces savoirs au cœur de l'éducation ni même engager de réflexion sur les contenus de cours qui y sont liés. Il ne s'agit pas de déterminer la valeur des textes en soi, mais d'indiquer ce que l'on retient et fait de ces textes dans un contexte scolaire bien déterminé. Par exemple, qu'est-ce qu'on enseigne, *au juste*, quand on fait lire « Cage d'oiseau » de Saint-Denis Garneau ? Ou tel essai de Montaigne ?

À baisser les bras, à dire que tout est foutu, à verser dans un pessimisme exacerbé, on risque d'être les fossoyeurs de toute éducation, non pas seulement par l'imposition d'un programme d'études rédigé par des hauts fonctionnaires mais également par la pratique même de l'enseignement.

À qui ? « *Aucune lecture n'est trop difficile* », s'insurge Mussi contre un des poncifs les plus rabâchés du monde de l'éducation, à savoir qu'on ne peut enseigner que des auteurs actuels et accessibles. S'il est vrai que Descartes ou La Fontaine sont tout à fait pertinents encore aujourd'hui, il reste que l'enseignement des grands auteurs ou de quelque savoir que ce soit doit être nécessairement modulé selon les différents âges scolaires et la composition de la classe qui est devant nous. On ne peut enseigner indifféremment tout à tous. Cette question est peu prise en compte dans l'essai de Mussi. Lorsqu'il parle d'« *échange pédagogique* » en classe, c'est pour revenir sur un souvenir personnel de l'époque où il était au gymnase en Suisse, alors qu'un certain professeur Dupasquier l'avait ébloui par sa lecture de *Gyranô*. Or il semble que cette joie scolaire, partagée par le professeur et l'élève, ne soit plus possible. La réforme, axée sur les compétences, transformerait invariablement tout « *échange pédagogique* » en un simple « *échange économique* » qui répondrait à cette formule : « *Les étudiants, que l'on affirme être des clients, paient ; l'institution fournit un service, basé sur une promesse d'employabilité et de performance ; à l'autre bout de la chaîne se retrouvent les véritables clients des cégeps : les entreprises.* » Peut-on vraiment croire que la réforme a liquidé les professeurs Dupasquier du monde des cégeps, ainsi que tout élève heureux et reconnaissant ?

Comment ? C'est peut-être le sujet le plus délicat à discuter, du moins celui qui cristallise le plus durement les positions antagonistes. Les concepteurs et partisans de la réforme, qu'ils préfèrent appeler « *renouveau pédagogique* », subordonnent les contenus de cours à des méthodes et à des stratégies pédagogiques souvent fort complexes, au risque d'amoindrir ces contenus ou même de les liquider. À l'inverse, les critiques de la réforme, qui déplorent la perte des connaissances au profit des compétences, s'intéressent souvent peu aux questions de méthode, comme si la transmission était elle-même une méthode (alors qu'elle est plutôt un objectif). Mussi appartient au deuxième groupe : son plaidoyer pour une école centrée sur des contenus disciplinaires comporte très peu de remarques sur les moyens dont il use pour amener ses élèves à philosopher avec lui. Sans recourir à la didactique, dont le ton parfois prêcheur peut être assommant, nous aurions bien besoin de récits de pratiques singulières d'enseignement, comportant son lot de succès et de difficultés. Non seulement verrions-nous ce que l'on peut enseigner, de Platon, Molière ou Gaston Miron, mais aussi comment on peut aborder différents auteurs et textes, même ceux qui sont réputés difficiles ou inactuels.

PEUT-ON ÉCHAPPER AU PESSIMISME ?

L'essai se termine sur une note fort pessimiste : « *Aujourd'hui, professeurs "libres dans nos classes", nous ne sommes plus que des clowns d'entreprise, vides et tristes sous un masque grimaçant.* » Mussi laisse entendre que la réforme pédagogique a en quelque sorte dissous et liquidé l'enseignement. Cette conclusion chagrine est un couteau à double tranchant : elle est à la fois une protestation et une résignation. Protestation contre tout un ensemble d'idées, de principes, de réglementations, de pouvoirs ministériels, de pressions locales, qui ont transformé notre système d'éducation en une vaste entreprise d'assujettissement idéologique aux valeurs d'utilité, d'efficacité, de performance et de rentabilité. Et résignation à ce nouvel ordre éducatif, qui pousse tout enseignant à « *ne plus rien enseigner* », à se complaire dans une liberté de plus en plus factice, à s'illusionner sur sa propre tâche alors qu'il n'est plus « *que l'exécuteur appointé et légitimé du pouvoir* » issu du système socioéconomique en place. L'école, sous la férule de la réforme, serait devenue une prison dorée — pire encore, un piège sans issue.

Pourtant, il faut bien continuer. Il faut bien entrer en classe, jour après jour, s'adresser à un jeune public, dire quelque chose, parler de littérature, de philosophie, d'histoire, de physique, etc. À baisser les bras, à dire que tout est foutu, à verser dans un pessimisme exacerbé, on risque d'être les fossoyeurs de toute éducation, non pas seulement par l'imposition d'un programme d'études rédigé par des hauts fonctionnaires mais également par la pratique même de l'enseignement. Pour qui veut toujours enseigner quelque savoir disciplinaire que ce soit, sans compromission ni désespérance, chaque heure de cours devient un défi que l'on lance, en dépit de toute réforme, à soi-même et aux autres. ⊥

En ces temps nouveaux de paralysie revendiquée

PAR MARTIN JALBERT

UNIVERSITÉ INC.

DES MYTHES SUR LA HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ ET L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

de Éric Martin et Maxime Ouellet

Lux éditeur, « Lettres libres », 152 p.

Maintenant que « *la page est tournée* » sur l'« *agitation* » du Printemps érable et sur le conflit qui fonde et structure l'activité politique; maintenant que le dialogue s'est déroulé « *autour d'une table* », que la disposition de cette table tournante a permis à l'Esprit de se manifester en épelant les mots de son intervention surnaturelle (c'-e-s-t-l'-é-t-a-t-d-e-s-f-i-n-a-n-c-e-s-p-u-b-l-i-q-u-e-s-q-u-i-l-e-v-e-u-t) et au Médium d'écraser le spectre des possibilités (de la hausse qui dit son nom à la hausse qui le cache sous celui de « *gel indexé* »); maintenant que nous ne pouvons pas ne pas tous et toutes vouloir une « *société du savoir* » au service de la prospérité; maintenant qu'il est de nouveau justifié de poivrer des manifestant-e-s parce que « *l'intimidation n'est pas une façon de faire* » (Pierre Duchesne, 18 janvier 2013), à quoi bon relire ce petit livre de combat susceptible d'alimenter l'indignation et la rationalité de tous ceux et celles qui n'ont pas confiance en leurs élites dirigeantes?

TOURNE LA PAGE REMIX OU IDLE, Ô YES!

Quelle actualité peuvent avoir ces principaux prolégomènes au mouvement étudiant et social de 2012 alors que *consensus* est redevenu la formule fétiche des élu-e-s et que le temps est venu de « *dépasser les divisions* » qui « nous » dressent les uns contre les autres et qui empêchent notre petite nation d'accéder à un « *destin qui soit bien plus qu'un petit pain* » (Loco Locass) ou de se tailler une place dans le Marché Mondial de la Concurrence (le MMC), voire, comme le dit Elvis Gratton devenu recteur, d'« *être dans les meilleures sociétés au monde* »? L'heure n'est plus à faire apparaître les tendances qui affectent l'éducation comme des effets d'un projet politique en cours qui, pour être fort, n'en est pas moins réversible. Les conclusions sont hors saison qui affirment que « *les jeux ne sont pas encore faits* » et qui ne passent pas sous silence ces « *peuples qui veulent continuer de transmettre généreusement leur culture plutôt que de participer à la guerre économique concurrentielle* », ces « *jeunes qui*

aspirent encore à être autre chose que des clones obéissants et conformistes » et ces « *professeurs qui veulent encore enseigner et non performer* » et faire performer.

SOUSSION DE L'ESPRIT ET PARALYSIE REVENDIQUÉE

À l'image du Printemps québécois, la réfutation claire et informée, mythe après mythe, des discours de justification des politiques néolibérales en matière d'éducation se double ici de la défense de principes sur lesquels il n'est pas question de céder, en l'occurrence l'accessibilité à l'éducation détachée des inégalités socioéconomiques et l'éducation comme formation d'individus autonomes et transmission d'un patrimoine culturel, intellectuel et scientifique humain. Plusieurs ennemis de la modernité tardent ainsi à comprendre qu'il faut s'y faire, que nous n'en sommes plus là et que nous sommes en Amérique du Nord. Les États doivent s'adapter aux « *défis* » imposés par le MMC. Les meilleurs ressorts pour guider nos activités et nos choix communs, ce n'est pas l'intérêt général mais la recherche du meilleur ratio coûts/bénéfices, la peur des sanctions et la soif des récompenses. Les personnes qui composent les populations sont du capital humain au service de la prospérité. La concurrence est le principe général des relations humaines et des relations internationales. Votre vie est nulle si vous n'êtes ni performant ni productif. Chaque individu, dans la guerre de tous contre tous, doit être un bon entrepreneur de lui-même capable d'adopter des conduites stratégiques adéquates et de gérer, comme l'écrivent les auteurs, « *ses énergies pour obtenir le maximum en retour, sous forme d'un accroissement de sa "puissance d'exister", fût-ce au détriment des autres et sans égard au sens de l'existence* ». De tels énoncés doivent être reçus comme des vérités et des évidences, pas comme des éléments d'un montage discursif servant d'abord et avant tout à « *légitimer les intérêts d'une élite qui cherche à se désolidariser du reste de la société* ».

LE PROBLÈME AVEC LES RADICAUX, C'EST L'ENVERGURE DE LEUR ANALYSE

Nous savons tous que les contestataires ont toujours tort : si ce n'est pas de focaliser sur un enjeu spécifique (les frais de scolarité), c'est d'élaborer une analyse globale du système dans lequel cet enjeu prend place et de parler de choses hétérogènes. C'est bien pourquoi on peut reprocher ici aux auteurs de convoquer, afin de défendre l'idée des « *portes de la science toutes grandes ouvertes à toutes les intelligences* » (Victor Hugo, cité en exergue), divers aspects d'une analyse critique du mouvement d'ensemble qui accompagne la guerre néolibérale menée contre l'État social et éducateur, et qui impose, à une pluralité de sphères de l'expérience, un même système normatif de pratiques et de pensées calqué sur le modèle unique de l'entreprise du secteur marchand. Les auteurs mettent à contribution une compréhension plus large des nouvelles formes de contraintes du capitalisme contemporain reliées à la commercialisation de la finance et du savoir, à l'économie de la dette agissant comme puissant facteur d'anxiété sociale et de docilité, enfin à la logique de l'utilisateur-payeur transformant en marchandise tout « bien » matériel et immatériel.

Il en est ainsi de l'examen de la conversion managériale de l'État ayant précédé la mutation du système de l'éducation. Cette transformation néolibérale de l'État en État entrepreneur au service des entreprises touche au fondement de l'État, à son rôle et à ses règles de fonctionnement. Selon Martin et Ouellet, cette conversion a été favorisée par l'importation des recettes et de l'esprit de la *nouvelle gestion publique* qui, sous prétexte d'introduire une « *culture du résultat* » (quantifié) dans les services publics qui ne peuvent être entièrement privatisés, y imposent des méthodes standardisées et des critères d'évaluation étrangers à la nature et aux finalités des activités des institutions et aux valeurs politiques, sociales, morales, intellectuelles et professionnelles qui les fondent. Non seulement ces pratiques bureaucratiques viennent-elles saper la « *culture du service public* » pour soumettre les institutions à l'impératif de productivité et de profit, mais elles y modifient, de plus, les rapports de pouvoir afin d'intensifier la surveillance et la subordination des professionnel-le-s. L'accroissement des mécanismes d'évaluation et de contrôle contribue à concentrer le pouvoir entre les mains des élites managériales — ces représentants dociles de la logique économique et du secteur privé avec lequel ils entretiennent des liens étroits — au détriment des autres acteurs des institutions qui voient leur autonomie, leur force collective, leur culture et leur solidarité professionnelles mises à mal.

DE LA SORCELLERIE EN ÉDUCATION

Si on suit les auteurs, les tendances en cours dans les domaines de la recherche et de l'enseignement découleraient des formes instituées que les élites dirigeantes cherchent à donner à la subordination toujours plus grande des institutions aux exigences de l'accumulation mondiale du capital. Au cœur de cette mutation figure une conception

étroitement mercantile du savoir qui voit dans toute connaissance (celle à transmettre ou celle à créer) non pas une chose qu'on aimerait pour elle-même, un bien public non exclusif, une création au service de la société ou de l'humanité, voire une création rendue possible par la société elle-même, mais une « *ressource* » susceptible de contribuer, à un moment ou à un autre, à la production de profits. À *un moment ou à un autre* : soit parce que les écoles, plutôt que de former des esprits libres et critiques, tendent à devenir des boîtes de formation d'une main-d'œuvre qualifiée dotée des « *compétences* » adaptées aux tâches à accomplir et aux besoins en productivité des entreprises ; soit parce que l'augmentation de la productivité se fait à la faveur de ce que, depuis au moins les premiers travaux de Joseph Schumpeter il y a un siècle, on appelle l'« *innovation* », c'est-à-dire cet ensemble de nouvelles connaissances sur les matières premières et les matériaux, sur les outils et les méthodes de la production, sur les produits et les débouchés, sur les modes d'organisation de la production, sur la main-d'œuvre, etc. Du reste, ces nouvelles connaissances (dans certains secteurs à tout le moins) seront largement brevetées par les entreprises privées, donc confisquées et privatisées dans le but de générer des profits eux aussi privatisés. Les entreprises et les universités pourront dès lors attirer des investisseurs et du capital de risque et améliorer leur « *positionnement concurrentiel* » sur le MMC. La conversion commerciale des institutions d'enseignement et de la recherche permet ainsi d'accroître les services rendus par tout le système de l'éducation à la prospérité économique. Bien plus : dans la mesure où ce sont les fonds publics qui subventionnent cette mutation qui produit non pas de la richesse collective mais des profits très largement privatisés, elle augmente la stratégie par excellence du complexe étatico-capitaliste : la socialisation des coûts et la privatisation des profits.

La lecture d'*Université inc.* permet hélas (!) de reconstituer le parcours complexe de cette commercialisation du savoir qui inclut la logique des hausses des droits de scolarité, « *brutales* » ou « *indexées* », et qui explicite pourquoi les sorciers néolibéraux préféreront avoir recours à la formule incantatoire d'« *économie du savoir* » — la combinaison parfaite de clarté et d'obscurité pour envoûter les esprits — plutôt que de dire franchement que la marchandisation de la connaissance sous toutes ses formes et la conversion commerciale du système éducatif et des institutions de recherche, toutes deux financées par les fonds publics, servent non pas à éduquer des êtres humains ou une société, mais à satisfaire les bons vieux impératifs du capitalisme que sont la diminution des coûts de production, l'augmentation de la productivité et la maximisation des profits, le tout au bénéfice d'une minorité de détenteurs de capitaux.

Maintenant que cette sorcellerie capitaliste tente une fois de plus, comme l'écrivaient Philippe Pignarre et Isabelle Stengers, de « *faire coïncider asservissement et mise au service, assujettissement et production de ceux et celles qui, librement, font ce qu'ils ont à faire* », on peut vraiment se demander s'il y a lieu de revenir à un tel ouvrage de désenvoûtement.



École à vendre



PAR GUILLAUME ASSELIN

LA NOUVELLE ÉCOLE CAPITALISTE

Sous la direction de Christian Laval
La Découverte, 285 p.

On assiste, depuis ces dernières années, à une véritable levée de boucliers contre ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « marchandisation du savoir ». On ne compte plus les publications dénonçant cette capture capitaliste des institutions d'enseignement transformées en agences de recherche et de développement publiques au service des entreprises privées, qu'elles sont chargées d'alimenter en « capital humain » afin de répondre aux besoins et aux pressions du marché. Fruit de dix ans de travaux et de réflexions collectifs conduits dans le cadre de séminaires et de recherches ayant déjà donné lieu à plusieurs publications connexes dont il dresse une manière de bilan (*Le nouvel ordre éducatif mondial*, 2002 ; *L'école n'est pas une entreprise. Le néolibéralisme à l'assaut de l'enseignement public*, 2003), ce « petit livre de combat » s'inscrit dans le sillage de la sociologie critique des années 1970, dont il revendique l'héritage marxiste en l'actualisant et en l'adaptant au contexte socioéconomique contemporain. Le titre lui-même renvoie à *L'école capitaliste en France* (1971) de Christian Baudelot et Roger Establet qui y analysaient, dans le sillage du livre-phare de Bourdieu et J.-C. Passeron (*La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, 1970), les mécanismes suivant lesquels une institution à vocation universelle censée former les subjectivités à l'exercice de l'esprit critique s'avérait souvent, en pratique, un outil de reproduction sociale au service des classes et des milieux favorisés. Cependant, l'école, par une sorte de « ruse de la raison scolaire », réussissait tout de même à préserver son autonomie à l'égard des lois du marché et de l'économie. C'est cette autonomie qui est aujourd'hui sérieusement menacée par l'impérialisme néolibéral qui ne fait plus pression sur l'institution de l'extérieur, mais la phagocyte pour désormais la déterminer *de l'intérieur*, au niveau même de ses structures organisationnelles et de l'orientation donnée à ses programmes.

LE TOURNANT MANAGÉRIAL

Cette mutation du monde et de la philosophie de l'éducation trouve sa source dans l'avènement de « l'État managérial » (*corporate state*) chargé par la droite néolibérale de détrôner, dès les années 1980, l'État providence accusé de tous les maux. À l'idéal républicain et social-démocrate jugé obsolète et passéiste au regard des nouvelles réalités économiques et des défis suscités par la mondialisation, on substitue le culte de la performance et de l'efficacité censé permettre enfin l'entrée dans l'ère de l'innovation et

des savoirs d'avenir. Ce démantèlement de l'État social et éducateur ne se limite pas à un simple retrait ou à un simple rétrécissement de son champ d'action, dont il concéderait une part de plus en plus importante au secteur privé. Les institutions restées publiques sont elles-mêmes restructurées sur le *modèle de l'entreprise*, qui impose sa norme, son vocabulaire et ses outils gestionnaires à l'ensemble des services gouvernementaux : « *Santé, police, justice, secteurs sociaux, etc. semblent tous devoir relever d'une même logique. Partout les mêmes recettes du "management de la performance" sont appliquées. [...] En se modernisant, l'État entend offrir un environnement plus compétitif aux entreprises. L'État devient entrepreneur au service des entreprises* ». C'est cela, le néolibéralisme : « *cette logique générale qui impose partout, mêmes dans les sphères a priori les plus éloignées du cœur de l'accumulation du capital, un même système normatif de conduite et de pensée* ».

LE RÉGIME NÉOLIBÉRAL DE LA CONNAISSANCE

« L'économie de la connaissance », comme le dit bien son nom, tend de plus en plus à faire l'économie de la connaissance et de la formation générale au profit du développement et de la promotion de « compétences clés » (*key competences*) directement applicables et monnayables sur le marché du travail. Ce qui pourrait n'apparaître que comme un banal glissement sémantique (la substitution des « compétences » aux anciens « savoirs ») recouvre en réalité une véritable *professionnalisation du cursus scolaire*, où la recherche fondamentale se voit dévaluée au profit de la recherche appliquée. Les savoirs se voient ainsi assimilés à des « produits cognitifs » — des biens de consommation comme les autres — qu'il s'agit de vendre sur le « marché des idées » livré à la logique d'une concurrence mondiale généralisée sommant l'école de se rendre économiquement utile et rentable.

À cette *logique de la compétence* qui prévaut désormais dans l'enseignement fait pendant, dans le monde de la recherche, la *logique de l'innovation* dont Schumpeter se sera fait le héraut. Érigée en norme universelle et en principe des relations internationales, la concurrence force les États, les économies et les entreprises à rivaliser d'ingéniosité et d'inventivité pour s'imposer comme *leaders* dans cette bataille mondiale de l'intelligence. L'innovation devient le *motto* et le maître mot de cette course aux brevets et aux

copyrights dans laquelle la connaissance est essentiellement conçue comme une ressource stratégique et une information négociable — un « *capital immatériel* » permettant de se positionner stratégiquement sur l'échiquier du marché. L'« *éthos de la science* » naguère défini par Robert King Merton (universalisme, communautarisme, désintéressement, intégrité morale, scepticisme organisé) se voit débouté net par une science sans conscience au service des intérêts qui la financent. Au modèle de la gestion de la connaissance comme bien commun succède un modèle empruntant l'essentiel de ses formes à la recherche privée. Assujéti au droit privatif, le savoir autrefois partagé et diffusé de manière qu'il bénéficie à l'ensemble de la communauté scientifique est désormais revendiqué comme propriété par les investisseurs qui l'ont sponsorisé. À l'idéal démocratique et collectif de la « science ouverte » succède le propriétaire d'une « science enclose » limitant et monnayant dorénavant l'accès aux ressources du savoir et aux résultats des recherches : « *Des domaines entiers de la "vie", qu'elle soit biologique ou sociale, se transforment en "marchandises" du fait d'un double mouvement d'appropriation conceptuelle et d'appropriation économique en vue de leur exploitation industrielle.* »

« SOIS STAGE ET TAIS-TOI »

Ainsi incorporée au dispositif général de l'accumulation du capital, l'école devient le lieu de production de subjectivités souples, dociles et adaptables alignées sur les lois du marché, entièrement programmées par les besoins des entreprises. « *Produire le nouvel homme conforme à l'«économie de la connaissance», tel est bien l'enjeu de la mutation néolibérale de l'école.* » C'est du moins ce que donne à entendre l'Union européenne qui, en accord avec les recommandations de l'OCDE et de la Banque mondiale, plaide pour une politique éducative visant à intégrer la « *culture d'entreprise* » au rang des valeurs que le système scolaire devrait se charger de transmettre, et ce dès le plus jeune âge (!). L'éducation financière, argue-t-on en haut lieu, devrait être inscrite au programme et enseignée au même titre que le français, l'histoire ou les mathématiques. De puissants *think tanks* liés au monde patronal exercent ainsi de fortes pressions pour que les liens entre l'école et les entreprises soient resserrés. Les moyens de le faire ? Accroître le nombre de responsables d'entreprises dans les administrations et les cursus scolaires, tout en augmentant la fréquence des visites et des stages en milieu professionnel, afin de mieux familiariser les futurs salariés avec ce qui les attend au sortir de leur formation.

Or, comment mieux préparer les étudiants aux défis du marché qu'en les rendant responsables du financement de leurs propres études sur le modèle de l'autogestion, qu'en en faisant des investisseurs à part entière chargés de veiller sur leurs propres « intérêts » ? Le problème de fond, c'est bien cette réduction de l'éducation à une question purement monétaire. « *Il ne s'agit plus pour l'élève ou l'étudiant de construire un rapport à l'avenir ouvert sur un champ élargi de possibles. Il ne s'agit pas davantage de lui permettre de se constituer comme inventeur de soi et de son*

rapport aux autres et au monde, il s'agit de le placer dans un rapport actif à la vente de soi sur le marché du travail. » Dans l'optique de ce qu'Aline Giroux qualifiait en 2006 de « *pacte faustien* », « *[o]n achète de l'éducation pour se vendre* ». Et ce, sans compter que la dette étudiante suscitée par l'élévation des droits de scolarité tant décriée ici même, lors du printemps érable, devient « *un instrument de contrôle des comportements par le jeu des incitations et des désincitations financières, un moyen de guider les choix d'orientation avec les secteurs où il y a des emplois [...] bien rémunérés* ». Inutile de dire que, dans ce contexte ultra-utilitariste, les départements des arts et des humanités — ceux qui sont les plus rétifs et les plus éloignés de ce « tout économique » — sont, plus que jamais, menacés. Le plus beau, c'est qu'il n'y aura même pas à les chasser de l'université : la logique du rendement personnel des diplômes orientera massivement les étudiants vers les disciplines les plus payantes (il faut bien rembourser les frais engagés !), de sorte que les départements moins « rentables », économiquement parlant, disparaîtront d'eux-mêmes, suivant la loi toute simple de l'offre et de la demande. C'est ce qu'on appelle, dans la novlangue néolibérale, la « *destruction créatrice* » (Schumpeter).

APPEL À LA RÉSISTANCE

La plus grande force de ce livre est sans nul doute d'éviter le piège de la diabolisation de l'autre dans laquelle se complaît trop souvent une certaine gauche plus radicale et moins nuancée. Les auteurs indiquent d'emblée leur intention de rompre avec ce manichéisme simpliste voulant qu'il faille « *sanctuariser* » l'école publique contre une marchandisation qui viendrait l'agresser de l'extérieur : « *L'école n'est pas la "victime" passive des méchants capitalistes qui l'encerclent et veulent l'envahir.* » Tous les acteurs de la scène sociale et éducative (les responsables politiques, la haute administration, les groupes professionnels, les parents d'élèves, les professeurs, les étudiants) sont partie prenante de cette dynamique et sont responsables de la mutation en cours. Il s'agit, pour tous, de savoir comment organiser une résistance efficace, sachant « *qu'aucun décret d'un gouvernement national ne viendra "par le haut" arrêter ce long processus mondial. Il y faudra une rupture venue "d'en bas" et une rébellion étendue à l'échelle mondiale* ». Une rébellion dont le mouvement *Occupy* et les révoltes étudiantes à travers le monde (Grèce, Chili, Angleterre, Québec...) constituent le fer de lance.

Nul besoin, par ailleurs, de quelque théorie du complot pour constater que ceux à qui profite le système ont tout avantage à entraver l'accès à l'éducation par la hausse des frais d'inscription et à rendre caducs les départements les moins assujettis à ce discours normatif d'où pourrait monter une véritable contestation. Et ce, sans compter que les réformes suscitées par la nouvelle caste des managers et des gestionnaires, sous prétexte d'accroître l'efficacité et la productivité, se sont plus souvent qu'autrement révélées contre-productives, se traduisant par une augmentation des frais liés aux nouveaux coûts de gestion et une régression réelle en matière de résultats scolaires

et d'inégalités sociales. « *Cela tient d'abord au fait que la baisse du nombre des personnels d'éducation, censée mettre sous tension le système et rendre ainsi manifeste son "inefficacité" afin de mieux faciliter la mise en œuvre des réformes, a été vite comprise comme un "sabotage" de l'école publique préparant sa "privatisation"* ».

Il ne s'agit, au final, ni de verser dans le fatalisme, ni dans la nostalgie. Mais s'il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'école, la mutation managériale en cours mine sérieusement le fondement même de ce qui a, au fil de son histoire, assuré la force symbolique de l'institution scolaire et universitaire en tant que foyer de culture et de civilisation : son autonomie et son indépendance à l'égard des pouvoirs tant religieux que politiques et économiques, seules garantes du libre exercice de la pensée critique sans

laquelle le citoyen n'est qu'un pion à la merci des sophismes chiffrés du discours dominant, ce « *newspeak* » (A. Giroux) tablant sur le même éternel cortège de métaphores revampées du vieux taylorisme (compétitivité, excellence, performance, etc.). Contre ce capitalisme sauvage qui aplatit l'humain sous le rouleau compresseur du *New Public Management* et les mécanismes aveugles et incontrôlés d'un marché élevé au rang de toute-puissante entité, les auteurs invitent à renouer avec l'idéal démocratique, c'est-à-dire avec cette « *capacité collective de définir un destin commun* » plutôt que de se le laisser dicter par les zélotes de l'industrie et de l'économie. S'il est un idéal qui vaille la peine d'être défendu, c'est bien celui-là. Et il ne tient bien évidemment qu'à nous qu'il ne soit pas relégué aux rangs des utopies. ⊥

Édifier un monde commun



PAR MAXIME OUELLET

L'ÉDUCATION EN PÉRIL : POUR MIEUX COMPRENDRE « LE PRINTEMPS ÉRABLE »

Sous la direction de Danièle Letocha et Frédéric Parent

Les Cahiers Fernand Dumont, n° 2, automne 2012.

La lutte étudiante qui s'est déroulée le printemps dernier a été interprétée par plusieurs observateurs comme une crise de l'éducation au Québec. Au-delà des analyses superficielles véhiculées par une classe journalistique et politique qui souhaite à tout prix dépolitiser la crise en la limitant à un strict débat comptable, il convient de se demander : de quoi la « crise de l'éducation » est-elle au juste la crise ? Cette question, qui est posée par Alain Kerlan dans son texte portant sur les rapports entre les conceptions d'Hannah Arendt et de Fernand Dumont sur la crise de l'éducation (« Fernand Dumont, une autre analyse de la crise. Pour une lecture critique des thèses de Hannah Arendt »), résume la thèse défendue par la plupart des auteurs de ce numéro des *Cahiers Fernand Dumont* portant sur la crise de l'éducation au Québec. Pour Dumont, comme pour Arendt, la crise de la culture correspond à la crise du monde moderne ; il s'agit d'une crise civilisationnelle qui se caractérise par une incapacité à « faire monde ».

Si nous acceptons l'analyse dumontienne sur la crise de la culture, il faut toutefois la mettre en parallèle avec celle du

sociologue Marcel Rioux, qui disait, à propos de la contestation étudiante qui sévissait un peu partout dans le monde occidental à la fin des années 1960, qu'« *[u]n des plus sûrs indices qu'une société traverse une période de changements profonds, c'est lorsque l'éducation y est mise en question. La contestation qui s'élève au sujet de l'éducation traduit des bouleversements qui traversent la structure sociale — réseau de relations qui lient les individus et les groupes — ainsi que les infrastructures technologiques et économiques. C'est au-delà du système d'éducation lui-même qu'il faut chercher les causes qui provoquent sa contestation* » (*La culture contre l'économie*, Presses de l'Université de Montréal, 2010).

Relire Dumont à la lumière de la thèse de Rioux nous amène à poser l'hypothèse que la crise actuelle de l'éducation doit s'expliquer dans le contexte de la nouvelle logique d'accumulation du capital qui repose sur l'exploitation de l'essence symbolique de l'être humain, c'est-à-dire sa culture. C'est ce qu'on peut déduire des propos de Patrick Lelay, président de la chaîne de télévision française

TFI, lorsqu'il soutient : « *Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible* ». Sa philosophie de la culture correspond à peu de mots près à la philosophie de l'éducation du recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, qui affirmait l'année dernière que « *les cerveaux [doivent] correspondre aux besoins des entreprises* ». Ce néo-capitalisme cognitif, aussi appelé « économie du savoir », nous plonge dans la prolétarianisation généralisée. À ce stade suprême de l'aliénation, l'être humain est dépossédé de son savoir-faire, de son savoir-être et de son savoir théorique, au profit de l'auto-valorisation illimitée du capital. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le parallèle que fait Jean-Claude Simard (« Éducation scientifique et science 2.0 ») entre la perspective habermassienne et celle de Dumont. Selon l'auteur, la technoscience, qui est

Rappelons que lors du « printemps érable », les opposants à la hausse des droits de scolarité ont mobilisé, dans leur argumentaire, l'héritage humaniste du Rapport Parent qui allait jusqu'à prôner la gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement.

désormais le principal facteur productif dans l'économie du savoir, dénature le sens d'une véritable culture scientifique et technologique puisque la rationalité instrumentale qui en est constitutive devient un outil de domination plutôt que d'émancipation.

Il reste que l'économie du savoir n'est pas exempte de contradictions. Tout comme le système industriel a été frappé par de violentes crises de surproduction dues à la baisse tendancielle du taux de profit, le capitalisme cognitif est actuellement aux prises avec une crise dont il faut trouver la source dans « *la baisse tendancielle de la valeur de l'esprit* » (voir Bernard Stiegler, *États de chocs. Bêtise et savoir au XXI^e siècle*, Mille et une nuits, 2012). Celle-ci résulte d'une opération de « *décervelage* » généralisé dont l'école est la complice depuis plus de trente ans. La crise du capitalisme cognitif est encore plus violente que les crises du capitalisme industriel puisqu'elle nous plonge dans une paupérisation non seulement matérielle, mais également culturelle. La privatisation de la connaissance qui est au fondement de la valorisation du capitalisme cognitif mène à l'abrutissement collectif, donc à la barbarie. C'est du moins le constat que l'on peut faire à la lecture de l'analyse critique de l'économie du savoir de Paul Sabourin (« Nos universités à l'ère de la standardisation économique : Aux racines gestionnaires de la "crise" de l'enseignement supérieur »). Le parallèle qu'il établit entre la crise des *subprimes*

de 2007-2008 et la crise de l'éducation montre qu'on assiste à une financiarisation de l'éducation qui comporte trois facettes : « 1) *l'argent-financement*; 2) *la servitude économique transmise*; 3) *le savoir économique, autrement appelé l'économie du savoir par ceux qui ont décidé de définir la qualité par la quantité [...]* ».

COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?

Rappelons que lors du « printemps érable », les opposants à la hausse des droits de scolarité ont mobilisé, dans leur argumentaire, l'héritage humaniste du Rapport Parent qui allait jusqu'à prôner la gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement. Il reste que le Rapport Parent était animé par une tension quant aux finalités qui devaient être assignées au système d'éducation québécois, tension entre l'idéal de transmission d'une culture commune et de démocratisation de la société québécoise, et la volonté d'établir un système adapté aux impératifs de la société industrielle, bref de « produire » des producteurs et des consommateurs. C'est essentiellement ce que montre l'analyse d'Hélène Charron (« D'une perspective sociologique à une conception fragmentée de la société ») sur les principaux textes officiels portant sur l'éducation au Québec depuis les années 1960. Rapidement, la perspective humaniste de l'éducation a été remplacée par une approche utilitariste visant l'épanouissement individuel. Or cette approche à la prétention émancipatrice consiste plutôt en une logique d'adaptation behavioriste aux transformations frénétiques de l'économie capitaliste. Cette logique instrumentale et individualiste promue par les pédagogues a culminé avec la réforme des années 2000 axée sur l'approche socioconstructiviste. Selon Charron, « *[l]a rupture se produit lorsque le langage des sciences de l'éducation devient dominant et évacue presque entièrement l'idée de transmission d'un patrimoine et de connaissances au profit du concept de compétence et de construction des connaissances, ce qui n'était pas encore très net dans le langage des acteurs politiques pour qui la transmission du patrimoine demeurerait une des dimensions essentielles du projet éducatif* ».

La logique des compétences participe d'une transformation fondamentale qui redéfinit les modalités de l'apprentissage et ses finalités. Suivant cette logique, on passe d'une formation professionnelle à une professionnalisation de la formation (Christian Laval et al., *La nouvelle école capitaliste*, La découverte, 2011). Alors que la formation professionnelle vise à former des individus aptes à maîtriser une série de savoirs et de savoir-faire propres à un métier spécifique, le modèle de la professionnalisation vise avant tout à produire des individus flexibles dont la subjectivité est adaptée au besoin à court terme des organisations qui évoluent dans le capitalisme financier.

On aurait tort de croire que l'approche par compétences affecte seulement les secteurs professionnels qui sont traditionnellement plus rapprochés du « marché du travail ». Cette logique a également été intégrée dans les cours de for-

mation générale depuis la réforme des cégeps de 1994. Dans son analyse de l'introduction de l'approche par compétences dans l'enseignement de la littérature, Marcel Goulet (« L'éducation en l'absence de l'homme ») soutient qu'« *il n'est pas rare de voir des étudiants davantage préoccupés par la démonstration de leur capacité à repérer tel procédé d'écriture, parfois sans égard à l'effet produit, que par leur relation à l'œuvre elle-même. C'est que le lecteur est appelé à porter sur l'objet littéraire un regard strictement interne et plutôt ascétique. Ainsi, c'est toute la dimension affective de l'expérience littéraire qui se trouve évacuée. Bien plus, c'est toute la contribution de la littérature à la quête humaine de beauté et de sens qui est laissée pour compte* ».

L'enseignement de la philosophie n'a pas non plus été épargné par la raison instrumentale. En prenant pour exemple l'hégémonie des éthiciens professionnels, Carol Collier et Rachel Haliburton (« Les paradoxes de l'instrumentalité : la philosophie peut-elle survivre à son utilité ? ») dénoncent la réduction de la philosophie à une pure logique utilitariste qui vise à former des sophistes et non des philosophes en quête de vérité. Selon les auteures, le « travail » de ces sophistes postmodernes vise à manipuler les masses et à faire de la propagande au service du capital (ex : les bioéthiciens qui travaillent pour les compagnies pharmaceutiques). Collier et Haliburton étayent leur thèse à partir d'un débat entre Socrate et le sophiste Gorgias : « *[ce débat] illustre la différence que font souvent les philosophes entre, d'une part, ceux qui voient la philosophie principalement comme un moyen d'obtenir un ensemble de compétences instrumentales susceptibles d'être employées dans toutes sortes de situations, et, d'autre part, ceux qui conçoivent la philosophie comme une discipline s'intéressant à ce que signifie vivre une vie consacrée aux valeurs intrinsèques de la vérité et du libre examen, et qui propose des méthodes pour distinguer les croyances justifiées des croyances injustifiées* ».

COMMENT « FAIRE MONDE » APRÈS LA FIN DU MONDE?

La lecture des nombreux articles de ce numéro des *Cahiers Fernand Dumont* permet de comprendre la nature réelle du « printemps érable » québécois. Si la lutte étudiante a eu une signification si importante pour la société québécoise, c'est parce que l'école — plus particulièrement l'Université — condense en elle toutes les contradictions de la postmodernité capitaliste. Celles-ci se manifestent, si l'on suit la pensée de Dumont, par une incapacité à édifier un monde commun, c'est-à-dire un monde constitué par des êtres raisonnables. Notre incapacité à « faire monde » signifie le début de la fin du monde. Elle nous plonge dans la barbarie puisque le projet éducatif sur lequel s'appuient nos élites politico-économiques nie l'humanité de l'homme. Traditionnellement, c'est à l'éducation que revient le rôle de construire ce que Dumont appelait la « culture seconde », laquelle est la condition de possibilité de l'édification d'un monde commun. La culture seconde correspond à ce que les Grecs nommaient la *Paidea*, soit l'art d'élever les êtres humains à leur meilleure nature. Elle vise à apprendre aux

citoyens à aimer le bien commun et à développer leur autonomie afin de savoir comment réagir lorsque la loi leur apparaît incompatible avec les normes de la « vie bonne ». La *Paidea* grecque, comme la culture seconde chez Dumont, exerce une fonction de « dressage » : elle élève les individus au-delà de leur animalité afin qu'ils ne « vivent et ne pensent pas comme des porcs » (Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs*, Gallimard, 1998). Développer une culture seconde n'est possible que si l'on crée une distance avec la culture ambiante. Or on s'éloigne de cet idéal à l'heure actuelle dans la mesure où les pédagogues rompus au fétichisme technologique fantasment sur l'idée de brancher directement les étudiants sur leur vécu immédiat au moyen des nouvelles technologies éducatives comme les tableaux intelligents et les tablettes numériques (à ce sujet, voir les textes de Frédéric Parent, « Jeunes, individualisme et nouvelles technologies. Lettre aux étudiants et aux collègues du collégial » ; et de Jean-Jacques Wunenburger, « L'école sur écran : promesses et dérives des nouvelles technologies éducatives »).

Il reste que Dumont, au contraire d'Arendt qui entrevoyait la crise de l'éducation avec fatalisme, conservait tout de même un certain optimisme quant au rôle de l'école qui devait « *contribuer à l'édification de la culture comme horizon de l'expérience commune* », rappelle Alain Kerlan. Si se réapproprier la pensée de Dumont permettrait, selon certains auteurs de ce collectif, de penser des moyens pour « *ré-enchanter l'éducation* », selon l'expression de Marcel Goulet, face à la bêtise ambiante, encore faut-il lier cette réflexion à un questionnement plus large portant sur les finalités vers lesquelles s'engage notre société. En conclusion de notre livre *Université inc.* (Lux éditeur, 2011), Éric Martin et moi-même écrivions d'ailleurs à ce sujet : « *À la question que posent les écologistes, "Quel monde allons-nous laisser à nos enfants?", Jaime Semprun répondait qu'il conviendrait plutôt de se poser la question : "À quels enfants allons-nous laisser le monde?" À notre tour, il faudrait réfléchir collectivement pour savoir à quels enfants nous allons laisser le Québec. À des petits entrepreneurs d'eux-mêmes, narcissiques, qui ne feraient que "produire toujours plus" pour pouvoir "consommer toujours plus" et dont la subjectivité entrerait en parfaite harmonie et en complémentarité structurelle avec la logique d'accumulation illimitée du capital? Ou encore à des citoyens autonomes en mesure d'imposer collectivement des limites à la dynamique de la croissance illimitée? Les défis auxquels seront confrontées les générations futures, que ce soit au Québec ou à travers le monde, sont immenses. Il faudrait peut-être se demander s'il est responsable, collectivement, de laisser à quelques managers dépassés le soin de "gérer l'apocalypse" vers laquelle nous pousse inéluctablement notre modèle de développement aveugle* ».

1. L'Expansion.com, « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible », : http://lexpansion.lexpress.fr/entreprise/patrick-le-lay-president-directeur-general-de-tfi_105361.html

2. Lisa-Marie Gervais, « Appel à l'union des milieux universitaire et d'affaires », *Le Devoir*, 7 octobre 2011 : <http://www.ledevoir.com/societe/education/333107/appele-a-l-union-des-milieux-universitaire-et-d-affaires>

Entre bien commun et bien-être : deux perspectives sur la crise étudiante et sociale

PAR BRIGITTE FAIVRE-DUBOZ

APRÈS LE PRINTEMPS

de Pierre-Luc Brisson

Poètes de brousse, 3 p.

ANNÉE ROUGE. NOTES EN VUE D'UN RÉCIT PERSONNEL DE LA CONTESTATION SOCIALE AU QUÉBEC EN 2012

de Nicolas Langelier

Atelier 10, 101p.

Brisson et Langelier ont tous deux pris fait et cause pour les contestataires, le premier dans un mouvement d'adhésion assumée aux revendications des étudiants grévistes et aux appels à réformer nos institutions démocratiques, le second, dans un élan de rage contre le gouvernement de Jean Charest et l'idéologie néolibérale qu'il a défendue pendant ses neuf années à la tête du Québec. S'ils sont tous deux portés par un réel désir de changement, il n'en demeure pas moins que la nature de la force d'impulsion qui les meut, l'affirmation pour l'un, le refus pour l'autre, colore non seulement le ton de leurs ouvrages respectifs, mais également leur interprétation du mouvement et de son issue. Entre l'étudiant de la « génération Y » et l'observateur culturel de la « génération X », le plus impulsif, épidermique, et, au final, désenchanté, n'est pas celui qu'on attend.

UN PLAIDOYER RÉFORMISTE

Contrairement à ce qu'annonce la quatrième de couverture, l'ouvrage *Après le printemps* de Pierre-Luc Brisson ne constitue en rien une relation des événements ayant secoué le Québec en 2012. Le jeune homme de 24 ans, étudiant en Histoire ancienne, se livre plutôt à une réflexion, trop brève d'ailleurs, autour d'enjeux parmi les plus cruciaux soulevés par la grève étudiante et la contestation sociale née dans sa foulée. À partir de trois constats, à savoir la déliquescence de nos institutions parlementaires, la concentration des médias et le détournement de la mission humaniste des universités par les tenants d'une formation utilitaire, il propose un

certain nombre de réaménagements de ces institutions qui composent rien de moins que les assises des sociétés démocratiques. Ce faisant, il contribue au discrédit d'une certains doxa : en effet, en dépit de son âge, de son statut d'étudiant et de son ralliement à plusieurs des positions défendues par l'ASSÉ et Québec solidaire, dont la gratuité scolaire du primaire à l'université, Brisson n'a rien d'un rêveur idéaliste ni d'un révolutionnaire romantique ni d'un collectiviste et encore moins d'un anarchiste. C'est bel et bien à un réformiste qu'on a ici affaire, voire à un réformiste conservateur, à tout le moins en ce qui concerne ses propositions à l'égard de la mission des universités, puisqu'il préconise non pas un changement en profondeur du modèle, mais un retour à ses sources humanistes. Brisson souligne d'ailleurs, non sans raison, l'ironie de sa position : « *ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui défendent les réalisations politiques passées, qui défendent ce modèle québécois qui est mis à mal par ceux-là mêmes auxquels il a le plus profité* », ceux-là mêmes qui se sont repliés dans « le confort et l'indifférence » au lendemain de la Révolution tranquille. C'est sans doute en bonne partie la volonté de nous voir éviter cet écueil qui a poussé Brisson à colliger ses idées disséminées dans le blogue qu'il tient au *Huffington Post* Québec depuis mars 2012. Ce rappel est le principal mérite de son livre.

Car, on l'aura compris, l'originalité n'en est pas le point fort. La plupart des réformes qu'il avance, notamment à l'égard de nos institutions démocratiques, font même

consensus au sein de certaines formations politiques ou sont défendues par certains membres chez d'autres. Ainsi, pour « *moraliser la vie politique* » et redynamiser la participation citoyenne, il soutient l'assouplissement de la ligne de parti, les référendums d'initiative populaire, le financement public des partis politiques et le suffrage proportionnel mixte. Le fait que ces propositions de réaménagement fassent déjà l'objet de discussions sur la place publique ne réduit en rien l'intérêt d'en marteler la nécessité, seulement, le citoyen informé, alléché par l'introduction de Brisson, qui y promet de « *débusquer ce qui se cache derrière les discours et les actions des uns et des autres* » sera déçu de n'avoir trouvé, au terme de sa lecture, aucun constat ni solution véritablement novateurs.

Entre l'étudiant de la « génération Y »
et l'observateur culturel de la
« génération X », le plus impulsif,
épidermique, et, au final, désenchanté,
n'est pas celui qu'on attend.

Brisson consacre aussi un chapitre au traitement de la crise par les grands médias qui constitue un véritable réquisitoire. La liste des griefs est longue, du paternalisme dont ils ont fait preuve à l'égard des étudiants à leur incapacité à distinguer un porte-parole d'un « leader », en passant par les nombreux dérapages commis par une pléthore de chroniqueurs, et tous y passent : *Le Journal de Montréal*, *La Presse* et *Radio-Canada*, tout comme *Le Devoir*, qu'on s'étonne de voir logé à la même enseigne. De la part d'un chroniqueur au *Huffington Post*, on ne s'étonne guère, par contre, qu'il fasse la part belle aux médias alternatifs. À sa décharge, il analyse surtout l'apport de CUTV, une initiative d'étudiants en journalisme de Concordia qui a sans conteste offert une perspective alternative essentielle sur les manifestations, mais c'est avec une certaine naïveté qu'il fait l'apologie de la « *réalité non filtrée* » relayée par CUTV. Candide, également, son appel à un investissement de l'État dans les médias de manière à « *soustraire les médias indépendants et les hebdomadaires locaux [...] à la nécessité de se transformer en vitrines publicitaires afin de maintenir à flot leur barque* ». Vu la porosité des intérêts entre les magnats des empires médiatiques et les politiciens chargés d'établir les politiques publiques, on voit mal comment un financement public des médias pourrait favoriser un « *décloisonnement de la sphère médiatique* » et contribuer à forger une opinion publique mieux informée et, par le fait même, plus équilibrée.

UN ENGAGEMENT DANS L'AIR DU TEMPS

Si l'on sent, dans l'engagement et les solutions de Brisson, l'espoir de voir naître un véritable débat et le désir enthousiaste de participer à un remue-ménage dans le but ultime de préserver le bien commun des Québécois, il en va tout autrement de Nicolas Langelier, dont l'ouvrage, *Année rouge. Notes en vue d'un récit personnel de la contestation sociale au Québec en 2012*, nous met en présence d'un citoyen hésitant entre la satisfaction de désirs immédiats et l'engagement.

Rédacteur en chef de la revue *Nouveau Projet*, dont la mission est de publier des textes susceptibles de nous aider à « *mieux comprendre les enjeux de notre époque et de mener une vie plus équilibrée, satisfaisante et signifiante* », Nicolas Langelier signe ici un ouvrage qui répond en tous points à cette mission qui s'inscrit résolument dans une mouvance individualiste. Se voulant le témoignage singulier d'un moment charnière de la société québécoise, *Année rouge* tire surtout son intérêt d'un questionnement autour des rapports complexes entre l'individuel et le collectif, le privé et le public, une interrogation sur le difficile arrimage entre l'appel irrésistible d'un épanouissement personnel et la volonté de mettre l'épaule à la roue du renouvellement de sa collectivité, questionnement dont l'auteur semble avoir ressenti l'urgence en ce temps de crise sociale, mais aussi apparemment personnelle.

Ses notes commencent le 13 février 2012, jour de son 39^e anniversaire et des premiers votes, à l'UQAM et à l'Université Laval, en faveur d'une grève générale illimitée. Partant de cette première coïncidence entre événements privé et public, Langelier enchevêtre scènes de sa vie quotidienne et péripéties de la crise qui ont émaillé les quatre saisons de cette année 2012 qu'il revisite, jusqu'aux élections générales de l'automne et l'annulation de la hausse des droits de scolarité ainsi que l'abrogation de la loi 12 par le Parti québécois, jusqu'au dénouement marquant la fin de sa jeunesse et celle de la contestation populaire. Le ton léger avec lequel il raconte ses butinages d'une fille à l'autre, d'une soirée arrosée à une autre, de ses parties de balle à ses fuites à Cuba ou dans les Laurentides, nous évite les scènes d'introspection mélodramatique de celui qui redoute le passage à la quarantaine. Néanmoins, cette légèreté nous révèle aussi un homme bien de son temps, un glaneur qui lit Marc-Aurèle — son texte est parsemé de nombreuses citations de ses *Pensées* — dans l'espoir de parvenir à une certaine sagesse, sans pour autant réussir à s'imprégner des pensées de cet Ancien, faute de s'engager dans une étude approfondie, et nécessairement lente, de ce penseur exigeant.

C'est, en effet, en observateur socioculturel à l'ère du « Web 2.0 » que Langelier nous livre sa vision de la crise, qu'il s'est surtout forgée à partir des médias sociaux,

tels Facebook et Twitter, et des versions électroniques des médias traditionnels, passant, de son propre aveu, de l'un à l'autre de manière compulsive. Son livre est d'ailleurs à l'image de cette préhension du réel. Objet hybride, qui se présente à la fois sous la forme du carnet, du journal intime, du commentaire journalistique et de la chronique d'humeur, *Année rouge* abonde en citations, extraits d'articles de quotidiens, listes et courts récits. Le livre, dans son ensemble, n'est pas sans rappeler une page Facebook sur laquelle on butine d'un statut à un autre, lisant l'un, faisant l'impasse sur l'autre, ouvrant un hyperlien ici et là, et grâce à laquelle on prend le pouls de la journée plus qu'on ne cherche à comprendre les faits.

Suivant l'exemple de ces écrans qui s'interposent entre l'observateur et les événements, Langelier lui-même

occupe toujours une position mitoyenne face à la crise : ni tout à fait en retrait — il prend fermement position en faveur des carrés rouges et donne libre cours à sa rage et à sa détestation de Jean Charest et du système capitaliste moderne, au point de retirer tous ses « *REER placés dans des fonds d'actions et d'obligations* » sur un coup de tête — ni tout à fait engagé dans l'action contestataire. Il reste sur le seuil, hésitant à sauter dans la mêlée. Dès le prologue, d'ailleurs, il se décrit prêt, mais dans l'attente, parmi ceux, nombreux, assez pour former un « *nous* » diffus, quelque chose comme une force de gauche anonyme planétaire : « *Nous voici : les sens en alerte, à guetter l'horizon. Nous ne savons pas tout à fait ce que nous attendons, au juste, mais nous savons que nous attendons.* » Cette ouverture constitue un des grands moments de lucidité de l'ouvrage, dans lequel plusieurs d'entre nous se reconnaîtront sans doute.



La mémoire, la grève et les corneilles

PAR ANNE-MARIE DAVID

LE PRINTEMPS QUÉBÉCOIS. UNE ANTHOLOGIE

Sous la direction de Maude Bonenfant, Anthony Glinoyer
et Martine-Emmanuelle Lapointe
Écosociété, 307 p.

*Loin de s'y opposer, la mémoire est l'oubli : oubli partiel et orienté,
oubli indispensable.*

— Tzvetan Todorov, *Mémoire du bien, tentation du mal.*
Enquête sur le siècle

Le temps d'un dégel, le mouvement étudiant de 2012 aura brisé une routine sociale léthargique, secoué un consensus néolibéral mortifère et remis la donne idéologique là où elle devrait être : au cœur du politique. Les sondages et l'obsession budgétaire-équilibriste l'en avaient chassée. Si c'est donc peu dire que notre printemps fut unique à bien des égards, deux de ses aspects définitoires le démarquent en force dans le paysage des revendications québécoises modernes : l'esthétisme percutant dont il a su faire preuve et sa conscience historique exacerbée. « *Nous avons marqué le sol de l'histoire d'une marque indélébile* », croit Gabriel Nadeau-Dubois. L'affirmation est certes présomptueuse, mais elle incarne à merveille cette double mise en scène plastique et historiographique, laquelle

semble également gouverner le destin éditorial de la grève étudiante : à peine terminée, elle est devenue objet de représentation et de création pour les écrivains et les penseurs de tout acabit.

Suite aux élections et à la mise au rancart de Jean Charest, la rentrée littéraire met le rouge aux rayons des librairies avec *Je me souviendrai* (La boîte à bulles), collectif d'artistes qui mettent le conflit en textes et en images, ou encore avec *Printemps spécial* (Héliotrope), recueil de fictions inspirées par le mouvement social. Quelques mois plus tard, nous en sommes à une « deuxième vague » de productions sur le sujet, plus réflexive celle-là : les revues spécialisées se mettent notamment de la partie à coups de

dossiers thématiques. L'immédiateté de l'événement passée, Michel Seymour et Gérard Beaudet s'interrogent entre autres — dans des essais recensés en ces pages — sur ses raisons d'être, ses significations et ses conséquences sur l'éducation et le vivre-ensemble, tandis que « l'expiatoire de création » *Fermaille* retrace son propre parcours sous forme d'une *Anthologie* chez Moulton Éditions.

#GGI – GRÈVE GÉNÉRALE INDÉLÉBILE

La multiplication de ces ouvrages aux visées pourtant disparates témoigne d'une chose : la volonté de préserver, de se remémorer et de tirer leçon de la grève et du bouillon-

Ce n'est pas dans ces détails que réside l'intérêt de l'anthologie, plutôt dans le portrait d'ensemble qu'elle projette et dans la somme impressionnante d'informations qu'elle rassemble et ordonne.

nant débat d'idées qu'elle a déclenché. Le « *désir d'archiver le plus possible les événements du Printemps québécois* » semble en effet consubstantiel au mouvement lui-même — le montre par exemple le grand développement de sa page Wikipédia, beaucoup plus fournie que celle dédiée à la grève de 2005 —, comme l'expliquent Maude Bonenfant, Anthony Glinioer et Martine-Emmanuelle Lapointe dans un livre qui incarne à lui seul ce besoin tout en tentant d'y répondre. Le titre étonne : *Le printemps québécois. Une anthologie* se revendique d'un mode de collection avant tout littéraire pour colliger les expressions aux modes extrêmement variés qui furent celles de la mouvance sociale éponyme. « *Il y a eu les actions, il y a eu les images, il y a eu les paroles* », énonce Georges Leroux en préface ; c'est de tout cela qu'entendent rendre compte les auteurs, qui se proposent de « *maintenir vive la mémoire d'un printemps* » en constituant une « *archive de la grève étudiante* ». Pour y parvenir, on ratisse très large — tout ce qui a trait à la grève est bienvenu, d'Anarchopanda aux carrés verts, des initiatives manifestives les plus loufoques aux répressions juridico-étatiques les plus violentes — en privilégiant toutefois la succession de gros plans au travelling : les acteurs individuels, souvent anonymes, ont la parole pour raconter « *cette histoire que l'Histoire risque d'oublier* ». De cette chronique militante à une forme de panthéonisation, le pas est mince — c'est le risque inhérent à toute archive — et pas toujours maintenu, lorsqu'il est question des divergences au sein du camp étudiant notamment. La CLASSE apparaît ainsi comme un organe à peu près lisse et homogène, alors que ses instances se sont souvent déchirées avec virulence autour d'enjeux tant politiques que médiatiques.

Ce n'est pas dans ces détails que réside l'intérêt de l'anthologie, plutôt dans le portrait d'ensemble qu'elle projette et dans la somme impressionnante d'informations qu'elle rassemble et ordonne. L'entreprise, de taille — le pari est à la hauteur d'une maison d'édition qui, on le sait, ne craint pas les missions impossibles ! —, se heurte dès le départ au décalage entre la chronologie « *fig[ée] [d]es événements* » et leur essence ou, pour parler comme Pierre Nora, entre l'histoire et la mémoire. Si l'on cultive ici davantage la seconde — la première supposerait une impartialité qui n'est absolument pas recherchée et une exhaustivité incompatible avec les « *choix, souvent déchirants* » qui ont dû être opérés au sein de la masse foisonnante des matériaux disponibles — la nécessaire interaction entre les deux régimes de conservation n'est pas éludée. Elle se déploie graphiquement sur des doubles pages où les analyses rétrospectives, témoignages à vif, photos et reproductions sont bordés de part et d'autre par une frise chronologique. Ce cadre historique restitue au contenu mémoriel sa centralité tout en lui fournissant des contre-pieds parfois saisissants : en marge de tel vibrant plaidoyer pour une culture accessible et vivante, on apprend que le premier ministre soupe en ville et en famille, ou que Richard Martineau s'insurge contre la « *belle vie* » étudiante sur Twitter. À plusieurs reprises, aussi, la frise remet les pendules journalistiques à l'heure — les sondages CROP contredisant d'autres sondages CROP se succèdent à un rythme effréné...

La distribution temporelle organise également les récits et images de la grève qui forment le cœur d'un ouvrage divisé en cinq parties correspondant aux mois de février à juin, suivies d'une revue rapide des événements de juillet à novembre. En guise de prologue, les « *huit mythes sur la hausse des frais de scolarité* » dévoilés par l'IRIS¹ et leur transposition en bande dessinée par quinze dessinateurs engagés. La juxtaposition est exemplaire de la facture du livre et résume ses objectifs pédagogiques : autant de textes que d'illustrations, dans une relation non hiérarchisée de la théorie à sa mise en actes. Le lien se précise et s'inverse dans les sections suivantes, où des agencements thématiques se surimposent à l'ordre chronologique. Si le mois de mars est en bonne partie consacré aux textes et manifestes d'appui en provenance d'intellectuels, d'artistes ou de personnalités publiques, celui de février porte sur la formation des divers collectifs — l'École de la Montagne rouge, Archicontre, la Boîte rouge, etc. — qui ont forgé l'identité visuelle contestataire et originale du printemps. Or les principes qui sous-tendent le fonctionnement et les modes d'action de ce premier ensemble font écho à la critique du système d'éducation et de l'économie du savoir menée par le second : c'est dire que l'extension du mouvement à maints domaines de la vie sociale était inscrite à même sa base. S'organiser de façon décentralisée, privilégier l'entraide et le libre partage de connaissances acquises au sein d'une lutte commune, c'est déjà refuser « *la subordination du bien public à l'intérêt privé* » (Profs contre la hausse) et appeler « *une démocratisation*

sans précédent de l'éducation » (Georges Leroux, Christian Nadeau et Guy Rocher dans une « Lettre ouverte aux professeurs d'université »).

LA COMMUNAUTÉ QUI (NE) VIENT (PAS)

Les étudiants contestent le dégel d'abord, mais les moyens dont ils usent pour ce faire remettent plus largement en cause, par la pratique, le nouveau modèle académique qui s'impose ainsi par la bande. Le constat revient dans les nombreuses réflexions sur l'université mûries ou méditées pendant la grève : de Michel Freitag à Normand Baillargeon, en passant par Noam Chomsky, sociologues et philosophes décrivent une institution à la fois animée et épuisée par des courants contradictoires et irréductibles. La singularité des documents réunis ici vient de ce que l'accent est mis, par-delà les causes économiques (Baillargeon) ou épistémologiques (Freitag) de ce « naufrage », sur ses répercussions sur la communauté. Les transformations du modèle universitaire participent en effet de l'instauration d'une nouvelle vision des rapports de l'individuel et du collectif : la logique de « l'étudiant-entrepreneur » déplorée par Seymour dans *Une idée de l'université* (Boréal, 2013) est une facette de la « société du moi inc. » que vilipende Nadeau-Dubois à l'événement *Nous ? Car « c'est bien ce que l'on vise à étouffer [c'est Alex Gagnon qui parle] : un idéal de liberté et de réflexivité morales qui consiste [...] en une capacité, triple, de prendre une distance par rapport à soi, de se représenter de façon critique son mode d'être au monde et d'appréhender à vivre ensemble »*. Leroux, Nadeau et Rocher arrivent à une conclusion similaire — accepter l'argument de la « juste part » conduit à « la dislocation du réseau de solidarité qui est le propre du Québec depuis la Révolution tranquille » —, alors que le collectif 1+1=1 articule ses scénographies autour de cette même relation de l'un au multiple. Les membres du groupe Légion D, quant à eux, créent des structures complexes menacées d'effondrement par des sources extérieures de déséquilibre, manière de penser une déliquescence sociale en marche.

L'intérêt pour la matérialité, la plasticité de la critique est un fil conducteur de l'anthologie. Il est corollaire d'une attention soutenue à la langue — avec deux auteurs sur trois qui enseignent la littérature, c'était inévitable —, laquelle subie sous la pression néolibérale des distorsions semblables à celles qui s'exercent sur l'université et la communauté. Sur le canevas de la fameuse pirouette lexicale qui aura permis au clan libéral de faire d'un terme deux torts en éludant la réalité de la grève tout en comparant l'éducation à un Walmart, les détournements linguistiques se suivent et se ressemblent. Les collaborateurs du *Dictionnaire de la révolte étudiante* s'affairent à isoler, en bons élèves de Flaubert, ces îlots de rhétorique gouvernementale, tandis que Banane rebelle redonne leur vrai sens aux mots dans un « J'accuse... ! » en hommage à Zola. Les attaques contre le verbe suscitent donc elles aussi une résistance vive, si moins visible : le combat, des assemblées et de la rue, migre vers le web et le papier. *Fermaille* joue ici

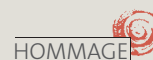
un rôle de premier plan, comme le rappellent les longues citations de ses pages disséminées à intervalles réguliers dans le livre. « FERMAILLE en a contre le capitalisme sauvage. Elle en a contre elle-même et son souffle court de promesses quand tout s'explique en burger king number seven for sale santé économique savoir-faire économique solitude économique éducation économique. »

Le manifeste de la revue est clair dans son association d'un ékonomisme délétère à un épuisement culturel, sociétal et individuel. Mime et victime de ce processus, la phrase se délite en laissant le lecteur sur sa faim d'un éventuel « remaillage », tout comme les installations de Légion D sont inévitablement vouées à l'écroulement. Si la révolution consiste, tel que l'affirme Lapointe à la suite d'Hubert Aquin, « à surprendre son adversaire en parlant un langage qui lui serait totalement étranger », reste à voir si ce langage est transitif et s'il saura refonder nos rapports à la connaissance et aux autres : les tissages, qu'ils soient communautaires, langagiers ou collégiaux, demeurent bien fragiles en dépit des efforts des étudiants printaniers.

Si tout est encore à faire, que reste-t-il alors de cette « grève historique » ? C'est la question que lancent les Zapatistes en postface — et qui se pose avec une acuité renouvelée au lendemain d'un Sommet de l'éducation aux résultats encore plus décevants que ses ambitions. « Rien », répondent les humoristes le plus sérieusement du monde. Et ce serait selon eux très bien comme ça, car les ferments invisibles sont les plus riches : ils germent tranquillement sous la terre à l'abri des corneilles désenchantées qui rêvent de les picorer, signe que « la prochaine récolte sera bonne. Encore meilleure que la précédente ». L'image organique, variation pop sur la note finale de *Germinal*, clôt fort curieusement l'ouvrage en annihilant ses aspirations archivistiques. Pourquoi une anthologie, si l'absence (temporaire) de traces promet davantage ? la remémoration forcée, si l'oubli est primordial ? Cette ultime indécision quant à la légitimité du projet éditorial — à l'honneur de ses auteurs — vaut en soit une réflexion sur la valeur et les usages sociaux de la mémoire. Il importe, certes, de se souvenir des acquis obtenus de haute lutte ; néanmoins la célébration outrancière conduit à une institutionnalisation militante qui risque de faire perdre de vue les raisons premières de l'engagement pour n'en retenir que des formes bientôt vides de contenu. En d'autres mots, la mémoire de la grève est à brancher d'urgence sur une parole politique vivante. Déconnectée ou présentée sous emballage stérile, elle se desséchera si elle n'est la proie des corneilles.

1. L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques est « sans but lucratif, indépendant et progressiste ». Les études qu'il a produites sur la marchandisation du savoir et l'accessibilité à l'éducation postsecondaire ont significativement influencé le discours des associations grévistes lors du printemps 2012.

Remémoration d'un ami



PAR MARIE CLAIRE LANCTÔT BÉLANGER

Jean-Bertrand Pontalis est décédé, à Paris, le 15 janvier 2013, le jour de ses 89 ans, réalisant le lointain souhait de mourir le jour de son anniversaire. Il nous faudra faire un long rappel de son parcours, de ses écrits, de son immense contribution à la psychanalyse, à la littérature ainsi qu'au monde de l'édition. Prise dans le chagrin que représente sa perte, je me contenterai d'évoquer ici l'homme que j'ai connu.

Formé en philosophie, qu'il enseigne d'abord, Pontalis fut le collègue de Jean-Paul Sartre et de Maurice Merleau-Ponty aux *Temps Modernes*. Il ne cessera de parler de l'un et de l'autre, mais aussi de Jacques Lacan dont il se détourne au milieu des années cinquante, lors de la scission du mouvement psychanalytique français. Devenu membre influent de l'Association psychanalytique de France (APF), Daniel Lagache lui demandera, ainsi qu'à Jean Laplanche, d'entamer le long et précieux travail de recherche, de clarification et de classification des mots de la psychanalyse ; le résultat sera, en 1967, la parution du *Vocabulaire de la psychanalyse*, ouvrage de référence qui garde aujourd'hui toute sa force. Commencera alors, pour Pontalis, une grande œuvre d'édition chez Gallimard. Il y dirige des collections : « Connaissance de l'inconscient », ensuite « Tracés », puis « L'un et l'autre », et surtout il crée la *Nouvelle revue de psychanalyse* qui, de 1970 à 1994, publiera cinquante cahiers thématiques qui demeurent des ouvrages fondamentaux. Pontalis y convoque des auteurs de toutes disciplines, de tous horizons, autant ceux venus de la philosophie que des poètes, des littéraires, des artistes ou des scientifiques. On y traduit des écrits majeurs, des inédits. Winnicott

et Masud Khan, par exemple, seront « découverts » par la psychanalyse française qui les ignorait jusqu'alors. Les rêves deviendront, dès le début de la revue, une « force d'attraction », permettant ainsi de renouer avec le Freud de *L'interprétation des rêves*. L'importance de l'écriture psychanalytique sera consacrée : comment rendre compte du travail de l'inconscient, de son trouble et de son tremblement, comment rendre compte du travail de la pensée sans se figer dans les dogmes, sans faire usage d'une langue trop savante, en gardant le mouvement de la cure, son secret, ses transferts, sa finitude et sa force ? J'aime à dire que beaucoup des textes sacrés de la psychanalyse s'y trouvent rassemblés.

La finesse de sa pensée fait en sorte qu'il est lu et cité partout. Pontalis sera donc invité par la Société canadienne de psychanalyse où il donnera un texte, en référence à Pascal Quignard, *La cinquième saison*, puis par la Société psychanalytique de Montréal, avec *La bêtise de l'inconscient*. Il a su rapidement nous charmer avec sa voix, son sourire, sa gravité et sa légèreté à la fois, son écoute, son attention à l'autre, son absence de prétention à vouloir faire école, sa volonté de fuir les systèmes et les grilles stériles et étouffantes,

sa poésie, son élégance. Homme sérieux, il aimait se moquer de lui et des autres, imitant ses collègues, recherchant le mot juste, la vivacité d'esprit, la créativité jaillissante de l'association libre.

Homme de *l'amour des commencements*, de la *pensée rêvante*, de l'*oublieuse mémoire*, du *temps qui ne passe pas*, de *l'infans*, de la *traversée des ombres*, homme pour qui l'amitié, l'amour, la littérature, la douce mélancolie, les fenêtres et les maisons, la perte et le deuil, le mystère du crime seront des thèmes sans cesse repris, retouchés. Souvent sous forme de brefs chapitres, de vignettes, de fragments, toujours différents, toujours dans la fraîcheur de la genèse de la pensée, les mots de Pontalis touchent. Ils aident, sans illusion et dans l'*intranquillité*, à devenir et à rester psychanalyste.

Pour moi, il était immortel : jeune, éternellement jeune. Des musiques de Ravel et *La mer* de Turenne ont accompagné son cercueil. Nous les écouterons en nous souvenant de lui. Nous le lirons pour nous sentir un peu moins seuls.



L'identité du psychanalyste

PAR MARIE CLAIRE LANCTÔT BÉLANGER

LE LABORATOIRE CENTRAL

de J.-B. Pontalis

Édition de l'Olivier, « penser/rêver », 177 p.

La voix de J.-B. Pontalis, à la fois douce et forte, se fait entendre tout au long de ce recueil d'articles qui, disons-le d'emblée, est un livre important. Textes issus de rencontres, bien que déjà parus, certains sont devenus introuvables ou encore n'ont jamais atteint nos rives ; étalés sur presque quarante ans, ils sont liés par une même et rafraîchissante tonalité qui devient familière et un engagement indéfectible. Partout court l'amour de Pontalis pour la psychanalyse et la littérature ; partout s'entend le refus de la langue morte et sèche qui déçoit l'intelligence en voulant trop en montrer la rationalité. Sous ce très beau titre emprunté à un recueil de poèmes de Max Jacob avec qui il a eu une brève amitié durant les années de guerre, Pontalis livre, dans le vif de l'échange, des entretiens qui, toujours à la recherche de la genèse de la pensée, tentent d'en éviter le convenu et la fixité.

Plusieurs fils forment le tissu de ces rencontres : avec Roland Jacob, Pontalis évoquera l'intérêt de la psychanalyse pour ce qui fonde, dans le *socius* et le politique, le pouvoir et son envers, la *servitude volontaire*. Il y souligne, d'une part, la tentation et la difficulté de passer du divan à la rue et, d'autre part, l'impossible neutralité de l'analyste, humain parmi les autres humains. Mais comment échapper au désenchantement sans se risquer à une critique de la croyance ou sans briser les idéalisations qui confortent ? La thérapeutique qui inévitablement croise la psychanalyse ramène la question de soigner et de

guérir, et oblige à sonder la pratique, le *laboratoire* même de la cure, tout comme la notion même de guérison, dans le mieux-être et l'abandon des symptômes qu'elle suggère. Technique pour comprendre le fonctionnement de la vie psychique, en partant de l'inconscient et du transfert, la psychanalyse est aussi un traitement. Mais on est loin du « *devoir de santé* » ou de « *l'adaptation sociale* » qui lui seraient antinomiques. On pense à Lacan bien sûr pour qui la trivialité de cette question a fait école ; Pontalis usera de rigueur et de force pour nommer la fascination produite par Lacan : l'art du suspens, par exemple, dans l'enseignement de Lacan où « *il y avait toujours un au-delà laissé en attente* » critiquant mais érigeant à la fois, par ce geste, le « *sujet supposé savoir* ».

ET LA LITTÉRATURE ?

La sororité conflictuelle entre littérature et psychanalyse occupe une large part des textes. On peut lire et relire l'échange entre Pontalis et Michel de M'Uzan où de façon

J.-B.
Pontalis
**Le laboratoire
central**



particulièrement captivante la question de leur écriture, de sa forme, de sa place, de sa nécessité se pose pour chacun d'eux et rebondit sans cesse. « *Écrivains et psychanalystes sont également exhibitionnistes et vaniteux. Ils veulent non seulement être reconnus par les autres mais encore les subjugués* », dira de M'Uzan. Il y a dans l'emboîtement des deux pratiques ou dans le détournement de l'une par rapport à l'autre une longue réflexion qui ne s'arrête jamais, qui ne décide ni ne juge, qui n'exclut ni ne

sacralise. Peut-on être écrivain et psychanalyste en même temps ? Chacun y répondra différemment. Activités *interminables* et passionnées, littérature et psychanalyse ne relèvent pas de la même économie psychique et par là, sont hétérogènes. « *On n'écrit pas comme chante l'oiseau* », on ne fait pas de la littérature avec la même part de soi que l'écrit psychanalytique. Et pour le psychanalyste (qui est peut-être un écrivain raté, frustré ou jaloux de la créativité de l'autre), même si « *nul n'est tenu d'écrire* », l'écriture, sous quelque forme qu'elle soit, est très souvent un impératif clinique : elle s'impose devant un vide de pensée, une interrogation, une impasse, une nécessaire relance, une rêverie. Travail d'écriture et travail du rêve sont voisins en ce qu'ils sont liés à l'inconscient qui en détermine la forme et les images. Comme

mieux la nature cachée des actions humaines que les psychanalystes ?

ÊTRE PRIS ET SE DÉPRENDRE

Tout en rappelant que la rupture des liens, dans sa brutalité d'acting ne protège rien alors que la séparation, avec sa tristesse, est un *mouvement* qui implique toujours une *séparation avec soi-même*, les entretiens conduisent Pontalis à revenir sur les liens qu'il a eus avec la philosophie, avec Sartre et avec Merleau-Ponty. Si Sartre est à nouveau décrié, le second est honoré. Pour beaucoup d'étudiants formés en philosophie, la figure et la voix du professeur Claude Lévesque pourraient se profiler ici : favoriser, par l'accès aux textes venus d'ailleurs, « *l'épreuve de l'inconscient*,

taines œuvres d'art sur le lecteur ou le spectateur. L'identité du psychanalyste est ici sans cesse remise en question, et parfois, c'est avec humeur que Pontalis affirme ne pas vouloir la revendiquer. Non pas parce qu'une autre nomination ferait mieux son affaire, mais parce que l'identité du psychanalyste, pour lui, pose un problème. Pas question d'écrire « *psychanalyste* » sur une carte d'affaires, pas plus qu'un écrivain ne devrait y inscrire *écrivain*. Pas question de se présenter comme tel dans les débats. Cette position de Pontalis repose sur une définition de la psychanalyse comme pratique solitaire, pratique difficile, se déroulant essentiellement dans l'*intranquillité* et dans la mouvance des identités. L'analyste porte l'analyse en soi mais, par elle, il est aussi déporté de soi : « *il a l'altérité des autres et son altérité en soi*. » Pontalis préfère se dire, en toute poésie, ce *Dormeur éveillé* dont il a tracé le magnifique portrait autour du *Songe de Constantin*, dans la lignée du rêve et des identités prêtées (Mercure de France, 2004). De là, impossible pour lui de se cacher sous l'appellation « *nous autres les analystes* ». Pour trouver la singularité de sa voix, pour écouter l'autre, l'accueillir et se laisser « *utiliser* » par l'autre, l'identité du psychanalyste vacille sans cesse. Engagé dans une « *expérience intime et asociale, comme le rêve, comme la lecture, comme l'écriture, comme l'amour* », le psychanalyste ne doit pas *se prendre* pour un psychanalyste. Ou se tapir derrière une identité que la parole de l'autre va bientôt ébranler. Bon nombre d'analystes pourront se trouver en délicatesse avec cette question qui, néanmoins, mérite d'être débattue.

Enfin, c'est à Rilke que je pense quand Pontalis rappelle que devant une œuvre d'art, le spectateur, le lecteur, ou le psychanalyste y est en position d'analysé et non pas d'analyste. Renversant l'attitude courante qui ferait du spectateur un décoder de sens, il affirme que l'œuvre d'art dévoile une vérité jusqu'alors ignorée ou logée dans l'inconscient. Le contact avec l'œuvre d'art ne laisse pas intact, il touche, il transforme. C'est aussi (Pontalis le sait-il ?) ce que produit ici ce recueil. L'ensemble que présente ce *laboratoire* induit cet effet : une annonce est faite au lecteur qui s'en trouvera modifié.

Indexées à beaucoup des textes du recueil, deux questions se fauillent, partent en marge et reviennent. La première concerne l'identité du psychanalyste, la deuxième renvoie à l'effet d'interprétation qu'ont certaines œuvres d'art sur le lecteur ou le spectateur.

le rêve, l'écriture se situe dans l'échappée. Reste entier, par ailleurs, à l'intérieur des groupes de psychanalystes et au-dehors, le problème de trouver à « *communiquer l'objet psychanalytique* ». Le secret de la cure retient souvent et empêche la circulation de la pensée.

Pour continuer cette discussion sur les liens entre littérature et psychanalyse, on pourra lire avec bonheur *Freud avec les écrivains* que Pontalis vient de faire paraître avec Edmundo Gomez Mango (*Freud avec les écrivains*, Gallimard, coll. Tracés, 2012). Ils y abordent la dette de la psychanalyse à l'égard de la première et la proximité des deux disciplines dans l'exploration de la vie de l'âme. Et puis, ils rappellent comment Freud fut aussi un auteur, un lecteur, un écrivain ; ne disait-il pas, en parlant de Strindberg, que les poètes connaissent

l'épreuve de l'étranger dans la maison ». Puis, reprenant sa confiance *quasi absolue* dans les mots — « *Logos pas mort* » —, Pontalis ose, — il me semble l'entendre ainsi pour une première fois — se dissocier complètement du travail de traduction entrepris par Jean Laplanche avec qui, dans les années soixante, il a écrit le *Vocabulaire de la psychanalyse* (sous la direction de Daniel Lagache, PUF, 1967). Pour lui, la néo-langue que, sous l'instigation de Laplanche, les traducteurs de Freud ont composée éloigne de Freud écrivain et donne une image erronée, dirons-nous froide et technique, de l'écriture freudienne.

Indexées à beaucoup des textes du recueil, deux questions se fauillent, partent en marge et reviennent. La première concerne l'identité du psychanalyste, la deuxième renvoie à l'effet d'interprétation qu'ont cer-

Ravages de la beauté

PAR LORI SAINT-MARTIN

REFLETS DANS UN ŒIL D'HOMME

de Nancy Huston

Actes Sud, /Leméac 306 p.

BEAUTÉ FATALE.

LES NOUVEAUX VISAGES D'UNE ALIÉNATION FÉMININE

de Mona Cholet

La Découverte/Zones, 236 p.

CERVEAU, HORMONES ET SEXE. DES DIFFÉRENCES EN QUESTION

Sous la direction de Louise Cossette

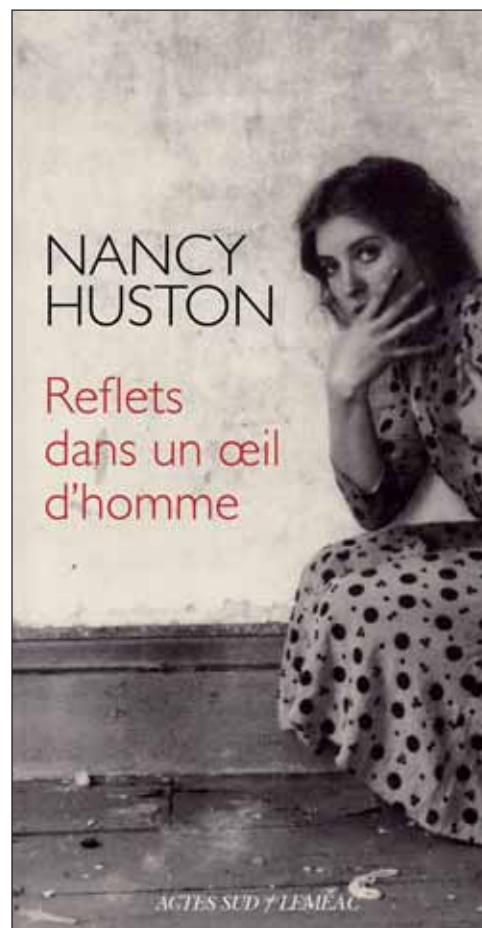
Remue-ménage, 112 p.

Hasard des parutions, la lecture croisée de trois ouvrages a fait tilt dans ma tête. La romancière et essayiste Nancy Huston affirme, à partir du regard masculin porté sur le corps des femmes, l'importance du biologique dans les rapports entre les sexes. La journaliste Mona Cholet dénonce « *les nouveaux visages d'une aliénation féminine* » axée sur la tyrannie des apparences. Enfin, sous la direction de Louise Cossette, des universitaires traitent du débat inné-acquis en sciences en traquant l'essentialisme biologique.

IL ME REGARDE, DONC J'EXISTE

Dans un ouvrage au titre ironique, *La bimbo est l'avenir de la femme*, Sylvie Barbier résumait ainsi l'idéal féminin de notre temps : « *n'exister que par la beauté et ne survivre que par le regard des hommes* ». D'entrée de jeu, Nancy Huston naturalise cet état de choses par une déclaration à l'emporte-pièce : « *Des yeux masculins regardent un corps féminin : immense paradigme de notre espèce.* » Drôle de choix pour définir le propre de l'humain, mais enfin... Ce regard masculin aurait « *ceci de spécifique qu'il est involontaire, inné, programmé dans le "disque dur" génétique du mâle humain pour favoriser la reproduction de l'espèce* ». (Le

regard des femmes serait donc volontaire et acquis ?) « *L'homme regarde, la femme est regardée* » : ce que d'autres, dont John Berger il y a plus de quarante ans, ont établi comme un fait culturel, Huston le déclare naturel. C'est pour cette raison qu'elle tire à boulets rouges sur la théorie du genre, dont les partisans, selon elle, verseraient dans « *la dénégation des différences sexuelles* » en insistant sur la seule construction sociale du masculin et du féminin. Théorie qui, en imposant « *l'indifférenciation* » des sexes, compromet l'avenir de l'humanité (on croirait lire un psychanalyste conservateur comme Michel Schneider, qui a abondamment enfoncé le même clou, ou encore André Vingt-Trois, archevêque de Paris, président de la Conférence des évêques de France et « macho de l'année » selon l'association des Chiennes de Garde). Ainsi, Huston

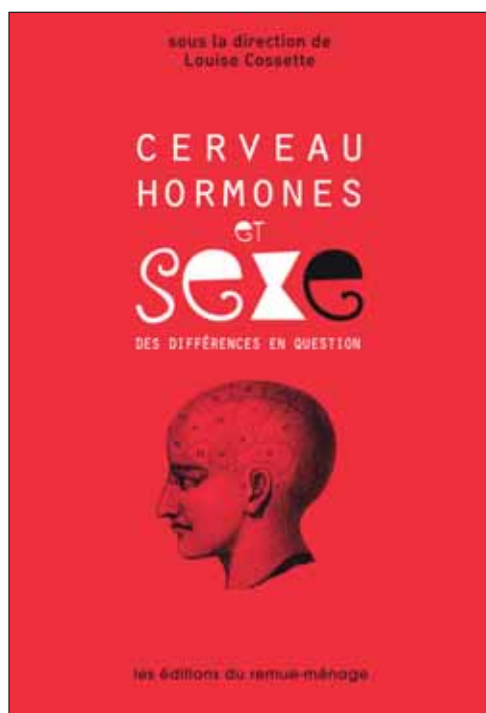


crée une distinction artificielle entre les études de genre (à condamner en bloc) et le féminisme (mauvais s'il vient d'outre-Atlantique — air hexagonal connu ici à propos du « puritanisme américain » —, bon s'il est pratiqué par elle-même). Dans les blogs et forums féministes, cette critique a été dénoncée à plaisir. En effet, Huston simplifie et déforme la théorie du genre : il s'agit non pas de choisir son sexe comme on se sert dans un buffet, mais bien de négocier une identité sexuée, entre préférences personnelles et contraintes sociales ; cette théorie voudrait élargir la gamme des possibles identitaires et non imposer des choix.

CHASSEZ LE NATUREL... ET LE CULTUREL REVIENT AU GALOP

Mais revenons à la thèse centrale du livre : la primauté biologique du regard masculin. Pour appuyer ses dires, Huston sort l'artillerie lourde : elle interviewe trois peintres de ses amis (des artistes qui affirment que le regard est important, stupéfaction !) Ainsi, F., 90 ans (!), parle du plaisir de regarder « *un joli brin de fille dont on devine les seins à travers le T-shirt* » ; H. (un jeunot de 60 ans) explique par un « *atavisme* » le fait que ses yeux « *se baladent en permanence* » dans la rue alors que les femmes évoluent « *le regard baissé* ». Comme s'il existait des rapports hommes-femmes en dehors du social... De même, la biologie expliquerait (comment, on ne nous le dit pas) qu'on voit très rarement des femmes tripoter un moteur de voiture ou jouer à des jeux vidéo violents. À défaut de preuves, Nancy Huston recourt volontiers à la tautologie : « *les hommes continuent d'être des hommes et les femmes, des femmes, et cela continue à ne pas être la même chose* ».

En réalité, Huston abandonne vite la biologie pour examiner des phénomènes qui, pour centrés sur le regard qu'ils soient, sont culturels : le rapport entre artistes (masculins) et modèles (féminins), la pornographie, la prostitution. Contradiction : si le regard masculin a l'importance décisive qu'elle dit, la



pornographie et la prostitution, qu'elle combat pourtant sans relâche, seraient de simples expressions sociales d'un phénomène naturel et, à ce titre, « *normales* », voire bénéfiques. Autant dénoncer le besoin de manger ou de dormir. Même la capacité d'enfanter, l'autre phénomène que retient Huston, si elle est certes biologique et démarque radicalement les sexes, s'exerce dans un contexte culturel déterminé et déterminant. À ce chapitre, d'ailleurs, les déclarations étranges abondent : « *plus il y aura de mères sexy et séduisantes, moins il y aura de filles violées et prostituées* ».

De même, la naïveté de certains arguments surprend : « *le désir féminin est nettement moins tributaire du regard que le désir masculin — comment expliquer, sinon, que tant de sublimes créations se baladent au bras de vieux bedonnants ?* » Parce qu'ils sont producteurs de cinéma, peut-être, ou simplement riches et généreux ? Et les femmes dont parle Huston — Anaïs Nin, Nelly Arcan, Jean Seberg — étaient des beautés exceptionnelles ; des autres, pas un mot n'est dit, comme si celles qui n'attirent pas « *l'œil d'un homme* » n'existaient pas (les lesbiennes, dans ce contexte, sont une aberration à peine mentionnée).

Huston exploite ici jusqu'à l'épuisement un filon ouvert en 1994 avec un article percutant et original qui commençait ainsi : « *Je suis belle.* » Ressassant sans les approfondir ses thèmes de prédilection, elle reprend certains textes déjà publiés (dont sa préface à *Burqa de chair*, de Nelly Arcan) et recycle des techniques éprouvées : les profils de femmes artistes rappellent *Journal de la création*, par exemple, et certaines anecdotes personnelles ont également servi ailleurs. Mille fois lus sous d'autres plumes, ses éloges des rapports de séduction à la française, ses tirades contre la théorie du genre sonnent creux, comme si l'infatigable et inspirante essayiste avait manqué, pour une fois, d'idées.

DU BON USAGE DE LA SCIENCE

Alors que Nancy Huston attribue à des phénomènes culturels une cause biologique, le livre collectif que dirige Louise Cossette met en garde justement contre les détournements des données scientifiques. Ses auteures déplorent l'usage sensationnaliste que font les médias de résultats souvent complexes et contradictoires. Ainsi, la même étude douteuse sera citée à l'infini, tandis qu'un tout petit échantillon passera pour universellement valide. En réalité, comme le montrent à tour de rôle Catherine Vidal pour le fonctionnement du cerveau, Louise Cossette pour la psychologie et Line Chamberland pour les explications biologiques de l'homosexualité (Chantal Maillé ferme le volume en discutant de trois théoriciennes du genre), distinguer entre inné et acquis ne va pas de soi. Comment déterminer la part de la nature en étudiant des sujets qui ont derrière eux cinq, dix ou cinquante ans de conditionnement social ? Toutes les auteures insistent sur l'importance tant du contexte social (les écarts intellectuels entre les sexes sont plus marqués dans les sociétés inégalitaires) que de l'éducation (les filles qui ont étudié en milieu non mixte sont aussi bonnes en mathématiques que les garçons) et même de la conception de l'expérience scientifique (les femmes obtiennent de meilleurs scores

au même test si on le présente comme un exercice de dessin plutôt que de géométrie). Catherine Vidal montre que la plasticité du cerveau — à tout âge, il se modifie en fonction des activités pratiquées — ainsi que l'importance des variantes à l'intérieur d'un même sexe interdisent de conclure trop vite à des différences globales entre hommes et femmes. Louise Cossette fait remarquer que l'évolution rapide des pratiques professionnelles et sexuelles des femmes plaide en faveur de tabous culturels plutôt que d'aptitudes ou de préférences génétiques. Line Chamberland conclut au caractère... non concluant des tentatives de découvrir une origine biologique à l'homosexualité. En somme, en cent pages décapantes et accessibles, voilà une invitation à s'armer de prudence avant de pérorer sur le « *disque dur* » de l'humanité.

S'ACHETER UNE BEAUTÉ, VENDRE SON ÂME

Combien de belles femmes se trouvent belles? Combien de femmes, y compris les dangereusement minces, se trouvent grosses? À qui profite cette haine de soi? Aux chirurgiens esthétiques, répond Mona Cholet, aux fabricants de vêtements et de crèmes, aux hommes dont l'œil procure à des femmes rendues vulnérables ce précieux sentiment d'exister. Si Huston et Cholet explorent en partie le même sujet — Cholet cite d'ailleurs avec admiration des travaux antérieurs de Huston —, leur approche varie du tout au tout : alors que la première cherche des déterminismes biologiques (le fameux regard masculin, la capacité reproductrice des femmes), la seconde propose une lecture politico-économique.

Le terrain que couvre Cholet n'est pas neuf : pensons à Naomi Wolf (*The Beauty Myth*), que Cholet cite abondamment, mais aussi à Ilana Löwy avec son idée d'« *inégalité esthétique* », à Susan Bordo sur la tyrannie de la minceur, etc. Cholet aborde cependant de

nouvelles ramifications de ce qu'elle appelle, suivant Sandra Lee Bartky, le « *complexe mode-beauté* » : la nostalgie des rôles sexuels révolus que nourrit la série *Mad Men*, la « *colonisation de la sphère culturelle par l'industrie de la mode* » (vogue des actrices-mannequins, placement de produits au cinéma, etc.), la prolifération des blogs de « *femmes ordinaires* » consacrés à leur douloureuse passion pour le dernier sac à main hors de prix, la variété grandissante des chirurgies esthétiques, le succès des concours de beauté pour les fillettes, l'aggravation de l'anxiété du vieillissement (il existe une gamme de maquillage antioxydants et antirides pour les 8-12 ans!). Cholet consacre des pages dévastatrices à l'anorexie comme manifestation extrême de la haine du corps (vu comme à la fois excessif et déficient, à maîtriser par une discipline impitoyable) ou encore au racisme du milieu de la mode, où la blancheur et la

de préférer leur confort et leur liberté de mouvement à l'agrément des yeux masculins ».

Cholet réserve sa critique la plus acérée à la résurgence de la fameuse théorie de la « *séduction à la française* », selon laquelle les relations hommes-femmes en France seraient marquées par la complicité et la galanterie et non par l'agressivité qui les caractérise aux États-Unis (l'Américaine Joan W. Scott a traité avec brio ce thème.) « *Banale réaction antiféministe* », la célébration des rapports de séduction à la française traduit plutôt pour Cholet « *le désir de maintenir les femmes dans une position sociale et intellectuelle subalterne* ». Elle relève de nombreux exemples du recours à cette rhétorique pour banaliser des contraintes, voire des violences (les cas Roman Polanski et DSK, le traitement des mannequins à peine adolescentes, etc.).



Cholet n'a pas la langue dans sa poche. Elle dénonce, fustige, crache parfois son mépris (elle est particulièrement dure envers les « *victimes de la mode* »), mais elle frappe le plus souvent juste. Sa plume alerte, son abondante documentation à la fois française et anglo-américaine, populaire et savante, sa vision sociale large et son plaidoyer pour une vision de la beauté en tant que « *singularité épanouie* » plutôt que conformité aux canons en vigueur font de *Beauté fatale* un livre essentiel.

Le jour où j'ai commencé cet article, msn.ca — on parle d'un site d'intérêt général et non pornographique — suggérait, parmi dix façons de se sentir plus « *hot* » devant un nouveau « *mec* », non seulement les suspects habituels (talons aiguille, positions choisies de manière à camoufler ses défauts, autobronzant appliquée artistement pour minimiser la taille des fesses), mais aussi des cours de *pole dance* pour être « *moins "pognée" et définitivement [sic] plus sexy* ». La femme se montre, l'homme regarde : c'est dans notre code génétique, évidemment. †

blondeur, comme « *valeurs refuges* », stimulent la vente, en Afrique et en Asie, de crèmes censées faire pâlir la peau. Il s'agit toujours d'imposer « *une féminité consumériste et sexy perçue comme un fait de nature* », avec pour but ultime de « *dissuader les Françaises*

Entre l'écriture et l'art : *transvérités* de Cixous

PAR GINETTE MICHAUD

LE VOYAGE DE LA RACINE ALECHINSKY

d'Hélène Cixous

Galilée, « Écritures/Figures », 131 p.

LUC TUYMANS. RELEVÉ DE LA MORT, VOLUME I

d'Hélène Cixous

Éditions de la Différence, « La Vue le Texte », 174 p.

LUC TUYMANS. RELEVÉ DE LA MORT, VOLUME II

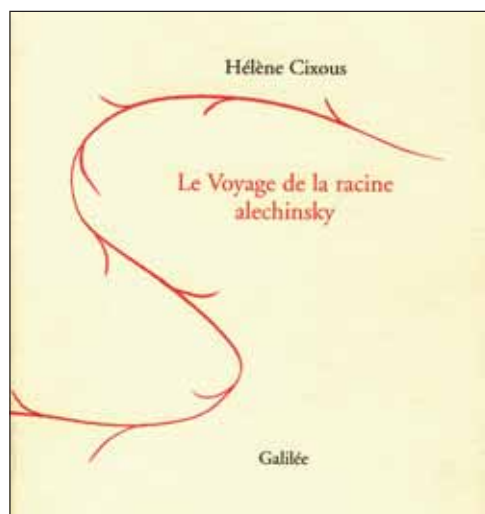
d'Hélène Cixous

Éditions de la Différence, « Œuvres », 141 p.

Dans « Peintures », une conférence placée en ouverture du recueil éponyme de ses écrits sur l'art (Hermann, 2010), Hélène Cixous parle des tableaux comme de ses « *semblables poétiques* » et évoque la proximité de l'art pictural et de l'écriture, ces « *jumelles aventures* » de l'« *Écrire-ou-dessiner* ». Elle décrit aussi son expérience désarmée face à ces œuvres, celles qui l'appellent – elle en nomme trois qui comptent plus que tout pour elle : *Le bœuf écorché* de Rembrandt, *Le chien à demi enfoui* de Goya et *Peinture (Écriture rose)* de Simon Hantaï –, tableaux « dont j'entends l'appel », souligne-t-elle dans une *ekphrasis* sonore révélatrice de son approche esthétique et de la manière dont elle reçoit la lettre du tableau à lire, à déchiffrer. Devant ces « *objets visuels non identifiés* » qui la surpassent souvent, selon son expression, elle tente de comprendre ce qu'elle ne comprend pas, ce qui l'attire et la repousse à la fois dans ces « *visiteurs étranges* », indéfinissables et nimbés d'outre-vie : « *Depuis la Bible et Proust, note-t-elle dans Le voyage de la racine alechinsky (et ce serait une première définition de l'art pour Cixous), on sait que les noms sont cachés dans les êtres-choses et qu'il faut, pour les faire sortir, regarder les choses le temps qu'il faut.* » C'est à cette loi d'attente et de patience qu'elle se plie devant la

chose de l'art, « *objets orphelins* », « *merveilles en voie d'abandon ou d'adoption* », « *trésors en suspens* », avant (et afin) qu'on puisse passer « *de l'inreconnu à une reconnaissance théâtrale* », comme elle le dira au sujet de la peinture de Luc Tuymans, peintre anversois à qui elle vient de consacrer une étude détaillée : « *Voilà une expérience totalement inédite : tout se passe comme si j'avais perdu une certaine mémoire, une antique fonction de reconnaissance. Les yeux travaillent, et en vain. Je sens bien que, silencieusement, ce "tableau" me "parle" en "vérité" d'un certain aveuglement qui se situe caché sur le chemin du voir, qui fait partie du voir, qui en mine l'assurance, qui vient signifier à mon narcissisme sa déroute.* »

Ainsi, devant un tableau, Cixous ne se trouve jamais « *en train de dissenter* », mais plutôt toujours violemment intimidée de réagir, « *profondément émue, [...] affectée et bien sûr je ne sais absolument pas pourquoi* » : « *C'est là que ma pensée commence à cheminer vers l'écriture* » (« *Peintures* »).

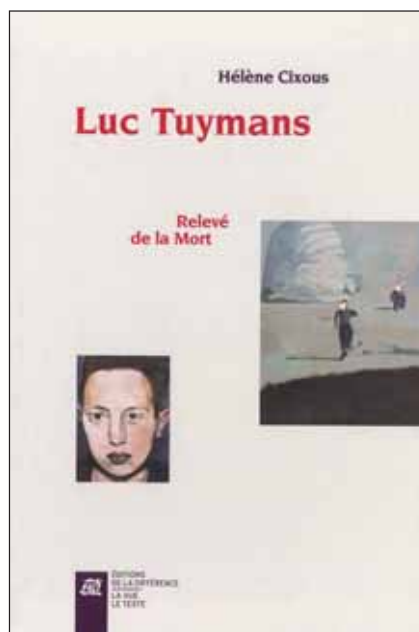


Elle avoue également ne pas connaître, « *ou très peu* », l'histoire de l'art (« *lacune fertile* », souligne-t-elle) et ne pas davantage adopter le point de vue du critique d'art. Il s'agit plutôt de « *rappports d'enfance* » où « *c'est la personne mystérieuse en moi-même que je suis et la personne qui écrit qui regardent le tableau* ». Cela entraîne déjà plus d'un regard, et d'autant que le sien est pour ainsi dire pris au dépourvu, depuis toujours divisé entre plusieurs visions, altéré par une « *histoire de l'œil* » singulière

– myopie, diplopie et, plus généralement, structurellement même, point de vue aveugle par « *née cécité* » comme elle l'écrit – où ses « *yeux sont sans voix* » devant ce qu'ils voient. Telle est la leçon de la vaste mosaïque de Tuymans intitulée *Dead Skull* (installation permanente en hommage au peintre Quentin Metsys, devant le Museum Aan de Stroom d'Anvers) où l'« *On ne voit pas qu'on ne voit pas* » et que « *L'image est dans le tapis* », la vérité foulée par nos pieds : « *Au pied : le secret. Les visiteurs qui longent ou traversent le vaste parvis ne voient pas ce qu'ils font. Plus tard, ils découvriront qu'ils ont, aveugles structurels, mis le pied sur l'œil de l'univers.* » C'est que pour Cixous – et la scène primitive de « *Savoir* » dans *Voiles* (Galilée, 1998) l'avait suggéré – il y va d'une « *initiation au miracle de voir* », d'une « *Merveilleuse cérémonie de l'anamorphose* », comme elle le découvre avec ce *Dead Skull* : « *Sache que tu ne peux voir que du bon point de vue. Le bon point de vue n'est pas celui que tu attends. C'est le point de vue secret. Cherche l'angle. Tu dois trouver l'angle perpendiculaire à l'œuvre au secret.* »

REGARDER N'EST PAS VOIR

Les textes réunis dans *Peintures* touchaient différents arts (peinture, dessin, installation, cinéma, chorégraphie – à l'exception de la photographie, que Cixous ne prise guère) et plusieurs artistes (des plus intemporels aux contemporains), permettant ainsi de cerner plusieurs traits de sa poétique en matière de figures graphiques et visuelles (car Cixous tient malgré tout à quelque chose de la figure, précisant qu'elle n'est pas « *amateur de peinture figurative totalement abstraite* » : « *Je réponds plutôt à de la figure, même si c'est une figure déconstruite, pour moi, il y a figure. Il "faut" figure. Figure faussant compagnie, se dé-figurant, se pré-figurant ou sur-figurant* ») : par exemple, sa fascination pour le cru, le cruel et le « *vrai* » (ne pas confondre avec quelque réalisme que ce soit) ; son attention à l'entre-deux, le passage, l'instant, la vitesse ; sa sensibilité accordée à la forme en train de se façonner (repentirs, ratures, processus de jaillissement/effacement inlassablement poursuivi), pour ne citer que ceux-là. Deux textes majeurs, l'un sur Pierre Alechinsky, l'autre sur Luc Tuymans (par coïncidence, les artistes sont tous deux



originaires de la Belgique), se sont depuis ajoutés à ce corpus (on pourrait aussi penser aux textes consacrés à Ernest Pignon-Ernest, « *Imagie d'Ernest* », et à Serrano, « *Shit, no present. Faecetious Serrano* », paru dans la traduction anglaise de *Peintures*) et viennent encore l'enrichir.

Voyage de la racine alechinsky se présente lui-même comme une formidable racine, ou excroissance, puisque ce livre est issu d'une première bouture, si l'on peut dire, préface parue dans le catalogue de l'exposition rétrospective tenue au Musée Granet, *Alechinsky : Les ateliers du Midi* (Musée Granet et Gallimard, 2010). Trouvant sa (res)source dans le point d'origine (« *La racine est tout, Nature, sculpture, peinture, dessin fossile et embryon, babouin et dieu* »), l'écrivain poursuit dans cet essai (jouissance des yeux et de la pensée par sa mise en page remarquable, d'une élégance rare) la cellule-souche élémentaire, le cordon ombilical, cette « *Épluchure* » en laquelle elle reconnaît la forme matricielle de toutes les autres : « *être parmi les êtres* » qui pousse et change dans toute l'œuvre de l'artiste. À travers « *peinture, sculpture, mouvement, poème* », Alechinsky cultive en effet ce « *merveilleux mélange de genres d'être qui font rouler l'espace sous des espèces aussi végétales qu'humaines* » dans une « *Vision du Dessin* » qui va toujours « *en s'augmentant, en s'ajoutant des bords adventifs* ».

DES DEUX MAINS

Il ne serait pas exagéré de dire que Cixous trouve en Alechinsky un véritable « *frère d'art* » (comme on dirait un « *frère d'armes* », et le prénom n'est pas seul en compte, le frère de Cixous se prénommant également « *Pierre* ») : Alechinsky est en effet si étroitement peintre et poète (il n'est que de lire ses tableaux pour s'en convaincre, mais aussi ses écrits si fins et attentifs aux tours du langage) que ses œuvres « *font corps double avec des faits de langage* ». En ce « *peintre-trécrivain si sensible à l'éclat des mots* », « *porté vers l'Orient, contrée du trait autre* », Cixous ne trouve pas seulement un poète voyageur qui très tôt se déplaça vers les « *continents des calligraphies orientées autrement* », mais surtout un « *sublime apprenti mystique* » qui sut se défaire de toute « *hiérarchisation stigmatisante* » et dessiner, peindre, graver, lire des deux mains, de droite à gauche, en faisant sien ce « *paradoxe vital : le dextre est maladroit* », « *Le gaucher est habile au-delà de la dextérité* ». On touche là le premier signe du poète en art pour Cixous, son « *visa pour entrer à l'Envers* » : « *Le droitier tient à oublier. Le gaucher entretient la mémoire et la blessure.* » Qu'il s'agisse de la racine coupée d'Alechinsky (couper, pour mieux garder bien entendu) ou du carreau cassé de Tuymans, c'est bien là ce qu'il faut à l'artiste-chercheur : « *il faut entretenir la cassure, la blessure. Il faut la séparation et sa rupture, la séparation.* » En Alechinsky, Cixous salue donc celui qui médite sans fin sur le subjectile et ses bordures, sur le deuil des arbres puisqu'il n'oublie jamais ce qu'il leur doit (papier, table, bolée d'encre, gomme arabique) ; celui qui, « *À jamais inoubliable* », « *continue à suivre les traces* » de Toko Shinoda, son maître et « *pythie japonaise* » qui lui avait légué un précieux rouleau de calligraphie en lui disant « *Faites-en ce que vous voulez* » (Alechinsky le perdit sans pouvoir le retrouver) ; le fils inconsolé aussi, qui reste toujours « *au bord du père* », ce père dont Cixous voit revenir le portrait sans visage dans le « *vivant linceul noir qui remue* » de *La Mer Noire* : « *Il m'arrive de penser que l'on pourrait un jour lire toute l'œuvre d'Alechinsky comme une allégorie magnifique de la vie et de la mort d'un Père très aimé.* » Sensible aux « *spectres des arbres et [à] la présence fantôme du père* », Alechinsky travaille ainsi sans relâche au deuil avec les moyens du bord, dit Cixous,

car il sait que « *La mort repousse. L'art repousse la mort* » : « *Le bord c'est un trait, c'est aussi une limite et tout le contraire, c'est ce qui nous porte sur le flot sans bords.* »

PEINDRE LES LIMBES

Il est aussi beaucoup question de spectre et de revenance dans *Relevé de la mort*, où Cixous s'attache tout particulièrement à capter dans ses *ekphrasei* ce qui, précisément, échappe à la perception dans les tableaux de Luc Tuymans, « *presque tous ou tous sans presque* » imprégnés par le flou, la couleur détimbrée, l'éloignement : « [...] *je pouvais passer des heures à travailler de l'œil, note Cixous, pour traverser des épaisseurs de brumes et d'effacement, des glauques, des jaunies, des fanés, dans l'espoir de retrouver la trace de quelque objet enfoui, je traquais la trace, la trace ou l'idée* ». À travers « *maints concepts et stratagèmes optiques* », Tuymans capture « *les images cachées derrière les images dûment certifiées identifiées* », images fantômes, « *c'est-à-dire spectralisées par la non-exis-*

tence d'un regard qui leur accorderait d'être imprimées sur rétine ou pellicule », images orphelines ou « *omisées, imperçues, [...] visibles pourtant, mais déconsidérées d'avance, rejetées aux objets sans valeur capitalisable, aux inutilisables, images reléguées parmi les illisibles* ». Tuymans est le peintre par excellence de la vision sous brume, de la « *disparition [qui] fait sa réapparition* », de la sensation de déjà-vu qui est celle « *d'une autre vie gardée passée* » : « *Tuymans peint les limbes. Dans les limbes les yeux sont secs. Les regards s'arrêtent au ras des cils. La description est ruinée. Cela ne veut pas rien dire : peindre la description ruinée, les yeux cuits sous les cendres.* » Peindre après Auschwitz, est-ce possible (car c'est bien la question qui hante cette scène, ici comme partout) ? Oui, répond Cixous, Tuymans le fait, lui à qui l'image « *se présente en s'éloignant de plus en plus intensément* ». Mais qui est donc cet *Orchidée*, dans sa traversée en cours des genres en tous sexes ? Qui, ces *Pillows*, « *chose ordinairement négligée, objet modeste usé par sa valeur d'usage* » élevé par Tuymans/Cixous

au mystère de l'« *or/œiller* » (et on sait la puissance de ce vocable « *or* » dans l'œuvre de l'écrivain) ? Tuymans ramène « *le regard à la vision du sujet indécidé tel qu'il paraît, avant tout savoir, avant le processus d'identification coercitive en chose externe indiscutable* ». Sa peinture tire sa lucidité (politique aussi) particulière de se soumettre à cette « *Double injonction détuymescente* : 1) Rien à voir. *Passé ton chemin.* 2) *Essaie d'apercevoir l'éloigné. Fais attention au Rien.* »

Avec Alechinsky, avec Tuymans, peintres qui ont « *fait [leur] chemin en passant par la langue, par ses trésors de phrases et de silences* », Cixous nous rappelle que nous ne sommes trop souvent, hélas, que des « *percepteurs* », des « *regardiens* », alors qu'« *on ne sait pas ce que voir signifie. De voir, on ne sait presque rien.* » Mais le *Rideau* de Tuymans, son *Orchidée*, tous ses revenants/revivants étranges

sation du savoir » ; « *Sus au capitalisme cognitif* ». Ce grand autodafé de la recherche subventionnée n'a



Difficile Régine!

PAR GILLES DUPUIS

NOUS AUTRES, LES AUTRES
de Régine Robin
Boréal, « *Liberté grande* », 347 p.

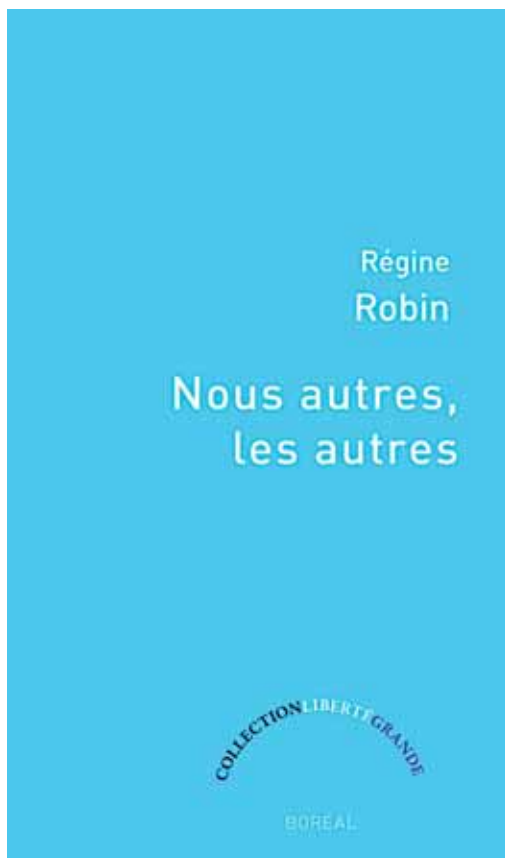
Je pourrais paraphraser les propos rapportés par Pierre Popovic au sujet de Marc Angenot dans un numéro de *Spirale* consacré à la sociocritique (« *Situation de la sociocritique — L'École de Montréal* », n° 223, novembre-décembre 2008), en alléguant qu'à l'instar du collègue de McGill, avec qui elle partage une complicité professionnelle et des liens d'amitié, Régine Robin passe dans les milieux académiques et lettrés d'ici pour une « *méchante* » ayant acquis la réputation officielle de critiqueuse, voire de « *critique officieuse* »

du Québec. Je pourrais également ajouter, cette fois en citant directement mon collègue à l'Université de Montréal, que cette renommée, méritée ou exagérée, « *n'est probablement pas pour lui déplaire* ». J'aurais du coup résumé ce qui lie les deux sociocriticiens de l'École de Montréal dans notre imaginaire collectif, non tant face à la littérature (que visait expressément Popovic dans son introduction à la théorie du discours social d'Angenot) que par rapport à un discours social en particulier — le discours souverainiste — que Robin cible

plus ouvertement dans son essai polémique consacré au Québec.

« DIFFICILE QUÉBEC ! »

Retraitee, sans avoir toutefois sonné la retraite, Régine Robin se sent libre, enfin, d'exposer et de discuter son rapport problématique au Québec : « *n'ayant de compte à rendre à personne et rien à demander, je n'ai pas à me préoccuper de la susceptibilité des uns et des autres et n'ai que faire des consensus, du système d'évidences qui s'impose*



(exclusif ou inclusif, peu importe), et d'autre part tous ces pronoms étrangers, ces « eux » et « elles » venus d'ailleurs que le « nous » social n'arriverait pas à intégrer ici, malgré une profession de foi naïve en quelque chose d'aussi vague que la « bonne volonté ». Faut-il en conclure que l'auteure est de mauvaise foi? Que c'est Régine Robin qui fait la difficile? La situation, me semble-t-il, est plus compliquée et mérite d'être passée en revue.

N'en déplaise à la collègue de l'UQAM, la difficulté ne réside pas tant dans le Québec, où bien d'autres immigrants se sont intégrés au fil des années sans nécessairement s'assimiler à la culture de la majorité, ni même chez l'écrivaine, qui a vécu et fait carrière à Montréal tout en conservant ses liens pri-

lorsqu'elle prétend qu'il n'y aurait pas de gauche véritable au Québec, pire que le nationalisme québécois aurait empêché la gauche d'exister à l'échelle nationale du Canada : « *Il y aurait tant de luttes sociales à mener à l'échelle canadienne, si le nationalisme québécois n'empêchait pas une gauche digne de ce nom d'exister.* » S'il y a bien eu un nationalisme canadien-français de droite qui, a bien raison de le souligner l'auteure, refait périodiquement surface au Québec, elle ne peut pas ignorer que la version québécoise de ce même nationalisme se situe nettement plus à gauche et qu'elle est beaucoup plus répandue dans la société civile que son pendant canadien-français. Certes une « gauche véritable » n'a peut-être pas existé longtemps au Québec, mais à part la Saskatchewan où elle serait née, c'est sans doute la seule province au Canada où elle a pris racine. Faut-il ajouter qu'elle n'est guère plus répandue chez nos voisins du sud? Quant à l'avenir de cette « gauche digne de ce nom », il ne semble pas plus assuré en Europe qu'ailleurs dans le monde. On peut comprendre la méfiance historique de Régine Robin à l'égard de tout discours nationaliste, mais on ne peut que s'étonner qu'elle s'acharne avec autant de hargne sur le seul cas du Québec.

trop souvent dans le discours social. » Et pourtant, l'écrivaine essayiste n'a pas attendu « *le privilège de l'âge* » pour critiquer avec aplomb (et très souvent à propos) les travers, aveuglements ou contradictions du Québec moderne, même si cela devait lui valoir en retour des critiques et des blâmes, une certaine méfiance, voire un rejet inconditionnel de la part d'une partie de son intelligentsia.

Au-delà de l'invitation qui lui avait été faite par Robert Lévesque d'inaugurer, aux côtés de Jean-François Chassay et Wajdi Mouwad, la collection « Liberté grande » aux Éditions du Boréal, qu'est-ce qui a donc pu motiver l'auteure de *La Québécoise* à publier son dernier essai sur le Québec chez le-plus-québécois-des-éditeurs-québécois? Si l'on s'en tient aux seuls arguments du livre, la réponse est tout incluse dans la formule lapidaire du titre : « *Nous autres, les autres* ». D'une part, il y aurait le « nous » québécois, toujours défini du point de vue historique canadien-français comme un pronom nationaliste

vilégiés avec Paris, que dans le rapport ambivalent qu'elle et le Québec entretiennent depuis son arrivée avec leurs histoires respectives, rapport complexe où l'histoire personnelle de l'une et l'histoire collective de l'autre n'arrivent pas à s'entendre, à se mettre au diapason sur une question épineuse de discours. Car c'est bien de discours qu'il s'agit : en l'occurrence le discours nationaliste qui irrite profondément Robin, quelle qu'en soit la couleur ou la variété, mais aussi son discours peu nuancé sur le Québec qui lui aliène la sympathie de plusieurs intellectuels québécois, souverainistes ou non.

Si l'on peut comprendre les raisons historiques qui motivent l'intransigeance de l'auteure face à ce discours en particulier, au point d'en réduire toutes les variantes à un seul modèle forcément de droite, il ne faudrait pas en revanche adopter automatiquement une position tranchée qui choisisse d'ignorer l'autre version de l'alternative quand celle-ci se manifeste *dans le temps*. C'est pourtant ce que fait Robin

Ce parti pris se détecte surtout dans la deuxième partie de son ouvrage consacré aux « *usages et mésusages du passé* ». L'auteure y rappelle à juste titre les dérives fascisantes du nationalisme canadien-français catholique, groulxien puis duplessiste, teinté fortement d'antisémitisme et de pétainisme. Elle a bien raison de faire ressortir du placard politique les squelettes de Jean-Louis Roux, Lionel Groulx, André Laurendeau, Robert Rumilly, Gérard Pelletier et Adrien Arcand, entre autres spectres, bien qu'ils en eussent déjà été extirpés par d'autres avant elle, dont Esther Delisle qu'elle défend avec conviction malgré les maladroites « *discursives* » qu'elle lui reconnaît. Le problème, outre le fait que ces dérives ne se sont pas limitées au Québec, loin s'en faut, c'est qu'elles ne sont rappelées et martelées que pour mieux faire le procès nurembourgeois du nationalisme québécois et de ses intellectuels, confondus en bloc. C'est ainsi que l'opposition des Canadiens français à la Conscription de 1944, qui ne peut se

comprendre qu'en rappel de celle de 1917 et du contexte politique particulier du Québec au sein du Canada (et de l'Empire britannique), est évoquée au passage comme « *un alignement sur l'Allemagne [et] une pensée fasciste* » refoulée, malgré l'effort de guerre et la participation bien réelle de soldats canadiens-français à la cause des alliés.

Cette charge redoublée contre le nationalisme canadien-français n'est menée à fond de train que parce que Robin soupçonne — si elle n'en a pas acquis l'intime conviction — qu'il n'a pas vraiment changé de nature sous ses oripeaux québécois, symbolisés par le drapeau « réactionnaire » adopté par Maurice Duplessis à l'Assemblée

séiste du « Chef » mis au ban de l'assemblée.

« UN ÉCHEC PRODUCTIF »

C'est dans la dernière partie de l'essai, qui renoue avec l'introduction intitulée « Une dissonance inquiète », que le parcours de l'auteure, que d'aucuns compareraient à un long séjour en terre « étrangère » plus qu'à une immigration « réussie », recouvre toutes ses lettres de crédibilité (à défaut de créance). C'est quand elle parle d'elle-même, de son histoire personnelle et professionnelle en rapport avec le monde qui l'entoure et qu'elle parcourt, que le témoignage critique de Régine Robin devient important pour la com-

à Régine Robin, qui a toujours refusé à juste titre de jouer la Juive de service à *Vice Versa*, de renouer tout de même avec sa judéité particulière dans un contexte non identitaire : « *C'était à la fois une réappropriation de l'identité juive si longtemps masquée en moi et, dans le contexte des retours identitaires des années 1970, une tentative de mise à distance de ce trop-plein dont je percevais et pressentais les dangers.* » On comprend incidemment pourquoi elle ne pouvait pas — et ne peut toujours pas — se reconnaître dans un Québec qui cherche encore son identité, à gauche ou à droite, dans un fédéralisme renouvelé ou dans l'option souverainiste, alors qu'elle avait trouvé la sienne dans « *l'universalisme français* » et les « *valeurs de la République* ». Son erreur politique — la seule qu'on peut lui reprocher au fond — consiste à refuser de considérer (je ne dis même pas « croire ») que cette option puisse être toujours valable, désirable, voire souhaitable pour bien des Québécois, majoritaires ou non, à l'instar des Catalans, des Écossais ou des Palestiniens.

Qu'à cela ne tienne, à défaut d'être devenue québécoise, Régine Robin est « *devenue d'ici* », c'est-à-dire montréalaise. Elle a toujours maille à partir avec « *la société québécoise* » en général et « *en particulier [...] ses cercles d'intellectuels* », mais cela ne l'a pas empêchée in extremis d'intégrer un certain « nous » : non pas « *un "Nous" véritablement habitable* », qu'elle disait rechercher mais dont il nous est permis de douter qu'elle voulait vraiment l'habiter, mais un « *nous* » plus modeste, sans identité nationale, qu'il était possible de squatter ou de « *braconner* » (dixit Simon Harel). C'est à se demander, en dernière analyse, si le reproche infondé qu'on a fait le plus souvent à Régine Robin était de se permettre de critiquer ce « nous » tout en y participant « de l'extérieur », ou plutôt dans cette position originale qu'elle affectionne elle-même d'être « *à la fois dedans et dehors* ». Or, à bien y penser, cette position bancal n'est pas tellement éloignée de celle du Québec au sein du Canada.

Si l'on peut comprendre les raisons historiques qui motivent l'intransigeance de l'auteure face à ce discours en particulier [...], il ne faudrait pas en revanche adopter automatiquement une position tranchée qui choisisse d'ignorer l'autre version de l'alternative quand celle-ci se manifeste dans le temps.

Nationale. Or l'historienne commet un intéressant lapsus quand elle situe la statue de Duplessis en face du Parlement de Québec, alors qu'elle se trouve reléguée sur le côté, qui plus est, dans un isolement complet. Il est vrai, à sa décharge, que le fait de se retrouver seule devant la Grande-Allée — l'avenue bourgeoise et touristique de la capitale —, l'ombre de Duplessis s'en trouve agrandie plutôt que diminuée... Mais la statuaire vraiment statuaire pour le Québec d'aujourd'hui réside plutôt dans les effigies de René Lévesque et de Robert Bourassa, toutes deux dressées sur le parterre de l'hôtel parlementaire, mais dos à dos plutôt que côte à côte. L'observateur attentif en déduit que les politiciens qu'ils représentent avaient des visions bien opposées du Québec — l'une fédéraliste, l'autre souverainiste —, toutes deux cependant modernes et également pertinentes, face à la vision pas-

préhension du Québec actuel. En évoquant son passage significatif à *Vice Versa*, qui coïncide à peu près avec la parution de son roman « migrant » et postmoderne, *La Québécoise*, elle rappelle ce que cette aventure a eu de crucial pour toute une génération de penseurs et d'écrivains qui voulaient ouvrir le Québec à une vision post-nationaliste et transculturelle. Une utopie, certes — car quel pays pourrait se définir constitutionnellement comme « post-nationaliste, postmoderne et transculturel » malgré la critique politique du concept d'État-nation ? —, mais une utopie qu'il fallait penser sérieusement et expérimenter jusqu'au bout. C'est d'ailleurs ce qui lui a permis d'avancer lucidement au sujet de cette aventure : « *Notre échec fut, malgré tout, très productif.* »

Or si cet échec a été productif, c'est sans doute aussi parce qu'il a consenti

Sans histoires, pas d'Histoire

PAR GUYLAINE MASSOUTRE

FIGURES DE L'HISTOIRE

de Jacques Rancière

PUF, 87 p.

LES MAL NOMMÉS.

Duras, Leiris, Calet, Bove, Perec, Gary et quelques autres
de Claude Burgelin

Éditions du Seuil, « La Librairie du XXI^e siècle », 355 p.

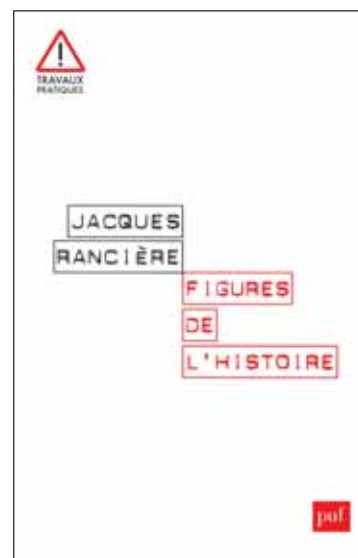
Übersicht, vue d'ensemble. C'est le titre d'une œuvre ambiguë, parmi d'autres de Gerhard Richter, né à Dresde en 1932, artiste phare à New York, Londres ou Paris. Ce tableau synoptique de l'histoire de l'art a l'air d'une chronologie objective, dressée par ordinateur, avec le nom de l'artiste situé dans l'héritage. Car rien ne naît de rien et l'histoire s'épaissit en chaque créateur. De Warburg à Didi-Huberman, de Boltanski à Richter, l'histoire de leurs atlas, riches de photographies et d'archives personnelles, pose la question du réel, de sa reconstruction et reconduction, et donc de sa nature. Comment figurer le temps et où s'arrête l'opération de le penser ?

À l'initiative du Centre Georges-Pompidou, qui, en 1996, posait cette question dans une exposition d'envergure intitulée « Face à l'histoire », Jacques Rancière a donné deux conférences : « L'inouïable », publiée en 1997 et devenue vite introuvable, puis « Sens et figures de l'histoire », qui figurait au catalogue. Réunies sous le titre *Figures de l'histoire*, ces conférences font un ouvrage bref mais essentiel, regard d'un philosophe qu'Alain Badiou classe dans sa récente somme, *L'aventure de la pensée française* (La Fabrique, 2012), comme un ténor de la post-déconstruction, un anti-romantique attaché à la fable, seul outil conceptuel capable de nous rapprocher du passé.

VUE D'ENSEMBLE SUR L'HISTOIRE

Devant l'image de la famille impériale à Saint-Petersbourg, escortée par officiers et dignitaires, photo reprise par Chris Marker dans *Tombeau d'Alexandre*, difficile de ne pas s'interroger : que signifie « Cela a été ? » À en croire la fin de siècle, « la dénégation » domine « l'esprit de ressentiment » qui porte sur le temps : « *Il ne veut plus rien savoir de ce passé du futur qui est aussi un futur du passé* » — une double absence. Inversement, un photographe est « *sans mémoire et sans calcul* » ; tout entier dans l'instant présent, il enregistre, fixe, capte, retient. La famille impériale, les défilés sur la Place Rouge, les larmes de Praguois devant la photo de Staline décédé, les aveux truqués du « bonheur » soviétique filmé par Medvedkine, les enfants de Djakarta baragouinant la langue du colonisateur hollandais documentent avant l'heure l'exposition de Beaubourg. Tout cela, qui a été, fabrique le présent, en l'occurrence l'essai de Rancière.

Faire de l'histoire n'est pas faire l'histoire. Qui croit encore qu'on peut lire des documents dans la constance du témoignage en prise directe sur le passé ? Si les exemples mémorables ont servi à vanter des conduites vertueuses face au destin aveugle, c'est qu'on a écrit « *Une histoire donc d'une certaine histoire*, une histoire du temps de l'histoire. » Rancière nous



rappelle alors que la photographie n'a de pouvoir que dans « *le rapprochement démocratique des conditions nobles et viles* », ce qui appartient à un même moment qu'on appelle histoire, « *l'étoffe même de l'agir humain* ». L'âge de l'histoire est précisément ce temps où les acteurs changent, grâce à cette conscience florissant au XIX^e siècle, celle de Mallarmé — chère à Rancière — où se développe la photographie qui inscrit « *l'égalité de tous devant la lumière et l'inégalité des petits au passage des grands* ». Mais plus que la compassion sociale, engendrant de nouveaux mythes, on doit

aux photographes « la capacité à dire la situation, à la mettre en fiction ». Là, surgit l'involontaire, la fierté, l'intelligence, la noblesse qui brille chez tel sujet capté, « consciemment et inconsciemment. Involontairement et au-delà de ce qui était voulu ».

Que pense donc l'image ? « [À] l'âge de l'histoire et de l'esthétique, à l'âge romantique en un mot », celle-ci fait « de toute vie quelconque la matière de l'art absolu ». Ainsi l'histoire-chronique cède-t-elle le pas à « ce qui porte mémoire par le fait même de ne s'être soucié que de son présent », archives, poterie, décor, contrat, signes muets promus par le discours à devenir monuments. À titre d'exemple, Rancière choisit *Listen to Britain* (1942) de Humphrey Jennings, film de propagande destiné aux Canadiens, où la paix est représentée comme égale à la guerre. La vie ordinaire, dans son enchaînement fictif, y est le motif même pour lequel les raisons de le suspendre se rangent à l'évidence d'un destin commun. Le visible est inscrit dans le scénario qui le capte, mais l'invisible, tout comme les camps de concentration photographiés que les Alliés ne distinguaient pas mais qui sont bien là, tend à prouver qu'on ne pose aux documents que les questions auxquelles on peut répondre. Kolkhoze et usines chimiques d'Efremov, camps de Sibérie, interventions oppressives sur des peuples frères, tout cela retourne au grand jour que Tchekhov et Tourgueniev décrivaient amèrement. « Faire œuvre d'histoire relève alors d'un art conscient de sa distance radicale avec ce qui le singe : la machine du monde qui rend tout également signifiant et insignifiant, intéressant et inintéressant, cette machine de l'information et de la communication qui accomplit, en somme, la vieille équivalence sophistiquée de l'être et du non-être. » À cela s'oppose la solitude de la parole, « sa seule résonance affrontant le mutisme de la terre qui ne dit ni ne montre rien ». L'art commence alors, lorsque la forme sensible, disponible, inessentielle, se dispose à la mise en scène des mots, à la résonance de la pensée.

Que peuvent donc l'histoire, ou l'art, face à la volonté que ce qui a été n'ait pas été ? Expliquer l'extermination des Juifs ? Rancière en résume les principales thèses, y compris celle de Claude Lanzmann dans *Shoah*. Même l'infigurable de l'horreur comme de l'extase, dit-



il, comporte sa part de négativité. Demeure la question des modes de figuration : « Il s'agit de réserver à la rigueur de l'art la puissance de la représentation, qui est celle du muthos propre à inscrire l'anéantissement dans notre présent. » Rien à voir avec le nihilisme — dont, par la parution de cet essai, on sait qu'il a la vie dure —, mais bien, au contraire, avec la mémoire que l'art propose au discours : « Le réel de notre siècle, en sa dureté la plus radicale, c'est la fiction qui peut l'attester. » Encore faut-il déprendre cette construction des anachronismes et des éléments hétérogènes qui, à son tour, la constituent.

COMPRENDRE LE MONDE SENSIBLE

Dans la seconde conférence, « Sens et figures de l'histoire », Rancière s'attache à la relecture des documents, pour libérer ledit sens de l'histoire. L'analyse du philosophe a de quoi secouer tant les préjugés que toute histoire officielle, déboulonner nos certitudes acquises et nos repères. D'abord, il établit que l'histoire, au XX^e siècle, a trouvé quatre sens : mémoire (des abominations) ; tableau (fable significative d'un moment exemplaire) ; dissociation du particulier et de l'ontologique, cette Histoire qui aurait un but, une manière dont le Temps lui-même agencerait les événements (destin humain, utopies catastrophiques, signes originaux de terreur et de mort). Le quatrième sens est plus radical encore,

puisque l'art montre que tout individu émancipé peut faire l'histoire et en témoigner, en jouir même, tel Goya dans son terrible *Tres de Mayo*. Étoffe nouvelle de nos perceptions, l'histoire s'avère « le principe vivant de l'égalité de tout sujet vivant sous le soleil ».

Rancière rappelle ensuite que ces sens de l'histoire s'entrecroisent. L'art d'un Goya, d'un Mušič, nous donne des images de ce qui ne peut être vu. Entre le représenté et ses formes, entre ces formes et la matière, il y a lieu de distinguer ce qui se différencie et l'in-différenciable. Au temps romantique, dans « la poétique de l'âge historique », on ne voyait que les arrangements de la figuration et les rapports possibles entre le sujet, les formes et la matière. C'est encore fructueux au XX^e siècle, dans la poétique « symboliste / abstraite » (de Kandinski à Newman), dans la poétique « symboliste expressionniste » (d'Asger Jorn ou d'Otto Dix) et dans la poétique « surréaliste » ou « réalisme magique » (de Schwitters à Carel Willink), qui toutes mettent en avant « la construction de rapports à la place de la représentation des choses ». La modernité a ainsi multiplié et métamorphosé matériaux, matière informe, jeu de formes, anti-représentation et écritures de l'irreprésentable : « L'âge de l'Histoire [...] est celui du grand réalisme. »

Que dire de plus, sinon que l'histoire est la manière dont nous faisons face au siècle, l'art étant ce lieu des façons de le faire ? Rancière les regroupe aussi. La première est « l'analogique » ou « symbolique », présente dans un rituel ou dans un mouvement détaché — abstrait, tel Newman, ou expressionniste, tel Fautrier. La seconde est « mythologique », mot de Barthes ; elle repose sur la fonction critique, tel le pop art, réexposition de l'art par lui-même jusqu'à sa dérision. La troisième est « réaliste » ; elle joue sur « les possibles de la figure », sur la lecture des rêves et sur les spectres de l'histoire. Caricatures, montages, métamorphoses, simulacres, vanité de l'humanité ; Rancière clôt son livre sur le portrait dédoublé de Primo Levi, en figure d'enfermé et de chronophotographe des victimes de la Shoah, peint par Larry Rivers, artiste majeur de la scène new-yorkaise. Rivers était représenté comme Gehrd Richter à l'exposition « Regarding Warhol, Sixty Artists, Fifty Years » du Metropolitan

Museum, à l'automne 2012, preuve que, dans ces œuvres, « *l'histoire n'a pas fini de se mettre en histoires* ».

HISTOIRES DE NOMS

Pour illustrer la pensée de Rancière à notre tour, prenons l'essai de Claude Burgelin, *Les mal nommés*. Le professeur s'y penche sur Duras, Leiris, Calet, Bove, Perec et Gary, pour démontrer que « *[l']œuvre transforme le nom ou lui donne une aura* ». Les pouvoirs du nom propre chez l'écrivain sont des carrefours d'imaginaire et parfois davantage : la transmission indéchiffrable, honnie, biffée, parasitante, refuge ou fuite de l'affiliation.

Grandiloquence de l'ombre ou fétichisme du détail ? Le patronyme renvoie à l'origine, au corps de la lettre, au clan, aux mythes de l'identité et à la liberté de l'écrivain, maître des mots et non de son

destin. Le nom sur un livre porte la survie, et la renommée déplace la famille sur un plan électif, tout autant que symbolique. Poquelin, Arouet, Beyle, Dudevant, Labrunie, Thibaut, Viaud, Kostrowitsky, Saucer, Farigoule, Destouches, Grindel, Bobovnikoff, de Crayencour, Poirier, Donnadiou, Kacew, Joyaux, Thomas¹, leurs pseudonymes appartiennent à la fiction : trouble, inquiétude, ressentiment, déformation, langues, c'est leur histoire. De quelle négation est-il question sous un pseudonyme ? La thèse de Burgelin la relie au besoin de raconter des histoires.

Ainsi, ces écrivains mal nommés, toutes origines confondues, répondent à l'effondrement par un fier mensonge, qui relance leur quête de vérité. Dans les lacs de l'écriture, Duras révèle sa relation au père, de *L'amant* au Yann Andréa de *L'homme atlantique* et aux fantômes d'*Aurélia Steiner* ; sa déconstruction, sa

« *mémoire d'ombres et de pierres* », disait-elle, est la langue même de la littérature. L'auteur de *Biffures* ne s'est pas toujours appelé Leiris, le travail psychanalytique éclairant les identifications chimériques qui fondent son œuvre. Quant à Henri Calet, il s'appela d'abord Raymond Barthelmess, fils de Théo Feuillaubois, voleur patenté devenu auteur Gallimard. Perec s'est expliqué sur l'importance de l'accent et a fait de son œuvre un jeu de cache-cache obsédant ; Burgelin en raconte l'histoire dans les vacillements du texte, la rapprochant de l'onomas-tique de Modiano. C'est un fabuleux collier de perles que ces noms inventés, ces porte-voix. Une part inapprivoisée détache leur singularité. ─

1. Molière, Voltaire, Stendhal, Sand, Nerval, France, Loti, Apollinaire, Cendrars, Romain, Céline, Éluard, Bove, Yourcenar, Gracq, Duras, Gary, Sollers, Houellebecq.



Luxe, calme et volupté... *desde* La Habana

PAR MICHEL PETERSON

CONTROVERSE CUBAINE ENTRE LE TABAC ET LE SUCRE de Fernando Ortiz

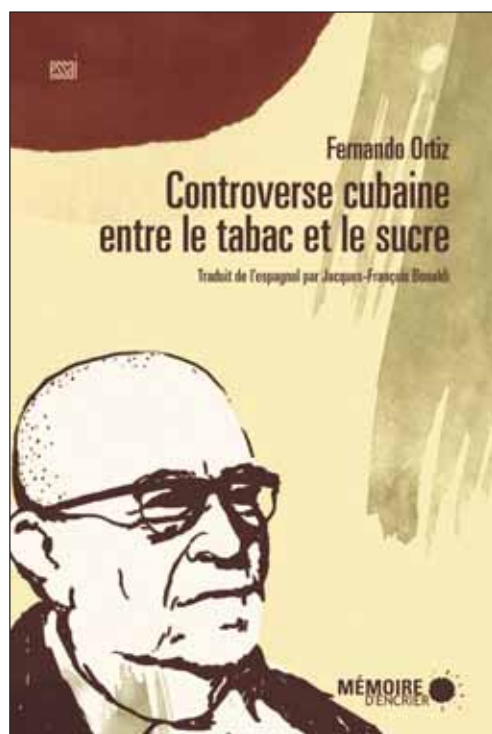
Traduit de l'espagnol par Jacques-François Bonaldi
Mémoire d'encrier, 708 p.

Quand j'avais lu pour la première fois, en 1981, le chef-d'œuvre de Fernando Ortiz, j'avais été ébloui par sa langue richissime ainsi que par la rigueur baroque de son analyse foisonnante des forces économiques et sociales s'affrontant à Cuba au long de son histoire. Tout en étant d'une facture fort différente, il m'avait fait penser à *Veines ouvertes de l'Amérique latine*, d'Eduardo Galeano, un autre grand classique de l'ethnologie sud-américaine. Cette fois, c'est en fran-

çais que j'ai le plaisir de le reprendre, magnifiquement traduit, avec une rigueur sans faille ainsi qu'une justesse technique et poétique faisant honneur à l'original au sens où le style en apparence brouillon n'est jamais *occidenté* par le traducteur. Comme l'indique d'ailleurs ce dernier, se lancer dans cette « *épopée du tabac* », c'est comme « *pénétrer dans une sorte de jungle à peu près aussi dense et inextricable que la forêt vierge amazonienne* », que je comparerais pour ma

part à celle du grand Frazer. L'image de la forêt s'avère pertinente puisqu'elle souligne, outre les heurts de la syntaxe, la complexité de la structure de l'ouvrage. En effet, si la première édition, de 1940, précédée d'un prologue de Bronislaw Malinowski (repris dans le présent ouvrage), comptait plus ou moins deux cents pages, la seconde, de 1963, se trouve augmentée d'un massif presque aussi volumineux. C'est la traduction de cette dernière édition — que le Maître

cubain considérait comme « *un essai de caractère schématique* » parce qu'il « *ne fait pas le tour de la question* »... — qu'on peut maintenant lire, organisée de la manière suivante : le chapitre initial, pivot de l'ensemble, de près de cent cinquante pages, puis vingt-cinq chapitres « complémentaires » (cette fois, plus de cinq cents pages!) réunis en deux sections sous le titre général : « Histoire, ethnographie et transculturation du Havane & Débuts du sucre et de l'esclavage des Noirs en Amérique ». Ajoutée à cela, une immense documentation, fournie en notes, mais se déployant parfois sur plusieurs pages, et on se retrouve avec une des plus impressionnantes sommes de l'ethnographie et de l'anthropologie antillaises, comparable en termes de puissance épistémologique aux grands travaux d'Alfred Métraux, de Jean-Luc Bonniol ou de Jean Benoist.



De fait, il faut tout ce matériel pour saisir les raisons qui sous-tendent l'un des phénomènes politiques les plus attristants de notre siècle, à savoir l'échec cuisant — jusqu'à maintenant — du peuple cubain à avoir donné naissance à l'*homme nouveau*, « accessible à des motivations plus altruistes ». C'est ce qu'explique dans *Plateforme*, de Michel Houellebecq, le père du gérant d'un hôtel qui fut un héros de la Révolution. « *Que se passa-t-il? Le Che et Fidel n'avaient-ils pas mis toute leur honnêteté et tout leur idéal dans la balance? [...] Ce n'est pas que les Cubains sont plus paresseux que les autres, bien évidemment. C'est que, comme toutes les sociétés, la société cubaine se construit au gré d'un laborieux dispositif de truquage élaboré dans le but de permettre à certains d'échapper aux travaux ennuyeux et pénibles.* » C'est ce « truquage » élaboré sur des siècles par les puissances étrangères et aujourd'hui par le néolibéralisme sauvage (c'est-à-dire, dans les termes mêmes de Ortiz, « le surcapitalisme banquier ou financier » et la « ploutocratie étrangère ») qui a détruit le rêve cubain, quelles que soient les critiques que l'on puisse adresser à ses héros. On aura déjà, j'imagine, entendu l'extrême actualité de l'argumentaire dans le contexte de la

globalisation accélérée de la pauvreté que nous connaissons aujourd'hui.

EX FUMO DARE LUCEM

Amateur comme Freud, Churchill et Lacan de cigares, Mallarmé — qu'on voit dans le célèbre portrait de Manet affublé de son *puro* — entend le tabac qui « sans parler roule les oraisons » (« Aumône »), convoquant le glas funèbre du mendiant, tandis que Derrida, dans *Feu la cendre*, conjugue les vers de cendre du poète d'« Un coup de dés » avec « La fausse monnaie » de Baudelaire et l'*Essai sur le don*, de Marcel Mauss. Ortiz, lui, parle de produire l'histoire du tabac, sa texture historique, comme s'il s'agissait de « produire une œuvre d'art ». Il s'extasie avec les poètes devant « la merveille d'une symphonie d'arômes, de saveurs et de stimulants toujours en variation et harmonieuse ». Voilà un fort contraste avec les campagnes antitabac politiquement correctes que les pouvoirs publics mènent aujourd'hui alors qu'ils n'hésitent pas à promouvoir la dépendance au jeu et aux antidépresseurs. L'ethnologue ne verse cependant pas dans le romantisme et ne cache pas que cette herbe du diable peut causer le cancer, ce qui ne lui enlève pas son « mystère » et son « sacré ».

C'est évidemment sur le mode de la polémique entre « les deux personnalités les plus importants de l'histoire de Cuba » que Ortiz organise son discours. Mais le mot espagnol *contrapunto* dit mieux que le mot français *controverse* ce dont il s'agit : élaborer une dialectique contrastive, une lascive rumba qui suscite, comme le souhaitait Jacques Schotte, non pas une « *synthèse clôturante, mais plutôt [...] une réouverture et une remobilisation* » (Vers l'*anthropopsychiatrie*, Hermann, 2008). Loin donc de favoriser les polarités et les dichotomies, Ortiz dégage des intrications. Et d'abord, celle de la différence des sexes : « *Si le tabac est homme, le sucre est femme.* » Encore : « *Le tabac est audace rêveuse et individualiste jusqu'à l'anarchie. Le sucre est prudence pragmatique et socialement intégrante. Le tabac est audacieux comme un blasphème; le sucre est humble comme une prière.* » Un pas de plus et Ortiz nous entraîne, en deçà et au-delà

de l'économique, du côté de l'appareil psychique : « *Les psychologues penseraient que le sucre a une âme objective, actualiste et extravertie, et le tabac une âme subjective, idéaliste et introvertie. Nietzsche pensa peut-être que le sucre est dionysiaque et le tabac apollinien. [...] Il se peut que le vieux Freud se soit demandé finalement si le sucre était narcissique et le tabac érotique. Si la vie est une ellipse dont les deux foyers sont le ventre et le sexe, alors le sucre est nourriture et subsistance, le tabac amour et reproduction.* » Étonnant passage qui joute l'archaïque et le tragique tels qu'ils prennent au corps l'humain dans la dynamique pulsionnelle qui l'anime dans son rapport à soi et à l'autre.

Cela dit, pour stimulant que soit cet appel au sexuel et à l'érotique, c'est en ethnologue que Ortiz aborde nos deux produits. D'emblée, une frontière sépare en les unissant la fille d'Apollon et l'engeance de Prosperine. Le sucre est introduit par les Arabes en Europe à l'époque de Colomb alors que le commerce et l'exploitation du tabac ne débutent qu'à partir du XVI^e siècle. Mais alors que l'économie du sucre est d'entrée de jeu « *dirigée* », celle du tabac est « *spontanée* » : « *La production du sucre*

[...] a toujours été une entreprise du capitalisme par son grand enracinement territorial et industriel, et par l'ampleur de ses investissements permanents. Le tabac, fils de l'Indien sauvage sur la terre vierge, est un fruit libre, sans joug mécanique, à l'inverse du sucre qui est trituré par les broyeurs. Ceci a eu d'énormes conséquences économiques et sociales. » Effectivement, sans même prendre ici en considération l'ensemble des liens entre l'abolition de la traite et de l'esclavage avec le développement industriel (pré-

sur le terrain l'opposition entre vega et hacienda : la première, site rural, « vocabulaire de simple géographie », évoque pour Ortiz le potager, tandis que la seconde, dédiée au sucre, appelle la colonie. Ainsi, alors que le sucre fut dès son origine « métis » puisque sa production « dépendit toujours des énergies des Blancs et des Noirs », le tabac fut « un truc d'Indiens et de Noirs » et ce, même si la cupidité des Blancs finit par faire en sorte que les autorités promulguèrent des décrets empêchant les Noirs de le cultiver et de

ceux d'assimilation, d'intégration, de syncrétisation, de métissage ou encore de multiculturalisme), qui dominait avant l'introduction du terme de Ortiz le paysage ethnologique et anthropologique, désigne l'ensemble des processus qui favorisent le passage d'une culture dominée à une culture dominante, celui de transculturation (proche à mon sens de « transcréation ») exprime « les phénomènes extrêmement variés que les très complexes permutations de cultures engendrent à Cuba et sans la connaissance desquelles il est impossible de comprendre l'évolution du peuple cubain sur le plan économique autant que sur les terrains institutionnel, juridique, éthique, religieux, artistique, linguistique, psychologique, sexuel, ainsi que dans les autres aspects de la vie ». On reconnaît là la conception de la culture comme fait social total (Durkheim, Mauss). Dans le cas de Cuba, quatre mouvements de transculturation se rencontrent selon Ortiz : celui de l'Indien du paléolithique au néolithique, suivi « de la disparition de celui-ci par incapacité à s'adapter à l'impact de la nouvelle culture espagnole » ; celui des afflux constants d'immigrants blancs, en particulier des Espagnols ; celui des Noirs africains ; enfin, celui d'immigrants d'origines diverses, des Indiens du continent aux Chinois de Macao en passant par les Américains du Nord, les Lusitaniens, les Français et autres.

Le concept et la pratique de transculturation marquent ainsi la nécessité de la fusion différencielle de deux ou plusieurs cultures.

pité par la machine à vapeur et le train), ces deux orientations se fondent sur des énergies libidinales, commerciales et sociales poussant dans des directions différentes et relèvent ainsi de systèmes signifiants distincts : « *Le tabac sort et entre; le sucre entre et sort... et reste dehors. Tout le développement historique du tabac à Cuba, de par son caractère autochtone, son excellence et d'autres facteurs collatéraux, a un sens économique centripète. [...] En revanche, les affaires sucrières de Cuba, de par l'exotisme de ses origines, de ses antécédents européens et de son caractère capitaliste étranger, ont un sens économique centrifuge.* » Force endogène et force exogène, pour opposées qu'elles soient, n'en concourent pas moins à former l'histoire de l'île et informer par conséquent la constitution du tissu social et racial : le sucre, qui « *naît non fait* », du côté de la culture, est enracinement, long terme, esclavage, tandis que le tabac, qui « *naît tout fait* », du côté de la nature, est nomadisme, court terme, liberté. Bien sûr, Ortiz n'est pas naïf ; il sait que la culture du tabac n'est pas ontologiquement signe d'affranchissement puisqu'elle peut même se transformer en aliénation aussi brutale que celle qu'on a pu voir en Virginie où la production de masse supplantait l'artisanat et fut comme le sucre contrôlé par « *ce centre d'irradiation à la puissance charismatique qu'on appelle Wall Street* ». Reste qu'on comprend par là comment se tissa

le vendre aux Espagnols. Rien là de surprenant si l'on prend en considération que la loi est toujours celle du plus fort et du possédant. Nous voilà dans la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave, reprise par Gilberto Freyre dans son livre dont l'éditeur de la traduction en français calque la formule (*Maîtres et esclaves. La formation de la société brésilienne*), effaçant du coup entièrement l'antinomie fondatrice *Casa-grande e senzala*, c'est-à-dire le découpage territorial et géoéconomique entre la maison du maître et l'ensemble des cases destinées aux esclaves. Au fond, l'histoire profonde du développement d'une société se construit toujours sur ses systèmes d'échanges, lesquels s'organisent en fonction des découpages spatiaux des collectivités et des humains (il s'agit ici de l'évolution démogène) qui les composent.

TRANSCULTURATION

C'est dans cet ouvrage que Ortiz, il importe de le mentionner, introduit le néologisme « *transculturation* », même s'il semble que son créateur soit l'explorateur états-unien John Wesley Powell, qui l'invente en 1880. Aujourd'hui largement employé, il constitue en tout cas le pivot de la première partie des chapitres complémentaires. Que signifie donc ce terme ? Alors que celui d'acculturation (à ne point confondre avec

Le concept et la pratique de transculturation marquent ainsi la nécessité de la *fusion différencielle* de deux ou plusieurs cultures. En d'autres termes, il s'agit de dépasser la simple incorporation, dont Malinowski affirme qu'elle est au cœur du processus, pour favoriser une introjection redéfinissant, au-delà des systèmes symboliques propres à chaque culture, des frayages de nouveaux rhizomes et devenirs. Que l'histoire nécessairement transculturelle de tout pays éclaire celle de l'ensemble des autres, Ortiz le démontre noir sur blanc en stipulant que « *peu de leçons seront plus fécondes pour l'histoire universelle des phénomènes économiques et de leurs reflets sociaux que celles qu'offrent le sucre et le tabac cubains* ». Reste à penser, dans la folie globale du libre-échangisme, les rapports inquiétants entre transculturation et mondialisation.

Le droit humain à la santé : passé, présent, avenir

PAR MARTIN PROVENCHER

THE HUMAN RIGHT TO HEALTH

de Jonathan Wolff

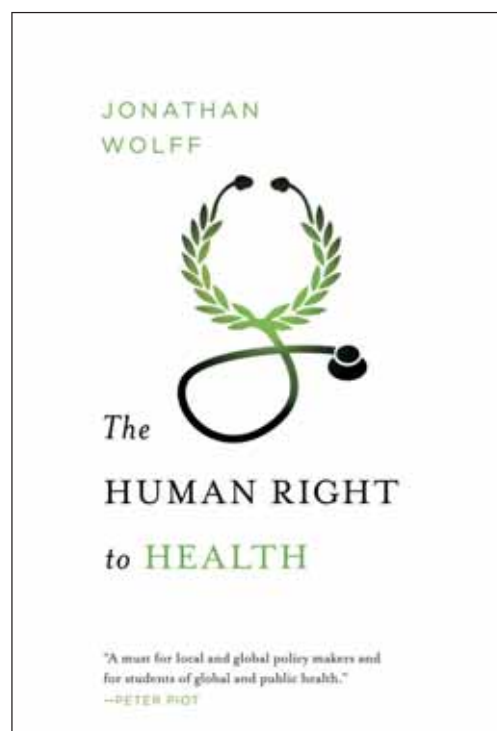
W.W. Norton & Company, « Amnesty International Global Ethics Series », 208 p.

Chacun sait qu'il vaut mieux être riche et en santé que pauvre et malade. Ce que l'on sait moins est que les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres s'étendent maintenant au domaine de la santé en raison de la concurrence féroce que se font les États dans une économie mondialisée. Certes, le phénomène n'est pas nouveau. Il y a toujours eu des écarts de santé entre les individus vivants dans les États riches et les États pauvres, pas toujours d'ailleurs à l'avantage des plus riches. Mais son ampleur et ses conséquences sont inédits. La Zambie, par exemple, est un pays dans lequel les individus ont une espérance de vie de 46 ans, un enfant sur dix meurt avant d'atteindre l'âge de cinq ans et plus d'un million de personnes vivent avec le VIH. Le *New York Times*, qui rapporte ces données, souligne que pour relever ces défis, les autorités de la santé publique ne disposent que d'un médecin pour 23 000 personnes, alors qu'aux États-Unis ce rapport est d'un médecin pour 416 personnes. Qui plus est, le nombre de ces médecins pourrait encore diminuer. Les pays riches recrutent en effet activement depuis qu'ils ont découvert qu'ils devront eux-mêmes faire face à une importante pénurie de personnel médical dans les dix ou quinze prochaines années. Les salaires plus élevés et les meilleures perspectives de vie incitent plusieurs médecins des pays en voie de développement, comme la Zambie, à émigrer vers les

pays du Nord (Matt MacAllester, « America is Stealing the World's Doctors », *New York Times*, 07/03/12). Toute la question revient alors à déterminer le vocabulaire moral approprié pour décrire ce manque de ressources et de personnel médical qui influe de manière inégale sur les individus et les États à l'échelle globale. L'une des possibilités consiste à soutenir que cette situation est injuste parce qu'elle porte atteinte au droit à la santé des individus. C'est celle qu'explore Jonathan Wolff dans son dernier livre, *The Human Right to Health* (W.W. Norton & Company, 2012), où il retrace l'histoire de ce droit, en montre la pertinence actuelle et conclut en indiquant les défis à relever.

ÉTHIQUE ET POLITIQUES PUBLIQUES

Directeur du *Center for Philosophy, Justice and Health* de la *University College* à Londres et membre du *Nuffield Council of Bioethics*, Wolff est un philosophe politique conséquentia-



liste qui a beaucoup réfléchi à la manière dont les politiques publiques peuvent améliorer la situation des plus démunis et rendre la société contemporaine plus égalitaire. C'est dans cette perspective qu'il a repris avec Avner De-Shalit l'analyse de ce qui constitue un désavantage social (*Disadvantage*, Oxford University Press, 2007). Convaincu, comme Sen et Nussbaum,

que la justice sociale ne peut pas se contenter de redistribuer des biens (richesse, santé, niveau de vie) et qu'elle doit aussi se préoccuper des types de relations que les individus peuvent établir entre eux (oppression, exploitation, domination, etc.), Wolff s'inspire de l'approche par capacités qu'il infléchit dans une direction hobbesienne. Pour mesurer le désavantage dont souffre un individu, il ne suffit pas de vérifier le niveau de fonctionnement qu'il peut ou non atteindre dans sa communauté

tiles », ces fonctionnements qui, une fois garantis, permettent d'en sécuriser d'autres. Une telle démarche présuppose que la réflexion philosophique peut s'ouvrir à la recherche empirique et qu'il est possible de changer le monde à condition de comprendre d'abord comment il fonctionne. On la retrouve avec le même souci de faire régresser l'injustice dans l'ouvrage que Wolff a consacré à la relation entre l'éthique et les politiques publiques dans lequel il rappelle cette conception

accès au traitement. Le chapitre suivant revient de manière critique sur le schéma opérationnel mis en place par les activistes et examine les résultats qu'ils ont obtenus pour des problèmes spécifiques, comme les effets des politiques de la Banque mondiale sur les systèmes de santé, ceux de l'accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) sur le prix des médicaments, la fuite des cerveaux, l'éthique de la recherche sur les êtres humains, la mortalité maternelle et la survie des nouveau-nés. L'auteur conclut en rappelant que le droit humain à la santé n'a pas encore donné tous ses fruits, notamment dans le domaine de la santé mentale, et qu'en matière de gouvernance globale, il y a encore beaucoup à faire en ce qui concerne la collecte des données et la reddition de comptes des organisations non gouvernementales qui acceptent de financer la recherche. Pour apprécier la force et les limites de son approche, il suffira de revenir brièvement ici sur deux des cas les plus commentés, soit les effets de l'ADPIC sur le prix des médicaments et la fuite des cerveaux dans le domaine de la santé.

... Wolff appelle les décideurs politiques à prioriser les plus démunis dans la conception de leurs politiques sociales et les invite à porter une attention soutenue aux « désavantages corrosifs »...

à un moment donné, comme dans la version originale de cette approche. Ce qu'on doit vérifier, c'est plutôt sa capacité de garantir ou de sécuriser ce niveau de fonctionnement et de s'assurer ainsi qu'il pourra le maintenir à plus ou moins long terme. Cette révision originale permet d'intégrer à l'approche par capacités le degré de risque et de vulnérabilité auquel sont exposés les individus les plus désavantagés. Wolff innove également en montrant qu'il est possible de déterminer qui sont ces individus en observant une caractéristique particulière des désavantages sociaux : leur propension à s'amalgamer chez ceux qui les subissent. Il en résulte une proposition normative forte : une société égalitaire est une société qui prévient la formation de « multipoqués », c'est-à-dire une société dans laquelle on ne peut plus affirmer avec certitude qui est le plus désavantagé. Pour cela, Wolff appelle les décideurs politiques à prioriser les plus démunis dans la conception de leurs politiques sociales et les invite à porter une attention soutenue aux « désavantages corrosifs », qui agissent comme un aimant sur les autres désavantages, et aux « fonctionnements fer-

des rapports entre la théorie et la pratique avant de l'appliquer à une série de thèmes (*Ethics and Public Policy*, Routledge, 2011).

Avec son dernier livre, il poursuit l'exploration de son « idéalisme prudent » dans un contexte très particulier, celui de la santé globale. Son argument, qui ne s'adresse pas à un public de philosophes, se développe en cinq chapitres. Dans le premier, il montre comment le droit humain à la santé a été reconnu à l'aide de différents documents internationaux pour en préciser le sens et les conditions de réalisation. Le second chapitre aborde sans détour les objections les plus fréquentes envers un tel droit qui portent sur ses fondements moraux ou ses implications pratiques et clarifie son contenu à l'aide d'une analyse minutieuse du Commentaire général 14 de l'ONU. Mais c'est vraiment avec l'épidémie du VIH/SIDA et la réponse des activistes dans la société civile, qui font l'objet du chapitre 3, le plus long du livre, que le potentiel de ce droit pour les politiques de santé publique a été révélé d'abord pour protéger les individus victimes de discrimination et ensuite pour garantir leur

LE DROIT HUMAIN À LA SANTÉ : ENTRE IDÉALISME ET RÉALISME

Wolff inscrit d'entrée de jeu sa défense d'un droit humain à la santé dans le cadre d'une démarche progressiste en soulignant que la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui mentionne ce droit pour la première fois (article 25), est « beaucoup plus un testament des aspirations des opprimés qu'une protection du pouvoir des riches ». Ses implications entraînent cependant des tensions au plan pratique, car son contenu a évolué par la suite vers une acception minimale (accès aux soins de santé) ou maximale (droit d'être en santé) selon les documents auxquels on se réfère, ce qui a eu des répercussions sur la conception de l'objectif public à atteindre qui peut alors être à court ou à long terme. Wolff soutient néanmoins, dans le droit fil du Commentaire général 14 de l'ONU, qu'il incombe aux États d'utiliser les

ressources dont ils disposent afin d'assurer les soins de santé primaires à leur population et qu'en cas de pénurie ou de rareté ils doivent faire appel à l'aide internationale. Cela ne revient pas à dire que la communauté internationale doit faire la charité à ces États, car on perdrait alors tous les avantages moraux du langage du droit. Évoquer l'idée d'un droit humain à la santé dans les relations entre les États revient en effet à s'opposer au conservatisme inhérent à l'aide humanitaire pour remettre en question « *les structures larges de libertés et d'opportunités* » et refuser de limiter la portée des revendications associées à ce droit aux seuls

en situation de monopole à vendre des médicaments essentiels à des prix prohibitifs. Ces compagnies ont naturellement fait valoir leurs doléances pour se justifier, notamment la nécessité de rentabiliser la recherche et de maintenir l'industrie à l'aide de leurs brevets sur les médicaments. Des philosophes idéalistes ont conclu pour leur part qu'il fallait plutôt repenser le système des brevets pour garantir l'accès aux médicaments. Parmi eux, Thomas Pogge s'est illustré en proposant de créer un Fonds sur l'Impact de la Santé Globale et de rétribuer les compagnies pharmaceutiques pour leurs médicaments et leur impact sur la santé. Mais

soulignons plus haut, ont aggravé cette situation. Bien qu'il existe un vif débat à ce sujet actuellement, ce qu'il omet de mentionner, Wolff avance avec courage (ou témérité) que cette fuite des cerveaux viole le droit humain à la santé des individus vivant dans les pays en voie de développement, car aucun envoi de fonds des travailleurs migrants ne permet de compenser les pertes que les pays dont ils proviennent subissent. L'OMS a adopté, pour résoudre ce problème, un *Code de pratique mondial pour le recrutement international des personnels de santé* en 2010, qui fait la promotion des droits des individus, dont celui de circuler librement, et des pratiques bénéfiques pour les États en cause. Mais comme l'adhésion se fait sur une base volontaire, il y a peu d'espoir que l'on fasse des progrès énormes de cette manière. De plus, la fuite des cerveaux comporte également un volet interne alimenté par les interventions ciblées des ONG dans ces pays et que l'on appelle des programmes verticaux. Quand une ONG reçoit des fonds pour implanter un programme destiné à combattre une seule maladie, par exemple le VIH/SIDA, elle a besoin de personnel qualifié et elle le prend habituellement sur place pour bien s'adapter aux conditions locales. Or, dans un contexte de rareté, il est inévitable que l'embauche du personnel médical se fasse au détriment du système de santé public local, à court comme à long terme. Une intervention de ce genre ne sera donc réussie que si elle est accompagnée de mesures pour renforcer le système de santé public. Mais cela revient à admettre que des interventions structurelles seront nécessaires et rien dans l'argumentaire de Wolff n'indique comment celles-ci devront être menées. Si l'activisme des ONG permet d'inciter les États à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de droits à la santé dans certains cas, il n'a donc pas valeur de panacée. Ce qu'il est possible de faire dépend à chaque fois du contexte. En dépit de ce léger biais en faveur du *statu quo*, ce livre demeure une introduction remarquable aux problématiques associées au droit humain à la santé et mérite d'être lu par quiconque désire mieux comprendre les enjeux actuels. †

... Wolff avance avec courage (ou témérité) que cette fuite des cerveaux viole le droit humain à la santé des individus vivant dans les pays en voie de développement, car aucun envoi de fonds des travailleurs migrants ne permet de compenser les pertes que les pays dont ils proviennent subissent.

besoins urgents. En ce sens, le droit humain à la santé est bien une idée progressiste qui met en jeu « *la distribution du pouvoir et des statuts* » à l'échelle internationale. Comment dans ces conditions amener les États à s'acquitter de leurs devoirs ?

Puisque le droit humain à la santé a fait l'objet de traités internationaux, on peut s'appuyer sur l'idée d'un mécanisme de reddition des comptes pour le faire respecter. La forme précise que prendra celle-ci et le choix des acteurs qui seront chargés de la mettre en œuvre demeurent quant à elles ouvertes. Elles pourront dépendre d'un calcul coûts/efficacité en fonction du contexte dans lequel on se trouve. L'avantage d'une telle défense stratégique du droit humain à la santé ressort clairement dans le cas de l'accès aux médicaments. Wolff remarque, à juste titre, que les pays qui ont signé l'accord de l'OMC sur les ADPIC en 1994 ont failli à leur devoir de protéger la santé de leurs citoyens, car ils ont autorisé les compagnies pharmaceutiques

une solution plus terre à terre s'est imposée sous la pression des ONG : facturer des prix différents pour un même médicament à l'intérieur d'un marché et s'assurer que les donateurs contrôlent l'écoulement du médicament au prix le plus faible en le distribuant directement aux institutions et aux ONG capables de les livrer à des groupes ciblés. Certes, tous les individus malades ne peuvent pas encore être soignés, en raison notamment de la très petite quantité de médicaments qu'on peut mettre en circulation de cette manière, mais cela suffit pour établir qu'il est possible de faire progresser le droit humain à la santé sans déstabiliser le marché et en incitant les États à honorer leurs devoirs.

Ce stratagème montre toutefois ses limites face au problème de la fuite des cerveaux. Selon les chiffres de l'OMS que rapporte Wolff, il manquerait quelque 4,3 millions de travailleurs de la santé à travers le monde et la région la plus touchée est l'Afrique subsaharienne. Les pays riches, comme nous le

Poésie portes ouvertes : une planète au féminin

PAR PIERRE NEPVEU

PAS D'ICI, PAS D'AILLEURS.

ANTHOLOGIE POÉTIQUE FRANCOPHONE DE VOIX FÉMININES CONTEMPORAINES

Présentation et choix par Sabine Huynh, Andrée Lacelle, Angèle Paoli

et Aurélie Tourniaire

Voix d'encre, 335 p.

Sans être tout à fait révolue, la grande époque des anthologies nationales de poésie atteint peut-être son crépuscule. Dans la plupart des cas, le travail de compilation a été largement accompli, contribuant à la constitution et à la légitimation des littératures nationales, grandes ou petites, hégémoniques ou négligées. Cette tâche patrimoniale a donné ses fruits et elle demeure le complément indispensable des histoires littéraires classiques, particulièrement en tant qu'instrument pédagogique. Il faut toutefois ajouter que les anthologies fondées sur le principe de l'appartenance à une nation ou à une culture continuent de jouer un rôle de rectification historique à l'égard de minorités négligées ou de peuples peu connus voire ignorés. Une anthologie de la poésie québécoise a ainsi vu le jour en Russie en 2011 et on a vu au Québec, ces vingt dernières années, des anthologistes comme Pierre DesRuisseaux et, plus récemment, Maurizio Gatti faire valoir le corpus littéraire et poétique des cultures amérindiennes. Certaines anthologies de ce type ont clairement pour fonction de chercher à sauver de l'oubli des cultures ou des langues menacées de disparition : ainsi en est-il par exemple des anthologies de la poésie yiddish.

Bien sûr, une poésie nationale n'est pas un ensemble clos et achevé, elle continue d'évoluer et on ne voit pas pourquoi il serait devenu sans intérêt de connaître un tant soit peu ce qu'ont écrit, au cours des décennies récentes, les poètes de telle ou telle nationalité, qu'ils soient français, allemands, chinois, israéliens, américains ou québécois. Cependant, compte tenu du grand brassage identitaire contemporain, on ne se surprendra pas que d'autres types

d'anthologies, transnationales ou transculturelles, soient aujourd'hui en vogue. Ainsi, bien qu'elle s'identifie plutôt comme une « chronique » collective, la sélection de poèmes et de textes proposée récemment par Laure Morali et Rodney Saint-Éloi dans *Les bruits du monde* (Mémoire d'encrier, 2012) est emblématique d'un travail « anthologique » qui fait cohabiter les cultures (québécoise, innue, inuite, haïtienne, catalane, algérienne) et fait entendre un français polyphonique, en fréquent contrepoint avec les autres langues correspondantes. La volumineuse anthologie *Pas d'ici, pas d'ailleurs* à laquelle je veux m'attarder, entièrement constituée de poèmes inédits, ne repose guère sur un tel métissage linguistique puisqu'elle revendique explicitement son caractère « francophone ». Le fait que l'ouvrage convoque 156 auteures de langue française « qui sont nées dans 28 pays » et « qui résident dans 14 pays », tel qu'affiché sur la quatrième de couverture, paraîtrait quand même annoncer une diversité linguistique misant sur la pluralité des français parlés dans le monde. En réalité, la très grande majorité des poètes retenues, soit 134, vivent dans deux pays seulement : la France (une centaine) et le Canada incluant le Québec, à quoi il faut ajouter la Belgique, ce qui ne va pas sans créer une certaine homogénéité linguistique, même si les sta-



tistiques (je n'ai pas eu à les compiler car elles se trouvent là encore en quatrième de couverture) sont davantage variées quand on parle plutôt des pays d'origine, qui vont du Maghreb au Japon en passant par Israël, le Burkina Faso, le Mexique, la Nouvelle-Calédonie, etc.

L'ICI ET LE LOINTAIN

Malgré la référence de Sabine Huynh, principale maître d'œuvre de cette anthologie, aux « vastes territoires de la francophonie », ce serait donc emprunter une fausse piste que de chercher ici un tableau planétaire, équilibré et compréhensif, de la poésie de

langue française au féminin, l'Afrique et la Caraïbe, ou même la Suisse romande, y occupant une place négligeable. La fascinante diversité de ce volume doit davantage aux aléas des réseaux et des amitiés, ainsi qu'à la profusion des formes et des langages pratiqués par les poètes actuelles. Le profil souvent cosmopolite des quatre auteures responsables de la sélection a joué un rôle. Sabine Huynh, dont le propre parcours biographique est à cet égard exemplaire, a étudié en Israël et ce passage explique sans doute que ce pays soit le plus représenté parmi les pays non francophones. Venue ensuite étudier à Ottawa, elle a pu y rencontrer Andrée Lacelle, qui est probablement la poète franco-ontarienne la plus connue au Québec et l'une des mieux informées de la poésie québécoise comme des autres poésies qui s'écrivent en français au Canada. Angèle Paoli, très active sur la scène poétique en Corse, et Aurélie Tourniaire, née à Nice mais professeure en Turquie, complètent une équipe suggérant que les thèmes du nomadisme et de l'indétermination identitaire, les vrais pôles de l'ouvrage, sont bien davantage ici que des propositions théoriques ou des concepts à la mode.

S'il n'est pas question de considérer *Pas d'ici, pas d'ailleurs* comme un véritable bilan de la poésie francophone internationale, peut-on y lire un état de la poésie au féminin en cet encore jeune XXI^e siècle ? Un avocat du diable (il n'en manque jamais lorsqu'il s'agit du féminin) demanderait si cette catégorie identitaire, extrêmement large, est davantage signifiante que celle du national. À quoi il convient de répondre, je pense, que s'il peut être intéressant de savoir ce qu'écrivent les poètes de tel ou tel pays aujourd'hui, cela n'est pas moins vrai pour la poésie des femmes, surtout sur la toile de fond de la grande période militante du féminisme en poésie et en littérature. On pourrait souligner en outre que le Québec n'est pas nécessairement représentatif de la place accordée aux femmes dans la poésie de nombreux pays, à commencer par la France. Pourtant, au final, plutôt que la fixation sur de tels débats institutionnels, la seule vraie question concernant une anthologie, quelle que soit sa définition (nation, sexe, époque, thème, etc.) concerne la valeur des textes qui s'y trouvent. Or, sur ce plan, et malgré des faiblesses aussi occasionnelles qu'inévitables, *Pas d'ici, pas d'ailleurs* intéresse, fascine, provoque, envoûte.

Une dominante de ce parcours est l'absence assez généralisée d'une *revendication* identitaire, encore moins victimaire, le refus de stabilité et de localisation promis par le titre. Le plus beau se dit non pas dans une opposition convenue entre l'ici et l'ailleurs, mais dans le paradoxe captant ce qu'il y a d'étranger et de lointain dans l'ici, comme dans l'admirable poème de Madeleine Gagnon qui redessine sa Matapédia natale : « *le mot frontière m'était alors inconnu/ la rivière et le ciel sans bornes furent mon école de vie/ ses tableaux accrochés au vent/ son ardoise aux fenêtres infinies* ». Même mariage du local et de l'illimité chez la poète de Grenoble Sylvie Fabre G., au souvenir de la bibliothèque maternelle : « *Dans la bibliothèque de ma mère/ les livres étaient comme des draps/ linge frais ou linceul /ils moulaient formes et rêves, vivants et morts [...]* dans la bibliothèque de ma mère/ les livres étaient comme des mains/ que je promenais sur le monde ».

UNE PRATIQUE DE LA LIBERTÉ

L'enfance, fréquemment évoquée dans ce parcours, n'offre sans doute pas constamment une telle ouverture, une telle générosité : pour Maria Mailat, il s'est plutôt agi de fuir « *l'antre maternel* » en même temps que « *l'homme qui me regarde dans les yeux* ». Rompre, fuir, échapper à toute mainmise, à toute situation, c'est là un leitmotiv qui pourrait renvoyer à un nomadisme assez banal s'il n'était travaillé chez plusieurs par le sentiment d'un « dehors » tout proche, voire intérieur. Ainsi en est-il chez une grande voyageuse comme la Belge Anne Penders, hantée par l'Inde, la Chine et tous les ailleurs, mais découvrant dans son simple quotidien que l'au-delà est peut-être plutôt un en-deçà : « *L'espace comme plaqué sur l'œil. Comme aplati, ramené sur moi-même. /L'envers : vivre à l'intérieur, de l'intérieur* ». Ou encore chez Valérie Rouzeau : « *Cette nuit je sors dans ma tête seule/ croiser mes fantômes inconnus* », ressuscitant en quelques lignes aussi bien telle arrière-tante que l'aviateur Blériot et débouchant sur la mémoire de Rimbaud et de la Commune de 1871 : « *Et si je me rapproche un feu/ est-ce que je brûle pétroleuse/ je donne la main à Jeanne-Marie* ».

Chaque poète ne disposant que d'une page ou deux, sauf exception, l'exercice est périlleux : certaines voix s'imposent, d'autres moins. Mais l'intérêt ne faiblit jamais longtemps ; contrastes, surprises, ruptures de ton

raniment la lecture à chaque détour. Au thème incontournable et toujours actuel de la violence faite aux femmes, développé avec force par une Monique Akkari (« *infibulée/ de l'ouïe au nombril/ entoïlée sous la bâche étanche des linceuls* »), Linda Maria Baros oppose sa propre puissance de domination : « *Les hommes que je rencontre/ me lèchent la main et les chevilles/ me suivent de près/ Je leur marche dessus comme sur des charbons ardents/ comme sur des vagues, sur des toits* ». Toutefois, on ne peut pas dire que dans cette grande chorale au féminin, très polyphonique, l'affrontement entre les sexes soit un thème dominant.

Ce qui frappe, c'est la liberté des formes, des tons, des angles d'approche : le « je » l'emporte largement sur le « nous », il se pose en sujet hors cadre, résiste à la « camisole de force » du présent, ferme la porte de la maison pour errer, habiter les marges, inventer des fables, retrouver un passé, une ville, un pays perdu. Cela, au prix d'une solitude tantôt assumée, tantôt subie : « *ni joie ni désespoir seulement être seule/ avec tombée de rideau sur le réel* », souhaite Luce Guilbaud, à quoi Hélène Dorion oppose la plus dure épreuve : « *effrayée par ma solitude/ comme l'oiseau par le reflet de son vol/ je cogne ma tête contre la vitre : le monde/ chaque fois défait par un jour égal aux autres* ». Mais l'enfermement ne dure jamais longtemps et d'autres voies se proposent : on tombe sur une cascade de propositions loufoques lancée par Liliane Giraudon, on accompagne Alexandre le Grand chez la Reine des Amazones, on passe d'un feu d'herbes sèches à une forêt cathédrale, de l'intimisme subtil au lyrisme le plus débridé, mais toujours on s'écrit « *à perte de paroles* », sans frontière entre le dedans et le dehors.

L'expertise d'Andrée Lacelle se manifeste par la présence de nombreuses poètes québécoises, de Cécile Cloutier à Marie-Josée Charest, en passant par Denise Desautels, Louise Dupré, Martine Audet et plusieurs autres – mais aussi par la place accordée à des poètes franco-ontariennes comme Margaret Michèle Cook, Claire Rochon et Lelia Young, à l'Acadienne Dyane Léger, ou à des poètes des Prairies, telles Lise Gaboury-Diallo et Pierrette Réquier. À travers cette abondance, il serait bien illusoire et à vrai dire impossible de formuler une synthèse, de cerner l'unité d'un propos. Un tel volume ne se résume pas, il essaime, se dissémine, se répand : ce nomadisme en acte n'est-il pas le propre de toute vraie poésie ?

Un supplément parmi d'autres

PAR MAYA OMBASIC

MON PÈRE ET AUTRES TEXTES
d'Orhan Pamuk
Gallimard, 96 p.

Orhan Pamuk a l'habitude de publier de gros ouvrages ; quand on a pour objectif de déconstruire les préjugés des deux côtés du Bosphore, l'affaire n'est pas mince. Le plus européen des écrivains turcs et le plus turc des écrivains européens possède sans aucun doute l'art de tout remettre en question, grâce notamment à cet extraordinaire don d'ubiquité propre aux grands écrivains. Il choisit Istanbul comme l'épicentre de sa démarche littéraire et se donne pour mission de dévoiler les visages méconnus de sa ville natale où les présences-absences et la mémoire des traces de l'altérité ont laissé une marque substantielle. Transformé en détective de la différence, Pamuk ne se doute pas des trouvailles qui l'attendent, surtout lorsqu'il plonge dans ses propres abysses, spectacle ô combien jouissif pour les lecteurs qui assistent au revirement psychologique de l'auteur. La vision du monde palimpseste que Pamuk propose d'un livre à l'autre se transforme soudainement en surgissement de nombreuses strates qui constituent son inconscient. Et alors que son angoisse face au double, qu'il traque dans les rues d'Istanbul, annonce une crise existentielle, se révèle la blessure ressentie par le fils abandonné. Est-ce à dire que c'est dans les petits textes, en apparence anodins, que les grands écrivains dévoilent parfois l'essence même de leur démarche ? Chose certaine, il faut lire *Mon père et autres textes* comme le concentré même de toute son entreprise créative.

Rappelons que le livre le plus autobiographique de Pamuk, *Istanbul, souvenirs d'une ville*, commence par la notion du double : « Dès mon enfance, et pendant de nombreuses années, j'ai toujours eu, dans

un coin de mon esprit, l'idée qu'il existait, dans un appartement ressemblant au nôtre, situé quelque part dans les rues d'Istanbul, un autre Orhan qui était mon semblable, mon jumeau, voire mon double. » Si la notion du double introduit très tôt chez Pamuk la notion de la différence, qui s'exprime dans cet entre-deux mesurant la distance entre soi et l'autre, l'écrivain ne connaît pas encore le chemin qu'il va emprunter pour rencontrer son *alter ego*, lequel n'est pas celui qu'il s'était imaginé au départ, à savoir le frère aîné. C'est plutôt la figure du père, sous forme d'ombre, qui plane sur les murs de sa caverne intérieure, même si le fils ne le sait pas encore. Il faut attendre la rencontre avec les textes des écrivains étrangers, mais aussi ses autres livres, pour constater que ni la quête des présences-absences ni la fascination pour l'histoire ne peuvent le rassurer dans son angoisse existentielle face à la notion du double, cet *Unheimlich* qui traverse son œuvre. Ses personnages ont souvent un *alter ego* qui les déstabilise dans leurs convictions : ils naissent et meurent, au même titre que leur ombre, dans un espace hybride où chaque monument rappelle la succession des empires, ces archives étrangères aux traces indéniables. Ce que Pamuk ignore dans un premier temps, c'est que ce double qui l'obsède n'incarne pas toujours la mort, mais plutôt la figure du père qui brille par



son absence. « Parfois, mon père partait au loin. Nous ne le voyions plus pendant longtemps. »

Afin d'oublier la blessure causée par le père, l'écrivain lui substitue d'autres enjeux. Lorsqu'il se promène dans sa ville natale, Pamuk n'arrête pas de prendre note des vestiges du passé. Dans un premier temps, toute l'entreprise de l'écrivain se fonde sur la présence des absences, dans la mesure où il renforce, en les transcrivant sur papier, l'indéniable trace de leur existence qui n'est plus que

trace du néant. Pour le dire avec les mots de Michel de Certeau : « *Frappe ici le fait que les lieux vécus sont comme des présences d'absences. Ce qui se montre désigne ce qui n'est plus : "vous voyez, ici il y avait..."* » (L'invention du quotidien, Gallimard, 1992). Pour revenir à la question du double, il faut se pencher sur la clarté de son énoncé pour voir la lune que le doigt montre : « *Dans mon rêve, la rencontre avec l'autre Orhan, qui se passait toujours dans une autre maison, me faisait parfois hurler de peur ; parfois les deux Orhan se regardaient en silence et avec un sang-froid surprenant et implacable. Pendant ces moments, alors que je me trouvais entre le sommeil et l'éveil, je m'accrochais plus fortement à mon coussin, ma maison, à ma rue, à l'endroit où je vivais* ». Le double est si inquiétant que la ville devient menaçante parce qu'elle incarne « *l'endroit où vit mon double* ». Elle devient le substitut qui vient le sauver de lui-même. Pourtant, rappelons-nous que dans *L'esquisse*, l'œuvre importante de Freud que la critique n'a pas retenue et qui a intéressé de près Jacques Derrida, il est déjà question de la trace et de l'espacement, car seule la métaphore permet de penser en termes d'espacement. Le psychisme lui-même est l'espacement par excellence, mais pour qu'il puisse être compris ainsi, il faut admettre l'hypothèse de la pulsion de mort. Autrement dit, pour que la vie puisse se défendre de la mort (du double qui inquiète Pamuk), il faut qu'elle se prolonge en s'écrivant, à l'aide des résistances, des répétitions et des réserves.

Pamuk écrit pour échapper à la perte absolue qu'il ressent sous forme d'absence dès son plus jeune âge. En ce sens, l'écrivain turc ne fait que retarder la mort : en se répétant toujours à l'infini, la vie tente, en s'écrivant, de se protéger de la mort. Dans cette autoprotection, teintée de mélancolie, se cache non seulement la tristesse générée par la perte de l'ego, mais aussi la mélancolie primordiale engendrée par l'absence presque totale du père. Aussi la ville se transforme-t-elle en miroir dans lequel l'ego de l'écrivain se dissout en se perdant dans ses nombreux reflets. Le récit sur Istanbul, que l'écrivain présente comme le plus autobiographique, n'est en fait que le substitut de ce petit livre, *Mon père et autres textes*, dans lequel la

notion de son double apparaît véritablement sous la figure du père absent. Mais avant, disons que ce récit de soi qui tente d'échapper à la pulsion de mort passe nécessairement par le récit de la ville parce que « *la remémoration subjective s'articule elle-même sur l'histoire de la ville* ». Après avoir démontré l'origine perdue qui stimule et dirige le jeu vers une répétition infinie d'elle-même qui seule peut retarder la pulsion de mort, l'apparition du double, ou sa réapparition, n'est rien d'autre que la notion de l'inquiétante étrangeté de l'*Unheimlich*, déclenchée dans le cas de Pamuk par l'absence du père. Ce grand projet sur la ville n'est donc rien d'autre que le besoin viscéral d'échapper à la blessure d'abandon, et le récit de soi est ainsi envahi par un travail de mémorialiste, travail nécessaire afin de remplir les trous et les espaces vides qui s'immiscent dans les nombreux reflets que le jeune Pamuk aperçoit dans les miroirs de sa maison et de sa ville : « *J'approchai ma tête du centre du miroir, et, en ouvrant d'un coup les deux ailes de telle sorte que je me tinsse au milieu, je voyais des milliers d'Orhan bouger à l'infini profond, froid et vitreux que formaient les glaces dans ce face-à-face démultiplicateur.* »

Par ailleurs, si le sens se multiplie en ouvrant la porte aux autres interprétations, c'est parce que Pamuk est de plus en plus conscient que le rapport entre le soi et la ville est d'ordre phénoménologique : « *quant à l'intérêt porté à leur propre ville par ceux qui sont nés et y ont grandi, il se mélange toujours à leurs propres souvenirs personnels.* » Autrement dit, la pulsion de mort, incarnée dans la notion du double et l'absence du père, pousse Pamuk à écrire à l'infini, parfois au risque de se répéter, afin d'échapper à la tristesse causée par l'absence de la figure patrilinéaire. L'intertextualité devient le supplément à la pulsion de mort et au chagrin indicible d'un garçon abandonné. Elle fait découvrir à l'écrivain le véritable visage de son double — qu'il croyait être son frère aîné — dans des endroits insolites et insoupçonnés d'Istanbul. L'espace devient alors contemporain de l'inquiétante étrangeté du double et de sa blessure psychologique. Mais l'espace devient surtout la scène sur laquelle se joue le drame de l'enfant abandonné :

Istanbul comme trace tangible de toutes ses blessures, parce que l'*alter ego* avec qui il joue à cache-cache n'est personne d'autre que ce père qui aurait aimé devenir lui aussi un grand écrivain.

Pourtant, il n'en est rien. Les figures du frère et de la ville ne sont que les substituts à ce que Pamuk dévoile timidement dans *Mon père et autres textes*. Il a attendu le Prix Nobel pour être à la hauteur des attentes du père, à qui il adresse un message d'amour dans *La valise de mon Père*. Ce dernier, à sa mort, lui a laissé une valise en héritage. Pamuk ne l'a ouverte que récemment, parce qu'il éprouvait « *la crainte de ne pas aimer ce qu'il avait écrit* ». Le lecteur se rend rapidement compte que ce que Pamuk reproche à ce père absent, c'est de « *n'avoir pas autant que [lui] pris le métier d'écrivain au sérieux* ». Car l'unique raison qui aurait permis au fils d'accepter d'être abandonné par son père aurait été de voir le patriarche se couper du monde pour créer une grande œuvre. Hélas, la seule entreprise « noble » du père, du point de vue de la littérature, fut de traduire Paul Valéry en turc. Dans la valise de son père, Pamuk a retrouvé, contre toute attente, non pas un homme de talent ni un grand écrivain, mais un père repentini fier de son fils. Mais surtout, en ouvrant tout doucement la valise de son père, l'écrivain a enfin entrevu le véritable visage de son double, qui n'était autre que le père, cet homme absent et écrivain manqué, qui a pourtant toujours su que son fils gagnerait un jour le prestigieux Prix Nobel.

Et Pamuk d'avouer timidement dans ce petit livre en apparence anodin que la littérature n'est qu'un supplément parmi d'autres, qu'elle tente de suppléer l'angoisse face à la mort ou encore la tristesse indicible d'un manque : « *Pour moi, être écrivain, c'est s'appuyer sur les blessures secrètes que nous portons en nous, que nous savons que nous portons en nous — les découvrir patiemment, les connaître, les révéler au grand jour, et faire de ces blessures et de nos douleurs une partie de notre écriture et de notre identité.* »

1. Voir la recension de Sherry Simon, *Spirale* n° 228, sept-oct. 2009.

Sorties du cadre

PAR HERVÉ GUAY

UN

Texte, mise en scène et interprétation de Mani Soleymanlou, comise en scène d'Alice Ronfard, production d'Orange noyée et du Théâtre du Grand Jour, au Théâtre La Chapelle, du 13 novembre au 1^{er} décembre 2012.

LES TROIS EXILS DE CHRISTIAN E.

Texte et mise en scène de Philippe Soldevila, texte et interprétation de Christian Essiambre, production du Théâtre Sortie de Secours et du Théâtre de l'Escaouette, au Théâtre d'Aujourd'hui, du 15 janvier au 1^{er} février 2013.

Pour peu qu'on les adapte à la situation québécoise, les thèses d'Alan Filewod exposées dans *Actors Acting Not-Acting (La création biographique)*, sous la direction de Martha Dvorak, où il tente d'expliquer le caractère emblématique du phénomène de l'autoreprésentation au Canada au cours des années 1990, peuvent apporter un éclairage précieux à deux spectacles récents. Le premier, *Un*, de Mani Soleymanlou, vient d'être présenté au Théâtre La Chapelle et le second, *Les trois exils de Christian E.*, signé par Christian Essiambre et Philippe Soldevila, a été repris au

Théâtre d'Aujourd'hui en janvier 2013. Pour Filewod, l'autoreprésentation illustre les conditions de travail difficiles des acteurs dans ce qu'il appelle l'« industrie théâtrale canadienne » ainsi que l'échec de la construction d'une fiction nationale cohérente. Dans les deux cas, ce type de solo lui apparaît comme un produit du néolibéralisme. D'une certaine façon, on pourrait considérer le solo de Mani Soleymanlou comme une illustration de sa thèse relative à la construction de l'identité



Mani Soleymanlou ; *Un*. Crédit photo : Jérémie Battaglia.

nationale, tandis que celui de Christian Essiambre représenterait le solo comme une option de rechange employée par les acteurs au chômage pour obtenir de la visibilité.

UNE IDENTITÉ FLOUE

Un, le titre du monologue autobiographique de Mani Soleymanlou, annonce la quête d'une identité unique qui se révèle impos-

sible. L'acteur d'origine iranienne nous présente en effet comme irrécconciliables les diverses identités qu'il a dû endosser pour survivre, celles-ci ayant entraîné humiliations et déconvenues en plus de le priver de véritables points d'ancrage pour la suite des choses. Il est aussi possible d'inférer que l'obligation qu'a eue Soleymanlou d'embrasser des identités successives soit à la source de son choix professionnel de devenir acteur dans la mesure où l'acteur

est par essence celui qui choisit délibérément de passer d'une identité à une autre. Ce choix ne résout tout de même pas la difficulté existentielle de devoir composer avec une identité incertaine, problème corroboré par la photo apparaissant en couverture de l'ouvrage issu de sa pièce et récemment publié dans la collection « L'instant scène », des Éditions de l'instant même, où le visage de l'auteur est plongé dans un flou artistique.

Il n'en demeure pas moins que s'il fait sourire en présentant la situation inconfortable dans laquelle l'a placé à plusieurs reprises la décision de ses parents de quitter l'Iran, Mani Soleymanlou insiste avant tout sur les vexations ayant accompagné les diverses étapes de son parcours : depuis sa naissance à Téhéran à son installation à Montréal, où il fait maintenant carrière en tant qu'acteur. On ne sait d'ailleurs rien de la situation de sa famille en Iran ni des causes expliquant son exil. Les véritables épreuves commencent à Paris, première étape de ce que l'auteur désigne comme son « *épopée* », où l'on rit de lui parce qu'il ne sait pas pisser dans un urinoir. À l'école française de Toronto, on voit en lui un petit Français un brin ridicule, jusqu'au cours secondaire, où il se retrouve « *[p]armi eux* », c'est-à-dire un groupe d'élèves venant de quatre-vingt-deux nations, mais ayant le français en partage. « *Minipays* » auquel il ne veut surtout pas appartenir : « *Je n'aime pas le mot immigrant... Je n'ai jamais voulu migrer où que ce soit. J'ai migré malgré moi.* » Impasse sur les trois ans qu'il passe à Ottawa jusqu'à son arrivée à Montréal, où il vient étudier à l'École nationale de théâtre du Canada, qui « *a reçu une subvention du gouvernement fédéral pour les nouveaux arrivants* ». De son arrivée au Québec, même si on lui lance désormais au visage qu'il est québécois, il retient surtout qu'il ne s'est jamais senti si étranger : « *Jamais je n'ai eu à expliquer autant d'où je venais, à justifier mon accent, à décrire mon parcours, dire et redire et redire et redire mon nom de famille.* » Jusqu'à ce qu'il décide de participer à *Lundis Découvertes* dont le mandat est de donner la parole à « *un artiste québécois issu d'un milieu culturel* ». Son monologue s'élabore au contact du mandat absurde selon lequel Soleymanlou, qui ne connaît de l'Iran que la cuisine de sa mère et les vacances qu'il y a passées dans sa famille élargie, doit se transformer en chanteur d'un pays dont il ignore l'essentiel. Cette réflexion l'amène à parler du vide et

du sentiment de perte qui l'habitent : « *Je suis à la recherche, je suis perdu dans l'espace qui me divise, qui sépare moi et moi, moi et moi, man o moi, moi o man, me and moi, me and man, me and me, man o man... Cet état de "flottement identitaire", dans le fond, me rapproche beaucoup de tous ceux et celles qui portent fièrement le drapeau de leur nation, de leur terre. Ceux et celles que parfois j'envie.* »

Située dans un lieu de passage constitué de cinq ou six rangées de chaises qui reproduisent en quelque sorte le parterre d'un théâtre, mais aussi « *une salle de classe, un aéroport, une salle d'attente* », la pièce *Un* mise sur la théâtralité de cet espace scénique transformable et fluide à souhait, mais aussi sur une complicité avec le public qui ne se dément pas de toute la représentation, même si, par l'ironie, l'acteur remet en question les codes, les attitudes et les habitudes des pays et des villes où il a séjourné. La collaboration d'Alice Ronfard à la mise en scène n'a sûrement pas été inutile pour assurer au jeu de Mani Soleymanlou sa tonicité et sa polyvalence et pour donner du rythme et l'ampleur voulue à ce récit sinueux, teinté de nostalgie, de lucidité et d'humour, qui compte un grand nombre de tableaux et de pistes de réflexions.

Somme toute, le projet de Mani Soleymanlou illustre bien l'échec de la construction d'une fiction nationale ouverte aux apports extérieurs. Ici, l'individu venu d'ailleurs est nécessairement renvoyé à sa culture d'origine, quel que soit le temps passé en territoire canadien ou québécois et indépendamment de sa volonté d'intégrer sa culture d'adoption. Ici, la fidélité imposée aux origines oblige à y retourner sans cesse plutôt que d'embrasser une appartenance qui pourrait lui servir de nouveau point d'ancrage, voire amener l'individu à jouir d'une appartenance multiple au lieu d'en souffrir. Pour l'auteur d'*Un*, cela alimente une solidarité à l'égard des dissidents iraniens et l'espoir que l'Iran soit un jour délivré du joug des ayatollahs. Mais qu'en est-il du lien social nécessaire pour se sentir partie prenante de la communauté où l'on vit, aime et travaille ?

ACTEUR JOUANT À NE PAS JOUER

Si, à première vue, les exils de l'Acadien Christian Essiambre possèdent certains

points communs avec ceux de Mani Soleymanlou, dans la mesure où les deux artistes ont quitté leur terre natale pour venir jouer à Montréal et où il s'agit d'un solo soigneusement mis en scène, les différences entre les deux spectacles s'avèrent pourtant plus flagrantes. Bien que la question de l'identité ne soit pas absente du solo d'Essiambre, elle n'est pas fracturée pour les mêmes raisons et, surtout, l'auteur écrit moins son monologue pour régler un problème identitaire que pour trouver du travail dans une ville qui lui en refuse. En ce sens, l'acteur acadien correspond tout à fait aux acteurs manquant de travail décrits par Alan Filewod. Le solo consiste principalement ici à présenter une situation difficile à laquelle on veut mettre fin. En racontant sa propre vie, l'acteur a enfin l'occasion de jouer, de se faire voir et, ultimement, de trouver du travail à nouveau sans avoir besoin d'écrire d'autres solos. Filewod désigne ce paradoxe sous le nom d'acteurs-jouant-à-ne-pas-jouer, phénomène que l'on rencontre communément dans les festivals Fringe, les salles, petites ou grandes, dans des esthétiques plus ou moins sophistiquées. Pour Filewod, cette situation a été créée au Canada anglais par l'importance démesurée qu'y a prise le théâtre commercial, copiant le modèle américain au détriment de la dramaturgie canadienne. Si l'on adapte sa thèse au Québec, il faudrait sans doute y voir l'exiguïté de l'espace consacré au théâtre comparativement à celui occupé par les humoristes, représentant chez nous une bonne partie du versant commercial des arts de la scène. Et justement, à quoi le solo de Christian Essiambre ressemble-t-il beaucoup, même s'il en est une version soignée ? À la partition d'un humoriste alignant une galerie de personnages susceptibles de faire rire.

En effet, ce n'est pas pour faire du théâtre qu'Essiambre s'est installé à Montréal, mais plutôt dans l'espoir d'être connu, d'acquiescer la notoriété, notamment télévisuelle, qui justifierait, aux yeux de sa parenté, son exil dans la grande ville. Là cependant où le jeune acteur rompt avec l'écriture humoristique, c'est lorsqu'il relate les échecs et la thérapie consécutifs à son choix de s'installer dans la métropole, ce qui le met sur la piste de la blessure d'enfance qui clôt son récit, laquelle lui donnera son sens. L'autre versant par lequel *Les trois exils* de Christian E. se distingue d'un spectacle d'humour, c'est la sensibilité de l'auteur aux questions culturelles, ce qui le



Christian Essiambre ; *Les trois exils de Christian E.*. Crédit photo : Nicola-Frank Vachon.

conduit à dénoncer l'impérialisme et le réductionnisme linguistiques auxquels doivent se plier les Acadiens s'ils décident de faire carrière au Québec. Ainsi, contrairement aux humoristes qui se servent du ridicule et des rigidités propres à la culture dont ils sont issus dans l'espoir de faire rire les « *pures laines* », Essiambre conteste ouvertement les prétentions du centre de dicter ses usages à la périphérie, même s'il doit s'y soumettre provisoirement afin de gagner sa vie. Vaine contestation, sauf à l'intérieur de l'auto-fiction où il peut être lui-même, se libérer de ces diktats et évoquer ses frustrations personnelles et professionnelles.

Les trois exils de Christian E. montre donc les occupations et les frustrations d'un acteur acadien sans travail qui a eu la prétention de s'installer à Montréal pour faire carrière. Essiambre nous fait comprendre au passage les limites inhérentes à celui qui adopte le métier de comédien en Acadie. Son principal rôle fut en effet celui de Tom Pouce au Village Historique Acadien où il a travaillé pendant huit ans. En conséquence, l'écart est grand entre les espoirs du comédien et ce que lui offre la métropole en

matière d'emploi. Le retour en Acadie à la suite de la disparition d'un des quatre cousins dont il était très proche fait bifurquer ce qui commence comme un *show* d'humoriste vers ce qui devient une sorte de conte autobiographique, quête personnelle à laquelle Essiambre confère des dimensions archétypales. Paradis de l'enfance, perte répétée de l'innocence et nécessité thérapeutique de mettre en scène le traumatisme sont convoqués et font éclater le cadre des imitations typiques des prestations d'humoriste, transformant son récit en *road play* aux relents de dérive existentielle.

Si cette transition est réussie, cela tient beaucoup à la mise en scène élégante et à la participation au texte de Philippe Soldevila. Il dirige de main de maître Essiambre en canalisant son énergie et en misant sur ses indéniables qualités d'acteur physique. Leur récit commun fait alterner la satire, parfois un peu facile, l'ironie, plus grinçante, tout en ménageant par endroits des instants de légèreté et de poésie et en assurant le virage dramatique du récit par petites touches successives avant l'explosion finale. L'entreprise nous permet ainsi de décou-

vrir un jeune acteur drôle, sensible, capable de justesse et doté d'une puissance dramatique certaine. Et elle se matérialise avec une économie de moyens remarquable, sur une scène vide, laquelle indique bien dans quel contexte ce pari a été relevé.

UN CADRE ÉTROIT

La persistance du phénomène de l'auto-représentation au sein du théâtre québécois n'est sans doute pas réductible aux dimensions idéologiques et économiques relevées par Alan Filewod. Il n'empêche que l'exclusion d'un certain nombre de discours du grand récit national et la prise en compte de la situation financière d'acteurs ne répondant pas aux critères de sélection érigés par les producteurs de fictions expliquent en partie que des spectacles comme *Un* et *Les trois exils de Christian E.* aient vu le jour. C'est dire également qu'il s'agit là d'un moyen d'émancipation pour ceux et celles qui se sentent exclus du cadre étroit du « beau milieu » et pour ceux qui ne se satisfont pas de l'espace « culturel » où les confinent les sociétés néolibérales.



Zones de turbulences

PAR GILBERT DAVID

LA DANSE DE MORT

de August Strindberg

Traduit du suédois par Michel Vittoz, mise en scène de Gregory Hlady,
production du Groupe de la Veillée,
Théâtre Prospero, du 20 novembre au 15 décembre 2012.

LA ROBE BLANCHE

Texte, mise en scène et jeu de Pol Pelletier,

production autogérée à l'église Sainte-Brigide-de-Kildare (Montréal),
du 21 au 30 novembre 2012.

POUR UN OUI OU POUR UN NON

de Nathalie Sarraute

production du Théâtre Galiléo
Théâtre Prospero, du 15 janvier au 9 février 2013.

De Strindberg à Sarraute en passant par Pol Pelletier, la scène est propice à l'exposition des petites et grandes souffrances de la psyché aux prises avec l'Autre. À cet égard, le drame n'a eu de cesse d'être infléchi par la romanisation de ses composantes, tant au niveau macroscopique de l'action qu'au niveau microscopique de la « simple » conversation. Ce qui affecte ainsi l'écriture dramaturgique n'est pas sans répercussion sur la représentation théâtrale elle-même qui peut, à des degrés variables, surenchérir sur les modalités scéniques du « romanesque », en particulier pour ce qui concerne le surinvestissement des affects par les acteurs. Dit autrement, le théâtre revendiquerait dès lors son artificialité constitutive pour mieux se dissocier des codes psycho-naturalisants du téléroman ou du narcissisme de la télé-réalité, c'est-à-dire de la sentimentalité ou du vécu exhibitionniste de candidats en quête de célébrité instantanée.



Pol Pelletier ; *La robe blanche*. Crédit photo : Simon St-Laurent.

LA DANSE DE MORT : LA GUERRE DES SEXES À LA PUISSANCE DIX

Les réalisations de Gregory Hlady ont beau être hautement imprévisibles, la mise en scène qu'il a récemment proposée de *La danse de mort* de Strindberg s'est particu-

lièrement distinguée par sa vigueur transgressive et son incomparable direction d'acteurs. L'auteur suédois a écrit sa pièce en 1901 et il effectuait alors un retour au « *naturalisme des nerfs* » de ses débuts, non sans y laisser poindre des éléments plus mystérieux, voire surnaturels, qui allaient constituer la matière prochaine de ses



Vincent Magnat et Marc Béland ; *Pour un oui ou pour un non*. Crédit photo : Productions du Théâtre Galiléo.

dramas symbolistes. Située sur une île, l'action réunit un couple désaccordé, le Capitaine Edgar (Denis Gravereaux) et Alice (Danielle Proulx), qui poussent à bout la logique de la « scène de ménage », en prenant comme témoin de leur guerre à finir un certain Kurt (Paul Ahmarani), en faux jeton qui se fait tour à tour complice du militaire manipulateur et de la femme séductrice.

Hlady qui, dans le programme, se propose d'explorer la dimension « *métaphysique, mystique, fantomatique, imaginaire* » du texte, entraîne en effet ses acteurs dans une interprétation labyrinthique, ouverte sur leur inconscient, par le biais d'une partition quasi somnambulique, du moins à forte teneur somatique. Une telle dissociation entre le corps et la parole est productrice d'une longue série de petits chocs qui poussent les spectateurs à rester sur le qui-vive. Ainsi, par exemple, Alice qui a dû renoncer naguère à sa carrière de ballerine, apparaît soudainement en tutu et chaussons de danse, image incongrue en forme de reproche qui remonte aux débuts de son union avec Edgar ; la souterraine connivence qui unit les protagonistes de cet étrange triangle amoureux se détecte à la présence du rouge qu'arborent le justaucorps d'Alice, une manche de la chemise de Kurt et le liséré au képi du Capitaine ; ailleurs, Alice, en quête de nourriture, fouille un petit carré de terre noire et en extirpe des vers ; elle donnera plus tard à manger de la terre à Edgar — comme pour

lui rappeler sa propre condition de mort en sursis. Etc.

La puissance imageante de la représentation n'est pas activée par la seule partition des acteurs. La scénographie compartimentée de Vladimir Kowalchuk, la vidéographie obsessionnelle de Teo Gravereaux et le montage sonore de Nikita U contribuent à la polyphonie de l'œuvre tout en en dilatant les connexions mentales. Devant ce chaos organisé, il ne s'agit pas de vérifier la « fidélité » de la production à la pièce de Strindberg — comme s'en inquiétait un spectateur lors d'une rencontre d'après spectacle, en faisant écho comme de juste à la question angoissée d'Edgar : « *Quel est le sens de tout ce chaos ?* » —, car le jeu infini des associations libres pose ici un défi insurmontable à toute intellection qui se mettrait en frais de trouver un terrain ferme sur lequel s'édifier. Dès lors, le spectateur gagne en liberté interprétative, au point de devenir un véritable co-créateur de l'objet scénique en combinant à sa guise — et à ses risques et périls — les interventions tonitruantes tirées d'extraits symphoniques de Bruckner, les machines à jouer que sont les portemiroirs, les escaliers, les praticables tels des massifs, avec les projections en noir et blanc d'une tempête maritime, les comportements de marionnettes déglinguées et les rictus de trois pauvres créatures jetées sans merci l'une contre l'autre.

Nul doute que cette démarche peut conduire certains à la ranger dans les pro-

duits « non finis », pour en discréditer toute valeur esthétique et morale — citons Nathalie Heinich qui a débusqué ce discours facile dans l'appréhension contemporaine des arts plastiques : « *Une telle lecture [...] interdit d'envisager que la maîtrise des codes de représentation puisse passer par leur déconstruction et non plus par leur parfaite mise en œuvre* » (*Le triple jeu de l'art contemporain*, Minuit, 1998). Pour ma part, je tiens à saluer cette radicale plongée dans les systèmes symboliques à laquelle nous convie ce spectacle de Hlady, à l'encontre de cette tendance lourde qui, dans nos gazettes et autres concoctions médiacratiques, jaugent les œuvres en termes de vérité convenue et de morale bien pensante, sinon en tant que marques par avance réconfortantes d'un quelconque engagement...

POL PELLETIER EN NÉO-CLOWN

Parlant d'engagement, il me revient en mémoire la cinglante intervention de Jean-Pierre Ronfard intitulée « Contre le théâtre pour » dans la revue *JEU...* en 1979, et à laquelle Olivier Kemeid a répliqué plus récemment avec son malicieux « Pour le théâtre contre », dans la même revue, en 2006. C'est dire combien la nature et la forme de l'engagement restent d'actualité dans le domaine du théâtre, avec son cortège de faux prophètes et de créateurs convaincus. Il faut d'emblée convenir que tout engagement est inhérent au travail créateur, mais il importe ensuite de confronter les prises de position dites engagées, quelles qu'elles soient, à ce qui en elles préserve ou oblitère la *spécificité artistique* d'une œuvre — ce en quoi cette œuvre excède ou non les contraintes qui la confinent à une fonction cosmétique, opportuniste, divertissante ou utilitaire. Les bonnes intentions qui font office de bonnes œuvres ne manqueront pas d'embrouiller la situation, alors que notre société est aujourd'hui traversée par nombre de causes (humanitaires, environnementales, anticapitalistes, etc.) qui interpellent les artistes... Les régimes de croyance, qui sont en concurrence dans la société, ne doivent-ils pas nous prémunir pourtant contre la tentation de sacrifier la nature autotélique de l'art — hostile par conséquent à toute hétéronomie — à l'inévitable inscription de l'artiste dans le monde. Convenons que c'est plus facile à dire qu'à faire...

Pour en revenir à Pol Pelletier, on connaît sa réputation de créatrice féministe de la première heure — ne serait-ce qu'en raison de son rôle déterminant dans la fondation du Théâtre Expérimental des Femmes en 1979. Depuis lors, elle a régulièrement marqué la scène au fer rouge, notamment avec plusieurs solos, dont *Joie* (1992), où elle entrecroisait ses récits de vie avec des questionnements sur la condition féminine en général et sur la création au féminin en particulier. *La robe blanche*, son plus récent solo, s'inscrit dans la même trajectoire, à ceci près que la femme de théâtre se montre plus que jamais inquiète de la marche du monde et revendique un rôle « révolutionnaire » en souhaitant rien de moins que de « faire renaître le théâtre populaire comme au Moyen Âge, sur le parvis des églises et les places publiques ».

Pol Pelletier a présenté son dernier solo dans une église désaffectée de la rue Alexandre-DeSève, dont l'orgue a fait entendre du coup ses derniers souffles avant d'être démantelé, apprend-on, pour être vendu à la pièce comme de la vulgaire ferraille. Le lieu n'a pas été choisi au hasard, car le récit de Pol Pelletier plonge d'abord dans une époque où la religion était toute-puissante, avec la dénonciation d'un prêtre abuseur qui s'en est pris à une fillette d'à peine trois ans. Pol Pelletier dévoile avec impudeur cet épisode affligeant de son enfance, en lui attribuant une panoplie de conséquences à retardement sur sa santé. Texte en main, la conteuse, le visage peint à l'image d'un néo-clown au sourire crispé, pourfend de ses imprécations la famille, la langue de bois et les « nouveaux évêques » qui ont fait main basse sur le Quartier des spectacles et sur tous les théâtres établis de la métropole. La charge est bien sentie et le procès des « hommes de théâtre-curés » et de leurs nouvelles servantes-femmes de théâtre fait mouche. D'être ainsi confronté à de telles vociférations pamphlétaires est certainement bouleversant : Pol Pelletier, acculée à la misère et à l'indifférence du « beau milieu », joue pour ainsi dire son va-tout : « *Je vous rends votre honte, avancez-elle au final. Pour pardonner, il faut quelqu'un qui demande pardon. J'attends qu'on*



Paul Ahmarani, Danielle Proulx et Denis Gravereaux ; *La danse de mort*. Crédit photo : Matthew Fournier.

me demande pardon. Je brise mon silence et l'interdit en moi. » Ce type de prise de parole frontale se double d'une recherche extrême d'un théâtre brut — quelques objets vestimentaires, un énorme panache blanc d'original — qui puise à l'énergie sans concession de la présence et de l'indignation. On en sort revivifié et prêt à livrer de nouveaux combats, en se souvenant de cette observation lucide du metteur en scène Peter Brook : « *Quand le théâtre parvient à refléter une vérité propre à une société, il exprime plus le désir de changer que la croyance en un changement possible* » (*L'espace vide*, Seuil, 1977).

UN LOGODRAME DE NATHALIE SARRAUTE

On aurait tort de penser que les logodrames — néologisme proposé par Arnaud Rykner — de Sarraute seraient aux antipodes de l'engagement (« *langagement* », selon le terme avancé par Lise Gauvin), si l'on veut bien admettre que l'usage de la parole est assujéti à des normes implicites dont la pragmatique a bien montré les nombreuses fonctions performatives. En ce sens, *Pour un oui ou pour un non* (1982) fait plus que démonter les traquenards de la sous-conversation à la suite d'un malentendu entre deux amis de longue date, au point de mettre en péril leur amitié même : à partir d'énoncés apparemment anodins, ce théâtre fouille une scène pulsionnelle qui ne s'avoue pas et qui travaille le sujet parlant.

Ici la dramaticité est faite de mouvements de langage, de formules convenues, de petits riens qui encombrant la mémoire et menacent la confiance réciproque entre les interlocuteurs. Avec un humour féroce, Sarraute traque les interactions verbales de H1 et H2 pour en extirper les faux-fuyants, les dénégations, les pétitions de principe et autres tactiques de mauvaise foi. Prendre la parole est un acte dangereux qui implique chez les protagonistes des stratégies pour à la fois « *garder la face* » et ne pas « *perdre la face* ». Cette radiographie d'une joute verbale est réglée avec précision et subtilité par Christiane Pasquier qui peut compter sur deux solides acteurs (Marc Béland et Vincent Magnat) pour faire leur cette partition plus complexe qu'elle n'en a l'air. Outre la musique inspirée de Jean Derome, la production met à contribution la scénographie dépouillée, presque clinique, de Geneviève Lizotte : un plateau nu où est planté un seul fauteuil et, à l'arrière-scène, deux grands écrans identiques dont l'un est placé en renforcement et où seront projetées des images animées de Thomas Corriveau, dont les fins dessins des silhouettes des deux principaux acteurs, soumis à un incessant tremblement jusqu'à se fondre dans une foule indistincte, disent bien l'instabilité des êtres et la fragilité discursive de leur existence. Sarraute fait brillamment saisir combien le langage nous engage tout entier et, pour cela, commande la plus grande vigilance à l'égard de ses fausses certitudes et des pièges logés jusque dans les plus infimes tours et détours de la parole.

au centre de la littérature et
de la culture québécoises
depuis 10 ans



CENTRE DE RECHERCHE
INTERUNIVERSITAIRE
SUR LA LITTÉRATURE ET LA
CULTURE QUÉBÉCOISES

3 sites

SITE UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Pavillon Lionel-Groulx, local C-8141
3150, Jean-Brillant
Montréal (Québec) H3T 1N8
Téléphone 514-343-7369
crilcq@umontreal.ca

SITE UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Pavillon Judith-Jasmin local J-4285
405, Rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H2L 2C4
Téléphone 514-987-3000 (2237)
crilcq@uqam.ca

SITE UNIVERSITÉ LAVAL
Pavillon Charles-De Koninck, local 7191
1030, avenue des Sciences-Humaines
Québec (Québec) G1V 0A6
Téléphone 418-656-2131 (4536)
crilcq@crilcq.ulaval.ca

1 centre

2 sainte-catherine est
espace 302

514 842 5579

formats
@rcaa.org

www
librairieformats
org

une initiative
du rcaa

FORMATS

**librairie spécialisée
en art actuel,
littérature théorique
et critique**



Conseil des Arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

Conseil des arts
et des lettres
Québec

Culture,
Communications et
Condition féminine
Québec

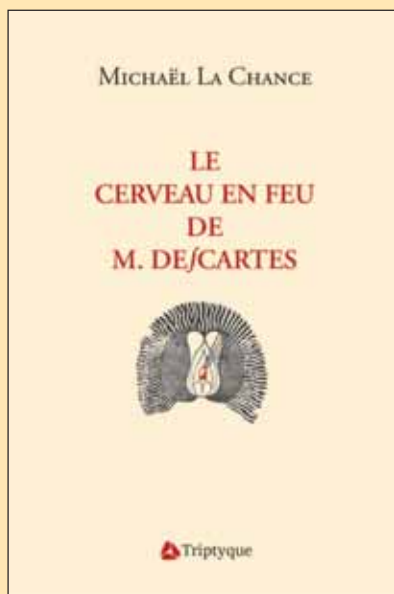
Emploi
Québec

SDEV
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE VILLAGEOIS (SDEV)

Poème sale

Crédit photo: Léa Lacroix

www.poemesale.com



Michaël La Chance

Le cerveau en feu de M. Descartes

essai, 131 p., 22 \$

Avant de rédiger son *Discours de la méthode*, véritable coup d'État dans la pensée philosophique du XVII^e siècle, le jeune Descartes a fait trois songes au cours d'une nuit de novembre 1619.

Le cerveau en feu de M. Descartes revisite ces rêves, où le jeune philosophe entrevoit le fondement matriciel qui relie tous les êtres, et propose un quatrième songe dont il ne serait pas revenu. L'auteur a voulu comprendre comment, à l'issue de cette nuit, Descartes a entrepris de fonder le cogito contre tous les vertiges entrevus.

Aujourd'hui, alors que les rationalités technologiques et financières sont remises en cause, que nous remettons en doute la Raison des raisons, il importe de revisiter ces rêves initiatiques et d'établir un dialogue avec l'écologie intuitive des cultures autochtones: c'est le cinquième songe.



Mazouz OuldAbderrahmane

Le Café Maure

roman, 170 p., 20 \$

« Il y a quelque chose du conte oral qui serait écrit, de la chanson populaire devenue poème dans ce roman assez stupéfiant, rempli de vie et de paroles et de colère et de beauté. »

Marie-Christine Blais, *La Presse*

« Cet ancien membre du Théâtre national algérien, disparu en novembre dernier, soigne amoureuxment les personnages de son unique roman. Non sans humour, il en fait les vecteurs d'une mémoire d'avant-guerre, une mémoire construite autour de disparités criantes, d'humiliations quotidiennes et de fortes solidarités entre les gens du même quartier. »

Maud Cucchi, *Le Droit*



Maude Smith Gagnon

lauréate du Prix littéraire
du Gouverneur général

(poésie) pour

Un Drap. Une Place.

93 p., 15 \$

« À Natashquan, au Viêt Nam ou à Montréal, la poète porte une scrupuleuse attention aux choses et oppose un rassérénant refus du lyrisme qui, drôle de corollaire, pointe droit vers le tyrannique désir de récits (donc de sens) présidant à notre rapport au littéraire (et au monde). Regarder par la fenêtre avec elle, simplement, sans se poser de questions, apaise les tourments. »

Dominic Tardif, *Voir*



UN NUMÉRO PILOTÉ PAR
MICHÈLE PONTBRIAND



ANTHOLOGIE PILOTÉE PAR
ROBERT GIROUX
DANNY-MARC ET JEAN-LUC MAXENCE

Œuvres complètes d'Anne Hébert

I. Poésie

Édition établie par Nathalie Watteyne

suivi de

Dialogue sur la traduction
à propos du Tombeau des rois

Édition établie par Patricia Godbout

« ... les cinq volumes de cette édition critique devraient figurer dans la bibliothèque de chacun. Anne Hébert n'est plus... La voilà qui renaît. »

M.-A. LAMONTAGNE, *LE DEVOIR*



Anne Hébert / © Archives de l'Université de Sherbrooke

Les œuvres complètes d'Anne Hébert en édition critique sont réunies en cinq tomes, à paraître en 2013 et 2014, dans la prestigieuse collection « Bibliothèque du Nouveau Monde »

- I • Poésie
- II • Romans (1958-1990)
- III • Romans (1975-1982)
- IV • Romans (1988-1999)
- V • Théâtre, nouvelles et proses diverses

Variantes et réécritures sur

www.pum.umontreal.ca

Les Presses de l'Université de Montréal

Université  de Montréal

Philo & Cie

Magazine de philosophie et de sciences humaines et sociales

Philo & Cie
MAGAZINE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Le pouvoir, encore...
ses formes, ses lieux

Quelle anthropologie?
Entretien avec Francine Saillant

Michel Freitag,
dialectique et société
Jacques Dufresne,
intellectuel public



Philo & Cie
MAGAZINE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Les vertus de l'échec

Éditer des livres savants,
entretien avec
Antoine Del Basso

Un hommage
au philosophe
Claude Lévesque



Philo & Cie
MAGAZINE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

**Trudeau-Aquin
50 ans plus tard**



Entretien avec
JEAN LAROSE

Globe sonore,
pour une autre parole

*Contribuer à inscrire l'activité
intellectuelle dans le cours normal
des choses*

Le numéro : 12 \$
En vente en librairie
3 numéros par an : 40 \$ l'abonnement
Achat ou abonnement en ligne :
www.editionsliber.com
Information : communication@editionsliber.com

LA PHILO S'EXPOSE : ENTRETIEN AVEC GEORGES LEROUX

Philo & Cie
MAGAZINE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

n° 4 janvier - avril 2013 12 \$

**QUAND
LA CULTURE
RECYCLE**

L'air du temps
CULTURE VIRALE

**Cette langue
qui nous définit**

ENTRETIEN AVEC
CHANTAL BOUCHARD



15 ANS DE DIFFUSION DU SAVOIR

1998



Le naufrage de l'université
Michel Freitag

2000



Aux frontières du pictural et du scriptural
sous la direction de
Eva Le Grand

2003



Accessoires. La littérature à l'épreuve du dérisoire
sous la direction de
Isabelle Décarie,
Brigitte Faivre-Duboz
et Éric Trudel

2004



Les oubliés du romantisme
sous la direction de
Marie-Andrée Beaudet,
Luc Bonenfant et Isabelle Daunais

2006



Un certain genre malgré tout
sous la direction de
Catherine Mavrikakis
et Patrick Poirier

2008



Le roman vu par les romanciers
sous la direction de
Isabelle Daunais

2009



Veilleuses. Autour de trois images de Jacques Derrida
Ginette Michaud

2011



Histoire sociale des technologies numériques de 1945 à nos jours
André Mondoux

2013



L'être et le crime. Cinq romans-phares
Michel Dion